

**[BIBLIOTHÈQUES
PUBLIQUES** Sous la direction de
CÉCILE TOUITOU
**BRITANNIQUES
CONTEMPORAINES :**
avec la collaboration de
KARINE LESPINASSE **AUTOPSIE DES
ANNÉES DE CRISE]**

Ian Anstice, Frédéric Blin, Tim Coates, Sylvie Decaux,
Carine El Bekri-Dinoird, Clémence Fourton, Alan Gibbons,
Anne Goulding, Isobel Hunter, Cécile Touitou,
Anne-Marie Vaillant, Alan Wylie, Adèle Zwilling

Préface de Pascal Sanz

2020

 presses
de l'enssib

LA NUMÉRIQUE

Bibliothèques publiques britanniques contemporaines

Autopsie des années de crise

Cécile Toutou (dir.)

DOI : 10.4000/books.pressesensib.11527

Éditeur : Presses de l'enssib

Lieu d'édition : Villeurbanne

Année d'édition : 2020

Date de mise en ligne : 4 juin 2020

Collection : La Numérique

ISBN électronique : 9782375461167



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 4 juin 2020

Nombre de pages : 204

Référence électronique

TOUITOU, Cécile (dir.). *Bibliothèques publiques britanniques contemporaines : Autopsie des années de crise*. Nouvelle édition [en ligne]. Villeurbanne : Presses de l'enssib, 2020 (généré le 01 février 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pressesensib/11527>>. ISBN : 9782375461167. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pressesensib.11527>.

© Presses de l'enssib, 2020

Conditions d'utilisation :

<http://www.openedition.org/6540>

LISTE DES AUTEUR.ES

COORDINATRICE ET AUTEURE

Cécile Toutou

Responsable mission Marketing,
bibliothèque de Sciences Po, Paris

COLLABORATRICE

Karine Lespinasse

Enseignante documentaliste, Singapour

AUTEUR.ES

Frédéric Blin

Chef du pôle Services et collections,
Bibliothèque nationale et universitaire de
Strasbourg

Sylvie Decaux

Maître de conférences, IUT Paris Descartes

Carine El Bekri-Dinoird

Directrice de la Bibliothèque de l'université
de Reims Champagne-Ardenne

Anne Goulding

Professeure en sciences de l'information et
des bibliothèques à l'université Victoria de
Wellington (Nouvelle-Zélande)

Clémence Fourton

Attachée temporaire d'enseignement et
de recherche (ATER) à l'université Paris-8
Vincennes Saint-Denis

Anne-Marie Vaillant

Directrice adjointe de la bibliothèque
André-Malraux (Paris)

Adèle Zwilling

Responsable adjointe du pôle Cartothèque
et correspondante Services aux publics,
Bibliothèque de Géographie, Bibliothèque
interuniversitaire de la Sorbonne

PERSONNES INTERVIEWÉES

Ian Anstice

Directeur de bibliothèque et animateur du
blog *Public Libraries News*

Tim Coates

Actuellement conseiller principal pour les
bibliothèques publiques et universitaires
dans le cadre du projet Freckle aux
États-Unis

Alan Gibbons

Auteur de livres pour enfants et organisateur
de Campaign for the Book

Isobel Hunter

Présidente de Libraries Connected

Alan Wylie

Bibliothécaire et activiste militant pour la
défense des bibliothèques

PRÉFACIER

Pascal Sanz

Conservateur général honoraire,
et un des vice-présidents du Comité
français international bibliothèques et
documentation (Cfibd)

TRADUCTRICE

Lara Toutou

Libraire et traductrice

NOTE DE L'ÉDITEUR

L'auteure Clémence Fourton a souhaité, en accord avec l'éditeur, recourir à l'écriture dite inclusive. Ce choix est fait sous sa seule responsabilité et selon nos recommandations de graphie.

POUR CITER CET OUVRAGE

Touitou, Cécile (dir.); préface de Pascal Sanz. Bibliothèques publiques britanniques contemporaines : autopsie des années de crise. [En ligne]. Villeurbanne: Presses de l'Enssib, 2020 (La Numérique, ISSN 2492-9735)

Disponible sur :

< <https://presses.enssib.fr/catalogue/bibliotheques-publiques-britanniques-contemporaines> >.

ISBN numérique: 978-2-37546-116-7

DROITS D'AUTEUR

Ce titre est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons: attribution, pas d'utilisation commerciale, pas de modification.



L'OUVRAGE

Cet ouvrage se propose de revenir sur les fermetures massives, depuis 2010, des bibliothèques publiques en Grande-Bretagne.

Quelle a été la chronologie des plus de 300 fermetures de sites, comment en comprendre l'histoire et les logiques ? Quels sont les différents acteurs qui ont été mobilisés sur cette période : politiques, professionnels et associations des bibliothèques, citoyens, journalistes, artistes ?

Ce livre permet, à partir de documents-témoins de cette époque, d'en éclairer le contexte politique et sociétal, et d'en décrypter les impacts.

Pour la première fois accessible aux lecteurs français, une documentation spécialisée, traduite et éditorialisée, permet de comprendre

les enjeux du débat sur la lecture publique dans un pays historiquement fier de lancer pour son réseau de bibliothèques.

Dix ans après cette crise majeure, la synthèse documentaire élaborée ici et sa mise en analyse interrogent la question de l'égalité d'accès aux équipements de lecture publique, les cadres réglementaires garantissant leur fonctionnement, le cœur des missions des bibliothèques au XXI^e siècle, la question de l'offre et de la demande, le rôle de personnels formés et l'ambiguïté du recours aux bénévoles.

Dirigé par Cécile Toutou, responsable marketing à la bibliothèque de Sciences Po Paris, en collaboration avec Karine Lespinasse, le livre réunit un collectif d'auteurs experts, français et britanniques.

REMERCIEMENTS

Les coordinatrices de l'ouvrage et la responsable de collection remercient les collègues britanniques qui ont répondu positivement à nos sollicitations avec bienveillance et pédagogie. Nous tenons à remercier particulièrement Tim Coates qui a déployé des efforts sans compter pour nous mettre en relation avec son réseau.

Nous remercions également le groupe Emerald pour nous avoir autorisées à traduire gracieusement l'article d'Anne Goulding.

Les coordinatrices de l'ouvrage remercient Muriel Amar et Catherine Jackson pour leur soutien indéfectible, leurs conseils éclairés, et leurs suggestions inspirantes.

SOMMAIRE

Préface. Modèles et contre-modèles britanniques. 8

par Pascal Sanz

Introduction. 14

par Cécile Toutou

.....

PARTIE 1. DU LIBRARY ACT À LA BIG SOCIETY, CHRONOLOGIE D'UN DÉSENGAGEMENT POLITIQUE. 20

Chapitre 1. Library Act : une loi qui ne protège plus ? 21

par Anne-Marie Vaillant

Législation de référence 21

Les missions des bibliothèques en débat 27

Une réponse du gouvernement en demi-teinte et un « canari dans la mine » 31

• Encadré 1. Les origines du service des bibliothèques publiques au Royaume-Uni, *par Tim Coates*. 32

Chapitre 2. Big Society : un programme politique qui rapproche le pouvoir des populations ? 37

par Anne Goulding

La « Big Society » 39

La Big Society et les bibliothèques publiques 43

Chapitre 3. Statistiques d'activités des bibliothèques : des armes à double tranchant 61

par Adèle Zwilling

Contexte : les prémices d'une crise. . . 61

Chronologie des premières mesures . 62

Au cœur du débat, des statistiques à la baisse 65

Quantifier les dommages 68

Les chiffres au service de la lutte contre les fermetures. 72

Chapitre 4. Existence ou utilité des bibliothèques ? 75

par Cécile Toutou

Anatomie d'une crise 75

« Un service de bibliothèque complet et efficace » 78

« Complet » : d'hier à demain 80

Des établissements obsolètes ? 81

Efficacité et/ou efficacité. 83

Des explications, mais quelles perspectives ? 84

• Deux leaders d'opinion : entretiens avec Ian Anstice et Tim Coates. 87

.....

PARTIE 2. AUTEURS, USAGERS, SYMPATHISANTS : LES FORMES D'ENGAGEMENT EN FAVEUR DES BIBLIOTHÈQUES. 109

Chapitre 5. Mouvement de défense des bibliothèques publiques britanniques entre 2010 et 2015. 111

par Clémence Fourton

Les bibliothèques britanniques à l'heure de l'austérité budgétaire . . 112

De l'opposition à l'austérité à la défense des bibliothèques. 115

• Encadré 2. Laissez nos bibliothèques en paix !, *par Philip Pullman* 117

Étude de cas : Save Our Libraries Day. 125

• Encadré 3. *The Safe House* : *A Decline of Ideas* : le film engagé de deux jeunes Londoniennes, *par Sylvie Decaux* 132

Chapitre 6. Positions des bibliothécaires : entre militantisme et pragmatisme 140

Les formes de mobilisation
parmi les bibliothécaires 140
par Carine El Bekri-Dinoird

Argumentaires des bibliothécaires . . 147
par Carine El Bekri-Dinoird

La question des bénévoles 150
par Frédéric Blin

- Entretiens avec Alan Wylie
et Isobel Hunter 159

Chapitre 7. Des auteurs engagés : poids médiatique et conviction politique 171

par Adèle Zwilling

Les auteurs,
visage d'un débat médiatique 171

Quel discours ?
De l'intime au politique 174

- Entretien avec Alan Gibbons,
auteur engagé 176

Postface 180
par Cécile Touitou

Glossaire 182

Index des personnes citées 188

Index des bibliothèques 189

Chronologie 190

Bibliographie 200

Liste des illustrations 203

PRÉFACE. MODÈLES ET CONTRE-MODÈLES BRITANNIQUES

par Pascal Sanz

Pour un bibliothécaire français de ma génération, les bibliothèques publiques britanniques dans les années 1970-1980 constituaient l'un des modèles dont on rêvait alors de s'approcher. Surfaces, services, organisation, fréquentation, statistiques d'utilisation des collections, innovations : tout en elles faisait figure d'exemple. Il n'y avait guère qu'en matière d'architecture et de ce que nous appelions, à l'époque, l'animation, que nous jugions les bibliothèques françaises meilleures que leurs homologues britanniques.

Et puis, il y eut, de façon concomitante, et en quelque sorte croisée, d'une part, en France, à partir du changement politique de 1981, le puissant mouvement de construction et de modernisation des bibliothèques publiques, fruit d'un effort conjoint de l'État et des collectivités territoriales et, d'autre part, au Royaume-Uni, les premiers effets sur les conseils locaux et, par voie de conséquence, sur leurs bibliothèques, de la politique des gouvernements Thatcher, au pouvoir depuis 1979, se traduisant, certes, par un redressement de l'économie du pays, mais au prix, entre autres, d'une dégradation des infrastructures et d'un délabrement des services publics.

Toutefois, les bibliothèques publiques britanniques restaient à certains égards, dans les années 1990 et au début des années 2000, une référence s'agissant, par exemple, de l'efficacité de leurs réseaux locaux, ou du savoir-faire et de la réactivité de leurs professionnels pour répondre aux besoins des communautés (nous préférons, en France, le terme de populations) qu'elles desservaient.

Et vint la crise financière de 2008, suivie, au Royaume-Uni en 2010, par l'accession au pouvoir de la coalition conservatrice et néolibérale dirigée par David Cameron, Premier ministre. Se fondant sur le concept de « Big Society », lui-même fortement inspiré des postulats du conservatisme compassionnel (*compassionate conservatism*), encore dénommé « conservatisme à visage humain », qui avait été à l'œuvre aux États-Unis sous la présidence de George W. Bush, le gouvernement prôna et mit en application une forte réduction des dépenses publiques, tant au niveau de l'État qu'à celui des autorités locales, qui frappa, parmi d'autres services publics, les bibliothèques publiques. Sur fond de doute sur l'efficacité et même de remise en cause de l'utilité des bibliothèques au XXI^e siècle, cette politique se traduisit par des réductions sévères des budgets de fonctionnement, des fermetures de bibliothèques par centaines, des suppressions d'emplois par milliers, le recours

massif au bénévolat pour compenser cette hémorragie de personnels, mais aussi pour donner corps à cette pétition de principe selon laquelle les bibliothèques publiques, gérées par des bénévoles, seraient mieux à même d'entendre et de répondre aux besoins de la population. Ces mesures plongèrent les bibliothèques britanniques dans une grave récession, dont elles ne sont pas encore sorties, malgré leurs efforts d'adaptation et de vigoureuses campagnes de plaidoyer.

Un paysage recomposé autour de nouveaux équilibres et de nouveaux acteurs

Le livre *Bibliothèques publiques britanniques contemporaines : autopsie des années de crise* expose, au long d'un parcours mêlant articles de journaux, extraits de pages de sites web et de blogs, témoignages et interviews d'acteurs du plaidoyer pour les bibliothèques, la genèse idéologique et politique de ce processus destructeur, ses effets quantitatifs, les débats, les prises de position et actions qu'il a suscité de 2011 à 2016. Tous ces documents sont reliés entre eux par plusieurs analyses de fond. De nombreux hyperliens et la bibliographie générale permettent, notamment, d'accéder à d'autres documents en ligne complétant ceux sélectionnés pour le corps de l'ouvrage.

Les sources ainsi examinées s'arrêtent donc en 2016. Où en sont les bibliothèques britanniques à l'heure où nous rédigeons cette préface, en janvier 2020 ?

Il n'est qu'à se reporter au blog de Ian Anstice, *Public Libraries News*¹, excellente source pour se tenir informé de l'actualité des bibliothèques outre-Manche, pour constater que si, ici et là, certains conseils locaux décident d'investir des montants appréciables dans l'amélioration de leur réseau de bibliothèques et si des initiatives de plaidoyer pour les bibliothèques continuent de se déployer, la nette victoire du parti conservateur aux élections législatives de décembre 2019 ne laisse pas augurer un changement de positionnement du gouvernement à l'égard des bibliothèques, ni un renversement de tendance dans les arbitrages budgétaires des conseils locaux. Le mouvement de transfert de la gestion de bibliothèques publiques à des associations de bénévoles continue et s'est même amplifié au cours de l'année 2018-2019. Et nombre de ces *community managed libraries* (CML)^{*2} se trouvent elles-mêmes actuellement en mauvaise posture parce qu'une partie des bénévoles de la première vague, qui s'étaient lancés avec enthousiasme dans la gestion

1. < <https://www.publiclibrariesnews.com> >

2. NDÉ : les sigles et termes suivis d'un astérisque (à leur première occurrence) sont définis dans le glossaire en fin d'ouvrage.

de leur bibliothèque locale pour sauver celle-ci de la fermeture, fatigués ou désabusés, aujourd’hui se désengagent.

La seule véritable bonne nouvelle est que la réaction de certaines bibliothèques publiques pour reconquérir une large part de leur public perdu, en supprimant les pénalités de retard de restitution des documents empruntés, semble bien porter ses fruits: il se confirme, comme cela est observé simultanément aux États-Unis, que, suite à une telle mesure, les usagers concernés, notamment les moins fortunés, rendent massivement leurs documents et recommencent à fréquenter la bibliothèque. Voilà sans doute une piste à suivre.

Justement, quelles questions la situation subie par les bibliothèques britanniques et contre laquelle elles tentent de réagir soulève-t-elle quant à l’évolution actuelle des bibliothèques françaises? Dans quelle mesure les enseignements de ce qui se passe outre-Manche peuvent-ils venir nourrir les réflexions et débats professionnels et politiques déjà engagés dans notre pays sur le rôle des bibliothèques?

Au-delà des éclairages sur la situation française, quel écho international la douloureuse expérience vécue par les bibliothèques britanniques en cette dernière décennie a-t-elle eu sur le plaidoyer planétaire en faveur des bibliothèques déployé ces dernières années et, peut-être, plus largement encore, sur la bibliothéconomie internationale?

Quels échos de la crise britannique en France?

En France, tout d’abord. Ces dernières années, nous avons, certes, connu coupes budgétaires et compressions d’effectif dans nombre de bibliothèques, mais rien de comparable aux fermetures d’équipements par centaines et aux suppressions de postes par milliers dont ont eu à souffrir les bibliothèques du Royaume-Uni. Cependant, souvenons-nous...

En 2015, une ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique se laissait aller à déclarer à un grand journal: «Il y a beaucoup d’émissions de télévision sur les gabegies locales [...] Les médiathèques sont-elles un équipement toujours d’actualité au XXI^e siècle? On peut se poser la question.»³ Voulant expliquer que, face aux contraintes budgétaires – l’État venait de réduire de quelque 30 % la dotation globale de décentralisation (DGD) des communes –, celles-ci devaient opérer des choix dans leurs dépenses, elle remettait tout simplement en question l’existence des bibliothèques. Sous la pression des réactions d’élus et, surtout, des associations de bibliothécaires, elle dut démentir quelques jours plus tard, dans un communiqué commun

3. Marylise Lebranchu, interviewée dans *Les Échos*, 18 septembre 2015.

avec la ministre de la Culture et réaffirmer «un attachement partagé aux bibliothèques, premier réseau culturel dans les territoires»⁴. Mais sa pensée initiale traduisait fort explicitement l'idée non rare dans la sphère politique et médiatique que les bibliothèques, à l'heure du développement des technologies de l'information, étaient devenues obsolètes.

Sans attendre cette insidieuse attaque, les associations professionnelles de bibliothécaires s'étaient souciées du risque de transposition de la situation britannique dans notre pays. Rappelons, par exemple, quelques jalons de l'action de sensibilisation d'une des principales d'entre elles, l'Association des bibliothécaires de France (ABF). Dès son congrès annuel de 2013, à Lyon, celle-ci consacrait l'une de ses sessions au sujet «Comment les bibliothèques européennes font-elles face à la crise?», au cours de laquelle, au côté de responsables de bibliothèques de différents autres pays, le collègue anglais Ian Anstice captivait l'assistance en décrivant à la fois l'ampleur des réductions de moyens dans les bibliothèques britanniques et la variété des solutions que celles-ci tentaient de leur opposer⁵.

Les écrits ne manquèrent pas, ensuite, pour, d'une part, souligner la nécessité que les bibliothèques françaises redoublent d'effort afin de démontrer par l'action leur utilité sociale et, d'autre part, que des actions de plaidoyer relayant ces initiatives de terrain soient menées.

L'ABF, quant à elle, créa, en 2016, une commission spécifique, qu'on crût bon de dénommer «Advocacy» et publia à la fin de la même année, dans sa revue *Bibliothèque(s)*, un dossier de 48 pages du même nom⁶.

Deux ans plus tard, lors de son congrès de 2018 à La Rochelle, l'ABF soulevait à nouveau la lancinante question «À quoi servent les bibliothèques?» et se proposait de lui apporter un éventail très diversifié de réponses témoignant de la pertinence et de l'utilité, parfois insoupçonnée par les décideurs, des équipements de lecture publique⁷.

4. Communiqué commun de Marylise Lebranchu et Fleur Pellerin, 28 septembre 2015. [En ligne] < <https://www.culture.gouv.fr/Presse/Archives-Presses/Archives-Communiqués-de-presses-2012-2018/Annee-2015/Marylise-Lebranchu-ministre-de-la-Decentralisation-et-de-la-Fonction-publique-et-Fleur-Pellerin-ministre-de-la-Culture-et-de-la-Communication-so> >.

5. ABF, Congrès annuel, «La Bibliothèque, fabrique du citoyen», Lyon, 6-8 juin 2013. [En ligne] < <https://www.abf.asso.fr/2/47/352/ABF/congres-2013-la-bibliotheque-fabrique-du-citoyen> >.

6. In *Bibliothèque(s)*, n° 87, décembre 2016, p.5-53. [En ligne] < https://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/index-des-revues?id_numero=68002&type_numero=PDF >.

7. ABF, Congrès annuel, «À quoi servent les bibliothèques?», La Rochelle, 7-9 juin 2018. [En ligne] < <https://www.abf.asso.fr/2/179/747/ABF/64e-congres-7-9-juin-2018-la-rochelle> >.

Internationalisation du plaidoyer

Au-delà de l'écho que la situation vécue par les bibliothèques britanniques a pu avoir dans le contexte français, il est intéressant de porter un regard sur ce qu'on pourrait appeler l'internationalisation du plaidoyer pour affirmer le rôle des bibliothèques au service de la société.

Les campagnes de plaidoyer britanniques, tant locales que nationales, ont, certes, beaucoup recouru aux méthodes employées avec un certain succès et préconisées par l'American Library Association (ALA) : l'exploitation des mesures d'impact, la mise en récit d'expériences réussies (*storytelling*), la mise à disposition de boîtes à outils pour pratiquer diverses formes de plaidoyer⁸, la promotion de concepts nouveaux ou renouvelés, tels que, parmi d'autres, la bibliothèque centrée sur la population (*community-centered library*)⁹.

Mais on peut dire aussi que l'expérience récente des bibliothèques britanniques a contribué à une prise de conscience internationale des aléas auxquels sont soumises les bibliothèques, même les plus solides et les plus performantes.

Ainsi, la toute récente mise à jour du Rapport de tendance (*Trend Report*) de l'International Federation of Library Associations and Institutions (IFLA), publiée en décembre 2019¹⁰, affirme, en page de couverture : « Nos sociétés font face à une incertitude et à une complexité sans précédents. Pour y répondre, l'information et les bibliothèques qui donnent accès à celle-ci sont plus vitales que jamais. » La première « tendance » identifiée dans ce texte de 15 pages est la suivante : « Nous ne pouvons plus compter sur le soutien des gouvernements : le plaidoyer est la réponse. » Nous résumons ici le propos : les gouvernements, les collectivités locales ou les universités doivent eux-mêmes évoluer sous des contraintes et des risques financiers qui les amènent à pratiquer des coupes budgétaires affectant jusques et y compris des services considérés comme indispensables, tels les services de santé ou d'éducation. Dans ce contexte, les bibliothèques ne sont pas épargnées. Elles ont donc, plus que par le passé, à justifier qu'elles ne sont pas seulement des *nice-to-have* – « c'est pas mal d'en avoir » –, mais des *need-to-have* – « elles nous sont indispensables ».

Dans sa conclusion, cette édition du *Trend Report* annonce que la prochaine, dans un an, fournira une gamme entièrement nouvelle de perspectives proposées par des experts du monde entier. C'est à souhaiter, effectivement,

8. Voir les parties du site de l'ALA regroupées sous le titre *ALA Advocacy Library* : < <http://www.ala.org/advocacy/advocacy-library> >.

9. Voir, par exemple, ce blog du bureau des programmes de l'ALA : < <http://programminglibrarian.org/blog/reflections-year-2-skills-community-centered-libraries> >.

10. IFLA *Trend Report 2019 Update*. [En ligne] < <https://trends.ifla.org/update-2019> >.

car si l'on peut se réjouir que l'IFLA ait récemment refondé sa stratégie globale, qui, en termes de plaidoyer, a vocation à inspirer les actions de mise en valeur du rôle réel et potentiel des bibliothèques dans le monde entier, il faut bien reconnaître que cette « advocacy », outre qu'elle nous semble fortement marquée par la bibliothéconomie et les techniques de communication anglo-saxonnes, est plus particulièrement adaptée aux pays à indice de développement humain élevé et dotés d'un réseau de bibliothèques relativement solide. Elle l'est beaucoup moins à celles des pays, en général affectés d'un lourd manque de moyens économiques et financiers, où le tissu des bibliothèques est très clairsemé, voire inexistant.

L'IFLA en est, d'ailleurs, plus ou moins consciente, qui par exemple, depuis deux ans, participe à l'Offline Internet Consortium (OLI)¹¹. Celui-ci cherche à mettre l'accent sur des démarches durables pour permettre l'accès à l'information à des populations non desservies pour différentes raisons, telles que des localités isolées, des pays économiquement et socialement désavantagés, des situations post-catastrophe ou post-conflit. En août 2020, pendant le congrès de l'IFLA (IFLA WLIC) de Dublin, ce consortium, conjointement avec l'équipe de plaidoyer de l'IFLA, organisera une session appelant l'attention non seulement sur les techniques utilisables dans ces types de situation, mais aussi sur les stratégies de plaidoyers pouvant être déployées dans de tels contextes¹².

C'est probablement aussi ce que cherchera à faire, sous une autre forme, une association comme l'Association internationale francophone des bibliothécaires et documentalistes (AIFBD), qui a choisi pour thème de son prochain congrès au mois d'août 2020 à Bruxelles : « L'accès à l'information au cœur du développement socioéconomique : plaidoyer pour les bibliothèques et les centres de documentation ». Parviendra-t-elle à donner à entendre des expériences et des discours originaux sortant du plaquage de méthodes de plaidoyer employées dans les pays dits développés de l'hémisphère nord sur les réalités pourtant bien différentes des pays d'Afrique de l'Ouest ou du Nord ou encore d'Asie du Sud-Est ? C'est tout ce qu'on lui souhaite.

C'est le défi de la construction d'un plaidoyer pour le rôle des bibliothèques qui, dans sa pluralité, deviendrait vraiment international. C'est tout l'enjeu de l'émergence d'une bibliothéconomie mondiale orientée vers les populations desservies dans la diversité de leurs situations, de leurs cultures et de leurs langues.

11. < <https://www.offline-internet.org> >

12. NDÉ : le congrès 2020 de l'IFLA a été annulé en raison de la pandémie de Covid-19. Dublin accueillera l'IFLA en 2022.

INTRODUCTION

par Cécile Toutou

16 novembre 2013, Leeds

« Une bibliothèque qui avait presque été fermée dans le cadre des plans d'économie de la municipalité avant d'être sauvée par les habitants a été officiellement ouverte.

La bibliothèque communautaire de Rawdon, à Leeds, doit maintenant être gérée par des bénévoles après que le conseil municipal de Leeds a approuvé les principes d'une bibliothèque indépendante en 2012.

Elle faisait partie de la vingtaine de bibliothèques municipales dont la fermeture était prévue par le conseil municipal. »¹

Entre 2010 et 2016, on estime que 343 bibliothèques ont fermé en Grande-Bretagne. Le personnel rémunéré est passé de 31 977 à 24 044, quand, par un effet de vase communicant, l'effectif des bénévoles a grimpé de 15 861 à 31 403².

L'objet de cet ouvrage collectif est de revenir sur l'histoire des fermetures des bibliothèques britanniques entre les années 2010 et 2016, d'en comprendre la chronologie et la logique, et de démêler ce qui relève de facteurs bibliothéconomiques (les équipements qui ont été fermés étaient-ils inadaptés ?), de ce qui dépend d'un contexte plus large (quelle politique des services publics de la culture permet de telles décisions ?).

Afin de permettre au lecteur français de saisir la nature des choix retenus et les réactions qu'ils ont provoquées dans la société britannique, nous avons sélectionné un ensemble de documents témoins de cette période. Ces documents, parus entre 2010 et 2016, sont de deux types :

- une sélection d'articles de la presse quotidienne britannique en ligne (*The Guardian*, *The Financial Times* et *BBC*, principalement). Ce matériau nativement numérique permet de disposer des traces que les internautes britanniques y ont déposées en temps réel (certains des articles sélectionnés ont fait l'objet de plusieurs centaines de commentaires³);

1. "New Rawdon Community Library set to open", 16 novembre 2013, *BBC*. [En ligne] < <https://www.bbc.com/news/uk-england-leeds-24970856> >.

2. Le dernier chiffre annoncé évoque près de 800 fermetures fin 2019. Alison Flood, "Britain has closed almost 800 libraries since 2010, figures show", *The Guardian*, 6 décembre 2019. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2019/dec/06/britain-has-closed-almost-800-libraries-since-2010-figures-show> >.

3. < <https://www.theguardian.com/books/2018/jun/25/do-libraries-run-by-volunteers-check-out> >

- des textes législatifs ou gouvernementaux librement disponibles qui donnent accès aux débats tenus au sein de la Chambre⁴. Outre la traduction de ces documents, nous en proposons aussi une éditorialisation par le choix d'extraits et leur contextualisation, les liens hypertextes en note de l'analyse permettant d'accéder au texte intégral original.

C'est sans doute la première fois que le lecteur français aura accès à cette masse de documentation parcourant les années de crise depuis 2010 jusqu'à tout récemment.

Le travail de contextualisation a été confié à différents types de contributeurs. D'une part, des bibliothécaires français, veilleurs assidus de l'actualité des bibliothèques britanniques (Adèle Zwilling, Sylvie Decaux, Anne-Marie Vaillant, Frédéric Blin, Carine El Bekri-Dinoird, Cécile Toutou); d'autre part, des chercheurs. À cet égard, l'article d'Anne Goulding paru en 2013 au sujet de l'impact de la Big Society sur les bibliothèques britanniques nous semblait incontournable : nous en proposons la traduction intégrale même si certains points évoqués peuvent sembler aujourd'hui datés. Clémence Fourton, docteure en civilisation britannique contemporaine, avait soutenu sa thèse en 2018 à l'université de Poitiers, sur l'État social britannique entre 2008 et 2015 : il nous semblait particulièrement pertinent qu'elle puisse appliquer ses travaux au monde des bibliothèques sur lequel elle a porté son regard aigu de politiste.

Ce travail de synthèse porté par des voix françaises ne permettait pas d'entendre celle des parties prenantes sur place, même si les extraits de la presse britannique en étaient un premier écho. Nous avons ainsi choisi de contacter un certain nombre de personnalités associatives ou militantes britanniques qui ont accepté de répondre à nos questions et dont nous avons traduit les échanges. L'ouvrage permet aujourd'hui au lecteur français de percevoir le point de vue des professionnels sur place, des militants, des responsables associatifs, des auteurs et même de jeunes documentaristes. Ces témoignages, d'une grande force, révèlent l'âpreté des luttes et la détermination militante des professionnels britanniques qui, à défaut d'avoir toujours obtenu gain de cause, ont porté au débat public une vision de la lecture publique qui ne peut que nous interpeler, de ce côté-ci de la Manche.

Sur ces bases, l'ouvrage est construit en deux grandes parties. La première établit la chronologie des fermetures de bibliothèques, partie émergée d'un désengagement politique qui ne veut pas dire son nom. C'est dans cette partie que l'on pourra retrouver, outre la chronologie, le rappel des textes législatifs

4. Cet ensemble de documents a pu être enrichi par d'autres sources proposées par les six contributeurs de cet ouvrage.

qui gouvernent les services de bibliothèques au Royaume-Uni, ainsi que le débat sur les indicateurs de la performance d'une bibliothèque qui ont pu servir d'arguments à la justification de certaines fermetures. La seconde partie regroupe la présentation des formes de l'engagement en faveur des bibliothèques, alternant analyses et interviews.

Cette introduction nous permet de revenir brièvement sur les moments clés de cette crise récente. Entre 2010 et 2016, on est passé de 4290 bibliothèques gérées par des collectivités territoriales à 3765. Comment en est-on arrivé là? Adèle Zwilling, dans sa première contribution, établit la chronologie des faits. L'arrivée du gouvernement de coalition réunissant, sous le leadership de David Cameron, les partis conservateur et libéral-démocrate en 2010, a permis le déploiement du programme Big Society. Le besoin d'une société plus forte et plus responsable se fondait sur un diagnostic⁵ des problèmes de la Grande-Bretagne. Il s'agissait, plus globalement, de réparer la « société brisée » qu'était devenue la Grande-Bretagne, et David Cameron dans son discours à Gallowgate déclarera en 2008: «[...] notre mission est de réparer notre société brisée – de guérir les blessures de la pauvreté, de la criminalité, du désordre social et des privations qui font de ce pays un endroit sinistre et sans joie où vivre pour beaucoup trop de gens.»⁶ C'est donc sur le contexte d'un diagnostic de « société brisée » que Clémence Fourton et Anne Goulding reviennent dans la première partie de l'ouvrage: le gouvernement de coalition s'est employé à déployer son programme de Big Society qui repose sur l'idée d'une restructuration profonde de la relation entre l'État et la société, avec un important transfert de pouvoir et de responsabilité du premier vers la seconde. Le programme prévoyait d'allouer un rôle plus important aux entreprises sociales, aux organisations caritatives et aux organisations bénévoles dans la prestation de services telles que les bibliothèques. Il prévoyait également un transfert substantiel du contrôle aux citoyens ordinaires, qui se rassemblaient pour s'occuper de leurs propres communautés.

Comme l'explique David Lewis, professeur à la LSE⁷:

En juillet 2010, David Cameron a présenté l'idée de la Big Society, avec ses trois composantes centrales: le bénévolat et la philanthropie,

5. Dan Bulley et Bal Sokhi-Bulley, "Big Society as Big Government: Cameron's Governmentality Agenda", *British Journal of Politics & International Relations*, 2014, vol. 16, n° 3, p. 452-470. [En ligne] < <https://doi.org/10.1111/j.1467-856X.2012.00547.x> >.

6. David Cameron, "Fixing our Broken Society", Discours à Gallowgate, Glasgow, 7 juillet 2008. [En ligne] < https://conservativehome.blogs.com/torydiary/files/fixing_our_broken_society.pdf >.

7. David Lewis, "There is no crisis of civic participation: the Big Society risks undermining the integrity of both state and civil Society", blog de la London School of Economics and Political Science. [En ligne] < <https://blogs.lse.ac.uk/politicsandpolicy/big-society-risks-undermining-state-and-civil-society/> >.

le localisme et l'autonomisation communautaire, et la réforme du secteur public. Il a mis l'accent sur « un changement culturel énorme » qui inclurait une « redistribution spectaculaire du pouvoir des élites », de sorte que les gens ne se tournent pas toujours vers le gouvernement pour trouver des solutions à leurs problèmes mais se sentent « suffisamment libres et puissants pour s'aider eux-mêmes et aider leurs propres communautés », avant de conclure : « Réduire les dépenses de l'État et du tiers secteur et simplement s'attendre à ce que les gens fassent les choses gratuitement n'est pas une stratégie viable. Pour que les coopératives et les mutuelles fonctionnent correctement, elles auront besoin d'un soutien financier et de formation à long terme. Le recours au bénévolat risque d'accentuer les inégalités. Pour que les citoyens puissent gérer les écoles et autres équipements, il faudra que les classes moyennes disposent du temps et des ressources nécessaires pour le faire, et les plus vulnérables de la société risquent d'y perdre. Une charge supplémentaire pèsera sur l'emploi non rémunéré des femmes pour qu'elles fournissent plus de "travail gratuit" dans leurs communautés locales. »

Anne Goulding revient sur ces considérations. Cette politique a pris le nom de « localisme », qui est une politique plus radicale que la simple décentralisation. Entre rigueur budgétaire rendue nécessaire par la crise de 2008, et souhait de confier aux communautés locales la gestion de certains services, le localisme se déploie sur plusieurs axes, l'idée étant que :

Le contexte de la gouvernance locale est [...] dominé par l'austérité et les compressions, mais il est censé être atténué par l'engagement de la coalition en faveur de la libéralisation et de la décentralisation en direction des communautés. Bien que les autorités locales et les autres organismes au niveau local n'aient pas autant d'argent, ils auront beaucoup plus de liberté pour innover dans la façon dont ils travaillent avec leurs communautés et les soutiennent⁸.

Dans le contexte des bibliothèques, cette orientation s'est traduite par le transfert de la gestion de nombreuses bibliothèques à des associations de bénévoles, comme l'explique Frédéric Blin dans sa contribution. Cependant, quelle est la pérennité des établissements transférés ? Si, dans certains

8. Vivien Lowndes et Lawrence Pratchett, "Local Governance under the Coalition Government: Austerity, Localism and the 'Big Society'", *Local Government Studies*, 2012, vol. 38, n° 1, p. 21-40. [En ligne] < https://www.researchgate.net/publication/233066966_Local_Governance_under_the_Coalition_Government_Austerity_Localism_and_the_'Big_Society' >.

quartiers aisés, des retraités experts arrivent à proposer des services satisfaisants, qu'en est-il dans les quartiers démunis où les habitants peinent à survivre au quotidien ? Le renforcement de la responsabilisation locale et la dérégulation peuvent-ils permettre une meilleure adaptation de l'offre aux besoins – locaux et spécifiques – des usagers ? Quel est le rôle vertueux des règles et de l'évaluation normalisée et centralisée ? On comprend que ces questions sont universelles et peuvent avoir un écho dans la pratique quotidienne des professionnels des bibliothèques en France ou ailleurs.

Face aux inégalités grandissantes provoquées par ces fermetures, citoyens, écrivains et professionnels se sont mobilisés : c'est tout l'objet des contributions de la seconde partie de l'ouvrage. Clémence Fourton expose la « grammaire » de ces mobilisations de défense des bibliothèques entre 2010 et 2015 qui emprunte autant aux mouvements anti-austérité qu'aux initiatives plus anciennes de promotion des bibliothèques. La question même de ce qu'est une bibliothèque est alors posée. La Grande-Bretagne bénéficie d'une loi sur les bibliothèques qui date de 1964. Anne-Marie Vaillant revient sur le contexte législatif et politique de cet encadrement. Le Public Libraries and Museums Act établit la nécessité d'une supervision par le secrétaire d'État qui a la possibilité de rappeler à l'ordre les autorités locales ne remplissant pas leurs obligations de fournir un service « complet et efficace »⁹, mais que signifient précisément ces deux adjectifs ? Cécile Touitou aborde les limites de cette définition très ouverte qui laisse le champ libre à toutes les interprétations. En arrière-plan se joue tout le discours sur les fermetures, à savoir : les réductions budgétaires ont-elles rendu le service des bibliothèques ni « complet » ni « efficace », et donc entraîné une baisse de la fréquentation, ou bien la baisse de la fréquentation des bibliothèques, due à leur obsolescence, a-t-elle justifié in fine leurs fermetures ?

Interrogé sur la question, Tim Coates insiste sur l'importance que revêtent pour lui la collection et les livres au cœur des missions des établissements. À trop vouloir diversifier leur offre, les bibliothécaires ont, selon lui, perdu leur âme et une partie de leur public. La nouvelle présidente de l'association professionnelle Libraries Connected, Isobel Hunter, pense quant à elle que les bibliothèques sont « capables d'aider et de soutenir les usagers à se former aux technologies en constante évolution, à comprendre et à démêler la masse d'informations qui leur arrive et à leur fournir un espace de réflexion et de détente ».

9. *"It shall be the duty of every library authority to provide a comprehensive and efficient library service for all persons desiring to make use thereof"* (« Il incombe à chaque autorité de bibliothèque de fournir un service de bibliothèque complet et efficace à toutes les personnes qui souhaitent en faire usage »). Texte de la loi disponible en ligne : < <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1964/75> >.

Ce débat est au centre des questions qui gouvernent l'avenir des bibliothèques. Des bibliothèques qui resteraient centrées sur l'offre d'une collection imprimée ont-elles un avenir au XXI^e siècle ? Est-il nécessaire de définir dans la loi ce que devrait être une bibliothèque et contraindre les tutelles à allouer les moyens nécessaires au respect de ces règles ?

Près de dix ans après le début de cette vague de fermetures, la Grande-Bretagne n'a pas su préserver l'égalité d'accès aux équipements de lecture publique. Cette crise historique renforce considérablement les écarts entre des populations nanties, vivant dans des quartiers urbains et relativement aisés, qui disposent de grands équipements modernes, et des populations éloignées des hyper-centres, vivant dans des conditions de vie difficiles, qui ne disposent plus d'établissements publics ni de professionnels leur permettant d'accéder librement au savoir et à la documentation imprimée et numérique et à des espaces neutres, ouverts à tous, sans condition d'âge, de sexe ou de diplôme. N'est-ce pas tout simplement la démocratie qui est ainsi fragilisée quand on ferme des bibliothèques ? Pour reprendre la terminologie employée par les tenants de la Big Society, n'est-on pas parvenu à une société encore plus « brisée » ? Ne plus garantir l'accès de tous au savoir encyclopédique constitue un précédent en Europe que les mobilisations citoyennes ont échoué à prévenir. Mais, comme l'explique Zadie Smith, il est « difficile de voir à quel point il est important d'avoir une bibliothèque de proximité. Mais il est toujours compliqué d'expliquer aux gens qui ont de l'argent ce que c'est que de n'avoir presque rien »¹⁰.

10. Amelia Hill, "Zadie Smith joins campaign to save her local library", *The Guardian*, 30 mars 2011. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2011/mar/30/zadie-smith-public-library-campaign> >.

DU LIBRARY ACT [PARTIE 1] À LA BIG SOCIETY, CHRONOLOGIE D'UN DÉSENGAGEMENT

CHAPITRE 1. LIBRARY ACT : UNE LOI QUI NE PROTÈGE PLUS ?

CHAPITRE 2. BIG SOCIETY : UN PROGRAMME POLITIQUE
QUI RAPPROCHE LE POUVOIR DES POPULATIONS ?

CHAPITRE 3. STATISTIQUES D'ACTIVITÉS
DES BIBLIOTHÈQUES : DES ARMES À DOUBLE TRANCHANT

CHAPITRE 4. EXISTENCE OU UTILITÉ DES BIBLIOTHÈQUES ?

Dans quel contexte historique, législatif et économique s'inscrit le mouvement des fermetures de bibliothèques en Grande-Bretagne ? Cette première partie permet de revenir sur des éléments indispensables pour comprendre comment cette vaste crise a touché de plein fouet le réseau de lecture public britannique qui était connu pour être un des plus vivants d'Europe. Les contributeurs, français et étrangers, reviennent sur les étapes du désengagement de l'État et la responsabilité d'une idéologie qui met en avant l'individu et le localisme au détriment du service public et de l'égalité territoriale.

CHAPITRE 1. LIBRARY ACT : UNE LOI QUI NE PROTÈGE PLUS ?

Interpellée par les associations professionnelles de bibliothécaires, la Chambre des lords inscrit la question, augurée en 2010, de la dégradation des bibliothèques publiques britanniques à l'ordre du jour de sa séance du 13 octobre 2016, six ans après les premières fermetures de services de bibliothèques. En recontextualisant ces débats, **Anne-Marie Vaillant** explicite les ambiguïtés de la loi britannique sur les bibliothèques et les glissements sémantiques qui accompagnent les transferts de responsabilités et l'énoncé des missions, de plus en plus larges, dévolues aux bibliothèques par les acteurs politiques. En fin de chapitre, **Tim Coates** revient sur les origines du service des bibliothèques publiques.

LÉGISLATION DE RÉFÉRENCE

Évolutions des normes et statuts

Bien que leur existence soit largement antérieure, la mise en place de statuts communs aux bibliothèques date du *Public Libraries Act* de 1850. Celui-ci entérine les missions éducatives et sociales pour les établissements existants et fait porter la responsabilité de ces services sur les autorités locales. Dans son ouvrage intitulé *Une nation de lecteurs?*, Marie-Françoise Cachin écrit :

Il convient de rappeler que le Public Libraries Act de 1850 n'avait pas imposé la création de bibliothèques publiques, il avait simplement donné la possibilité aux villes d'au moins 10 000 habitants de prélever une taxe d'un demi-penny par livre sterling pour financer la construction ou l'achat de bâtiments destinés à héberger des bibliothèques. Ce prélèvement était donc soumis à un vote. Quelle qu'ait été leur origine sociale, les Anglais étaient majoritairement opposés à une telle mesure, assimilée à un impôt supplémentaire. Il n'est donc pas surprenant que de nombreuses municipalités aient été réticentes à l'accepter, d'autant plus qu'en 1855 un amendement à la loi avait porté ce prélèvement à un penny par livre sterling. C'est l'une des raisons pour laquelle la création de bibliothèques publiques a progressé si lentement, à quoi il faut ajouter une apathie certaine de la population anglaise¹.

1. Marie-Françoise Cachin, « Essor des bibliothèques publiques, survie des cabinets de lecture », in : *Une nation de lecteurs ? La lecture en Angleterre (1815-1945)*, Villeurbanne, Presses de l'Enssib, 2010 (coll. Papiers), p. 134-151. Disponible en ligne : < <http://books.openedition.org/pressesenssib/786> >.

Plus loin, elle rappelle que :

[...] Immédiatement après la fin de la guerre, en 1919, une nouvelle loi sur les bibliothèques publiques fut votée. Elle facilitait leur création en chargeant, non plus les conseils municipaux des villes d'une certaine taille, mais les conseils de comté (county councils) de prendre les décisions à ce sujet, ce qui a permis l'implantation de bibliothèques dans les zones rurales. En outre, la loi incitait les bibliothèques à travailler avec les comités éducatifs des comtés et à prendre en compte les besoins des enseignants dans leur organisation et leurs acquisitions. Enfin, elle abolit le penny rate qui limitait à un penny le taux de prélèvement autorisé pour les bibliothèques, à la suite d'une résolution votée par les autorités de tutelle et adressée au Premier Ministre ainsi qu'au ministre de l'Éducation.

En 1964, le Public Libraries and Museum Act² établit la nécessité d'une supervision par le secrétariat d'État qui a la possibilité de rappeler à l'ordre les autorités locales ne remplissant pas leurs obligations. Les autorités locales concernées sont principalement :

- le conseil d'un comté ou d'un arrondissement de comté ;
- le conseil d'un arrondissement de Londres et le conseil communal de la ville de Londres ;
- le conseil d'un district urbain ou d'un arrondissement autre qu'un comté

Le secrétariat d'État a également un devoir de promotion et d'amélioration des services. Entre 1988 et 2004, les statuts constituant les normes nationales sont revus plusieurs fois par le DCMS*, le Department for Digital, Culture, Media and Sport. Voici un rappel des dates clés telles qu'elles sont listées dans le troisième rapport de la session 2004-2005 du Culture, Media and Sport Committee de la Chambre des communes³ (voir tableau page suivante) :

2. La loi sur les bibliothèques publiques et les musées. Consultable en ligne : < <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1964/75> >.

3. Culture, Media and Sport Committee, *Public Libraries, Third Report of Session 2004-05, volume 1*, House of Commons, 10 mars 2005. [En ligne] < <https://publications.parliament.uk/pa/cm200405/cmselect/cmcmuems/81/81i.pdf> >.

Tableau 1. Liste chronologique des normes relatives aux bibliothèques publiques

Dates	Dénominations
1850	The Public Libraries Act
1964	The Public Libraries and Museums Act
1998	Annual Library Plans
2001	Public Library Standards (26)
2002	Public Library Position Statements (remplaçant Annual Library Plans)
2003	Framework for the Future (stratégie nationale)
2004	Public Library Service Standards (10) (remplaçant Public Library Position Statements et les originels Public Library Standards)

Source : < <https://publications.parliament.uk/pa/cm200405/cmselect/cmcomeds/81/o8105.htm> >.

Tim Coates, qui signe par ailleurs plusieurs contributions dans cet ouvrage⁴, responsable de plusieurs campagnes de soutien aux bibliothèques, dénonce dès 2004 le fait que l'on n'a pas prévu de garant pour assurer la bonne marche des services : « La première série de normes nationales a été produite sans indications ni directives ; la deuxième série a été publiée sans que l'on ait analysé pourquoi les Standards de 2001 avaient échoué ; enfin, le Framework for the Future⁵ était une déclaration de politique générale sans accompagnement managérial pour répondre aux besoins du public qui, en tout état de cause, n'ont jamais fait l'objet d'une évaluation professionnelle. »⁶

Valse des normes et flou dans les statistiques

Les difficultés de financement, aggravées en 2010 par le plan d'austérité initié par le gouvernement Cameron⁷, se sont accompagnées de vagues de modifications des règlements et statuts rendant plus difficiles les analyses de la situation et les comparaisons. Enjeu stratégique, les statistiques font l'objet

4. Voir l'encadré « Les origines du service des bibliothèques publiques au Royaume-Uni » p. 32, et l'entretien avec Tim Coates p. 99.

5. NDT : « *Encadrer le futur* » : stratégie nationale d'évolution des services de bibliothèque publiée en 2003. [En ligne]. < <https://libraries.communityknowledgehub.org.uk/resource/framework-future> >.

6. Tim Coates, cité dans *Public Libraries...*, *op. cit.*

7. Plan d'austérité annoncé par David Cameron et présenté par le ministre des Finances, George Osborne, en octobre 2010, qui visait à trouver 83 milliards de livres (95 milliards d'euros) d'économies en cinq ans, touchant particulièrement les finances locales.

d'une veille constante: en 2016, le groupe de travail du DCMS publie un jeu de données⁸ consistant en une simple liste de noms, adresses physiques, messageries et sites internet des bibliothèques britanniques⁹. Sous la pression des associations de soutien, le ministre en charge des bibliothèques, John Glen, annonce quelques mois plus tard que le gouvernement publierait l'intégralité des données statistiques avant l'hiver 2017.

Kevin Brennan, alors secrétaire d'État adjoint du ministre de l'opposition (ou *shadow minister*)¹⁰ de la culture, des médias et des sports¹¹ du parti travailliste, confie à *The Bookseller*, à propos de ces données: « Cette annonce intervient après plusieurs mois de pression de la part de l'équipe de l'opposition travailliste au DCMS¹² dans le cadre des questions parlementaires, du dispositif de la loi sur la liberté de l'information¹³ et de l'examen de la question par le porte-parole du gouvernement à la Chambre. [...] La publication de ces données a plus d'un an de retard et, depuis, les bibliothèques ont subi un autre coup de massue de 66 millions de livres. Les bibliothèques sont résilientes, mais les services précieux qu'elles fournissent continuent d'être mis en péril par les coupes brutales des conservateurs dans les budgets des administrations locales. Afin de protéger nos bibliothèques publiques, nous avons besoin de données sur le secteur. Les syndicats examineront attentivement l'ensemble de données lorsqu'elles seront publiées. »¹⁴

Ministre de l'opposition ou *shadow minister*

La notion de *shadow minister* est importante dans la compréhension du fonctionnement des institutions politiques britanniques: « Dans la période contemporaine, le système de partis qui siègent au Parlement britannique présente l'aspect de la stabilité et de la pérennité. Dominé par l'alternance au pouvoir de deux grands partis



8. DCMS, "Public libraries in England: basic dataset (as on 1 July 2016)". [En ligne] < https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/609034/Public_libraries_in_England_basic_dataset__as_on_1_July_2016_.csv/preview >.

9. Natasha Onwuemezi, "Disappointment over 'basic' Taskforce dataset", *The Bookseller*, 31 mars, 2017. [En ligne] < <https://www.thebookseller.com/news/disappointment-over-basic-taskforce-dataset-518276> >.

10. Sur la signification de ce terme, voir encadré ci-après.

11. *Deputy shadow secretary of state for the Department for Culture, Media and Sport*.

12. *Labour Shadow DCMS team*.

13. Le « FOI process »: Freedom of Information process (loi sur la liberté de l'information). La Freedom of Information Act (FOIA) donne à chacun le droit d'accéder aux informations numériques détenues par les organisations du secteur public. N'importe qui peut demander l'accès aux sources. [En ligne]: < <https://www.gov.uk/make-a-freedom-of-information-request> >.

14. Natasha Onwuemezi, "Library book spend falls £45m in 10 years", *The Bookseller*, 19 décembre 2017. [En ligne] < <https://www.thebookseller.com/news/library-book-spend-plummets-695991> >.

majoritaires – le parti conservateur et le parti libéral jusque dans les années 1920 puis le parti conservateur et le parti travailliste –, il fonctionne institutionnellement, et même architecturalement, sur la base de cette symétrie. La configuration de la Chambre des communes permet ainsi à chacun de ces deux partis de siéger de part et d'autre du Président de la Chambre (désigné par le terme de *Speaker*), en fonction de son statut de parti de gouvernement ou d'opposition. L'opposition officielle dispose de prérogatives qui lui sont propres : le leader de l'opposition est ainsi autorisé à affronter directement le Premier ministre à la tribune ; le groupe parlementaire s'organise selon les mêmes principes que le parti de gouvernement affichant non seulement une base parlementaire qui siège sur les rangs de derrière (*backbenchers*) tandis que les députés de la première rangée (*frontbenchers*) sont invités à former un contre-gouvernement (*shadow cabinet*) dont les membres sont affectés à des portefeuilles spécifiques (l'intérieur, les affaires étrangères, les finances...) à l'instar des ministres du gouvernement qui siègent également au premier rang, de l'autre côté, et leur font face. Autour de cette opposition officielle gravite aussi un certain nombre d'autres partis dont l'importance numérique est relative : les libéraux-démocrates, considérés comme le troisième parti, et ceux des petits partis qui disposent de quelques sièges aux Communes.

Source : Agnès Alexandre-Collier et Emmanuelle Avril, « Introduction », in *Les partis politiques en Grande-Bretagne*, sous la direction d'Agnès Alexandre-Collier et Emmanuelle Avril, Armand Colin, 2013, p. 5-20.

Déjà en 2013, le CILIP* (Chartered Institute of Library and Information Professionals)¹⁵ déplorait qu'aucun cadre national d'évaluation ne soit institué pour répondre au besoin de bibliothèques équitablement réparties sur le territoire et à la sauvegarde d'emplois professionnels rémunérés. Phil Bradley, son président de l'époque, soulignait le flou entretenu autour des termes utilisés par le DCMS sur ce que devrait être « un service complet et efficace » de bibliothèques¹⁶. Au sein même du groupe consultatif ministériel, on soulignait déjà en 2005 dans un rapport¹⁷ qu'au moment où les bibliothèques devraient être des institutions indispensables aux autorités locales et nationales, les cadres et obligations les régulant étaient abandonnés un à un. Les auteurs y suspectaient que les normes avaient été suivies de manière trop souple, laissant trop de libertés aux autorités locales au détriment de la qualité et de l'amélioration de ces services.

En 2016, la Chambre des lords est invitée par les associations de soutien aux bibliothèques publiques à intervenir à propos de la crise du secteur et

15. Organisme professionnel de bibliothécaires, de spécialistes de l'information et de gestionnaires de connaissances. < <https://www.cilip.org.uk/> >.

16. Voir chapitre 4, « Existence ou utilité des bibliothèques? », p. 75.

17. Voir note 4.

à s'engager à soutenir les libraires indépendantes¹⁸. Dans la note préalable au débat parlementaire consécutif du 13 octobre 2016, le problème des statistiques est évoqué¹⁹ : « Les statistiques sur le nombre de bibliothèques publiques se sont avérées controversées, en particulier le nombre de fermetures. En réponse à une question parlementaire le 23 février 2016, le ministre d'État à la Culture et à l'Économie numérique, Edward Vaizey, a déclaré : “ de janvier 2010 à janvier 2016 environ, 110 bibliothèques publiques ont fermé en Angleterre et au moins 77 nouvelles bibliothèques publiques ont ouvert, en comptant les délocalisations vers les nouveaux bâtiments” [...]. Cependant, ces chiffres ont été critiqués par le CILIP qui a cité des chiffres du CIPFA [Chartered Institute of Public Finance and Accountancy]* qui indiquaient qu'il y avait eu une réduction nette de 178 bibliothèques entre 2009-2010 et 2014-2015. »²⁰ De fait, entre 2014 et 2015, la coupe budgétaire s'est élevée à 50 millions de livres (68,9 millions d'euros) selon le rapport annuel du CIPFA²¹.

Lord Collins (travailleiste) le rappelle également lors du débat du 13 octobre 2016 : « Les chiffres présentés par le gouvernement étaient totalement en désaccord avec le Chartered Institute of Public Finance and Accountancy, les études indépendantes de la BBC et ce que le public pouvait constater dans ses bibliothèques locales. Comme nous l'ont dit les nobles lords, la BBC a déclaré, d'après ses recherches, qu'au cours des six dernières années, 343 bibliothèques ont fermé. De ce nombre, 132 étaient des services mobiles. Depuis, les chiffres ont augmenté. Le nombre d'employés rémunérés dans les bibliothèques est passé de 31977 en 2010 à 24044, soit une baisse de 7933, soit 25 % du personnel rémunéré dans les 182 administrations locales qui ont fourni des données comparables. En outre, 174 bibliothèques ont été transférées à des groupes communautaires et 50 ont été confiées à des organisations extérieures. Ceci s'ajoute à une réduction de 180 millions de livres sterling depuis 2010. »²²

18. Natasha Onwuezezi, “Lords to debate library ‘crisis’ and independent bookshops”, *The Bookseller*, 3 octobre 2016. [En ligne] < <https://www.thebookseller.com/news/house-lords-libraries-and-bookshops-debate-404111#> >.

19. Voir chapitre 7, « Des auteurs engagés : poids médiatique et conviction politique », p. 171.

20. House of Lords Library, *Local Libraries and Independent Bookshops in the UK*, Lords Library notes LLN-2016-0047, 29 septembre 2016. [En ligne] < <https://lordslibrary.parliament.uk/research-briefings/lln-2016-0047/> >.

21. *Library funding cut by £50m*, note de presse : CIPFA, 9 décembre 2015. [En ligne] < <https://www.cipfa.org/about-cipfa/press-office/archived-press-releases/2015-press-releases/library-funding-cut-by-%C2%A350m> > [NDÉ : ce lien est cassé.]

22. House of Lords Hansard, *Lords debates role of libraries and independent bookshop*. Retranscription des débats. [En ligne] < <https://hansard.parliament.uk/Lords/2016-10-13/debates/C8C0345D-B9F6-4EF9-BFE2-A58A6618529D/LibrariesBookshopsAndBooksellers> >.

LES MISSIONS DES BIBLIOTHÈQUES EN DÉBAT

Éducation et inclusion, missions majeures des bibliothèques²³

Le 13 octobre 2016 un débat est initié par une motion de soutien aux bibliothèques et aux librairies britanniques déposée par Lord John Bird (indépendant), fondateur du magazine *The Big Issue*²⁴, à l'issue duquel il demande un fonds de secours au gouvernement pour pallier le manque de moyens et appelle le gouvernement à fournir une aide financière d'urgence.

John Bird²⁵ souligne l'importance culturelle, citoyenne et éducative des bibliothèques et des librairies du Royaume-Uni et mentionne plus de 500 fermetures de bibliothèques publiques entre 2010 et 2016 et près de 9000 emplois perdus. Il dénonce la fragilité actuelle de l'écosystème du livre, le rôle des bibliothèques et le manque de soutien de l'État aux autorités locales au moment où celles-ci en sont réduites à économiser sur les services culturels, en dépit de la loi de 1964: « Si nous faisons une économie ici, nous ferons une perte ailleurs. La santé, la sociabilité, le travail et bien d'autres questions entrent en jeu. Je vous supplie tous, avant de permettre qu'une autre bibliothèque soit perdue ou qu'un bibliothécaire soit mis à pied, de réfléchir sérieusement à la question "Est-ce vraiment une économie?". C'est plus généralement le poids de la disparition de ces services et leur impact sur l'évolution de la place de la Grande-Bretagne à l'international qui préoccupe le parlementaire: le désordre entraîné par les fermetures représente selon lui un risque pour la société tout entière: « Cela se traduira par le dérèglement, la criminalité, les difficultés pour les écoles et le fait que les enfants ne pourront pas trouver un emploi parce qu'ils n'auront pas les compétences et les capacités nécessaires. »

Insistant sur la mission sociale et éducative des bibliothèques, Lord Graham Tope (libéral-démocrate) cite le CILIP qui décrit la Grande-Bretagne comme étant au bord du « précipice de la plus importante crise de l'accès aux compétences scolaires et aux savoirs de l'après-guerre », et déjà « à la queue des classements en matière d'alphabétisation des adolescents parmi vingt-trois nations développées ». Il insiste par ailleurs sur le nombre d'études déjà

23. Sauf mention contraire, toutes les citations de cette partie sont tirées de la retranscription des débats parlementaires du 13 octobre 2016. [En ligne] < <https://hansard.parliament.uk/Lords/2016-10-13/debates/C8C0345D-B9F6-4EF9-BFE2-A58A6618529D/LibrariesBookshopsAndBooksellers> >.

24. Journal vendu à la criée par des personnes sans domicile fixe, créé en 1991 par Lord John Bird et Gordon Roddick. Également disponible en ligne: < <https://www.bigissue.com/> >.

25. < <https://hansard.parliament.uk/Lords/2016-10-13/debates/C8C0345D-B9F6-4EF9-BFE2-A58A6618529D/LibrariesBookshopsAndBooksellers> >

réalisées et le manque d'actions consécutives à ces études: «Nous attendons avec impatience de savoir ce que le gouvernement compte faire, non par le biais de rapports et d'études, mais avec des mesures concrètes.» La mission des bibliothèques dans le cadre de l'apprentissage, de la prise en charge des difficultés sociales et des personnes en situation de handicap est soulignée par la baronne Hollins (indépendante): «Les bibliothèques et les librairies devraient être des acteurs importants de toutes les communautés, afin de soutenir le plus grand nombre possible de personnes, y compris les personnes handicapées, et leur permettre de socialiser, de se divertir et de se former. Les bibliothèques sont gratuites, chaleureuses et accueillantes et offrent généralement un environnement favorable aux personnes handicapées. C'est très important pour les personnes dont le taux d'emploi est si faible – moins de 10 % des personnes ayant des troubles d'apprentissage ont un emploi.»

Pour la baronne Gail Rebeck (travailleuse), éditrice et présidente du groupe Penguin Random house UK, la baisse du niveau d'alphabétisation aura des répercussions sur la compétitivité à venir du pays.

La bibliothèque, au cœur de la communauté, moteur de changement numérique

Lord Ranbir Singh Suri (conservateur) demande le maintien *a minima* du financement actuel et l'arrêt des coupes budgétaires, tout en resituant la problématique dans le contexte du Brexit: «Je soutiendrai sans réserve une telle politique dans le cadre d'une nouvelle politique économique post-Brexit. Les circonstances dans lesquelles l'ancien chancelier a défini ses règles budgétaires ont changé. Il est logique que notre politique évolue également». Lord Griffiths of Burry Port (travailleuse), s'appuyant sur une analyse coût-bénéfice des bibliothèques, déclare: «C'est un investissement sous toutes ses formes permettant de garantir une nation, une communauté et une région bien structurées et équilibrées socialement» et de souligner alors la double contrainte portée par la loi de 1964 qui oblige la fourniture par les autorités locales d'un «service de bibliothèque complet et efficace qui réponde aux besoins de leurs communautés compte tenu des ressources disponibles» et fait reposer l'obligation de contrôle sur l'État qui doit «surveiller et [...] promouvoir l'amélioration du service des bibliothèques publiques.»

L'évêque de St Albans, membre de droit de la Chambre des lords, et le comte de Clancarty (indépendant) mentionnent quant à eux le soutien à la culture numérique et l'accompagnement vers la lecture à l'ère des nouvelles technologies. Robert Usherwood le soulignait déjà en 2010 dans son intervention *Library closures*: «Compte tenu des mutations sociales et technologiques intervenues depuis 1964, la "bibliothèque complète et efficace" du XXI^e siècle

doit élargir son éventail de supports pour inclure des formes numériques et électroniques d'œuvres d'imagination et des sources d'information.»²⁶

Indissociable lien entre industrie du livre et bibliothèques

Gail Rebeck s'inquiète du nombre d'emplois en danger, notamment dans l'édition puisque «l'ensemble du secteur [...] soutient plus de 200 000 travailleurs au Royaume-Uni et 2 270 éditeurs de livres britanniques sont actuellement soumis à la TVA». Ce secteur est central pour les industries créatives du Royaume-Uni et «contribue à l'économie britannique à hauteur de 10,2 milliards de livres par an».

Lord Addington (libéral-démocrate) insiste également sur un nécessaire soutien mutuel : «Si nous voulons encourager la valeur des bibliothèques et la diversité qu'offrent les librairies, nous devons commencer à nous interroger sur la manière dont elles se nourrissent les unes les autres et se soutiennent mutuellement, dans une perspective à long terme. Sans cela, nous risquons de perdre une grande partie de ce qui donne à la vie civilisée ce petit peu de confort.» Lien entre les deux secteurs également souligné en 2017 à *The Bookseller* par Tim Coates : «L'industrie de l'édition et les bibliothèques doivent se rapprocher, pour leur salut commun – leur trop longue séparation, et à trop d'égards, a infligé de graves dommages à chacune.»²⁷

L'engagement bénévole, élément indispensable de la survie des bibliothèques ?

Le bénévolat²⁸, mis en avant par de nombreux parlementaires, était une idée phare du programme Big Society du gouvernement Cameron appelant à la responsabilité de chacun : «Certains parlent de libéralisme, d'autres de redonner le pouvoir aux gens. Certains parlent de liberté, d'autres de responsabilité. Moi, je parle de Big Society.»²⁹

26. Robert Usherwood, *Library closures: Written evidence submitted by Professor Robert Usherwood* (LIB 034), janvier 2012. [En ligne] < <https://publications.parliament.uk/pa/cm201213/cmselect/cmcmds/587/587vw34.htm> >.

27. Natasha Onwuezezi, "Library book spend falls £45m in 10 years", *The Bookseller*, 19 décembre 2017. [En ligne]. < <https://www.thebookseller.com/news/library-book-spend-plummets-695991> >.

28. Cette question du bénévolat fait l'objet d'une contribution de Frédéric Blin en page 150.

29. David Cameron, discours du 19 juillet 2010, in «Royaume-Uni, de l'Empire au Brexit», «Manière de voir», n° 153, juin-juillet 2017, *Le Monde diplomatique*. [En ligne] < <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/153/CAMERON/57546> >. Voir aussi chapitre 5, «Mouvement de défense des bibliothèques publiques britanniques 2010-2015», p. 111.

De fait, nombre de bibliothèques ne peuvent fonctionner sans le bénévolat. Le comte de Kinoull (indépendant) s'en félicite : « Nous ne serions pas en mesure d'offrir nos services sans ces merveilleux bénévoles. » Quant à l'évêque de St Albans, il souligne le rôle des bibliothèques dans la structure sociale et l'importance cruciale de donner aux autorités locales les moyens de réinventer les espaces communautaires existants : « en les aidant à rénover ces zones, à trouver du personnel, très souvent des bénévoles, en apportant de nouveaux équipements et, de façon essentielle, en les connectant à internet, de manière à pouvoir fournir la communauté locale. »

Cette opinion est pourtant loin d'être partagée par tous : Gail Rebeck dénonce l'augmentation de 93 % du nombre de bénévoles au détriment d'un service rendu par des professionnels formés et rémunérés, et le comte de Clancarty proteste quant à la définition même du terme *bibliothèques* : « Les bibliothèques s'inscrivent dans un contexte social plus large. La croyance dans les bibliothèques est une croyance dans les livres. J'insiste sur le fait que par "bibliothèques", j'entends "bibliothèques publiques", pas les bibliothèques de bénévoles, parce que ce doit être une valeur reconnue par la société dans son ensemble. »

En 2012 déjà, Dan Jarvis, du parti travailliste, alors ministre de l'opposition (*shadow minister*) des Arts et de la culture publiait un rapport sur la politique des bibliothèques publiques *Libraries: Innovation, Co-location and Partnership*³⁰, réclamant des mesures immédiates au gouvernement Cameron. Ce rapport soulignait le rôle central des bibliothèques au sein des communautés et l'importance du travail des professionnels au moment où le bénévolat se généralisait. La même année, Robert Usherwood insistait sur l'évolution nécessaire des services proposés à la population : « Un service de bibliothèque complet et efficace pour le XXI^e siècle doit inclure tous les éléments et services énumérés dans la loi de 1964, ainsi que du matériel et des services supplémentaires reflétant les changements survenus dans les domaines de l'éducation, de la technologie et de la société. Ce devrait être gratuit et géré par des bibliothécaires professionnels. »³¹

30. Kevin Brennan, *Labour's Policy Review: Libraries: Innovation, Co-location and Partnership*, rapport de travail, 2012. [En ligne] < <https://www.policyforum.labour.org.uk/uploads/editor/files/LIBRARIES.pdf> >.

31. Robert Usherwood, *Library closures: Written evidence submitted by Professor Robert Usherwood (LIB 034)*, janvier 2012. [En ligne] < <https://publications.parliament.uk/pa/cm201213/cmselect/cmcumeds/587/587vw34.htm> >.

UNE RÉPONSE DU GOUVERNEMENT EN DEMI-TEINTE ET UN « CANARI DANS LA MINE »

L'enquête annuelle du CIPFA 2015-2016 fait état d'une réduction des dépenses de 25 millions de livres pour les bibliothèques locales et des budgets de fonctionnement diminués³². Le même institut indique dans son rapport de l'année suivante³³ une nouvelle diminution des dépenses équivalente à 66 millions de livres. C'est dans ce contexte, et en réponse à l'ensemble de ces préoccupations, que Lord Ashton of Hyde, sous-secrétaire d'État, ministre de la Culture, des Médias et du Sport, élude le 13 octobre 2016 les arguments des parlementaires en rappelant que la responsabilité des bibliothèques relève des autorités locales, et reconnaissant qu'il est de la responsabilité du gouvernement « de veiller à ce que les autorités locales s'acquittent correctement de leurs obligations ». Il déclare cependant à la Chambre des lords que le gouvernement est « déterminé à soutenir les bibliothèques » et mentionne l'utilisation de bénévoles ou encore les bibliothèques ambulantes³⁴.

La défense et la valorisation des bibliothèques sont plus que jamais des causes cruciales et, en 2018, Rob Whiteman, à la tête du CIPFA, lançait une sérieuse alerte : « Nous pouvons considérer les bibliothèques comme un canari dans la mine de charbon en ce qui concerne ce qui se produit dans le secteur des administrations locales, car elles reflètent des tendances de bien plus grande ampleur »³⁵.

32. *Spending on local libraries falls by £25m*, note de presse : CIPFA, 8 décembre 2016. [En ligne] < <https://www.cipfa.org/about-cipfa/press-office/archived-press-releases/2016-press-releases/spending-on-local-libraries-falls-by-£25m> > [NDÉ : ce lien est cassé.]

33. *Spending on public libraries falls by £66m in a year*, note de presse : CIPFA, 11 décembre 2017. [En ligne] < <https://www.cipfa.org/about-cipfa/press-office/archived-press-releases/2017-press-releases/spending-on-public-libraries-falls-by-£66m-in-a-year> >.

34. House of Lords Hansard, *Lords debates role of libraries and independent bookshop*. Retranscription des débats. [En ligne] < <https://hansard.parliament.uk/Lords/2016-10-13/debates/C8C0345D-B9F6-4EF9-BFE2-A58A6618529D/LibrariesBookshopsAndBooksellers> >.

35. *Libraries lose branches and staff as spending continues to drop*, note de presse : CIPFA, 7 décembre 2018. [En ligne] < <https://www.cipfa.org/about-cipfa/press-office/latest-press-releases/libraries-lose-branches-and-staff-as-spending-continues-to-drop> >.

Encadré 1. Les origines du service des bibliothèques publiques au Royaume-Uni, par *Tim Coates*

Le réseau des bibliothèques publiques au Royaume-Uni, tel que nous le connaissons aujourd'hui, date des années 1850. C'est l'œuvre d'un certain nombre de personnes, dont William Ewart et Joseph Brotherton, membres du Parlement qui se sont battus et ont défendu cette cause¹. La plupart des objectifs et des principes de fonctionnement correspondent encore aujourd'hui à la vision qu'ils en avaient :

- il s'agit d'un service local, exploité et financé par les conseils municipaux;
- c'est un service financé par les impôts locaux;
- il met gratuitement à la disposition de tous de la documentation et de l'information;
- les bâtiments sont importants et peuvent être utilisés par la collectivité locale;
- son personnel se compose de personnes expertes dans leur domaine.

Le financement local était suffisant pour couvrir les coûts quotidiens de fonctionnement, mais il fallait un apport financier en investissement pour construire le vaste réseau de bibliothèques, dont la plupart existent toujours. Ce capital a été bien souvent fourni par des philanthropes célèbres, dont Andrew Carnegie, John Passmore Edwards et Henry Tate².

La loi sur les musées et les bibliothèques (1964)

En 1964, la loi sur les musées et les bibliothèques (Public Libraries and Museums Act) est adoptée à l'échelle nationale par le gouvernement qui définit encore aujourd'hui le mode de fonctionnement des bibliothèques et l'origine des fonds dont elles disposent³. Elle a souvent été réexaminée mais elle n'a pas été modifiée car le Parlement a, à plusieurs reprises récemment, sciemment décidé qu'elle devrait toujours s'appliquer.

Il s'agit en effet d'une définition très claire et très brève. Voici ce qu'elle stipule à l'article 7 :

Devoir général des autorités régissant les bibliothèques

(1) Il incombe à chaque autorité régissant une bibliothèque de fournir un service de bibliothèque complet et efficace à toutes les personnes désireuses d'y avoir recours. Toutefois, bien qu'une administration de bibliothèque ait le pouvoir de mettre à la disposition de toute personne une offre d'emprunt de livres et d'autres documents, elle n'est pas tenue, en vertu du présent paragraphe, de mettre ces dispositifs à la disposition de personnes autres que celles dont la résidence ou le lieu de travail se trouve dans la zone de la bibliothèque ou qui suivent des études à temps plein dans cette zone.

(2) Dans l'exercice de ses fonctions en vertu du paragraphe précédent, l'administration d'une bibliothèque doit notamment tenir compte de l'opportunité :

- a) d'assurer, par la gestion de fonds adéquats, par des accords avec d'autres bibliothèques et par tout autre moyen approprié, que des installations soient disponibles pour l'emprunt de livres et d'autres imprimés, d'images, de disques, de films et autres documents, en nombre, gamme et qualité suffisants pour répondre aux besoins généraux et particuliers tant des adultes que des enfants;



b) d'encourager les adultes et les enfants à utiliser pleinement le service de bibliothèque, de donner des conseils quant à son utilisation et de mettre à leur disposition les renseignements bibliographiques et autres dont peuvent avoir besoin les personnes qui l'utilisent ;

c) de s'assurer, en ce qui concerne toute question concernant l'administration de la bibliothèque en tant que telle et de toute autre autorité dont les fonctions peuvent être exercées dans le secteur de la bibliothèque, qu'il existe une pleine coopération entre les personnes engagées dans l'exercice de ces fonctions.

La loi a ensuite ajouté une nouvelle disposition, à savoir que :

Le secrétaire d'État supervisera le service des bibliothèques

– dès l'entrée en vigueur de la présente loi, le secrétaire d'État (ou le ministre de l'administration centrale) est chargé de superviser et de promouvoir l'amélioration du service des bibliothèques publiques, et

– chaque autorité régissant une bibliothèque doit fournir les renseignements et les installations nécessaires à l'inspection des locaux, du fonds et des registres de la bibliothèque que le secrétaire d'État peut exiger pour s'acquitter de ses fonctions en vertu du présent article.⁴

Les mots « complet » et « efficace » utilisés dans la loi de 1964 sont des termes parfaitement clairs en anglais. Toutefois, dans le contexte de cette loi, le secteur des bibliothèques n'a jamais permis qu'on les définisse d'une manière qui leur permette d'être tenus responsables de quoi que ce soit en gestion ou en droit⁵.

Lorsque les conseils municipaux proposent des fermetures de bibliothèques, cela crée souvent un tollé et des protestations de la population locale. Elles ont parfois donné lieu à un « contrôle judiciaire » au cours duquel le conseil doit expliquer à un juge pourquoi et comment cette mesure doit être prise.

Au cours de ces contrôles, le jugement n'a jamais déterminé ce que l'on entendait par « complet » ou « efficace ». On n'a pas non plus cherché à savoir si le secrétaire d'État avait agi correctement et conformément aux obligations qui lui incombent en vertu de la loi de 1964.

Au contraire, dans chaque cas, le juge s'est plutôt concentré sur la question de savoir si le conseil municipal s'était acquitté de ses obligations en vertu des lois relatives à « l'égalité » et, plus spécifiquement, si le conseil avait procédé à la « concertation » nécessaire requise par les lois sur l'action des autorités locales. C'est sur la question de la concertation que le tribunal a parfois trouvé des failles. Dans ces cas, le conseil a réorganisé la concertation de manière correcte et a ensuite procédé aux fermetures. Chacun des juges a déterminé que le conseil municipal, dûment élu, était totalement libre d'agir comme il l'entendait, pour autant qu'il agissait conformément aux lois générales sur l'administration locale.

Aujourd'hui, il y a 151 autorités régissant des bibliothèques en Angleterre (dont 32 à Londres), 29 en Écosse, 22 au pays de Galles et une en Irlande du Nord⁶.

Il existe une nomenclature des bibliothèques disponible en données ouvertes sur le site data.gov.uk. Par ailleurs, on y trouvera un ensemble de données sur le nombre de bibliothèques. L'ensemble de données fournit des renseignements sur les bibliothèques publiques d'Angleterre provenant du Libraries Taskforce. Il indique le nombre

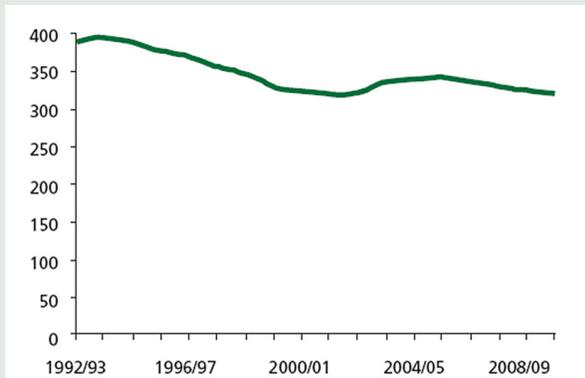


de bibliothèques fixes en Angleterre (statutaires et non statutaires) au 1^{er} juillet 2016. Le jeu de données étendu comprend également le type de bibliothèque, le nombre d'heures d'ouverture ainsi que les bibliothèques qui ont été temporairement fermées le 1^{er} juillet, par exemple pour rénovation. Les définitions des types de bibliothèques utilisées dans l'ensemble de données sont jointes à titre de référence.

En 2017, il y avait 2853 bibliothèques en Angleterre (dont 328 à Londres), 521 en Écosse et 244 au pays de Galles. Cela fait un total de 3618. En 1997, il y en avait 4448, soit une baisse de 830 (ou 19 %).

Dans les années 1970 et 1980, le réseau des bibliothèques publiques du Royaume-Uni était extrêmement populaire et bien utilisé. Les registres indiquent environ 600 millions de visites annuelles et d'emprunts de livres. Cependant, **dans les années 1990**, leur popularité a commencé à décliner⁷.

Figure 1. Nombre de visites (en millions) dans les bibliothèques publiques (Royaume-Uni)



Au début des années 2000, le secrétaire d'État a brièvement tenté de superviser le réseau des bibliothèques. Il a obtenu des budgets afin d'équiper d'ordinateurs publics les bibliothèques publiques et il a créé un ensemble de « normes pour les bibliothèques » afin d'aider les bibliothèques publiques à améliorer leur performance.

Cependant, en 2005, le déclin de l'utilisation du service était si important qu'une commission parlementaire a noté que « des mesures urgentes sont requises de la part des responsables des bibliothèques pour inverser la tendance à la baisse du nombre de visiteurs, du nombre de prêts et de la nature des fonds documentaire. Nos recommandations portent sur le rôle des bibliothèques dans la promotion de la lecture et sur la nécessité de mécanismes efficaces pour s'assurer que toutes les bibliothèques publiques du pays atteignent les normes d'excellence que le public attend d'elles »⁸.

Cette commission Culture, Média et Sport publie un rapport de 64 pages qui fera date et qui se conclut par 42 recommandations. Elle n'a à aucun moment constaté que le « déclin » était dû à un manque de moyens. D'ailleurs, elle a même souligné que personne n'avait suggéré que tel était le cas⁹.

Malheureusement, ces 42 recommandations n'ont guère été prises en compte et le déclin s'est poursuivi. Les autorités locales répugnaient à prendre conseil sur leurs activités auprès d'un ministre du gouvernement central.



Très peu de temps après, les « normes pour les bibliothèques » ont été supprimées en Angleterre.

De nombreux rapports gouvernementaux et professionnels ont tenté de trouver de nouveaux rôles et de nouvelles approches pour les bibliothèques. Il y a eu plusieurs débats infructueux au Parlement, qui n'ont pas reconnu ou abordé la question de la baisse de l'utilisation des services offerts par les bibliothèques. En particulier, en 2012, l'enthousiasme suscité par le rôle des bibliothèques à « l'ère numérique » était grand – mais en dépit de tout cela, rien n'a été fait pour rétablir la confiance du public dans ce service.

En 2014, le secrétaire d'État a mis sur pied un groupe de travail sur les bibliothèques (Libraries Taskforce*) afin de définir le rôle des bibliothèques à notre époque et permettre ainsi d'apporter des améliorations immédiates¹⁰ :

Le rôle du groupe de travail est de permettre la mise en œuvre des recommandations du Independent Library Report for England¹¹ et de s'appuyer sur les bonnes pratiques existantes, les partenariats et différentes activités qui soutiennent déjà les bibliothèques publiques afin d'y ajouter de la valeur. Ce groupe de travail a également pour rôle la promotion des bibliothèques auprès des administrations nationales et locales et des bailleurs de fonds potentiels, et déploie un discours fort et cohérent sur la contribution des bibliothèques publiques à la société et aux collectivités locales. Le groupe de travail rend compte aux ministres par l'intermédiaire du Département du numérique, de la culture, des médias et des sports (DCMS) et de l'Association des administrations locales (LGA).

Le groupe de travail a publié des rapports et des vade-mecum.

En 2017, le nombre de visites annuelles dans les bibliothèques britanniques est tombé à 250 millions et le nombre d'emprunts de livres à 150 millions. Les pouvoirs publics ont commencé à fermer des bibliothèques faute d'utilisation de ces équipements et à réduire les budgets car, après la crise économique de 2008, ces budgets étaient jugés plus nécessaires ailleurs.

En 2019, le groupe de travail a mis fin à ses activités par manque de résultats.

Le résultat final est qu'il n'y a aucun contrôle sur le fonctionnement du service des bibliothèques publiques en dehors des actions déterminées par les conseils municipaux. De plus, l'accent qui a été mis sur le rôle des bibliothèques au sein des collectivités (plutôt qu'en tant que service de lecture) a fait en sorte que les conseils locaux peuvent décider exactement quels services une bibliothèque devrait offrir. Il n'y a aucune obligation, implicite ou réelle, de fournir un service à ceux qui souhaitent lire.

(Texte traduit par Lara Toutou.)

1. Kelly & Kelly, *Books for the People: an Illustrated History of the British Public Library*, London: Andre Deutsch, 1977, p. 77.
2. Kelly, *History of Public Libraries in Great Britain 1845-1965*, London: Library Association, 1973, p. 107-137.
3. *Public Libraries and Museums Act 1964*. [En ligne] < <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1964/75/contents> >.
4. *Public Libraries and Museums Act 1964*. [En ligne] < <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1964/75/crossheading/the-public-library-service?view=plain> >.



5. Voir chapitre 4, « Existence ou utilité des bibliothèques ? », p. 75.
 6. < <https://www.gov.uk/government/publications/public-libraries-in-england-basic-dataset> >
 7. Chiffres provenant du CIPFA – Chartered Institute of Public Finance Accountants –, données annuelles sur les bibliothèques publiques.
 8. Culture, Media and Sport Committee, "New Report: Public Libraries", 9 mars 2005. [En ligne] < <https://www.parliament.uk/business/committees/committees-archive/culture-media-and-sport/cms-050309/> >.
 9. House of Commons ; Culture, Media and Sport Committee, Public Libraries. Third Report of Session 2004–05. Volume I. [En ligne] < <https://publications.parliament.uk/pa/cm200405/cmselect/cmcmums/81/81i.pdf> >.
 10. < <https://www.gov.uk/government/groups/libraries-taskforce> >
 11. NDT : rapport indépendant sur les bibliothèques en Angleterre publié le 18 décembre 2014. [En ligne] < <https://www.gov.uk/government/publications/independent-library-report-for-england> >.
- 

CHAPITRE 2. BIG SOCIETY : UN PROGRAMME POLITIQUE QUI RAPPROCHE LE POUVOIR DES POPULATIONS ?

Dans un discours prononcé à Leeds en 2010, le Premier ministre en place, David Cameron, déclare que les citoyens «devraient être capables de gérer eux-mêmes les bureaux de poste, les bibliothèques, les transports en communs et les constructions de logements». **Anne Goulding** retrace l'application du programme politique Big Society aux bibliothèques publiques. Au-delà de mesures d'austérité, aux bénéfices discutables, le programme s'affiche comme une opportunité d'«expérimenter» le principe de délégation des pouvoirs aux populations locales mais les objectifs de services à ces mêmes populations restent secondaires.

Anne Goulding est professeure en sciences de l'information et des bibliothèques à la faculté des sciences de l'information, à l'université Victoria de Wellington. Elle enseigne dans le cadre des programmes de troisième cycle en sciences de l'information et ses recherches portent principalement sur la gestion des bibliothèques publiques, y compris sur les questions des politiques et du développement.

Anne Goulding peut être contactée à l'adresse suivante :
anne.goulding@vuw.ac.nz

Le texte qui suit est une traduction en français [par Lara Touitou] de l'article d'Anne Goulding intitulé "The Big Society and English public libraries: where are we now?"¹ paru dans *New Library World*, vol. 114, n° 11/12, 18 novembre 2013. Les références entre crochets renvoient aux références bibliographiques en fin d'article.

La Big Society et les bibliothèques publiques en Angleterre : où en sommes-nous ?

Il ne fait guère de doute que les bibliothèques publiques en Angleterre traversent actuellement une période extrêmement «intéressante». Confrontées à de sévères contraintes budgétaires, la réduction des heures d'ouverture, des effectifs, des budgets d'acquisition, et l'augmentation des amendes, des frais d'inscription et des charges diverses sont devenues courantes dans ce

1. Article original disponible sur : < <https://www.emerald.com/insight/content/doi/10.1108/NLW-05-2013-0047/full/html> >. Cet article, paru il y a sept ans, fournit une analyse à chaud des premiers impacts du déploiement des mesures de la Big Society sur les bibliothèques.

secteur². La Comprehensive Spending Review (CSR*)³ du gouvernement de coalition publiée en 2010 a imposé aux autorités locales des coupes budgétaires sans précédent à hauteur de 27 % au cours des quatre années suivantes [HM Treasury, 2010] et, en réaction, les conseils locaux ont dû réduire leurs dépenses et réaliser des économies à tous les niveaux. Tous les services publics en Angleterre ressentent les effets des coupes budgétaires émanant du gouvernement. Au moment d'écrire ces lignes (mai 2013), l'économie britannique a évité une récession en « triple creux », mais les temps sont durs pour les administrations locales à travers tout le pays [BBC News Online, 2013]. Il semble probable que l'austérité devienne la norme dans le secteur public pour les années à venir, ce qui entraînera des coupes budgétaires au sein des administrations locales et encouragera également les conseils locaux à réfléchir à de nouvelles méthodes de travail et de prestation de services, y compris une plus grande participation des communautés locales et des organismes du secteur tertiaire privé dans la prestation de services publics, conformément aux orientations de la Big Society.

Comme nous venons de le mentionner, les bibliothèques publiques n'ont pas été épargnées. Bien qu'elles ne représentent qu'environ 1 à 2 % des dépenses des autorités locales [Macdonald, 2012], presque l'intégralité des dépenses les concernant ont été soumises aux coupes budgétaires ; conséquemment le public et les professionnels ont eu tendance à s'inquiéter davantage de leurs fermetures. Parallèlement à ces dernières, l'augmentation du nombre des « bibliothèques gérées par les communautés locales » a également attiré l'attention. Dans ce cas, la gestion des bibliothèques a été confiée à des groupes locaux de bénévoles, après avoir été sous le contrôle des autorités locales. D'une part, le développement des bibliothèques gérées par des communautés locales s'inscrit parfaitement dans la philosophie de la Big Society, qui consiste à donner plus de pouvoir aux populations locales et les encourager à prendre des initiatives au sein de leur collectivité. D'autre part, la viabilité et l'efficacité à long terme de certaines bibliothèques gérées par des communautés locales sont discutables, et le concept même de ces bibliothèques semble suggérer un changement fondamental dans la nature de la gouvernance des bibliothèques publiques en Angleterre. Cela soulève des

2. Un certain nombre de sites web et d'organisations documentent les coupes dans les bibliothèques publiques en Angleterre et dans tout le Royaume-Uni. Voir par exemple :

< <https://www.publiclibrariesnews.com/about-public-bibliothèques-news/information> > ;

< <http://voicesforthelibrary.org.uk/> >.

3. Une Spending Review, ou quelquefois une Comprehensive Spending Review, est une mesure gouvernementale mise en œuvre au Royaume-Uni et menée par le HM Treasury afin de fixer des limites de dépenses définitives et, via des accords de service public, définir les principales améliorations que le public peut attendre de ces ressources (source : Wikipedia).

questions importantes relatives à la loi de 1964 sur les musées et les bibliothèques publiques [HMSO, 1964], en vertu de laquelle les bibliothèques publiques en Angleterre et au Pays de Galles constituent un service statutaire des autorités locales. Cet article analysera l'impact du programme de la Big Society sur les bibliothèques publiques en Angleterre et évaluera également la manière dont les bibliothèques publiques locales soutiennent ce programme. Il explore dans ce contexte le concept des bibliothèques gérées par des communautés locales, en analysant leur contribution comme moyen de décentraliser le pouvoir aux populations locales et en évaluant leur succès à ce jour.

LA « BIG SOCIETY »

Tout d'abord, il convient d'expliquer et de clarifier le terme et le concept de « Big Society ». À la veille des élections générales de 2010, l'électorat britannique a beaucoup entendu parler de la Big Society de la part du chef du Parti conservateur (et maintenant Premier ministre), David Cameron. C'était sa « grande idée », l'élément phare de son programme. Défini de manière à contraster de manière radicale avec un gouvernement omniprésent et un État dominant, le manifeste politique du Parti conservateur pour les élections générales de 2010 et son invitation à « se joindre au gouvernement de la Grande-Bretagne », définit la Big Society comme suit :

[...] une société avec des niveaux beaucoup plus élevés de responsabilités personnelle, professionnelle, citoyenne ainsi que de la part des entreprises ; une société où les gens se rassemblent pour résoudre les problèmes et améliorer leur vie et celle de leur collectivité ; une société où la principale force du progrès est la responsabilité sociale et non le contrôle de l'État [The Conservative Manifesto, 2010, p. 37].

L'objectif global déclaré était de créer un environnement qui puisse renforcer l'autonomie des citoyens et des communautés locales, en retirant le pouvoir aux politiciens et en le restituant au grand public. Dans le cadre de cet objectif global, trois priorités majeures ont émergé [Stott, 2011] :

- 1 La réforme de la fonction publique, qui doit permettre d'ouvrir les services publics et d'offrir aux associations caritatives, aux entreprises sociales et aux groupes de bénévoles un rôle de premier plan dans leur fonctionnement.
- 2 L'autonomisation des communautés, en mettant l'accent sur la décentralisation, les pouvoirs locaux et la délégation des pouvoirs aux populations locales.

3 L'action sociale par la mobilisation de la société et la philanthropie, en encourageant les gens à jouer un rôle actif au sein de leur communauté par le biais du bénévolat et de la participation communautaire.

Les partisans affirment que la Big Society offre des avantages à la fourniture de services de proximité en étant plus soucieuse des besoins du public et en étant davantage axée sur le service à l'utilisateur, ce qui devrait en améliorer la qualité et la performance. Suite à la publication du manifeste du Parti conservateur en avril 2010, le journal *The Times* a qualifié la Big Society de «tentative impressionnante de restructurer le rôle du gouvernement et de libérer l'esprit d'entreprise» [*The Times*, 2010, p. 2] tandis que Glasman [2010, p. 59] a suggéré que la Big Society «aborde des questions importantes relatives à la redistribution du pouvoir et à la démocratie – un élément nécessaire à une nouvelle politique progressiste – et offre une base pour une réforme du secteur public».

Son postulat est qu'une réduction ou un changement dans les responsabilités de l'État offre aux populations locales la possibilité de prendre l'initiative et d'exercer un contrôle plus démocratique sur les services qui ont un impact sur leur vie, et il semblerait que certaines personnes aimeraient avoir la possibilité d'influencer les politiques locales. Un audit au sujet de la Big Society publié en 2012 a par exemple révélé que «le public a envie de s'impliquer dans les décisions locales... et croit que cela peut véritablement faire une différence» [Civil Exchange, 2012, p. 30]. La New Economics Foundation [2010, p. 15] a résumé les points forts qui sont au cœur de la Big Society :

- «encourager la participation et l'action des citoyens en s'appuyant sur une "tradition riche et précieuse" d'engagement collectif, de mutualisme et d'entraide qui remonte à la révolution industrielle;
- reconnaître que chacun possède des atouts personnels et des ressources qu'il peut apporter à la société;
- construire et renforcer les réseaux de relations qui apportent des bénéfices physiques et intellectuels durables pour toutes les personnes impliquées;
- utiliser les savoirs locaux pour obtenir de meilleurs résultats afin que la planification et la prise de décision au niveau local puissent répondre aux divers enjeux locaux;
- offrir des moyens de transformer l'État-providence qui est devenu intenable, n'a pas fait grand-chose pour prévenir l'apparition de besoins et «a sans doute généré une culture de la dépendance».

La Big Society a donc été présentée comme le moyen de réparer la « broken Britain »⁴ en redistribuant le pouvoir et le contrôle de l'État vers les citoyens et en mettant l'accent sur la responsabilité pour développer des collectivités plus fortes et, finalement, une société plus forte. En revanche, les détracteurs du programme ont fait part de leur inquiétude au sujet de la Big Society, avançant qu'elle ne serait rien de plus qu'une tentative de la part du gouvernement de réduire les dépenses publiques dans le cadre d'un discours d'action sociale, de renouvellement civique et de déconcentration démocratique. L'ancien archevêque de Canterbury, le docteur Rowan Williams, a décrit l'approche comme « du verbiage ambitieux destiné à dissimuler un retrait extrêmement préjudiciable de l'État et de ses responsabilités envers les plus vulnérables » [Helm et Coman, 2010] tandis que d'autres ont soutenu que le gouvernement s'est cyniquement approprié des activités locales qui existaient déjà et les ont fait passer pour des initiatives de la Big Society [Hetherington, 2013]. Il a également été suggéré que les individus ou les collectivités ne peuvent pas tous participer à la Big Society avec un niveau égal d'engagement, et n'en tireront pas tous les mêmes bénéfices [New Economics Foundation, 2010]. L'audit de la Big Society de 2012 [Civil Exchange, 2012] a par exemple suggéré que l'autonomisation des communautés locales était plus difficile dans les zones socialement défavorisées et les zones urbaines, ce qui a amené certains à se demander si la Big Society de Cameron était « réservée aux riches » [Salman, 2011]. De même, certains ont fait part de leurs préoccupations quant au fait que la décentralisation et la façon d'appréhender le niveau local du territoire favorisent les personnes âgées et que les forums locaux auxquels le Localism Act⁵ de 2011 [HMSO, 2011] a conféré des pouvoirs accrus sont

4. Expression que l'on pourrait traduire par « Grande-Bretagne brisée » ou « Grande-Bretagne fracturée ».

5. NDÉ : nous choisissons de conserver l'expression anglaise Localism Act que certains ont pu traduire « loi sur les pouvoirs locaux » et dont on trouvera le détail en suivant ce lien : < <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2011/20/contents/enacted> >. Sur cette loi, on peut lire dans l'article de Rachel Guyet, « Les limites de l'action politique en Grande-Bretagne », in : François Bafoil (dir.), *Accès à l'énergie en Europe. Les précaires invisibles*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014 (coll. Académique), p. 183-212. [En ligne] < <https://www.cairn.info/acces-a-l-energie-en-europe--9782724615401-page-183.htm> > : « Le Localism Act de 2011 promu par le gouvernement Cameron trouve sa justification dans la critique d'une gestion traditionnelle verticale des relations entre l'État et les collectivités locales, qui limite les pouvoirs du niveau local. En théorie, ce changement d'organisation permet aux autorités locales de mieux adapter leurs politiques aux besoins locaux. Or, *de facto*, le gouvernement ne leur a pas donné les moyens à la hauteur des ambitions affichées. En effet, le processus s'est inscrit avant tout dans un contexte de coupes budgétaires et de réduction de l'intervention publique. Ainsi l'autonomie conférée aux pouvoirs locaux en matière de détermination des priorités n'a entraîné ni la clarification de leurs champs de compétence, ni l'accroissement de leur autonomie financière, car la définition de leur budget dépend toujours, pour les trois quarts, du niveau central. Sur cette question, une responsable d'une ONG rencontrée à Liverpool exprimait ses doutes en ces termes : « Le localism agenda attend que les communautés s'investissent, mais ça ne peut fonctionner que dans les communautés

« principalement composés d'une élite restreinte qui est beaucoup plus âgée, plus masculine et plus aisée que les personnes qu'elle est censée représenter » [Intergenerational Foundation, 2012, p. 24]. L'audit de la Big Society [Civil Exchange, 2012] a conclu à l'existence d'une « fracture de la Big Society » qui profite aux personnes âgées, aux collectivités favorisées, aux zones rurales et à la majorité blanche.

L'un des autres piliers du programme de la Big Society, la réforme des services publics, censée offrir aux associations caritatives un rôle plus important dans leur prestation, a également échoué. Bien que la plupart des organismes de bienfaisance aient accueilli avec prudence la possibilité d'être plus étroitement impliqués dans la prestation de services de proximité, leur capacité a été limitée par la lenteur des réformes et les réductions de budget ; 50 % des autorités locales ont signalé des réductions disproportionnées du montant des subventions pour le secteur alloué au bénévolat et aux initiatives collectives en 2012 [Compact Voice, 2012]. Les problèmes rencontrés par le secteur associatif ont conduit Sir Stephen Bubb (directeur général de l'Association des directeurs généraux d'organisations bénévoles, et autrefois ardent défenseur du programme) à déclarer la Big Society « véritablement morte » dans une lettre ouverte à David Cameron en janvier 2013 [Bubb, 2013]. Alors que les associations caritatives ont du mal à s'impliquer dans la prestation de services publics ou à s'en retirer, l'écart est de plus en plus comblé par le secteur privé. Plutôt que d'ouvrir la prestation de services comme promis, la volonté d'obtenir le meilleur rapport qualité-prix pour les contrats de service public a conduit à des « méga-contrats » que seul le secteur privé peut remplir [Milbourne et Cushman, 2012]. Ce « parti pris implicite » [Civil Exchange, 2012, p. 4] dans les pratiques d'appels d'offres du gouvernement a conduit à la mise à l'écart des organisations bénévoles et des collectifs locaux, qui ont eu des difficultés à participer à la Big Society telle que ses concepteurs l'entendaient à l'origine.

La perspective d'action et d'engagement sociaux, enjeu majeur de la Big Society, est également considérée comme mauvaise, compte tenu du climat économique actuel. M. Scott [2010, p. 132], par exemple, se demande s'il est possible de simultanément réduire l'offre de services et développer l'action sociale, et suggère que « la perspective d'une action sociale revivifiée dans un contexte d'austérité ne peut être positive puisque, empiriquement, les gens

... riches, que se passe-t-il dans les zones en déclin ? » En revanche, la nouvelle législation a prétendu compenser cette liberté accrue en accordant plusieurs pouvoirs supplémentaires au Département des collectivités et de l'administration locale (Department for Communities and Local Government, DCLG). En voulant consolider l'autonomie locale, le gouvernement n'a fait que renforcer le contrôle du centre. Reste à savoir comment ces changements influencent la capacité des autorités locales à s'engager dans la lutte contre la pauvreté énergétique ? »

sont moins enclins à faire du bénévolat en période de récession». Par ailleurs, le grand public au Royaume-Uni semble être cynique et/ou ignorant au sujet du concept même de la Big Society. Un sondage réalisé en 2011 a par exemple révélé que 78 % des adultes estimaient que le gouvernement n'avait pas réussi à transmettre une idée claire de ce qu'est la Big Society [Commission on Big Society, 2011].

L'avenir de la Big Society est donc incertain. Bien que des initiatives telles que Big Society Capital, créée pour développer une infrastructure d'investissement social au Royaume-Uni, ait eu du succès, les références à la Big Society de la part du gouvernement ont visiblement diminué ces derniers temps, ce qui suggère que le programme n'a pas donné les résultats escomptés. Néanmoins, la terminologie et certains des concepts mis en avant par les défenseurs de la Big Society sont encore employés aujourd'hui, même si l'expression elle-même a peut-être perdu un peu de son éclat et de sa popularité.

LA BIG SOCIETY ET LES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES

Alors, qu'est-ce que la Big Society a signifié pour les bibliothèques publiques en Angleterre? Les évolutions dans ce domaine ont concerné les trois piliers clés de la Big Society mentionnés ci-dessus : la réforme de la fonction publique, l'autonomisation des communautés locales et l'action sociale. La suite de l'article analyse les activités et les initiatives des bibliothèques publiques dans ces trois domaines, avec une attention particulière au troisième pilier, l'action sociale, qui a suscité un intérêt considérable de la part des professionnels, des médias et du public.

Réforme de la fonction publique

L'un des principes majeurs de la Big Society est le rôle accru donné aux organisations locales – y compris les coopératives, les mutuelles, les fonds de développement ou les fonds communautaires⁶ et les entreprises sociales – dans le fonctionnement des services publics [Brady, 2011]. Une entreprise sociale peut être définie comme suit :

[...] une entreprise à finalité essentiellement sociale dont les excédents sont principalement réinvestis à cette fin dans l'entreprise ou

6. NDT : il s'agit dans le texte original de *community or development trusts*, les *trusts* étant une notion spécifique du droit anglais « par laquelle la propriété d'un bien, détenue par son fondateur (*settlor*), est confiée à un détenteur (*trustee*), à charge pour lui de l'administrer pour le compte d'un bénéficiaire (*beneficiary*) » (source : Wikipedia).

la collectivité, plutôt que d'être guidée par la nécessité de maximiser les profits des actionnaires et des propriétaires [DTI, 2002, p. 7].

L'établissement d'un fonds implique la création d'une société à but non lucratif, distante et indépendante du conseil, pour gérer certains services locaux, souvent ses équipements de loisirs. Outre les aspects financiers, on estime que les actifs contrôlés par la communauté apportent des avantages supplémentaires à leur collectivité. Une publication de la Fondation Joseph Rowntree suggère que cela développe également un sentiment d'identité et de fierté communautaires, un potentiel de cohésion sociale accrue, de même qu'une plus grande confiance en soi, des compétences et des ambitions accrues à l'échelle locale, un meilleur accès aux services et aux activités; des occasions de développement local de l'emploi, de la formation, et des affaires, et des améliorations matérielles dans la région [Aiken *et al.*, 2011].

Dans le secteur des bibliothèques publiques en Angleterre, il existe un certain nombre d'organisations à but non lucratif gérant des bibliothèques publiques, pour certaines, de longue date. À titre d'exemple, le fonds Wigan Leisure and Culture Trust (WLCT) est un organisme caritatif agréé créé en 2003. Il s'agit d'un fonds caritatif et d'une entreprise sociale qui fournit des services de loisirs et fait office de bibliothèque publique au nom du conseil municipal de Wigan. Il reçoit une subvention annuelle du conseil pour gérer et soutenir les services, et collecte également des fonds provenant de financements externes et d'activités génératrices de revenus [Social Enterprise London, 2011]. Les conseils locaux transfèrent la gestion des bibliothèques publiques à des organismes caritatifs et à des entreprises sociales, principalement pour réduire les dépenses, car les fonds sont exonérés d'une certaine partie des taxes et des impôts. Les trusts seraient également autorisés à présenter plus de demandes de subventions et financements que les conseils, bien que cela ait été remis en question par la Commission d'audit (2006) qui a conclu que les trusts gérant des activités de loisirs, par exemple, n'avaient pas été en mesure de générer des sources de financement externes importantes.

Le principe selon lequel les bibliothèques publiques sont considérées comme une entreprise (bien qu'il s'agisse d'une entreprise à but non lucratif) a toutefois été remis en question, car les comptes des bibliothèques ne seront jamais excédentaires, ce qui explique peut-être pourquoi les conseils municipaux ont été si impatients de s'en séparer [Smedley, 2013]. Les subventions croisées provenant d'autres secteurs aux activités plus rentables ainsi que des projets mis en place par les trusts, ainsi que la diversification dans d'autres activités telles que les cafés, la formation et la vente au détail sont indispensables pour assurer l'autonomie des bibliothèques.

Dans la mesure où les trusts se détournent de l'objectif principal du service pour se focaliser davantage sur les rentrées d'argent et les résultats [Milbourne et Cushman, 2012], la préoccupation d'un « éloignement de la mission » s'accompagne de la crainte que les entreprises sociales soient dépassées par les entreprises privées. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'audit de la Big Society de 2012 [Civil Exchange, 2012, p. 46] a estimé que la question des processus de commande et d'approvisionnement pour les organismes de bienfaisance et le secteur bénévole constitue le « talon d'Achille » dans la volonté du gouvernement d'étendre les prestations du service public, et on craint que ces difficultés mènent à l'abandon du modèle des entreprises sociales en faveur du secteur privé [Smedley, 2013]. La Commission de l'administration publique de la Chambre des communes (2011) a averti que bien que les grandes entreprises du secteur privé puissent offrir la solution la moins onéreuse aux autorités locales en difficulté cherchant à externaliser des services, leur réserver l'exclusivité des contrats ouvrira la voie à la domination du secteur privé sur les marchés publics, ce qui évincera les prestataires plus petits, plus innovants, plus implantés localement, et plus responsables, ce qui conduira à une « privatisation insidieuse » [Rainford et Tinkler, 2011]. La Commission a mis en garde :

L'objectif du projet de la Big Society, qui consiste à autonomiser les communautés locales, ne sera pas atteint simplement en signant des contrats avec des entreprises privées et de grands organismes de bienfaisance nationaux. [Comité sur l'administration publique de la Chambre des communes, 2011, paragraphe 114].

Ceux qui sont attachés à l'idéal des bibliothèques publiques peuvent probablement tolérer que les bibliothèques soient gérées par des entreprises sociales et des institutions (*trusts*) caritatives, surtout si les bibliothèques échappent ainsi aux fermetures, mais l'externalisation des bibliothèques publiques à une entreprise privée pour rapporter de l'argent est une idée plus difficile à accepter. Actuellement, un seul réseau de bibliothèques publiques au Royaume-Uni est géré par une société privée – les bibliothèques publiques de Hounslow – mais les observateurs s'attendent à ce qu'un plus grand nombre de bibliothèques soient privatisées dans le contexte idéologique et économique actuel⁷.

7. < <https://www.publiclibrariesnews.com/campaigning/privatized-libraries-out-ourcing-library-services/auvergnat> >. NDT: l'auteure a choisi de citer un certain nombre de sites entre parenthèses dans le corps du texte. Nous les indiquons en note pour une meilleure lisibilité.

Les opposants craignent que les entreprises privées ne puissent réaliser des bénéfices qu'en limitant le nombre de services existants et en réduisant les effectifs. La firme américaine LSSI a exprimé le souhait de candidater pour la gestion de bibliothèques au Royaume-Uni [Grice et Dutta, 2011], mais Ian Anstice⁸ [2011], résumant le bilan de leur gestion des bibliothèques aux États-Unis, suggère que la société n'a pu réaliser ses 35 % d'économies tant vantées qu'en réduisant les avantages sociaux du personnel et le budget pour le matériel. Si «les contribuables britanniques risquent de perdre leurs propres recettes fiscales au profit d'entreprises américaines» [Grice et Dutta, 2011], le lien avec l'esprit localiste de la Big Society n'est pas clair. Comme dans le cas de l'externalisation des bibliothèques à des entreprises sociales, le danger de l'implication du secteur *privé*⁹ est une distorsion des priorités, les efforts se concentrant davantage sur le résultat (NDT : *output*) ou le dénombrable – le nombre de prêts, d'inscriptions, etc. –, plutôt que sur les impacts (NDT : *outcome*), par exemple les activités et les initiatives qui changent la vie des populations locales et des collectivités¹⁰.

Autonomisation de la communauté locale

Le deuxième grand fondement de la Big Society est le transfert du pouvoir de l'État aux populations locales. Ici, l'accent est mis sur la participation des citoyens de la collectivité aux décisions qui les concernent directement, avec une prise de décision plus décentralisée et un plus grand contrôle des ressources et des biens locaux. Le Localism Act¹¹ de 2011 (HMSO, 2011) a été conçu pour introduire de nouveaux droits et pouvoirs pour les collectivités, principalement pour discuter des services publics avec les autorités locales. Bien que J. Painter *et al.* [2011] aient questionné la mesure dans laquelle la décentralisation aux pouvoirs locaux stimule l'autonomisation des communautés locales, cet élément du programme de la Big Society repose en grande partie sur l'hypothèse qu'une participation accrue des citoyens aux pratiques de l'administration locale leur permettra d'avoir un droit de regard et de s'investir davantage sur des sujets locaux.

8. Voir l'interview de Ian Anstice au chapitre 4, p. 87.

9. NDT : *public* dans le texte original.

10. NDÉ : l'auteur introduit ici une nuance importante entre les *outputs* et les *outcomes* qui est au centre de l'évolution de l'évaluation en bibliothèques, particulièrement illustrée dans les normes ISO 11620 et 16439, cette dernière mettant en relief cette notion d'*outcome* comme mesure de l'impact.

11. NDÉ : le Localism Act est consultable en ligne : < <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2011/20/contents/enacted> >. Elle concerne, entre autres, les fonctions et les procédures des autorités locales ; les fonctions de la Commission for Local Administration, les finances des administrations locales, l'aménagement du territoire.

L'audit de la Big Society de 2012 [Civil Exchange, 2012] a estimé que les Britanniques étaient plutôt favorables à la prise de décision locale et pensaient que s'impliquer localement pouvait faire une différence dans leur région. Les partisans de la Big Society sont convaincus qu'«un intérêt renouvelé pour l'autonomisation des personnes au sein des communautés locales est le seul moyen d'assurer un changement social positif et durable et un renouveau civique» au Royaume-Uni [Wilson, 2011, p. 157], alors que les opposants soutiennent que la promesse de décentralisation des pouvoirs et de participation accrue de la collectivité est faible et vaine, et se demandent quel sera le degré d'amabilité des conseillers municipaux face aux administrés qui remettent leurs décisions en question [McCall, 2011]. Pas très élevé, si l'on en veut pour preuve les nombreuses protestations à travers le pays contre les coupes budgétaires dans les bibliothèques publiques. Si l'on peut s'interroger sur le rôle de l'État dans la mobilisation de l'action citoyenne, McCabe [2010] soutient que les administrations nationale et locale ont extrêmement bien réussi à galvaniser l'action des communautés locales, surtout lorsque leurs décisions ont mis les gens en colère. Cependant, comme pour les manifestations contre les coupes budgétaires et les fermetures de bibliothèques, ces expressions de la volonté populaire et de l'opinion de la collectivité semblent avoir peu d'influence sur les décideurs.

Les initiatives gouvernementales visant à déléguer le pouvoir aux communautés locales précèdent l'instauration de la Big Society. Un livre blanc intitulé *Strong and Prosperous Communities* [Des communautés fortes et prospères], publié sous un précédent gouvernement travailliste, imposait aux conseils locaux l'obligation «d'informer, de consulter, d'impliquer et de déléguer aux citoyens et à la communauté locale, le cas échéant» [Department for Communities and Local Government – Département des collectivités et de l'administration locale –, 2006, p. 26]. Pour les bibliothèques publiques, cela signifiait qu'il fallait faire participer la population locale à la conception et à la prestation des services et, encore une fois, on avait beaucoup insisté sur ce type de mobilisation des communautés locales dans les bibliothèques publiques avant la création de la Big Society. Une analyse des activités de mobilisation des collectivités dans les bibliothèques publiques a révélé que le secteur s'est principalement mobilisé sur :

- la mise à disposition des espaces des bibliothèques en faveur des activités réunissant des groupes locaux ;
- le partenariat avec des groupes bénévoles locaux ;
- la proposition d'activités favorisant la participation de la collectivité à divers niveaux de prise de décisions [Goulding, 2009].

En réalité, les efforts en faveur d'une participation plus importante et plus qualitative de la population locale étaient une composante de la politique du dernier gouvernement travailliste, dont le meilleur exemple est peut-être le Community Libraries Programme [Programme pour les bibliothèques communautaires] qui a donné lieu au versement de 80 millions de livres sterling à compter de 2006 pour moderniser les bibliothèques publiques, après consultation des populations locales [MLA*, 2010]. Bien que l'évaluation finale du programme ait mis en doute que les bibliothèques concernées pouvaient réellement « décider ensemble » avec les usagers plutôt que de simplement « les en informer » [MLA, 2010], il serait difficile de soutenir que cet aspect de la Big Society n'est pas positif, car il favorise l'implication des populations locales travaillant aux côtés des bibliothécaires pour permettre que les services répondent à leurs besoins. Les décisions concernant les services fournis par les bibliothèques devraient être fondées sur une compréhension et une connaissance claires de la population à desservir. Les bibliothèques ont testé des façons plus innovantes de recueillir les points de vue et les opinions des usagers pour alimenter la prise de décision, même si l'on pourrait dire qu'il s'agit essentiellement de la consultation de leurs avis plutôt que de participation active de la population locale, et les bibliothèques publiques ont été critiquées dans le passé pour avoir consulté uniquement ceux qui utilisaient déjà leurs services. Un rapport récent commandé par l'organisme public Arts Council England (ACE)* estime que considérer le « bénévolat, la participation des usagers et d'autres formes de travail collaboratif comme une simple réduction des coûts fait passer à côté du sujet » [Ipsos MORI et Shared Intelligence, 2013, p. 24] et souligne que ces pratiques sont des moyens efficaces pour établir une relation plus étroite avec la communauté à desservir. Cela semble cohérent, cependant ces modalités de fonctionnement ne sont pas gratuites, elles demandent du temps et des efforts de la part du personnel, dont la majeure partie est actuellement consacrée au maintien des services de base en raison des coupes budgétaires et de la diminution des effectifs.

Bien que les bibliothèques publiques aient été assez efficaces pour faire participer la population locale aux décisions de gestion du service, on pourrait soutenir que les conseils locaux qui les supervisent n'ont probablement pas été aussi ouverts à la discussion. Comme on l'a suggéré plus haut, les protestations au sujet de la fermeture de bibliothèques en Angleterre ont été en grande partie inefficaces et, bien que le Royaume-Uni bénéficie d'un système de démocratie locale représentative plutôt que participative, la citoyenneté active telle qu'envisagée dans la Big Society « devrait impliquer des interactions entre les conseillers municipaux et les citoyens, les conseillers se devant d'écouter, d'entendre et d'expliquer » (Jones and Stewart, 2012). Les

protestations contre les fermetures de bibliothèques ont connu un certain succès. Le projet des conseillers municipaux de l'île de Wight impliquant la fermeture de neuf des onze bibliothèques de l'île a été modifié en raison d'une opposition locale acharnée, de sorte que cinq d'entre elles ont été transformées en bibliothèques gérées par des bénévoles et, ainsi, «sauvées». Autre exemple, la bibliothèque Golbourne, à Bolton, a été sauvée à la suite d'une campagne soutenue par des commerces locaux et d'une pétition signée par 4000 personnes [*The Bolton News*, 2013].

Cependant, certains conseils locaux n'ont pas été aussi enclins à discuter avec leur électorat des fermetures de bibliothèques. Certaines protestations se sont envenimées, aboutissant devant la Haute Cour de justice, les populations locales mettant en évidence un manque de transparence dans les décisions prises par les conseils qui n'ont pas suffisamment initié de consultations sur les projets de fermeture des bibliothèques. Si les protestataires ayant emprunté cette voie ont connu un succès mitigé, le fait que les relations entre les autorités locales et les citoyens aient atteint ce point suggère que le programme de la Big Society n'a pas, comme on l'espérait, nécessairement amélioré la coopération entre l'État et les populations locales. La volonté de nombreux responsables municipaux de continuer à instaurer des coupes budgétaires préjudiciables aux bibliothèques malgré les protestations locales généralisées, les pétitions et les appels à la Haute Cour semble indiquer que les conseils locaux n'impliquent pas la population locale dans les décisions cruciales concernant les services locaux, ce qui reflète les résultats de l'audit de la Big Society de 2012. Selon les résultats de l'audit, bien que 75 % des gens estiment qu'il est important qu'ils influencent les décisions locales, seulement 38 % pensent que cela peut vraiment changer quelque chose [*Civil Exchange*, 2012].

Action sociale

Le dernier volet du programme de la Big Society est celui de l'action sociale axée sur le bénévolat. C'est ce qui a, sans nul doute, suscité le plus de controverse au sujet des bibliothèques publiques et de la Big Society. De fait, il est probablement juste de dire que lorsqu'on s'intéresse aux bibliothèques publiques dans le cadre de la Big Society, la plupart des gens – bibliothécaires, décideurs et politiciens – pensent d'abord et avant tout au recours aux bénévoles.

Deux modèles de recours au bénévolat dans les bibliothèques publiques d'Angleterre ont émergé :

- Le modèle participatif, où les bénévoles constituent une valeur ajoutée par rapport au service de base¹².
- Le modèle d'externalisation, où des groupes de bénévoles s'occupent de la gestion totale du service.

Jusqu'à récemment, le fonctionnement des bibliothèques publiques en Angleterre correspondait majoritairement au premier modèle – le modèle participatif – bien qu'il faille noter que le bénévolat n'a jamais constitué une tradition établie pour la plupart des bibliothèques publiques au Royaume-Uni. Comme l'indique la Society of Chief Librarians¹³ (pays de Galles) dans sa politique sur le bénévolat dans les bibliothèques publiques, le nombre de bénévoles a généralement été très limité et leur utilisation n'a pas été particulièrement innovante, créative ou étendue [SCLW, 2013]. Contrairement aux États-Unis, les groupes d'amis des bibliothèques n'ont pas été une caractéristique notable des bibliothèques publiques au Royaume-Uni. Le seul domaine pour lequel les bénévoles ont été largement utilisés (et de manière très efficace) est celui des services à domicile, afin de faciliter l'accès aux bibliothèques publiques gérées par des professionnels. Les bénévoles du Royal Voluntary Service font régulièrement du portage de livres de bibliothèque et d'autres ressources au domicile de personnes âgées et leur offrent un lien vital avec leur bibliothèque locale. En dehors de cette utilisation établie, le recours à du personnel bénévole dans les bibliothèques publiques du Royaume-Uni a fait l'objet d'une certaine controverse dans le passé, les professionnels et les syndicats ayant averti que les bénévoles ne devraient pas être utilisés pour compenser la réduction ou la suppression des services dans les bibliothèques publiques, ces derniers étant la conséquence de licenciements ou de postes vacants n'ayant pas été pourvus.

Idéalement, le travail des bénévoles devrait être considéré comme une aide complémentaire aux bibliothécaires professionnels, et non comme une alternative [CILIP, 2012], mais des signes montrent que cette tendance représente un danger croissant. Les chiffres publiés en décembre 2012 font état d'une augmentation continue du nombre de bénévoles et d'une diminution continue du nombre de bibliothécaires [CIPFA, 2012]. Les effectifs ont diminué de 8 % (en équivalent temps plein) tandis que le nombre de bénévoles a augmenté de 8,9 %, ce qui laisse penser que les préoccupations concernant la « substitution » sont très réelles. Non seulement on s'inquiète de l'impact sur la qualité du service fourni, mais on s'oppose aussi à ce que les bénévoles

12. NDT: l'auteur parle des *involving* (1) et *devolving* (2) *models*, jeu de mots difficile à rendre en français.

13. Société des bibliothécaires en chef, devenue Libraries Connected. Voir l'entretien avec Isobel Hunter, présidente de l'association, en page 163.

soient considérés être au même niveau que le personnel de première ligne (assistants-bibliothécaires), et les bibliothécaires professionnels sont licenciés en raison des coupes budgétaires imposées par les conseils locaux ou municipaux.

Néanmoins, on reconnaît que les bénévoles peuvent ajouter de la valeur aux bibliothèques publiques, en prenant en charge des tâches supplémentaires que le personnel des bibliothèques serait bien en peine d'accomplir, étant donné la réduction des effectifs dans les bibliothèques [SCL*, 2013]. Le bénévolat est également considéré comme un moyen intéressant de rendre les bibliothèques plus représentatives des collectivités au sein desquelles elles sont implantées et de leur permettre ainsi d'aller à la rencontre des populations locales, d'attirer des utilisateurs de milieux sociaux plus variés et peut-être aussi de gagner le soutien de groupes plus « difficiles à atteindre », les bénévoles devenant les porte-paroles des bibliothèques (SCL, 2013). Le succès du projet *Welcome to Your Library* [Bienvenue dans votre bibliothèque], par exemple, démontre que les bénévoles ont pu créer du lien avec des réfugiés et des demandeurs d'asile nouvellement arrivés au sein d'une communauté et leur présenter les services proposés par leur bibliothèque locale¹⁴.

Les bibliothèques publiques ont progressivement intégré le recours aux bénévoles tout au long des deux dernières décennies, mais la *Big Society* va beaucoup plus loin et préconise de confier la gestion totale des bibliothèques à des bénévoles de la collectivité, selon le modèle 2 – le modèle d'externalisation – menant au développement des bibliothèques communautaires [NDT: en anglais, *community managed libraries* – CML*]. La prise en charge par des bénévoles de la gestion des bibliothèques locales menacées de fermeture n'est pas non plus un phénomène récent : certaines sont établies depuis plus de cinq ans, mais la combinaison de l'impératif de la *Big Society* et des coupes budgétaires dans le secteur public en fait une solution très intéressante pour les conseils locaux cherchant à réaliser des économies.

Les directives les plus récentes à l'intention des autorités locales [ACE et LGA*, 2013] décrivent deux principaux types de bibliothèques communautaires, suivant différents modèles :

- Un modèle de bibliothèque de quartier, indépendante, qui fonctionne sans aucune implication du conseil local, incluant :
 - des CML possédant leurs ressources et leurs propres locaux ;
 - des CML ne possédant ni ressources ni leurs propres locaux.
- Des bibliothèques communautaires « co-gérées », notamment :
 - des bibliothèques *gérées* par la communauté locale, généralement sans

14. < <http://www.welcometoyourlibrary.org.uk/> >

personnel rémunéré, mais qui demeurent souvent au sein du réseau de la collectivité régissant les bibliothèques, et qui reçoivent un certain soutien du conseil local ou municipal;

- des bibliothèques *soutenues* par la communauté locale, qui sont dirigées par le conseil, financées et dotées de personnel rémunéré, mais soutenues par une importante contribution des bénévoles;
- des bibliothèques *gérées* par un organisme commissionné par le conseil, ce qui représente le modèle d'entreprise sociale discutée ci-dessus. Les bibliothèques sont financées par le conseil qui paie un organisme à but non lucratif pour gérer les bibliothèques. Dans une certaine mesure, on aurait pu étudier plus tôt ce modèle dans le présent article dans le cadre de la discussion sur la «réforme de la fonction publique» de la Big Society, mais on a choisi de l'intégrer à la discussion sur les CML.

Diverses questions ont été soulevées au sujet de la philosophie sous-jacente et des aspects pratiques des CML. Premièrement, le statut de certains des modèles énoncés ci-dessus n'est pas clair – font-ils partie de la clause relative aux conseils locaux et sont-ils donc assujettis aux clauses du Public Libraries and Museums Act de 1964 [HMSO, 1964] qui a fait des bibliothèques un service statutaire des autorités locales en Angleterre et au pays de Galles? Où se situe l'obligation de rendre des comptes? Il a été suggéré que les bibliothèques suivant le modèle 1 pourraient proposer des abonnements payants, par exemple, comme moyen de financer leurs services, mais pour le modèle 2, ce serait illégal en vertu de la loi qui interdit de facturer la consultation de documents imprimés dans les locaux des bibliothèques, ou pour l'emprunt de livres ou autres documents imprimés. Que se passe-t-il si les choses se passent mal avec ce service, et qu'un membre de la communauté locale veut faire une réclamation? Qui est responsable? P. Rainford et J. Tinkler [2011] avancent que le modèle de la Big Society soulève de sérieuses craintes sur le plan de la responsabilité et des recours, et que les populations locales qui se sont plaintes des services externalisés se retrouvent à faire des allées et venues entre les responsables des services et le conseil en charge des financements ou des contrats. On ne connaît pas bien les mesures de protection mises en place pour s'assurer que les bénévoles en charge des bibliothèques puissent être tenus pour responsables du respect des normes de service et de l'utilisation des fonds publics.

La viabilité et l'efficacité des CML sont par ailleurs une source de préoccupations. Certaines ont sans aucun doute eu du succès – leur fréquentation a augmenté, elles ont pu s'autofinancer en prenant des initiatives et en

attirant des dons de philanthropes, et sont devenues un véritable atout pour la collectivité en fournissant un service accueillant et tourné vers le public [Holman, 2012]. Cependant, d'autres ont connu des difficultés. Leur fréquentation a souvent chuté considérablement après la prise en charge du service par les bénévoles. Le site web *Public Libraries News*¹⁵ explique en détail les bons, les mauvais, et les pires côtés des bibliothèques gérées par des communautés locales. À la bibliothèque municipale de Chalfont St Giles, qui est gérée par des bénévoles depuis 2007, le nombre d'emprunts de livres est en hausse, les heures d'ouverture ont été élargies et le fonds est plus fourni que lorsque le conseil municipal gérait la bibliothèque. C. Stothart [2012] prend aussi pour exemple plusieurs bibliothèques prospères et gérées par une communauté locale, bien qu'il soit important de souligner que, dans une interview, un des principaux bénévoles d'une CML affirme que la bibliothèque devrait être gérée par du personnel rémunéré. D'autres n'ont pas si bien réussi. Les chiffres obtenus par *Public Libraries News*¹⁶ auprès de cinq autres bibliothèques montrent que les prêts de livres ont, dans le meilleur des cas, presque diminué de moitié, et dans le pire des cas, les chiffres sont six à sept fois plus bas. De plus, les groupes de bénévoles se sont souvent sentis abandonnés par les autorités locales, souffrant de peu de formation et d'un manque de soutien sur des responsabilités importantes, comme la gestion des ressources ou les questions juridiques [Holman, 2012]. Le Women's Institute a constaté que le degré de soutien offert aux CML variait énormément, mais que les bénévoles étaient majoritairement insatisfaits du soutien offert par leurs autorités locales [The Women's Institute, 2013].

Au sujet de la « fracture de la Big Society » évoquée dans l'audit de la Big Society de 2012 [Civil Exchange, 2012], il apparaît que les modèles gérés par des bénévoles (les CML) ne fonctionnaient bien que dans les zones favorisées disposant d'un grand nombre de personnes ayant le temps et la volonté de faire du bénévolat [Holman, 2012], ce qui a été également souligné par le Women's Institute :

[...] les collectivités à forte densité de professionnels retraités sont beaucoup mieux équipées en termes de temps et de ressources pour offrir des bibliothèques gérées par la communauté locale que celles qui se trouvent dans d'autres régions telles que les collectivités en zones urbaines ou les régions plus défavorisées [The Women's Institute, 2013, p. 7].

15. < <http://www.publiclibrariesnews.com/2013/04/fifty-shades-of-volunteer-library.html> >

16. NDÉ : voir l'entretien avec Ian Anstice p. 87.

Les autorités locales peuvent également s'inspirer de l'expérience d'autres organisations similaires faisant appel à des bénévoles. À titre d'exemple, un rapport de 2009 sur le bénévolat dans les musées indépendants estimait que même le plus petit musée géré de façon saisonnière avait besoin annuellement d'un minimum de 5 000 heures de bénévolat émanant d'environ 40 bénévoles [Babbage, 2009]. Le rapport suggère également que les changements économiques et démographiques créent une concurrence accrue pour les bénévoles et que le secteur doit faire des efforts pour toucher une nouvelle génération, éveiller leur intérêt et les inciter à faire du bénévolat. L'audit de la Big Society en 2012 [Civil Exchange, 2012, p. 51] a conclu que le niveau du bénévolat au Royaume-Uni est relativement faible comparé à d'autres pays développés et concerne un petit « noyau citoyen », soit 9 % de la population adulte représentant 51 % des heures totales de bénévolat. Il est certain que dans certaines zones plus défavorisées, le recrutement d'un nombre suffisant de bénévoles pour gérer les bibliothèques s'est avéré un défi. Phil Bradley (président du CILIP de 2012 à 2013) a attiré l'attention sur la situation de la bibliothèque de Rossington à Doncaster [Bradley, 2012] lors d'une présentation à la Canadian Library Association Conference [Conférence de l'association des bibliothèques canadiennes] en 2012. Faisant partie des douze CML du réseau local, la bibliothèque de Rossington avait des difficultés à trouver suffisamment de bénévoles pour continuer à fonctionner, trois mois seulement après être devenue une bibliothèque gérée par des bénévoles, alors qu'il ne restait plus que dix bénévoles sur les vingt-cinq d'origine. Rossington est un ancien village minier du sud du Yorkshire, souffrant de privations sociales et économiques importantes, et il est probable que les gens qui y vivent aient davantage le souci de garder la tête hors de l'eau que de faire du bénévolat dans leur bibliothèque, aussi précieux que cela puisse être pour eux individuellement et pour la communauté locale. Il a également été suggéré que les bénévoles se demandent pourquoi ils travaillent dur pendant leur temps libre pour maintenir un service qui était jusque très récemment financé par les impôts locaux qu'ils paient encore. Sur une publication du site *Public Libraries News*, une personne qui gère avec succès une CML a commenté que « beaucoup de bénévoles adoreraient tout remettre entre les mains du comté – soyons réalistes, les bénévoles paient des impôts locaux et font le travail eux-mêmes ! »¹⁷ Les conseils locaux présentent les CML comme une excellente occasion de rassembler les gens autour de leur bibliothèque et d'en faire le centre de leur communauté locale (voir, par exemple, le communiqué de presse du Surrey

17. < <https://www.publiclibrariesnews.com/2013/04/we-now-have-six-examples-of-poor-to-terrible-performance-by-community-libraries-based-on-hard-data.html> >

County Council, 2012). Le conseil de Doncaster a lancé (en vain peut-être, étant donné les développements à Rossington ci-dessus) une annonce invitant la population locale à se porter volontaire pour « soutenir et subvenir » à la bibliothèque [Business Doncaster, 2012]. Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, certains exemples de réussite donnent à penser que ça peut effectivement marcher. Le plus souvent, cependant, les CML sont instaurées en raison d'une menace implicite ou explicite, que certains ont même qualifiée de chantage émotionnel¹⁸ : si la communauté locale ne prend pas en charge la gestion de la bibliothèque, celle-ci fermera ses portes et les usagers perdront cet établissement. On craint également que le fait d'encourager la communauté locale à prendre en charge la gestion des bibliothèques ne fasse de toute façon que retarder l'inévitable et que, même si la bibliothèque est sauvée à court terme, les efforts à long terme de levée de fonds et d'organisation du service finiront par s'avérer trop lourds pour n'importe quel groupe de bénévoles, quels que soient leur enthousiasme et leur dévouement d'origine. Les lignes directrices formulées par les organismes ACE et LGA [Arts Council England et Local Government Association] [2013] à l'intention des autorités locales reconnaissent qu'assurer la pérennité et la viabilité à long terme des CML est un défi.

Les militants et les défenseurs des bibliothèques sont tiraillés par la conversion à grande échelle en CML de bibliothèques gérées au départ par les conseils locaux ou municipaux. D'une part, on peut considérer que ces bibliothèques sont « sauvées » pour la collectivité, et qu'il est préférable qu'elles restent ouvertes avec la possibilité (probablement faible) qu'elles soient réintégrées auprès des autorités locales si la situation économique s'améliore et/ou si le modèle de la CML échoue. D'autre part, l'émergence de problèmes de fonctionnement et le fait que toutes les communautés n'aient pas l'envie et/ou la capacité de gérer un service public complexe comme une bibliothèque publique font craindre à beaucoup que ces bibliothèques « pourrissent sur pied »¹⁹, et ces développements ne font que les condamner à une agonie lente et prolongée.

Un article de premier plan paru dans le journal *The Independent* en 2011²⁰ suggérait qu'elles étaient l'une des « cibles faciles » qui payaient le prix des coupes budgétaires du gouvernement, malgré le fait que les bibliothèques, « bien que non essentielles en apparence, ont le potentiel de figurer au cœur

18. < <http://www.publiclibrariesnews.com/campaigning/volunteer-run-libraries/cons> >

19. < <https://www.publiclibrariesnews.com/2013/04/withering-on-the-vine-six-year-figures-for-volunteer-branch-show-danger.html> >

20. NDT : Andrew Grice et Kunal Dutta, « Cameron's Big Society relaunch runs into big trouble », *The Independent*, 15 février 2011. [En ligne] < <https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/camersons-big-society-relaunch-runs-into-big-trouble-2215053.html> >.

de n'importe quelle Big Society » [*The Independent*, 2011]. Mon analyse est que les bibliothèques publiques suivent effectivement le programme de la Big Society au niveau local, mais au cœur de la marée, vraisemblablement irrésistible, des bibliothèques gérées par des communautés locales, se trouve une volonté d'austérité, et la rhétorique du localisme est devenue un écran de fumée bien commode pour les conseils locaux dans leur désengagement des bibliothèques publiques les soustrayant ainsi de la gestion de leurs bibliothèques publiques. Les économies que ces développements permettent de réaliser sont également discutables; certaines ne représentent qu'une goutte d'eau dans l'océan – 350 000 £ dans le cas des cinq bibliothèques gérées par des bénévoles sur l'île de Wight [Brown, 2013]. Bien sûr, les conseils locaux se trouvent dans une situation économique peu enviable et sont obligés de réduire les budgets (et/ou de générer des recettes) pour répondre aux exigences du Trésor, mais dans de nombreux cas, il semble que les décisions concernant les bibliothèques publiques sont opportunistes et sont prises hâtivement et dans la panique pour faire des économies, sans aucune véritable consultation ou sans considérer d'autres options. Des économies importantes pourraient être réalisées en développant des collaborations plus étroites entre les bibliothèques et en mutualisant les services, par exemple, bien qu'il faille reconnaître que la coopération et le travail en partenariat pâtissent d'un contexte financier difficile, les efforts se concentrant alors sur la survie et la gestion des crises plutôt que sur la prospective. Le recours généralisé aux bénévoles afin de remplacer ou compléter le personnel rémunéré des bibliothèques est toléré dans le climat politique et économique actuel, mais il reste à voir s'il s'agit d'un modèle durable. Les bibliothèques publiques sont trop importantes pour trop de gens pour n'être qu'un lieu d'expérimentation de la décentralisation et de l'autonomisation des communautés locales.

Références bibliographiques [datant de 2013]

Un certain nombre de sites et d'organisations documentent les coupes budgétaires dans les bibliothèques publiques en Angleterre et à travers le Royaume-Uni. On peut consulter, par exemple :

< <https://www.publiclibrariesnews.com/about-public-libraries-news/information> > ;

< <https://www.cilip.org.uk/get-involved/advocacy/public-libraries/pages/default.aspx> > ;

< <http://voicesforthelibrary.org.uk/> > .

ACE et LGA (2013), “Community libraries. Learning from experience: summary briefing for local authorities”, janvier 2013. [En ligne] < https://www.artscouncil.org.uk/sites/default/files/download-file/Community_libraries_research_2013_summary_report.pdf >.

Aiken M., Cairns B., Taylor M. et Moran R. (2011), “Community organisations controlling assets: a better understanding”. [En ligne] < <https://www.jrf.org.uk/sites/default/files/jrf/migrated/files/community-organisations-assets-full.pdf> >.

Anstice I. (2011), “Monster or saviour?”, CILIP Update, novembre, p. 41-43.

Audit Commission (2006), *Public Sports and Recreation Services: Making Them Fit for the Future*, Audit Commission, London, juin.

Babbage A. (2009), “Volunteering in independent museums. A research study”. [En ligne] < http://www.egeria.org.uk/index.php/download_file/view/15/73/ >.

BBC News Online (2013), “Council services face further cuts, warn local leaders”. [En ligne] < <https://www.bbc.co.uk/news/uk-politics-22454459> >.

(The) Bolton News (2013), “Saved Golbourne library ‘thriving’”, *The Bolton News*. [En ligne] < [https://www.theboltonnews.co.uk/news/northwest/10403250.Saved_Golborne_Library_thriving_/](https://www.theboltonnews.co.uk/news/northwest/10403250.Saved_Golborne_Library_thriving_/>) >.

Bradley P. (2012), “The Big Society and UK libraries: lessons for Canadian libraries”, [En ligne] < https://www.cla.ca/conference/2012/assets/sessions/I64_canada.ppt >.

Brady A. (2011), “Social enterprise and Big Society”, in Stott M. (ed.), *The Big Society Challenge*, Thetford, Keystone Development Trust Publications, p. 134-142.

Brown M. (2013), “Libraries run by volunteers as councils look to save money”, *The Guardian*, 25 mars. [En ligne] < <https://www.guardian.co.uk/society/2013/mar/25/libraries-volunteers-councils-save-money> >.

Bubb S. (2013), Letter to the Prime Minister from Sir Stephen Bubb. [En ligne] < <http://www.acevo.org.uk/letter-to-pm-jan-2013> >.

Business Doncaster (2012), “Council seeking volunteers to help run libraries”. [En ligne] < https://www.businessdoncaster.com/supporting-your-business/council_seeking_volunteers_to_help_run_libraries/ >.

CILIP (2012), “Public libraries use of volunteers”. [En ligne] < <https://www.cilip.org.uk/page/Publiclibrariesuseofvolunteers?&hhsearchterms=%22use+and+volunteers+and+public+and+libraries%22> >.

CIPFA (2012), “National survey shows that library cuts have begun to bite”. [En ligne] < <https://www.cipfa.org/About-CIPFA/Press-Office/latest-press-releases/National-survey-shows-that-library-cuts-have-begun-to-bite> > [NDÉ: ce lien est cassé.]

Civil Exchange (2012), *The Big Society* audit. [En ligne] < [https://www.gulbenkian.org.uk/files/08-05-12-THE%20BIG%20SOCIETY%20AUDIT%202012_Civil%20ExchangeFinal8May%20\(2\).pdf](https://www.gulbenkian.org.uk/files/08-05-12-THE%20BIG%20SOCIETY%20AUDIT%202012_Civil%20ExchangeFinal8May%20(2).pdf) >.

Commission on Big Society (2011), “Powerful people, responsible society”. [En ligne] < <https://www.acevo.org.uk/document.doc?id=1515> >.

Compact Voice (2012), “Local authorities and the voluntary and community sector: investigating funding and engagement”. [En ligne] < http://www.compactvoice.org.uk/sites/default/files/foi_2012_-_local_authorities_report_final.pdf >.

(The) Conservative Manifesto (2010), “Invitation to join the government of Britain”. [En ligne] < <https://conservativehome.blogs.com/files/conservative-manifesto-2010.pdf> >.

Department for Communities and Local Government (2006), *Strong and Prosperous Communities. The Local Government White Paper*, Department for Communities and Local Government, London. [En ligne] < <http://www.official-documents.gov.uk/document/cm69/6939/6939.pdf> >.

DTI (2002), *Social Enterprise: A Strategy for Success*, HM Government, London.

Glasman M. (2010), “Society not state: the challenge of the Big Society”, *Public Policy Research*, vol. 17, n° 2, p. 59-63.

Goulding A. (2009), “Engaging with community engagement: public libraries and citizen involvement”, *New Library World*, vol. 110, n°s 1/2, p. 37-51. [En ligne] < https://www.researchgate.net/publication/240601008_Engaging_with_community_engagement_Public_libraries_and_citizen_involvement >.

Grice A. et Dutta K. (2011), “Cameron’s Big Society relaunch runs into big trouble”, *The Independent*, 15 février. [En ligne] < <https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/camersons-big-society-relaunch-runs-into-big-trouble-2215053.html> >.

Helm T. et Coman J. (2010), “Rowan Williams pours scorn on David Cameron’s ‘big society’”, *The Guardian*, 24 juin. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/uk/2012/jun/23/rowan-williams-big-society-cameron> >.

Hetherington P. (2013), “Is this the end of Cameron’s big society”, *The Guardian*, 5 mars. [En ligne] < <https://www.guardian.co.uk/society/2013/mar/05/end-david-camersons-big-society> >.

HMSO (1964), *Public Libraries and Museums Act 1964*, HMSO, London.

HMSO (2011), *Localism Act 2011*, HMSO, London.

HM Treasury (2010), *Spending review 2010*. [En ligne] < <https://www.gov.uk/government/publications/spending-review-2010> >.

Holman T. (2012), “Libraries: care in the Community?”, *The Bookseller*. [En ligne] < <https://www.thebookseller.com/feature/libraries-care-community.html> >.

House of Commons, Public Administration Committee (2011), “The Big Society”. [En ligne] < <https://www.publications.parliament.uk/pa/cm201012/cmselect/cmpubadm/902/90202.htm> >.

(*The Independent*) (2011), “Leading article: history must live”, *The Independent*, 20 juillet. [En ligne] < <https://www.independent.co.uk/voices/editorials/leading-article-history-must-live-2317070.html> >.

Intergenerational Foundation (2012), “How the Localism Act hands power to older generations”. [En ligne] < http://www.if.org.uk/wp-content/uploads/2012/09/Localism_IF_defin.pdf >.

Ipsos MORI and Shared Intelligence (2013), “Envisioning the library of the future Phases 1 and 2: full report”. [En ligne] < https://www.artscouncil.org.uk/sites/default/files/download-file/Envisioning_the_library_of_the_future_phases_1_and_2_full_report.pdf >.

Jones G. et Stewart J. (2012), “Local government: the past, the present and the future”, *Public Policy and Administration*, vol. 27, n° 4, p. 346-367.

McCabe A. (2010), “Below the radar in a big Society? Reflections on community engagement, empowerment and social action in a changing policy context”, The Third Sector Research Centre, University of Birmingham. [En ligne] < <http://www.tsrc.ac.uk/LinkClick.aspx?fileticket=OMbpEZAAMKI%3d&tabid=500> >.

McCall B. (2011), “Big Society and the devolution of power”, in Stott M. (ed.), *The Big Society Challenge*, Thetford, Keystone Development Trust Publications, p. 65-74.

Macdonald L. (2012), “A New Chapter: Public Library Services in the 21st Century”, CarnegieUK Trust. [En ligne] < <https://www.carnegieuktrust.org.uk/publications/a-new-chapter-england-factsheet/> >.

Milbourne L. et Cushman M. (2012), “From the third sector to the big society: how changing UK Government policies have eroded third sector trust”, *Voluntas: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organisations*, vol. 24, n° 2, p. 485-508.

MLA (2010), “Community engagement in public libraries: an evaluation of the Big Lottery Fund’s Community Libraries Programme”. [En ligne] < https://www.artscouncil.org.uk/sites/default/files/download-file/Community_engagement_public_libraries_evaluation_update_2011.pdf >.

New Economics Foundation (2010), “Cutting It: The Big Society and the New Austerity”. [En ligne] < https://neweconomics.org/uploads/files/fe562b1ef767dac0af_g0m6iykyd.pdf >.

Painter J., Dominelli L., MacLeod G., Orto A. et Pande R. (2011), “Connecting localism and community empowerment”. [En ligne] < <https://www.dur.ac.uk/resources/sass/research/ConnectingLocalismandCommunityEmpowermentFullReport.pdf> > [NDÉ : ce lien est cassé.]

Rainford P. et Tinkler J. (2011), “New ‘big society’ providers could deliver better local services, but there are grave concerns surrounding funding, accountability and citizen redress”, LSE blog, [En ligne] < <https://blogs.lse.ac.uk/politicsandpolicy/new-%E2%80%99big-society%E2%80%99-providers-could-deliver-better-local-services-but-there-are-grave-concerns-surrounding-funding-accountability-and-citizen-redress/> >.

Salman S. (2011), “Is Cameron’s ‘big society’ reserved for the rich?”, *The Guardian*, 18 mai. [En ligne] < <https://www.guardian.co.uk/society/2011/may/18/cameras-big-society-rich-surrey> >.

SCL (2013), “SCL position paper on volunteering”. [En ligne] < <https://www.goscl.com/about-the-scl/scl-position-statements/> >.

SCLW (2013), “SCL (Wales) position statement on volunteering in public libraries”. [En ligne] < <https://www.goscl.com/wp../02/SCLWales-Statement-on-Volunteers2013.doc> >.

Scott M. (2010), “Reflections on ‘the Big Society’”, *Community Development Journal*, vol. 46, n° 1, p. 132-137.

Smedley T. (2013), “Are social enterprises the future for libraries?”, *The Guardian*, 2 avril. [En ligne] < <http://www.guardian.co.uk/social-enterprise-network/2013/apr/02/social-enterprises-libraries> >.

Social Enterprise London (2011), “Libraries in transition: are there creative alternatives?”. [En ligne] < <http://2020psh.org/wp-content/uploads/2011/04/LibrariesInTransition.pdf> > [NDÉ : ce lien est cassé.]

Stothart C. (2012), “Analysis: the libraries that have been taken over by volunteers”, *Third Sector*, 21 août. [En ligne] < https://www.thirdsector.co.uk/Policy_and_Politics/article/1146150/Analysis-libraries-taken-volunteers/ >.

Stott M. (2011), “Introduction: Big Society in context”, in Stott M. (ed.), *The Big Society Challenge*, Thetford, Keystone Development Trust Publications, p. 1-26.

Surrey County Council (2012), “Press release: communities can run libraries”. [En ligne] < <http://news.surreycc.gov.uk/2012/07/24/communities-can-run-libraries/> >.

(*The Times*) (2010), “The Big Society: Conservative manifesto is an impressive attempt to reframe the role of government”, *The Times*, 14 avril.

Wilson D. (2011), “Local Government Members and Big Society”, in Stott M. (ed.), *The Big Society Challenge*, Thetford, Keystone Development Trust Publications, p. 157-160.

(The) Women’s Institute (2013), “On permanent loan? Community managed libraries: the volunteer perspective”. [En ligne] < https://www.thewi.org.uk/__data/assets/pdf_file/0006/49848/on-permanent-loan.pdf >.

CHAPITRE 3. STATISTIQUES D'ACTIVITÉS DES BIBLIOTHÈQUES : DES ARMES À DOUBLE TRANCHANT

Bien avant le programme Big Society, les bibliothèques publiques britanniques avaient été invitées à déclarer régulièrement leur activité en fonction de critères précis. **Adèle Zwilling** rend compte des utilisations de ces statistiques publiques d'activités des bibliothèques par les différentes parties prenantes : ministère de la Culture, syndicalistes, professionnels des bibliothèques, journalistes. Sa contribution retrace précisément **la chronologie des fermetures des établissements**. À cet égard, il rend compte du suivi très volontariste du sujet par *The Guardian* et sa journaliste spécialisée Alison Flood.

CONTEXTE : LES PRÉMICES D'UNE CRISE

Bien qu'en théorie protégées par le Public Libraries Act de 1850 et le Public Libraries and Museums Act de 1964, les bibliothèques britanniques ont, au fil des ans, régulièrement dû revendiquer leur droit à être prises en charge par les pouvoirs publics. En 2007 déjà, le spécialiste David McMenemy déclarait ainsi en introduction à son article "What is the true value of a public library?" : « Au Royaume-Uni, du moins, les bibliothèques publiques sont un service forcé de constamment défendre son droit d'exister »¹.

Dès 2009, dans un article qui allait se révéler tristement prémonitoire, John Harris écrit² :

Mais pour des millions d'entre nous, les coupures ne sont pas une étape à venir dans quelques années : nous y sommes déjà. Selon la Local Government Association, la moitié des collectivités locales d'Angleterre ont perdu des emplois ces derniers mois, et sept sur dix prévoient de le faire dans un avenir proche. La récession signifie que la demande des usagers pour leurs services les plus cruciaux est à la hausse, mais que les recettes sont à la baisse et qu'il est impensable d'augmenter significativement les taxes municipales. Par conséquent, voici la hache municipale, et l'austérité qui nous sera de plus en plus familière.

1. David Mcmenemy, "What is the true value of a public library?", *Library Review*, avril 2007, vol. 56, n° 4, p. 273-277.

2. John Harris, "Our libraries are at risk – just when we need them most", *The Guardian*, 2 avril 2009. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/commentisfree/2009/apr/02/libraries-closures-recession> >.

Un peu plus loin, dans le même article, il précise :

En ce qui concerne les bibliothèques, Wirral est de loin le pire cas, mais il n'est pas le seul. Le conseil conservateur du Warwickshire a récemment fait adopter une baisse de 35 % de son budget d'achat de livres. Dans la ville de Nottingham contrôlée par les travaillistes, ainsi que durant les périodes de vaches maigres dans des services essentiels tels que l'aide sociale, les réductions prévues de 14 millions de livres signifient la fermeture d'un musée, la réduction des heures d'ouverture dans certains sites patrimoniaux, dont le château municipal, et la fermeture d'au moins deux bibliothèques. L'administration conservatrice de Swindon a l'intention de réduire le budget de ses bibliothèques de 100 000 livres sterling : un de ces établissements va fermer, deux autres le feront peut-être, et on cherche des « bénévoles » pour en diriger un autre.

Dans l'état actuel des choses, les bibliothèques seront toujours les plus vulnérables. La loi de 1964 sur les bibliothèques publiques et les musées oblige les conseils à gérer des services « complets » et « efficaces », mais ce que cela signifie n'a jamais été clairement établi. Une trentaine d'années de sous-investissement ont souvent conduit les bibliothèques à devenir si misérables et à manquer de ressources que les avertissements concernant leur supposée impopularité sont devenus des prophéties qui se réalisent d'elles-mêmes. Pire encore, bon nombre d'entre elles sont hébergées en centre-ville, dans le type d'immeubles attractifs que les municipalités à court d'argent veulent toujours vendre.

CHRONOLOGIE DES PREMIÈRES MESURES

Comme nous l'avons évoqué dans les chapitres précédents, l'arrivée au pouvoir d'une coalition majoritairement conservatrice en 2010 fit entrer les bibliothèques britanniques dans une période particulièrement mouvementée et se retrouver, en quelques mois seulement, les « victimes non désignées »³ des sévères mesures d'austérité instaurées par le nouveau gouvernement.

Dès le premier trimestre 2010, les membres de l'association des professionnels de bibliothèque, CILIP, conscients des enjeux de la mise en place de politiques de rigueur dans le domaine culturel, transmirent au gouvernement

3. Ophélie Ramonatxo, « Le "cas" des bibliothèques britanniques ». *Bulletin des bibliothèques de France (BBF)*, 2011, n° 2, p. 46-50. Disponible en ligne : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2011-02-0046-009> >.

un manifeste⁴ réunissant un certain nombre de revendications. Parmi leurs préoccupations principales, on retrouvait l'inscription des bibliothèques scolaires dans la loi, la préservation du patrimoine numérique, ou encore la rédaction d'une charte des droits des utilisateurs des bibliothèques publiques... On est alors très loin des mobilisations à venir. Et dans un premier temps, le gouvernement semble d'ailleurs agir en faveur d'une protection des bibliothèques. En juillet 2010, le ministre de la Culture, Ed Vaizey, lance ainsi le Future Libraries Programme, visant à diffuser les bonnes pratiques en bibliothèque. En introduction, ce programme annonce :

Les communautés de tout le pays auront l'occasion de tester un ambitieux programme de changement pour les bibliothèques. Il sera piloté par les autorités locales, autour des besoins du public. Il aidera les tutelles des bibliothèques à déterminer la meilleure façon de déployer leur offre de services et de voir au-delà des frontières de leur seule institution⁵.

Il déclare alors que des bibliothèques publiques « élaborées autour des besoins des utilisateurs locaux » joueraient un rôle majeur dans la construction de la Big Society, en proposant « des espaces sécurisés et inclusifs pour que les gens puissent lire, apprendre et accéder à de nombreux services communautaires »⁶. C'est la publication, en octobre, de la Comprehensive Spending Review (CSR)⁷ par le ministre de l'Économie et des Finances, Georges Osborne, qui vint définitivement mettre en danger le financement des bibliothèques. Ce plan budgétaire se présentait alors comme l'aboutissement d'un projet de réduction des finances publiques annoncé par le gouvernement britannique et promettait une politique de rigueur sans précédent. Avec une baisse prévisionnelle de 50 % de son budget, la culture fut particulièrement touchée par celui-ci. C'est toutefois la baisse annuelle de 7,1 % par an des crédits alloués aux collectivités locales – ces comtés en charge du financement des bibliothèques publiques – qui remet en question la viabilité de leur prise en charge par les collectivités et, dès lors, leur survie à long terme. Au moment de cette annonce, un article de John Harris dans le *Guardian* résume ainsi la situation :

Demain après-midi, George Osborne prendra la parole à la Chambre des communes et présentera l'examen complet des dépenses (CSR) de

4. CILIP, *Library and Information Manifesto 2010: six priorities*, mars 2010.

5. Future Libraries Programme. [En ligne] < <https://www.gov.uk/government/news/future-libraries-programme> >.

6. *Ibid.*

7. HM Treasury, *Spending Review 2010*. [En ligne] < https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/203826/Spending_review_2010.pdf >.

la coalition, qui vise à réduire les dépenses publiques de 83 milliards de livres d'ici 2015. Ainsi s'achèvera la période étrange et difficile au cours de laquelle on a eu tendance à parler de coupes dans l'abstrait et où la politique a connu une sorte de guerre bidon. « C'est le déficit, n'est-ce pas ? » est devenu un mantra national ; parler de se serrer la ceinture et de « décisions difficiles » est devenu presque banal. Mais mercredi, après ces longues semaines de querelles entre les ministères et le Trésor, nous commencerons à nous faire une idée de ce que signifiera réellement une austérité aussi dramatique⁸.

La résistance des professionnels et du public à ces mesures ne tarda pas et, **dès janvier 2011**, les membres de CILIP entreprirent leurs premières actions de contestation ; contactant directement chaque lord élu et annonçant la réactivation d'un groupe parlementaire pour les bibliothèques. Le hashtag #save-libraries fut créé sur Twitter peu de temps après, tandis que le mouvement prenait une ampleur toute particulière le 5 février 2011, jour déclaré « Save the Library Day », sous l'influence de diverses associations de défense des bibliothèques, d'un nombre important d'auteurs célèbres, mais aussi de la mobilisation massive du public sur les réseaux sociaux.

Tableau 2. Situation des bibliothèques publiques britanniques en 2010

Des centaines de bibliothèques fermées. Changement à travers le Royaume-Uni	Les changements dans les bibliothèques du Royaume-Uni. Le nombre de bénévoles a presque doublé
4290 bibliothèques gérées par des conseils locaux en 2010	3765 bibliothèques gérées par des conseils locaux en 2016
31977 personnels rémunérés en 2010	24 044 personnels rémunérés en 2016
15 861 bénévoles en 2010	31 403 bénévoles en 2016
343 bibliothèques fermées, dont 207 bâtiments, 132 bibliobus et quatre « autres »	
232 transférées, 174 à des groupes communautaires et 58 externalisées	
50 nouvelles bibliothèques ont ouvert leurs portes, dont 20 bâtiments, 8 bibliobus et 22 « autres »	
111 qu'il est proposé de fermer au cours de 2017	

Source : < <https://www.bbc.com/news/uk-england-35707956> >, publié le 29 mars 2016.

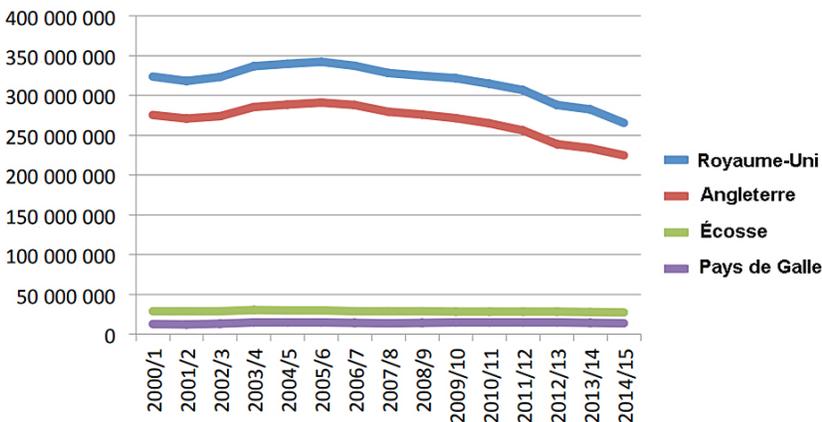
8. John Harris, "Spending review 2010: living with the cuts", *The Guardian*, 19 octobre 2010. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/politics/2010/oct/19/spending-review-2010-cuts-britain> >.

AU CŒUR DU DÉBAT, DES STATISTIQUES À LA BAISSE

Derrière de telles mesures budgétaires, on retrouve bien entendu tout un contexte politique de rigueur engendré par la crise financière de 2007-2008, ainsi qu'une volonté affirmée du gouvernement de réformer le modèle social britannique. Ces réflexions ont ainsi mené à reconsidérer la participation de l'État dans le financement des institutions culturelles.

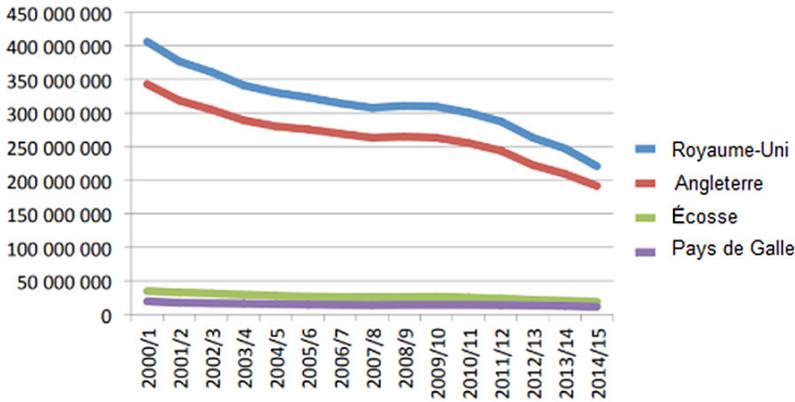
Depuis plus de trente ans, l'Institut agréé de finances publiques et de comptabilité (CIPFA) publie annuellement le compte rendu d'une enquête statistique sur les bibliothèques anglo-saxonnes⁹. Largement partagées par les défenseurs de la Comprehensive Spending Review, ces études mettaient en évidence le réel recul de leur utilisation depuis les années 2000 en s'appuyant sur différents indicateurs, notamment l'évolution du nombre d'inscrits, le nombre de visites, ainsi que le nombre d'emprunts. Traduits ici en français, les graphiques illustrent ce déclin en présentant les données d'activité jusqu'en 2016. On observe en effet que le nombre de visites effectuées en bibliothèque a connu une baisse de 17 % entre 2000 et 2014, tandis que le nombre d'emprunts a lui chuté de 44 % sur la même période.

Figure 2. Nombre de visites en bibliothèque (2000-2014)



Source: CIPFA

9. Il est possible de consulter la totalité de ces rapports intitulés *Public Library Statistics* à l'adresse: < <https://www.cipfa.org/search-results?searchStr=%22Public+Library+Statistics%22> >.

Figure 3. Nombre de livres empruntés en bibliothèque (2000-2014)

Source: CIPFA

Cette baisse constante de l'activité des bibliothèques publiques constitua, en Angleterre, un socle permettant de justifier la diminution substantielle de leurs crédits. L'ex-directeur de Waterstones et rédacteur de nombreux rapports sur les bibliothèques, Tim Coates, remettait ainsi en question la légitimité des bibliothèques à recevoir des fonds publics : « Les fonds sont attribués parce que, en théorie, un service répond à un besoin, sans égard pour son utilisation. Il y a cependant une limite jusqu'à laquelle cet argument peut être défendu – et en Angleterre, cette limite a été dépassée. »¹⁰ Par ailleurs, le gouvernement encouragea le recours à de tels indicateurs et Ed Vaizey envoya, le 3 décembre 2010, une circulaire¹¹ à tous les élus citant en exemple le rapport portant sur la bibliothèque du conseil d'arrondissement métropolitain de Wirral¹², un audit sur les bibliothèques commandité par le gouvernement. De ce rapport, il conclut dans cette circulaire :

Je tiens à souligner l'importance que j'attache au respect de l'obligation légale de fournir un service de bibliothèque « complet et efficace » en vertu de la loi sur les bibliothèques de 1964. Comme vous le savez, le secrétaire d'État a exercé pour la dernière fois son pouvoir d'intervention légale en avril 1999, en lançant une enquête

10. Tim Coates, "On the closure of English public libraries", *Public Library Quarterly*, 2019, vol. 38, n° 1, p. 3-18.

11. Lettre aux responsables des collectivités locales datée du 3 décembre 2010, « Décisions de dépenses et bibliothèques » du député Ed Vaizey, ministre de la Culture, des Communications et des Industries créatives.

12. Sue Charteris, *A Local Inquiry into the Public Library Service Provided by Wirral Metropolitan Borough Council*. [En ligne] < https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/77447/wirral_local_inquiry.pdf >.

locale sur le respect par le conseil d'arrondissement métropolitain de Wirral de ses obligations. L'enquête a permis d'établir que le service « complet et efficace » que les autorités locales sont tenues de fournir est un équilibre entre la satisfaction des besoins locaux et les limites des ressources disponibles, d'une manière adaptée aux besoins de la communauté locale.

Du côté de l'opposition, le recours à ces données statistiques fut vivement décrié et les acteurs de la mobilisation n'hésitèrent pas à remettre en question la pertinence de telles pratiques. L'universitaire et syndicaliste Steve Davies qualifia ainsi leur utilisation par le gouvernement de « très sélective » et fit remarquer que les données brutes d'activités étaient « rarement mentionnées », au profit des taux d'évolution en baisse. Les bibliothèques publiques ont en effet conservé, même en temps de crise, une activité loin d'être négligeable. Pour l'année 2010-2011, on dénombrait ainsi 314,5 millions de visites en bibliothèque, 114,7 millions de visites de leurs sites internet, et plus de 300 millions d'emprunts de livres, avec près de 12 millions d'utilisateurs actifs. Des chiffres très élevés qui amenèrent S. Davies à déclarer, non sans ironie, que beaucoup de services issus du secteur privé pourraient s'enorgueillir d'être « si peu compétents »¹³.

D'autre part, le caractère presque exclusivement quantitatif de ces enquêtes fournit une évaluation forcément limitée pour un tel service. Il semble en effet très difficile de définir statistiquement l'impact social et le rôle communautaire joués par les bibliothèques publiques, un aspect que les personnes engagées dans la défense des bibliothèques ont cherché tout particulièrement à mettre en lumière. Un rapport développé par le Carnegie Trust, intitulé *Shining a Light*¹⁴ était par exemple parvenu à montrer que dans chaque juridiction, trois personnes interrogées sur quatre estimaient que les bibliothèques étaient importantes pour la communauté.

Le poids de ces données statistiques, aisément instrumentalisées, en fait dès lors une véritable arme politique, permettant de légitimer de lourdes décisions budgétaires. Depuis 2010, enquêtes et rapports sur les bibliothèques publiques se sont multipliés, se retrouvant au cœur des débats publics. La publication en 2017 du rapport *Shining a Light* fut ainsi vivement critiquée par Tim Coates, qui lui reprochait de manipuler les données en vue de dresser un tableau « excessivement positif » de la situation des bibliothèques. Dans une lettre ouverte de huit pages, Tim Coates réclamait de l'association le retrait

13. Steve Davies, "The public library in the UK's Big Society", *Prometheus*, vol. 30, n° 3, septembre 2012, p. 353-358.

14. < <https://www.carnegieuktrust.org.uk/shining-a-light/> >

de ce rapport accusé de «camoufler la vérité». Cette tension générale entre les différents points de vue concernant la crise des bibliothèques et le manque de neutralité des évaluations présentées ont su capter l'attention du public. À la suite d'un article publié par *The Guardian* résumant la polémique, les commentaires se firent nombreux et vindicatifs¹⁵. Si certains accusaient directement le gouvernement, d'autres pointaient du doigt les limites du service offert par les bibliothèques.

QUANTIFIER LES DOMMAGES

Un grand nombre de sites gouvernementaux ou associatifs se chargent de dénombrer les fermetures et les coupes. Ian Anstice évoque dans le présent ouvrage¹⁶ sa prise de conscience, en tant que professionnel, de l'importance de ce mouvement subreptice de coupes et la nécessité d'en rendre compte très factuellement. Le gouvernement quant à lui partage en *open data* le suivi statistique de ces fermetures sur le site *Public libraries in England: basic dataset*¹⁷ où il est possible de télécharger les données en format csv, avec une colonne spécifiquement consacrée aux «Bibliothèques fermées entre le 1^{er} avril 2010 et le 1^{er} juillet 2016» dont l'inventaire exhaustif est proposé.

Si les enquêtes statistiques concernant les bibliothèques ont reçu un tel traitement médiatique, c'est aussi parce qu'elles se sont fait, année après année, le miroir des conséquences désastreuses des politiques de rigueur. Le journal *The Guardian*, en particulier, et sa section numérique dédiée aux livres éditée par la journaliste Alison Flood, se fit le relais de ces informations et publia de très nombreux articles commentant les résultats de ces enquêtes. Les données concernant l'ensemble de ces répercussions seront ici analysées selon leur domaine d'application afin d'observer comment les différentes modifications causées par ces mesures, ainsi cumulées, ont rapidement conduit le secteur des bibliothèques à la crise.

Le budget

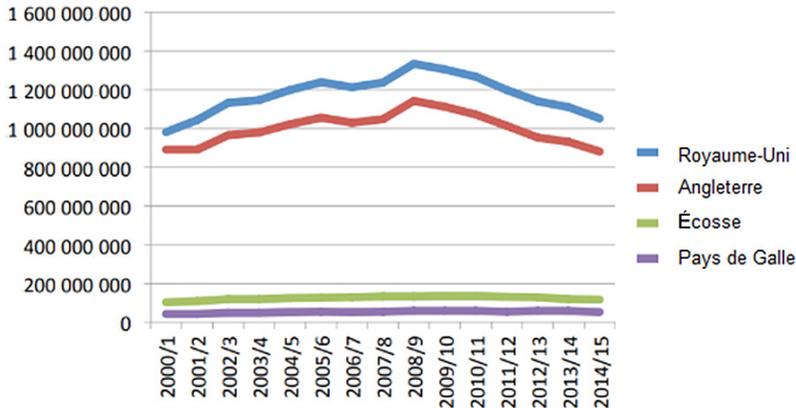
Réponse directe aux préconisations énoncées par la Comprehensive Spending Review, les budgets annuels alloués aux bibliothèques publiques ont connu une constante diminution. Entre 2009 et 2015, le budget total des bibliothèques a ainsi diminué de 200 millions de livres sterling.

15. Danuta Kean, "Major report on libraries' future slammed as over-optimistic", *The Guardian*, 2 mai 2017. Disponible en ligne : < <https://www.theguardian.com/books/2017/may/02/major-report-on-libraries-future-slammed-as-over-optimistic> >.

16. Voir l'entretien avec Ian Anstice page 87.

17. < <https://www.gov.uk/government/publications/public-libraries-in-england-basic-dataset> >

Figure 4. Budget total (en livres sterling) destiné aux bibliothèques (2000-2014)



Source: CIPFA

Entre 2015 et 2016, ce budget global a connu une nouvelle baisse, s'élevant cette fois-ci à 25 millions de livres sterling¹⁸.

Les professionnels

Les professionnels des bibliothèques publiques ont été touchés de façon irréversible par ces coupes budgétaires¹⁹. Près de 8000 emplois ont ainsi disparu entre 2010 et 2016, soit un quart de leurs effectifs. Ces chiffres, quoique considérables, ne constituent que la partie émergée de l'iceberg, car les postes « sauvés » ont généralement été eux aussi fortement fragilisés. Le syndicat UNISON est en effet parvenu à montrer que les salaires des professionnels toujours en activité avaient été impactés par les mesures d'austérité et n'avaient pas été réévalués en dépit de la forte inflation de ces dernières années.

De plus, une enquête de 2012, intitulée « The Damage » (« les dommages »), effectuée par le syndicat, révélait également que les conditions d'exercice s'étaient trouvées détériorées par les restrictions financières : 78,7 % des professionnels interrogés reconnaissaient ainsi que « depuis que les coupes

18. Danuta Kean, "UK library budgets fall by £25m in a year", *The Guardian*, 8 décembre 2016. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2016/dec/08/uk-library-budgets-fall-by-25m-in-a-year> >.

19. Le chapitre 1 (p. 21) est spécifiquement consacré à cette question.

budgetaires avaient commencé, eux-mêmes et leurs collègues travaillaient davantage afin de maintenir les mêmes standards»²⁰.

En outre, la nécessité d'une formation afin de travailler en bibliothèque a été profondément remise en cause par les mesures gouvernementales qui, en accord avec le projet de la Big Society, appelaient au remplacement massif des professionnels par des bénévoles non qualifiés. Ces politiques, mais aussi la peur des communautés de voir leurs institutions fermer, ont ainsi conduit à un recrutement sans précédent de bénévoles après 2010. Le CIPFA estimait leur nombre à 15 500 en 2016, équivalant à une hausse de 98 % sur cette période. À cette date, 174 bibliothèques étaient intégralement gérées par les communautés. Une telle situation a profondément fragilisé la légitimité des professionnels de bibliothèques, forcés de revendiquer constamment leurs compétences. Dans un document transmis au Comité de la Culture, des Média et du Sport en 2012, le syndicat UNISON réaffirmait reconnaître « la valeur des bibliothécaires professionnellement qualifiés et du personnel formé comme une part essentielle des services prodigués à la communauté par les bibliothèques » et regrettait que leurs « membres soient attaqués par ceux qui pensent que le métier de bibliothécaire n'est guère plus qu'un passe-temps »²¹.

Les fermetures

La bonne volonté de la Big Society et l'engagement de milliers de volontaires n'ont pas suffi pour empêcher les fermetures massives des bibliothèques publiques. Face à la baisse drastique de leurs crédits, de nombreux comités ou conseils municipaux ont été amenés à définitivement clore leurs institutions locales. Entre 2010 et 2016, 343 bibliothèques avaient ainsi été fermées, incluant 132 services mobiles. Ce nombre était alors trois fois plus élevé que les 110 fermetures déclarées par le gouvernement et a continué d'augmenter lors des années suivantes. En 2017 seulement, le CIPFA annonçait la fermeture de 105 bibliothèques, portant le nombre total de fermetures à près de 600²². De plus, des études récentes ont dévoilé que parmi les bibliothèques restées ouvertes, nombreuses étaient celles qui avaient réduit considérablement leurs horaires d'ouverture. Les résultats de cette enquête montraient en effet que pour plus de la moitié des 2 208 bibliothèques ayant participé, 21 % de leurs horaires d'ouverture de 2010 étaient désormais clos. De plus, de nombreuses bibliothèques prises en charge par des bénévoles afin d'éviter une fermeture

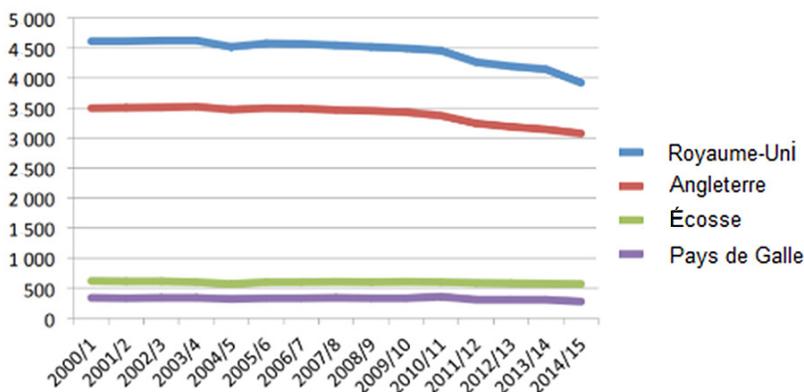
20. Steve Davies, *The public library service under attack: how cuts are putting individuals and communities at risk and damaging local businesses and economies*, UNISON, 2013.

21. Culture, Media and Sport Committee: *Written evidence submitted by UNISON*.

22. David Barnett, "Do libraries run by volunteers check out?", *The Guardian*, 25 juin 2018. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2018/jun/25/do-libraries-run-by-volunteers-check-out> >.

restent encore menacées et sont considérées comme « en sursis »²³. La large réduction des horaires et la fragilité du système de bénévolat sont, dès lors, des facteurs venant s'ajouter au volume des fermetures, déjà substantiel.

Figure 5. Nombre de bibliothèques ouvertes plus de 10 heures par semaine (2000-2014)



Source : CIPFA

Un cercle vicieux ?

Les résultats des enquêtes effectuées par le CIPFA révèlent que les données d'activité des bibliothèques publiques, déjà fortement en baisse avant 2010 et contribuant à la volonté de refonte du système, continuèrent de chuter dangereusement depuis. Le nombre de visites chuta de 15 % entre 2010 et 2015, tandis que le nombre d'emprunteurs actifs baissait de 23,5 % sur la même période. Dans son article "Library use falling, study shows" publié en 2016, Alison Flood mettait alors en lumière la corrélation entre ces chiffres et les mesures d'austérité: les restrictions budgétaires, impactant la qualité et l'accessibilité des services, contribueraient ainsi à renforcer la tendance qu'elles souhaitaient à l'origine dénoncer. Cet article est exemplaire dans la mesure où il a suscité près de 200 commentaires en ligne. Les lecteurs du *Guardian* donnent leur version des raisons du déclin. Citons par exemple ce commentaire d'un certain Torchomatic :

Les bibliothèques ferment leurs portes et leur utilisation diminue car les conseils locaux les considèrent toujours comme une cible facile lorsqu'il s'agit de réduire les financements de leurs services. La

23. Karl Engel, "On borrowed time", *Financial Times*, 15 octobre 2013, p. 14.

gestion des bibliothèques est également médiocre d'après mon expérience et ils se débrouillent à peine avec leur personnel.

Nous avons des bibliothèques dont la gestion est confiée aux membres de la communauté et prise en charge par des baby-boomers qui doivent combler le temps qu'ils ont à tuer avant d'aller passer l'hiver au soleil. Imaginez si nous essayions de licencier des médecins ou d'autres professionnels pour les remplacer par des petites vieilles aux cheveux gris qui voudraient faire un bon coup ; il y aurait une levée de boucliers.

Tant que nous n'aurons pas un gouvernement et un Secrétaire à la culture qui appuieront et feront la promotion des bibliothèques, l'utilisation et le nombre d'emprunteurs diminueront encore davantage.

C'est une prédiction qui s'accomplit d'elle-même. Coupes, réductions des horaires, moins de personnel, moins de visiteurs, coupes, réductions des horaires, moins de personnel, moins de visiteurs...

Pour Elizabeth Ash, membre active de la Library Campaign, ce constat est sans surprise : « Les gens n'utiliseront pas les bibliothèques s'ils ne peuvent s'y rendre parce qu'elles ont été fermées ou que leurs horaires ont été réduits », résume-t-elle²⁴.

LES CHIFFRES AU SERVICE DE LA LUTTE CONTRE LES FERMETURES

L'utilisation des chiffres a ainsi constitué un outil considérable de légitimation pour l'État conservateur, avant de permettre l'observation directe des dégâts causés par les politiques publiques. Encore aujourd'hui, l'analyse de cette crise à travers le prisme des données statistiques demeure pertinente et semble à présent servir les mouvements de défense des bibliothèques. De nombreuses études restent ainsi à entreprendre à l'échelle du Royaume-Uni, afin de mieux en saisir la portée sociale. Au cours de ces dernières années, des analyses furent néanmoins esquissées dans l'objectif d'établir une typologie de ces fermetures et d'identifier les communautés les plus touchées par celles-ci.

En 2017, Tim Coates insistait sur les répercussions dramatiques de cette situation sur la jeunesse britannique, en démontrant que « les prêts de livres

24. Alison Flood, "Library use falling sharply, study shows", *The Guardian*, 3 mai 2016. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2016/may/03/library-use-falling-sharply-study-shows> >.

pour enfants avaient chuté de 22 % au cours des cinq années précédentes » et mettant en cause « le poids de l'effondrement des bibliothèques retombant sur les enfants des grandes villes ». À Sheffield, ce déclin s'élevait alors à 56 %²⁵. Une autre étude, conduite la même année par l'Arts Council England, réaffirmait le rôle important joué par les bibliothèques dans le bien-être de la population des seniors, rappelant qu'une personne âgée de 75 ans sur trois fréquentait une bibliothèque publique²⁶.

Enfin, les milieux militants ont su s'approprier les données quantitatives et en faire des outils de communication et de sensibilisation particulièrement efficaces. Nous l'avons vu, Alison Flood a relayé sans relâche les publications du CIPFA via le site du *Guardian*, n'hésitant pas à insister sur les chiffres des fermetures pour en dénoncer l'ampleur. Une toute dernière publication qu'elle signe le 6 décembre 2019 montre encore un peu l'étendue du désastre, portant à 800 le nombre de bibliothèques fermées depuis 2010²⁷. Les associations UNISON et « Voices for the Libraries » ont également collecté ces données et les ont regroupées sous forme cartographique. Les cartes ainsi produites ont l'avantage d'offrir un effet très visuel, mettant en lumière l'envergure de la crise, les zones géographiques les plus touchées, mais aussi des informations précises sur l'augmentation du nombre de bénévoles et sur les bibliothèques encore actuellement menacées de fermeture. Elles présentent également l'intérêt d'engager personnellement les lecteurs en leur permettant de prendre conscience des conséquences visibles dans leur environnement proche. Les internautes sont d'ailleurs nombreux à réagir à cette représentation, parfois avec passion, sur les pages des associations. Sous le lien de partage proposé par le site de Voices for the Libraries, un commentaire déplore ainsi : « Cela donne l'impression qu'il y a tellement de bibliothèques qui ferment qu'il est impossible de prendre du recul. La crainte, c'est que cela va probablement augmenter. »

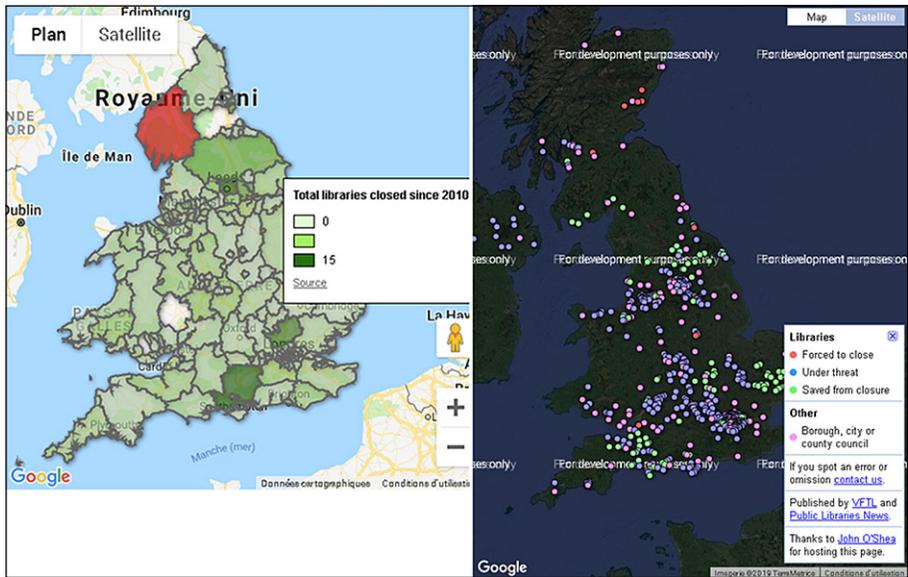
(Voir les cartes des fermetures de bibliothèques en page suivante.)

25. Alison Flood, "Figures show children worst hit by library cuts", *The Guardian*, 11 décembre 2017. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2017/dec/11/figures-show-children-worst-hit-by-library-cuts> >.

26. < <https://www.artscouncil.org.uk/new-reports-demonstrate-libraries%E2%80%99-impact-communities> >

27. Alison Flood, "Britain has closed almost 800 libraries since 2010, figures show", *The Guardian*, 6 décembre 2019. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2019/dec/06/britain-has-closed-almost-800-libraries-since-2010-figures-show> >.

Figure 6. Cartes des fermetures de bibliothèques



Sources : < <https://www.unison.org.uk/news/article/2017/01/reading-between-the-lines-whats-going-on-with-our-libraries/> >

< <http://www.voicesforthelibrary.org.uk/closures-map/> >

CHAPITRE 4. EXISTENCE OU UTILITÉ DES BIBLIOTHÈQUES ?

Dans ce chapitre, **Cécile Toutou** examine les apories du Library Act qui, dans son article 7, oblige les tutelles locales à fournir un service de bibliothèque « complet et efficace » : que signifient ces termes ? quels indicateurs supposent-ils ? quelles en sont la pertinence et la validité ? Ces questions et leurs implications sont partagées avec deux leaders d'opinion en matière de lecture publique en Grande-Bretagne : **Ian Anstice** et **Tim Coates**, interrogés par Cécile Toutou.

ANATOMIE D'UNE CRISE

Lorsque l'on essaie de comprendre la chronologie des différents événements qui ont abouti à la situation actuelle de fermetures des bibliothèques britanniques, ce qui est frappant c'est d'abord l'enchaînement des faits, rendant difficile la compréhension des causes à l'origine des fermetures – ou du déclin –, dans la mesure où on peut se demander si le déclin est à l'origine des fermetures ou bien si ce sont les fermetures (en masse) qui ont engendré le déclin ?

Comme il a été évoqué précédemment :

Les bibliothèques publiques sont financées et gérées ou commissionnées par la tutelle locale. Les tutelles des bibliothèques (conseils d'arrondissement unitaires, de comté ou métropolitains) ont l'obligation légale, en vertu du Public Libraries and Museums Act de 1964, de « fournir un service de bibliothèque complet et efficace à tous » pour tous ceux qui vivent, travaillent ou étudient dans la région (article 7)¹.

Dans le même texte, il est précisé que le service doit être rendu :

[...] d'une manière qui réponde aux besoins des usagers des bibliothèques locales en tenant compte des ressources disponibles. Le service de bibliothèque publique n'est pas un service national, mais un service local. Ce que signifie un service complet et efficace varie d'un conseil à l'autre et dépend des besoins de chaque région. C'est donc aux conseillers et aux fonctionnaires au niveau local qu'il revient de déterminer combien ils dépensent pour les bibliothèques

1. *Guidance. Libraries as a statutory service*, mise à jour du 23 juillet 2019. [En ligne] : < <https://www.gov.uk/government/publications/guidance-on-libraries-as-a-statutory-service/libraries-as-a-statutory-service> >.

et comment ils gèrent et fournissent leurs services. Cela doit être fait :

- en consultation avec leurs communautés ;
- par l'analyse des données probantes concernant les besoins locaux conformément à leurs devoirs statutaires.

On ne peut que louer cette sage recommandation de s'appuyer sur l'analyse des données probantes pour déterminer les besoins des usagers à desservir avant de déployer une offre de services proportionnée. Cependant, le vœu a été contredit par un principe de réalité.

Consécutivement à la crise financière de 2008, les budgets que les collectivités locales consacraient à la culture ont progressivement été rognés. Cela a été le cas, par exemple de la bibliothèque du comté de Wirral. Ce cas est intéressant car il va faire école. Suite aux velléités de fermeture de ses annexes, le 3 avril 2009, le secrétaire d'État à la Culture, aux Médias et aux Sports annonce qu'une commission d'enquête locale serait organisée conformément au paragraphe 10(1) du Public Libraries and Museums Act de 1964 pour juger si les projets du conseil du district métropolitain de Wirral étaient conformes aux obligations légales qui l'obligeaient à fournir un service « complet et efficace ». Le travail est alors confié à Sue Charteris : son rapport² fera date et sera souvent cité comme exemple à suivre. Il entraînera la suspension de la décision de fermeture. Rachel Cook, journaliste au *Guardian* signe alors un article, sous-titré « La dernière étape de la “modernisation” des bibliothèques n'est rien d'autre qu'une farce. Il est temps de sortir les gants de boxe », où elle écrit à propos du rapport Wirral :

Le rapport de l'enquête Wirral sur les bibliothèques a été publié. Sue Charteris, son auteure, a conclu que si le conseil municipal avait donné suite à son plan de fermeture de 11 bibliothèques, il aurait effectivement manqué à son obligation légale en vertu de la loi sur les bibliothèques publiques. Cependant, invitée à peser de tout son poids dans ce rapport, la ministre de la Culture, Margaret Hodge³, s'est esquivée. Sa position a été de dire : Wirral a fait ce qu'il fallait à la fin, aucun mal n'a été fait. Cependant, le conseil de Wirral a fait ce qui s'imposait uniquement parce que le gouvernement est intervenu et a lancé une enquête, et le gouvernement n'est intervenu que lorsque la pression du public et des médias a été si forte qu'elle l'a contraint à le faire. Que pouvons-nous retirer de ce gâchis ? Seulement que c'est

2. Sue Charteris, *A Local Inquiry into the Public Library Service Provided by Wirral Metropolitan Borough Council*, septembre 2009. [En ligne] < https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/77447/wirral_local_inquiry.pdf >.

3. NDT : femme politique travailliste qui est députée depuis 1994, ministre de la culture et du tourisme du 22 septembre 2009 au 11 mai 2010.

toujours à nous – les gens qui aiment les bibliothèques – de garder les yeux ouverts, et nos gants de boxe toujours à portée de main⁴.

Tout au long de cette longue période de fermetures, les acteurs font effectivement référence à ces deux adjectifs fondateurs de la définition d'un service de lecture que chacun peine à définir. La loi⁵ stipule en anglais : « *Local authorities must provide a **comprehensive and efficient** library service for all people that would like to use it* » [« Les autorités locales doivent fournir un service de bibliothèque **complet et efficace** pour toutes les personnes qui souhaitent l'utiliser »]. C'est autour de ces deux notions que nous pourrions traduire par « complet et efficace » que vont se cristalliser les débats, la question suivante étant quels indicateurs conviendra-t-il de retenir pour mesurer si les bibliothèques atteignent – ou pas – ces objectifs de complétude et d'efficacité ? Que signifie pour une bibliothèque d'offrir des services effectivement complets ? Comment mesurer l'efficacité et/ou l'efficacité de son activité ? Est-ce au public potentiel à le définir ? La phrase demeure un peu évasive, le service devant être complet et efficace pour ceux qui aimeraient l'utiliser, mais on ne dit rien au sujet de ceux qui ne fréquentent pas les bibliothèques...

Ces débats sémantiques nous éloignent de la lancinante question : est-ce que les réductions budgétaires, rendant le service ni complet ni efficace, ont entraîné une baisse de la fréquentation (et il suffirait de réallouer un budget conséquent pour faire revenir les lecteurs), ou bien la baisse de la fréquentation des bibliothèques est-elle due à une obsolescence des équipements structurellement ni complets ni efficaces, et donc justifie la fermeture des équipements ?

Une première version de la réponse est proposée par John Mcternan dans un article qu'il signe dans *The Telegraph*⁶ :

Bien sûr, on pourrait faire valoir que les « coupes » signifient que les services de bibliothèque sont moins attrayants et c'est ce qui explique pourquoi le nombre d'utilisateurs est en baisse. Le fait est que la tendance a commencé bien avant que le gouvernement de coalition ne commence à comprimer les dépenses publiques. Le Département de la culture, des médias et des sports (DCMS) publie une série de

4. Rachel Cooke, "Is the writing on the wall for our public libraries?", *The Guardian*. 6 décembre 2009. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2009/dec/06/rachel-cooke-libraries-review-books> >.

5. Public Libraries and Museums Act, 1964. < <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1964/75/enacted> >.

6. John Mcternan, "Don't mourn the loss of libraries – the internet has made them obsolete", *The Telegraph*, 29 mars 2016. [En ligne] < <https://www.telegraph.co.uk/opinion/2016/03/29/dont-mourn-the-loss-of-libraries--the-internet-has-made-them-obs/> >.

statistiques appelée Taking Part qui mesure la participation dans tous les domaines : arts, patrimoine, bibliothèques et archives. Leur plus récente publication montre que seulement un tiers de la population a fréquenté une bibliothèque au cours de la dernière année.

D'où l'auteur, ancien bibliothécaire, de conclure :

C'est déjà assez grave en soi, mais c'est une baisse de près d'un tiers depuis 2005 – de 48 % à 34,5 %. Il y a eu des tentatives pour étendre les services en ligne (les bibliothèques de Suffolk ont une application vous permettant de télécharger des livres), mais l'utilisation des services n'est que légèrement supérieure à celle des visites, soit 37 %. La vérité, et c'est une triste vérité pour d'anciens bibliothécaires comme moi, c'est que le public vote avec ses pieds. Les conseils ne font que suivre l'exemple du public en fermant des bibliothèques.

Nous pouvons, et nous devrions, aimer les livres, mais nous ne devrions pas être trop sentimentaux au sujet des bibliothèques, car elles sont pour nous un moyen d'atteindre un but. L'accès à l'information est désormais largement accessible via les smartphones : les trois quarts d'entre nous en ont un, contre un sur cinq en 2010. Les services de bibliothèque et d'information doivent être conçus en tenant compte de cette réalité.

Cependant, pourquoi la Grande-Bretagne en est arrivée là alors que d'autres pays également touchés par l'apparition de nouveaux modes d'accès à l'information conservent des bibliothèques florissantes ?

« UN SERVICE DE BIBLIOTHÈQUE COMPLET ET EFFICACE »

Définir ce qu'est une bibliothèque « complète » est un sujet tendancieux qui anime sans doute les bibliothécaires du monde entier. Quelles sont les activités principales des bibliothèques et jusqu'où doivent-elles aller pour considérer les usages du XXI^e siècle ?

À la suite du rapport Wirral, un comité restreint, présidé par le député conservateur John Whittingdale, a été désigné. Ces travaux ont donné lieu à la publication de plusieurs rapports ⁷ intitulés *Library Closures* [Fermetures de bibliothèques] qui visaient à étudier :

7. *Library Closures*. [En ligne] < <https://www.parliament.uk/business/committees/committees-a-z/commons-select/culture-media-and-sport-committee/inquiries/parliament-2010/library-closures/> >

- ce qui constitue un service de bibliothèque complet et efficace au XXI^e siècle ;
- dans quelle mesure les fermetures prévues de bibliothèques sont compatibles avec les exigences de la loi de 1964, Public Libraries and Museums Act, et du rapport Charteris (sur la bibliothèque de Wirral) ;
- l'impact des fermetures de bibliothèques sur les communautés locales ;
- l'efficacité des pouvoirs d'intervention du secrétaire d'État en vertu de la loi sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels – loi de 1964 sur les bibliothèques et les musées.

Ce qui nous intéresse ici concerne le premier point qui est l'objet de tous les débats. En page 15 du premier volume du rapport, on peut lire : « Actuellement, comme un certain nombre de contestations judiciaires sont introduites contre les décisions des autorités locales de fermer des bibliothèques et/ou de faire d'autres coupes dans les services de bibliothèque, la définition de "complet et efficace" devient un champ de bataille juridique. » Le rapport fait état de débats pour savoir qui devait définir les critères essentiels d'un « service complet et efficace » et, le cas échéant, la question de savoir s'il devrait être prévu par la loi ou laissé à la libre appréciation des autorités locales.

Cependant, comme l'écrivait le *Guardian* à propos de ce rapport :

Les députés ont également recommandé que le gouvernement et le Conseil des arts aident les conseils locaux à comprendre leur obligation à offrir un service « complet et efficace ». « Pour l'instant, les conseils semblent quelque peu dans l'ignorance de ce que l'on attend d'eux et prennent des décisions qui sont infirmées par les décisions de justice », a déclaré Whittingdale. « C'est une façon coûteuse, non démocratique et généralement insatisfaisante d'élaborer une politique. Les conseils doivent recevoir le soutien et les consignes dont ils ont besoin pour pouvoir consulter localement et développer un service qui réponde aux besoins de la communauté locale et qui respecte ses obligations. »⁸

8. Alison Flood, "Library closures may be unlawful, says Commons select Committee", *The Guardian*, 6 novembre 2012. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2012/nov/06/library-closures-unlawful-commons-committee> >.

« COMPLET » : D'HIER À DEMAIN

On lit à travers les entretiens de Ian Anstice et de Tim Coates (proposés dans cet ouvrage aux pages 87 et 99) un débat qui pourrait s'apparenter à une querelle entre les anciens et les modernes. Les premiers défendent l'idée que la collection fonde la bibliothèque et que favoriser la lecture est la mission principale, voire exclusive, de ces établissements. Les seconds défendent l'idée de lieux où l'on pourra aussi trouver « des aides et des soutiens à l'alphabétisation, à l'obtention de prestations sociales, à la santé et au bien-être, à la recherche d'emploi, aux entreprises... ». Pour les premiers, l'argent détourné de l'acquisition d'ouvrages pour développer d'autres services a eu pour conséquence la baisse de la volumétrie des collections et de leur renouvellement et, de ce fait, une désaffection des lecteurs, usagers principaux des bibliothèques. Pour les seconds, les bibliothèques se doivent d'évoluer et d'offrir une gamme complète de services permettant aux plus démunis, souvent victimes de la fracture numérique, de disposer d'un lieu neutre et bienveillant où trouver de l'aide dans les différentes démarches de la vie quotidienne, en plus de fournir un accès complet à une gamme de services et de ressources culturelles autour du livre. Cependant, les uns comme les autres se retrouvent sur la défense de la collection, au cœur des missions principales des bibliothèques.

C'est donc en se référant à cette obligation de complétude que certains usagers ont entamé des recours contre les fermetures. Cependant, l'État s'est peu à peu désengagé de ce contrôle et les autorités locales ont eu le champ libre pour fermer des établissements qu'elles considéraient comme obsolètes et trop peu fréquentés.

Ainsi que le rapporte le *Guardian* dans un article du 16 novembre 2011, des juges saisis par des militants locaux ont pu leur donner raison sur le principe de l'égalité de service :

Les militants qui tentent d'empêcher la fermeture de leurs bibliothèques locales ont remporté une victoire surprise devant la Haute Cour, mercredi, lorsqu'un juge a jugé que la décision de supprimer des services dans le Gloucestershire et le Somerset était illégale et devait être annulée. [...] Pour les militants, Helen Mountfield avait soutenu que le retrait du financement de 10 bibliothèques dans le Gloucestershire et 11 dans le Somerset aurait un effet disproportionné sur les personnes les plus vulnérables de la société. Les conseils n'avaient pas correctement évalué l'impact excessivement important que leur fermeture aurait sur les pauvres, les personnes âgées et les handicapés, a-t-elle dit. Dans son jugement sur un recours en révision judiciaire intenté par des militants des deux comtés, le juge

Martin McKenna a conclu que les autorités locales n'avaient pas respecté leurs obligations en matière d'égalité dans le secteur public lorsqu'elles ont procédé aux fermetures⁹.

DES ÉTABLISSEMENTS OBSOLÈTES ?

La question de l'obsolescence des équipements concernés était posée. Un internaute appelé *themiddleground* a d'ailleurs commenté l'article en écrivant :

Nous vivons à l'ère du numérique, alors que la nécessité de moderniser les bibliothèques est évidente pour tous. Qui souhaiterait passer du temps dans des bâtiments poussiéreux à consulter des livres ? Si vous voulez aider les classes populaires, donnez-nous accès à des ordinateurs, à internet et à d'autres ressources numériques. Il est maintenant presque impossible pour les écoliers de faire leurs devoirs sans accès à internet. Certaines bibliothèques disposent d'un accès gratuit à internet, mais ce service devrait être étendu.

Cette décision est une victoire technique car les conseils ne semblent pas avoir correctement réalisé leur étude d'impact, ce qui est typique de l'incompétence du conseil qui coûte une fortune au contribuable. Je souhaite que la possibilité pour les bibliothèques de se moderniser et de répondre aux besoins des masses ne soit pas ignorée !

Cette question de l'obsolescence sous-tend l'ensemble des discours favorables aux fermetures. Dans un article de 2013, le *Guardian* titre « À quoi devrait ressembler une bibliothèque en 2013 ? Réponse : "ouverte" »¹⁰. Ce titre en forme de boutade signifie bien que pour un certain nombre de défenseurs des bibliothèques, avant de se chamailler sur le contenu de ce que devrait être une bibliothèque, il faut d'abord en garantir l'existence.

De nombreux articles de presse britannique ont évoqué cette question qui est dans l'air du temps depuis l'apogée de l'internet :

- « Les bibliothèques sont-elles finies ? Cinq arguments pour et contre. »¹¹
- Le magazine *Forbes* titrait en avril 2015 : « Avons-nous besoin de bibliothèques ? »¹²

9. Lizzy Davies, "Court rules library closures globale", *The Guardian*, 16 novembre 2011. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/society/2011/nov/16/court-challenges-against-library-closures> >.

10. Matthew Caines, "What should a library look like in 2013 ? Answer: 'Open'", *The Guardian*, 16 janvier 2013. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/culture-professionals-network/culture-professionals-blog/2013/jan/16/libraries-cuts-closures-2013> >.

11. < <https://www.bbc.com/news/magazine-12340505> >.

12. < <https://www.forbes.com/sites/stevedenning/2015/04/28/do-we-need-libraries/#2baf68d16cd7> >.

- « Ne pleurez pas la perte des bibliothèques – internet les a rendues obsolètes. »¹³

Au demeurant, si on ferme de nombreuses bibliothèques sous le prétexte de l'obsolescence, l'Angleterre est aussi le pays de l'inauguration en grande pompe d'une nouvelle bibliothèque à Birmingham, dont le site *The State of the Arts* relate ici le projet et ses contradictions :

Alors que les bibliothèques publiques font face à une telle incertitude et instabilité, la bibliothèque de Birmingham représente au moins en apparence une nouvelle vision audacieuse pour le secteur éducatif au XXI^e siècle. Spacieuse, ouverte et orientée vers les visiteurs, la nouvelle bibliothèque a ouvert ses portes en grande pompe en 2013. Ce printemps, des excavatrices et des foreuses gigantesques rongent la carcasse de l'ancienne bibliothèque centrale, laissant la place à un réaménagement commercial de l'espace Paradise Forum. L'appétit de Birmingham pour la démolition et la redéfinition semble insondable. Jusqu'à présent, tout va bien, sur le plan métropolitain, non ? Mais derrière cette manifestation de « En avant » (« Forward » est la devise de la ville) se cache une histoire d'endettement, de mauvaise gestion et d'insouciance qui met en péril le cœur de l'accès égalitaire au savoir – le vrai niveleur¹⁴.

Cet apparent paradoxe est l'illustration des théories sur les « classes créatives »¹⁵ qui seraient un moteur de développement pour les centres-villes des cités les plus innovantes et pour lesquelles il conviendrait de proposer des équipements culturels modernes, voire futuristes, pour aller de l'avant. Ces thèses sont présentées en France notamment par Carine Camors et Odile Soulard, économistes à l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France et coauteures de l'étude *Lieux culturels et valorisation du territoire : 15 lieux emblématiques en Île-de-France* :

La culture, dans sa dimension symbolique, économique et sociale est devenue un outil d'attractivité majeur pour toute métropole qui souhaite exister dans la mondialisation, et prend depuis les années 90 une place prépondérante dans le projet métropolitain. La culture est

13. John Mcternan, "Don't mourn the loss of libraries – the internet has made them obsolete", *The Telegraph*, 29 mars 2016. [En ligne] < <https://www.telegraph.co.uk/opinion/2016/03/29/dont-mourn-the-loss-of-libraries--the-internet-has-made-them-obs/> >.

14. Charles McLeod, "The Library of Birmingham: Commerce, Cuts and Spectacle", 31 mars 2016, *The State of the Arts*. [En ligne] < <https://www.thestateofthearts.co.uk/features/library-birmingham-commerce-cuts-spectacle/> >.

15. Richard Florida, *The Rise of the Creative Class: And How It's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*, New York, Basic Books, 2002.

de plus en plus considérée comme un moteur de la croissance économique. L'essor de l'économie de la connaissance, la croissance du tourisme culturel et urbain, l'émergence du paradigme des industries culturelles et créatives, les théories de Richard Florida, Charles Landry et autres, qui mettent l'accent sur le rôle de la culture pour attirer les entreprises dans les villes, ou encore la contribution positive d'un nouveau grand lieu culturel à la revitalisation d'un territoire ont conduit à une nouvelle prise en compte de la valeur de la culture dans le développement urbain¹⁶.

Se pose alors la question des populations vivant dans des quartiers dés-
hérités et des équipements culturels qui leur sont – ou non – offerts, populations sacrifiées au nom d'une certaine efficacité budgétaire prônée par le programme de la Big Society.

EFFICACITÉ ET/OU EFFICIENCE

L'injonction d'efficacité est plus difficile encore à respecter en l'absence de normes. Le rapport *Library Closures*, dont il a été fait état précédemment, rappelait les dix principaux indicateurs que les directions des bibliothèques devaient s'efforcer de mesurer en 2005 :

- 1 la proportion de ménages vivant à une distance donnée d'une bibliothèque (hors bibliobus) ;
- 2 la totalité des heures d'ouverture prévues ;
- 3 le pourcentage de bibliothèques (hors bibliobus) donnant accès à des ressources d'information électroniques connectées à internet ;
- 4 le nombre de postes de travail disposant d'un ordinateur avec accès à l'internet et au catalogue en ligne des bibliothèques ;
- 5 le traitement des demandes ;
- 6 le nombre de visites à la bibliothèque ;
- 7 les taux de satisfaction des adultes ;
- 8 les taux de satisfaction des enfants ;
- 9 le nombre de livres et d'autres articles acquis annuellement ;
- 10 le temps nécessaire pour réapprovisionner le stock de prêts.

Il complète en disant :

Le précédent Comité a exprimé sa sympathie à l'égard de toutes les personnes qui souhaitent que les normes soient renforcées et

16. Carine Camors et Odile Soulard, « La culture, arme de softpower pour les métropoles », dimanche 11 novembre 2018, *Libération* (site web). [En ligne] < <http://enlargeyourparis.blogs.liberation.fr/2018/11/11/la-culture-arme-softpower-pour-les-metropoles/> >.

que la liste en soit élargie. Il a recommandé que la liste des normes soit étendue et/ou révisée pour inclure des mesures concernant: le nombre de prêts de livres pour adultes et pour enfants; la fourniture de matériel pour les utilisateurs handicapés; les heures d'ouverture prolongées; l'optimisation des ressources et les trois E (efficacité, efficacité et économie – y compris l'équilibre entre le management et les agents gérant le face au public); le libre accès à internet; la qualité des consultations des usagers.

Il nous a été impossible de trouver référence aux différentes normes ISO relatives aux bibliothèques – dont la norme 11620¹⁷ qui fait spécifiquement mention des notions d'efficacité et d'efficience – dans les nombreux rapports britanniques que nous avons consultés. Jusqu'à preuve du contraire, il ne semble pas que les professionnels anglais y fassent référence. Cependant, ces deux notions d'efficacité et d'efficience sont bien au cœur de la définition de ce qui préside à la gestion d'une bibliothèque selon la loi de 1964. Or, on le comprend bien, définir ce qu'est une bibliothèque efficace suppose que ses missions et ses objectifs stratégiques aient bien été définis en amont. Assurer de l'efficience de sa gestion suppose la mesure du coût de ses activités et la comparabilité des résultats du retour sur investissement. Or l'un et l'autre sont laissés à la libre appréciation des conseils. N'aurait-il pas fallu aller plus loin et, au-delà de termes où chacun met ce qu'il veut, définir des seuils chiffrés, des minima, des exigences, sans parler des mesures d'impact précédemment évoquées par Adèle Zwilling?

DES EXPLICATIONS, MAIS QUELLES PERSPECTIVES ?

En 2018, un rapport gouvernemental intitulé *Analyse des données: les statistiques du CIPFA et l'avenir des bibliothèques anglaises*¹⁸ revient, au paragraphe 6.2 intitulé « Que pouvons-nous apprendre des données? », sur l'explication possible à donner à la désaffection des bibliothèques britanniques :

Il y a sept explications couramment avancées pour expliquer la baisse du nombre de visites et des problèmes dans les bibliothèques britanniques.

- *L'argument des « coupes »: la baisse des investissements entraîne une baisse de la qualité du produit, ce qui se traduit par une diminution de la fréquentation et de l'usage.*

17. ISO 11620: 2014. Information et documentation — Indicateurs de performance des bibliothèques.
18. < <https://www.gov.uk/government/publications/analysing-data-cipfa-statistics-and-the-future-of-englands-libraries/analysing-data-cipfa-statistics-and-the-future-of-englands-libraries> >

- *L'argument de «l'échec de la modernisation» : les responsables des bibliothèques n'ont pas su innover pour répondre à l'évolution de la demande de services, ce qui empêche la conquête de nouveaux utilisateurs et freine le développement de la fréquentation et de l'usage.*
- *L'argument du «manque de temps» : l'utilisation a diminué parce que les bibliothèques font face à une concurrence accrue avec un plus large éventail de loisirs et d'engagements professionnels.*
- *L'argument du «virage numérique» : les changements de comportement des consommateurs, et en particulier le passage de l'imprimé au numérique, ont rendu obsolète la «bibliothèque physique».*
- *L'argument du «changement d'utilisation» : la façon dont les gens utilisent les bibliothèques est en train de changer, mais les mesures actuelles ne parviennent pas à saisir ces nouveaux modèles d'utilisation.*
- *L'argument de «l'échec de la commercialisation» : les directeurs des bibliothèques ont négligé le marketing ciblé pour conquérir les non-utilisateurs traditionnels.*
- *L'argument de la «fragmentation» : la décentralisation par le gouvernement national a rendu difficile la gestion et la stratégie des bibliothèques anglaises (comme le ferait une chaîne de magasins nationale).*

La tendance la plus marquante qui se dégage des arguments précédents est la distinction entre les précurseurs et les retardataires, distinction qui se superpose à la fracture territoriale entre centres urbains et périurbains ou rural – les bibliothèques qui ont le plus de succès ont tendance à être innovantes, reconnaissent et répondent aux désirs de changement des usagers et s'adaptent aux demandes qui évoluent. Pour être une bibliothèque innovante, les éléments suivants pourraient être nécessaires : le soutien des décideurs de la communauté, la capacité de faire des prévisions budgétaires à long terme et une direction de bibliothèque ouverte aux innovations et à la prise de risques. Ces variables ne sont pas encore mesurées par les fiches statistiques du CIPFA, mais certaines variables indirectes sont examinées plus en détail dans la section « Qu'ont en commun les bibliothèques qui réussissent ? »

Il y aurait donc une sorte de sélection naturelle où seuls les équipements modernes et performants survivraient. Les équipements de quartier ayant été

privés de tout ce que l'on décrit habituellement par les « inputs », ne pouvant plus produire d'« outputs »¹⁹, ont été condamnés à mourir.

Pour conclure cette partie, il nous semble significatif que ces débats aient secoué le monde des bibliothèques outre-Manche, alors que, par exemple aux États-Unis, dans un contexte culturel relativement similaire, rien de tel ne s'est passé. Au contraire, les Américains ont pris un virage à 190 degrés abandonnant les indicateurs d'activité biblio-centrés²⁰ pour adopter des mesures d'impact sociétal permettant de défendre l'utilité des bibliothèques pour tous, comme dans le projet Outcome²¹ de l'American Library Association.

Un grand mouvement est en marche outre-Atlantique, dans le monde de la lecture publique, qui a pour nom la Library Advocacy! Depuis une quinzaine d'années maintenant, les bibliothécaires, menés par leurs associations, ont engagé une transformation radicale visant à modifier la perception de leur utilité sociétale. Mettant en œuvre toutes les règles en vigueur dans la communication politique, les professionnels relaient le message de bibliothèques « troisièmes lieux » qui impactent les habitants du quartier au point de modifier leur vie et, par capillarité, celle de toute la communauté²².

De ces constats, il nous apparaît que les débats, les recours, les jugements sur ce que devrait être une bibliothèque complète et efficace ont constitué un écran de fumée détournant l'attention du véritable scandale que constituait le détricotage du réseau des bibliothèques qui, privées de budget et de professionnels, ne pouvaient que fermer, privant ainsi les plus fragiles et les plus démunis d'équipements de proximité d'une valeur inestimable dans leur quotidien.

Otages d'un débat politique au moment de l'arrivée de la coalition entre le Parti conservateur et les Libéraux-démocrates en 2010, les bibliothèques se relèveront-elles de la vague de fermetures qui, depuis, les touche de plein fouet? Cette querelle sans fin ni arbitrage a donc été reprise par les

19. Alors que les *inputs* ou « intrants » désignent les ressources mises à disposition de la bibliothèque pour son fonctionnement (collections, personnel, budget, ainsi que du côté des ressources dématérialisées : les sites web ou les ressources et collections numériques), les *outputs* ou « extrants » recouvrent les résultats de l'activité (l'usage des collections, la fréquentation des animations, l'accès du public aux ordinateurs de la bibliothèque, ou, du côté des ressources numériques, le nombre de pages vues ou le nombre de téléchargements).

20. Indicateurs principalement fondés sur des données quantitatives brutes, comme illustrées dans les figures 2 à 5.

21. < <https://www.projectoutcome.org/> >

22. Cécile Touitou, « Library Advocacy Now! : La valorisation de l'impact sociétal des bibliothèques aux États-Unis », in : Cécile Touitou, *La valeur sociétale des bibliothèques*, Éditions du Cercle de la Librairie, 2017 (coll. Bibliothèques).

professionnels et le grand public, comme cela est évoqué dans les chapitres suivants, et portée sur des questions plus cruciales autour de la valeur de ces institutions pour le public qu'elles desservent. Ainsi Nikesh Shukla, auteur à succès, signalait une tribune en 2018 :

Évidemment, il y a des endroits où les coupes signifient que les bibliothèques sont fermées et que la bibliothèque la plus proche n'est pas des plus accessibles. Je trouve ça tellement regrettable ! Parce que je crois vraiment que l'accès à une bibliothèque est un droit fondamental dont nous devrions tous disposer. Et je trouverais absurde que les bibliothèques soient remplacées par un magasin physique d'Amazon. (D'ailleurs, si Amazon payait des taxes justes, les bibliothèques seraient mieux financées et ne seraient pas menacées de fermeture). [...]

Que vous utilisiez votre bibliothèque ou non, le fait même qu'elle soit là est un message à nos communautés. Ça dit « ça vous appartient ». C'est la vôtre. Entrez, entrez. Utilisez-la. Lisez. Postulez pour un emploi. Prenez une tasse de thé dans l'un des nombreux forums de discussion. Faites une sieste à l'arrière. C'est votre espace²³ !

DEUX LEADERS D'OPINION : ENTRETIENS AVEC IAN ANSTICE ET TIM COATES

Un même ensemble de questions a été posé à deux leaders d'opinion en matière de lecture publique en Grande-Bretagne.

Entretien avec Ian Anstice²⁴

Ian Anstice est l'animateur d'un blog intitulé *Public Libraries News: What's happening to your library?*²⁵ sur lequel il se présente ainsi :

Bibliothécaire public depuis 1994, usager des bibliothèques publiques depuis mes premiers souvenirs... ardent défenseur des bibliothèques publiques et chroniqueur de la scène des bibliothèques publiques au Royaume-Uni. Directeur de bibliothèque depuis 1998, lauréat du prix du Professionnel de l'information de l'année en 2011 et de l'Oscar du

23. Nikesh Shukla, "Libraries change lives. They should be protected at all costs", *The Guardian*, 5 août 2018. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/lifeandstyle/2018/aug/05/why-libraries-are-about-so-much-more-than-books> >.

24. Entretien réalisé par courriel, en avril 2019, par Cécile Toutitou. Traduction par Lara Toutitou.

25. < <http://www.publiclibrariesnews.com/> >

service à la clientèle de la ville de Winsford en 2012 et 2014, je suis également membre honoraire du CILIP depuis 2015, et Champion des bibliothèques galloises pour l'année 2016. En 2019, j'ai reçu une médaille de l'Empire britannique (BEM) pour les services rendus au secteur des bibliothèques publiques.

Cécile Toutou : Quels types de bibliothèques existent au Royaume-Uni ?

Ian Anstice : Il existe de grandes bibliothèques polyvalentes, par exemple à Manchester, qui peuvent convenir à tout le monde, des entreprises aux musiciens en passant par les étudiants et les enfants. Il y a d'excellentes bibliothèques municipales comme la Storyhouse, à Chester, qui se double d'un théâtre et a les horaires d'ouverture probablement les plus larges parmi les bibliothèques publiques en Europe (de 8 h à 23 h tous les jours, fermée seulement le jour de Noël), et qui attire des visiteurs de tout pays, curieux de connaître son fonctionnement. Il existe également des bibliothèques de petites villes qui sont au cœur de leur collectivité à qui elles proposent des activités toutes les heures. Mais il existe également des bibliothèques sous-financées, où règne une atmosphère mortifère une fois passée la porte d'entrée, où il est clair que le conseil municipal ne s'en soucie pas et ne finance rien. Il existe également plus de cinq cents bibliothèques gérées par des bénévoles, ainsi que plusieurs centaines de bibliothèques accessibles avec une carte ou un code d'entrée, sans aucun personnel pendant de nombreuses heures. Toutes ces bibliothèques présentent des variations entre elles : certaines bibliothèques bénévoles sont dynamiques et voient le nombre de leurs usagers augmenter chaque année, d'autres ne sont plus que des coquilles vides. De même, les bibliothèques à accès par carte ou code varient entre celles qui offrent vraiment une prolongation des horaires d'ouverture et celles qui servent seulement à remplacer le personnel afin de pouvoir dire que la bibliothèque est toujours ouverte, techniquement parlant.

Essentiellement, il y a une grande variété de bibliothèques publiques et c'est un vrai problème car cela signifie qu'une collectivité peut être dotée d'un excellent service de bibliothèque, et qu'une autre collectivité, même voisine, devra se contenter du minimum. Ce n'est pas de cette manière qu'on pilote un service national important. L'absence totale de supervision efficace dans ce secteur – les ministres responsables sont connus pour être non-interventionnistes – et l'absence de normes à tout niveau signifient que les conseils municipaux peuvent totalement faire ce qui leur plaît avec leur bibliothèque. Cela conduit

à un véritable patchwork de bibliothèques et à l'atomisation de ce qui devrait être un service complet.

C. T. : Pour qui et pour quoi les bibliothèques sont-elles utiles ?

I. A. : Elles sont utiles pour tous et à tout le monde. Ce n'est pas très précis de dire qu'elles sont parfaites pour les tout-petits, les écoliers, les étudiants, les parents, les demandeurs d'emploi, les hommes d'affaires, les personnes seules et les personnes âgées. Mais c'est le cas.

Les bibliothèques fournissent des aides et des soutiens à l'alphabétisation, à l'obtention de prestations sociales, à la santé et au bien-être, à la recherche d'emploi, aux entreprises... Toutes sortes de choses. Mais, à cause de cette activité d'aide et de soutien, elles sont perçues comme une sorte d'atout négligeable. Ce n'est pas vrai, bien sûr. Elles représentent un extraordinaire intérêt à long terme pour ceux qui n'ont pas les qualifications ou les moyens adéquats, offrant une égalité d'accès à l'information et à l'imagination, pour tous.

Le fait est que ce besoin d'un espace ouvert et gratuit au sein d'une collectivité, permettant aux gens d'étudier et de se rencontrer, existera toujours. Là où les bibliothèques ont pu avoir l'opportunité de s'adapter aux changements – notamment en Scandinavie et en Australie mais également aux États-Unis – les taux de fréquentation sont restés les mêmes ou ont augmenté. En revanche, dans les bibliothèques comme celles que l'on trouve en Angleterre, où le fonds est réduit, où on perd du personnel, et où les bâtiments vieillissent, il y a moins d'opportunité pour de tels changements et le déclin se poursuit.

C. T. : Comment expliquer l'enthousiasme des Britanniques pour les bibliothèques ?

I. A. : Nous avons commencé tôt. Les Victoriens ont commencé à avoir des bibliothèques libres d'accès pour tous dès 1850, et elles ont été agrandies dans les décennies suivantes. Étant présentes depuis si longtemps, elles ont une part indéniable dans l'histoire et l'enfance des Britanniques, la plupart se souvenant avoir été à la bibliothèque quand ils étaient enfants. Aller à la bibliothèque, c'est une expérience partagée, il y a notamment davantage de bibliothèques que de restaurants McDonald's.

Je pense aussi que tous les partis politiques leur trouvent un intérêt. Les partis de gauche les considèrent incroyablement socialistes, mettant en commun gratuitement les ressources de la collectivité. Les Verts considèrent qu'elles sont respectueuses de l'environnement, un seul livre pouvant être emprunté plus de quarante fois. Les partis de droite les voient comme un moyen pour les gens d'apprendre par

eux-mêmes et d'améliorer leur sort. Et bien sûr, personne n'a rien à redire sur l'éducation ou les livres ou l'accès à internet.

Par ailleurs, j'ai remarqué récemment qu'elles sont souvent les dernières à rester debout dans les collectivités où le conseil municipal a décidé de tout fermer – les garderies, les réfectoires – et les gens sont prêts à tout pour ne pas perdre aussi leur bibliothèque.

C. T. : Comment expliquez-vous la crise qui a mené à la fermeture des bibliothèques ces dix dernières années? Quels épisodes, quelles causes pour quels résultats?

I. A. : Nous sommes au cœur d'une tempête d'importantes coupes budgétaires ainsi que de profonds changements technologiques. Les bibliothèques peuvent surmonter l'un des deux changements, mais pas les deux. Il est difficile d'imaginer que les bibliothèques étonnamment attrayantes que je vois se construire en Finlande ou en Australie auraient une chance si leurs budgets étaient réduits de moitié, comme cela s'est produit ici. Lorsque vous êtes coincé dans un tel contexte, avec des coupes budgétaires programmées tous les deux ou trois ans, votre bibliothèque court le risque d'être dans un état de réaction perpétuelle. Pour qu'une bibliothèque fonctionne bien, il faut pouvoir être proactif, examiner ce qui est nécessaire et ce qui devrait être amélioré, et c'est devenu rare que cette situation soit possible au Royaume-Uni.

J'aimerais également souligner le manque de structures de mobilisation efficaces. Les bibliothécaires sont paralysés. Les bibliothécaires en chef estiment qu'ils ne peuvent pas protester parce qu'ils sont fonctionnaires et leur organisation nationale agit normalement de la même façon. Il y a aussi un état d'esprit selon lequel les bibliothécaires devraient accentuer le positif, ce qui est une bonne chose, mais peut mener à un point de vue officiel trop optimiste et qui ne correspond pas à ce qui se passe sur le terrain. Certains directeurs ne sont pas convaincus de l'idée d'une bibliothèque et de ses espaces d'étude tranquilles et sont facilement distraits par les modes comme celles voulant qu'on accueille des spectacles artistiques ou des imprimantes 3D, essayant ainsi de courir quand ils ne peuvent pas marcher.

Face à une telle gestion, presque toute la profession est restée silencieuse. Les bibliothécaires en chef ne peuvent pas protester car cela reviendrait à critiquer leur propre employeur. Exprimer leur opinion nuit potentiellement à leur carrière à long terme, même s'ils font attention à ne pas critiquer leur propre employeur.

Il y a donc d'importantes coupes budgétaires, alors qu'au même moment la révolution technologique réduit la valeur de deux des

principaux attraits des bibliothèques (l'information et les livres) et que la profession est dans l'incapacité d'agir – à une ou deux glorieuses exceptions près – pour améliorer la situation ou pour exprimer son opinion.

Par ailleurs, la politique d'austérité affecte tout, pas seulement les bibliothèques. Il est difficile de faire des bibliothèques le sujet brûlant du jour lorsque les services de santé sont menacés ou lorsque les effectifs de police sont réduits. En fin de compte, nous ne sommes pas perçus comme étant essentiels pour notre pays et, par conséquent, le moment venu, les bibliothèques ne sont pas défendues.

C. T. : Quels sont les avantages et les inconvénients d'engager des bénévoles ?

I. A. : Il y en a tant. Cette situation divise beaucoup au Royaume-Uni en raison du grand nombre d'employés rémunérés qui ont perdu leur emploi et ont été remplacés par des bénévoles. Je soutiens, et sûrement personne ne dirait le contraire, qu'une bibliothèque qui bénéficie de financements, dans laquelle travaille du personnel rémunéré et qualifié, c'est la meilleure solution. Mais la politique d'austérité a fait que les conseils municipaux ont décidé de ne pas offrir cela partout. Et dans de trop nombreux cas, le choix, c'est soit une bibliothèque fermée, soit des bénévoles. Donc, naturellement, les gens qui aiment les bibliothèques feront du bénévolat. Et ils aideront autant qu'ils le peuvent, parfois brillamment, parfois pas tant que ça. Mais je soutiens qu'un service public aussi important ne devrait pas être soumis aux lubies de ceux qui ont quelques heures de libre et à qui ça plairait bien de travailler dans le monde des livres. De telles personnes vivent souvent dans les quartiers les plus aisés, et ce sont précisément les endroits qui ont le moins besoin d'une bibliothèque. Il n'y a pas beaucoup d'attrait à faire du bénévolat dans une bibliothèque difficile au sein d'un quartier défavorisé.

J'entends aussi parler de bibliothèques gérées par des groupes religieux qui auraient naturellement des préjugés envers de nombreux ouvrages. Les bibliothèques en comptent des multitudes, et si, par ailleurs, elles sont remplies de retraités derrière le guichet qui regardent avec mépris les adolescents ou refusent de leur procurer un livre sur l'évolution, alors c'est un mauvais service pour tout le monde.

Le Royaume-Uni a plus que jamais besoin de bibliothèques bien financées – je n'ai jamais vu autant de personnes sans-abri ou n'ayant rien à manger, c'est choquant – et c'est très triste qu'elles soient fermées par des politiciens à courte vue qui n'en ont jamais eu besoin eux-mêmes,

ou qui sont obsédés par le profit et le Brexit plutôt que par ce qui profiterait à leurs concitoyens.

C. T. : Quels sont les indicateurs utilisés pour justifier les fermetures de bibliothèques, et qu'en pensez-vous ?

I. A. : Il y a tellement d'excuses. La plus entendue a toujours été qu'il n'y a pas d'argent. Et lorsque le budget des services locaux se voit réduit de 50 %, dans certains cas ce n'est pas toujours faux. Le fait que les bibliothèques représentent une part minuscule du budget, peut-être 1 %, mais ont un impact énorme à court et long terme, n'est pas mentionné. Une autre excuse, souvent brandie par ceux qui ont les moyens d'acheter leurs propres livres, d'avoir une connexion internet, et qui n'ont pas de difficultés financières, c'est que les nouvelles technologies ont réduit l'utilité des bibliothèques. D'une certaine manière, c'est vrai : on ne me pose plus beaucoup de questions dans mon travail de bibliothécaire. Mais cela montre que ces politiciens vivent dans leur petite bulle à l'écart de la réalité. Heureusement, les rares personnes qui affirment publiquement que personne n'utilise plus les bibliothèques ont tendance à se faire démolir sans pitié sur les réseaux sociaux et à en retenir les leçons.

Pour répondre plus précisément à votre question, les indicateurs qui sont principalement retenus sont la fréquentation, l'utilisation des ordinateurs et les emprunts de livres. Ce sont les chiffres les plus faciles à collecter et les plus compréhensibles. Ils donnent une bonne idée générale des niveaux d'activité. Malheureusement, de tels chiffres connaissent une baisse importante, ce qui tend à arriver lorsque les budgets des acquisitions sont réduits et qu'on dépense peu pour l'entretien, ce qui génère un cercle vicieux. Ce que de tels chiffres ne révèlent pas, et qui est très difficile à montrer, c'est l'impact des bibliothèques dans les quartiers. J'ai vu des estimations selon lesquelles une bibliothèque générerait sept à huit fois plus de valeur à sa collectivité qu'elle n'en coûterait, mais de tels chiffres se vérifient sur le long terme, et les conseillers municipaux veulent des résultats rapides et immédiats. Réduire les budgets des bibliothèques peut être perçu comme quelque chose de facile, bien que les conseils municipaux se rendent compte que fermer des bibliothèques ne l'est pas, et que réduire les budgets d'une autre manière (en sollicitant des bénévoles, en réduisant les horaires ou en transférant les dépenses à d'autres services) est politiquement plus aisé.

C. T. : De quelle façon pensez-vous que l'impact des bibliothèques devrait être mesuré ?

I. A. : Par n'importe quel moyen qui assure leur survie. Je sais que ça n'a plus la cote, car les chiffres montrent un déclin, mais je pense que le nombre de visiteurs, l'utilisation des ordinateurs et les emprunts restent des indicateurs importants. Il faut aborder les raisons de leur déclin plutôt que d'utiliser d'autres données qui laissent croire que tout va bien. Nous avons besoin de bibliothèques dynamiques et attrayantes dans lesquelles les gens veulent aller. Certaines bibliothèques de ce pays sont tellement sous-financées et ont un personnel si démoralisé que j'ai entendu quelqu'un les décrire comme ayant « une atmosphère mortifère ». Aucun chiffre ne permettra d'améliorer ces bibliothèques, seuls les financements le pourront.

Je crois que les livres, le budget, le personnel, les horaires d'ouverture, les salles d'étude, et l'accès aux ordinateurs sont vraiment importants et devraient être suffisamment financés. C'est crucial. Mais par ailleurs, bien sûr, l'impact devrait être mis en valeur par des histoires personnelles humaines sur la manière dont les bibliothèques ont changé des vies, à petite ou à grande échelle. Ou comment elles ont permis d'économiser de l'argent. Ou... plein de façons différentes, et ça, c'est encore un problème. Il y a tellement de façons de raconter l'impact des bibliothèques, et les conseils municipaux peuvent se cacher derrière un indicateur qui va dans leur sens mais fait fi des nombreuses raisons pour lesquelles les bibliothèques sont importantes au niveau local et au niveau national, en tant que telles. « Des histoires » ou « des mesures d'impact » qui démontrent comment les individus ont été affectés de manière positive par les bibliothèques font partie de tout ça mais nous devons être honnêtes avec nous-mêmes et envers les politiciens et utiliser aussi des chiffres globaux d'activité.

J'ajouterais qu'au niveau national, la façon d'élaborer les statistiques en Angleterre est très médiocre, en comptant sur une société à but non lucratif pour prendre au pied de la lettre les chiffres fournis par les bibliothèques qui veulent bien les donner (il n'y a aucune contrainte). Ces chiffres – qui sont tous quantitatifs et non qualitatifs – sont ensuite mis gratuitement à la disposition des conseils municipaux, mais ne sont seulement disponibles qu'en échange d'une centaine de livres sterling pour le public, à l'exception de comparateurs douteux. Ils sont également fournis avec au moins huit mois de retard. Il s'agit d'un système fermé, désuet et inexact, exposé aux approximations.

Ce qu'il faut, c'est un système de collecte statistique beaucoup plus ouvert, avec des mesures de performance en temps réel et en libre accès (open data). Toutefois, un tel système ne sera pas soutenu par le gouvernement autrement qu'en théorie, car il ne souhaite pas s'ingérer dans les affaires des conseils municipaux autrement que par la réduction de leurs budgets. C'est également un projet auquel certains conseils résisteront, croyant que cela les mettrait dans l'embarras ou leur coûterait de l'argent. Il est donc peu probable que cela se produise autrement que par notre propre initiative, en utilisant les données ouvertes qui sont mises à disposition.

C. T. : Comment expliquez-vous que l'évaluation des performances des bibliothèques britanniques soit controversée ?

I. A. : Mettez deux bibliothécaires dans une pièce et ils risquent de ne pas être d'accord sur quelque chose. Ne serait-ce qu'en Angleterre, il y a plus de 150 réseaux de bibliothèque, tous avec leurs propres programmes et spécificités et des dizaines de milliers de bibliothécaires. Il serait donc surprenant qu'il n'y ait pas de controverse. Mais, pour être honnête, ce n'est pas si grave. Nous savons tous que les bibliothèques du Royaume-Uni ont connu une forte baisse du nombre de visiteurs et du nombre d'emprunts. On ne peut pas le cacher. Mais ce déclin a été très inégal, certains réseaux de bibliothèque ayant connu des augmentations.

Normalement, les gens qui préconisent des façons radicalement différentes d'évaluer l'activité des bibliothèques ont l'intention de montrer soit que les bibliothèques se portent très mal et qu'elles ont besoin de plus d'argent (ou de poudre de perlimpinpin) rapidement, soit que les bibliothèques ont un impact considérable que les indicateurs traditionnels ne montrent pas. J'ai de la sympathie pour les deux théories, sauf pour ceux qui veulent établir un programme trop simpliste, comme « acheter plus de livres » et « se débarrasser de tous les bibliothécaires ». Les bibliothèques ont en effet besoin de plus de financements pour survivre, et les simples chiffres d'entrées-sorties ne montrent pas l'impact que les bibliothèques ont sur la vie des gens. Mais il y a des choses plus importantes dont il faut s'inquiéter, par exemple la réduction de près de moitié depuis 2010 du budget des bibliothèques.

C. T. : Quel est le rôle des bibliothèques au XXI^e siècle ?

I. A. : Faire tomber les barrières qui entravent l'accès des gens à l'information, à l'imagination et aux opportunités. Beaucoup de gens n'ont pas les moyens de s'acheter des livres, ne disposent pas d'espace calme où étudier, ont besoin de quelqu'un à qui parler, veulent de l'aide pour

utiliser leur ordinateur, ont un enfant... Et les bibliothèques peuvent les aider. Le rôle des bibliothèques, c'est d'aider.

L'un des problèmes que je remarque dans ce secteur, ce sont les bibliothécaires qui essaient de trouver une raison à l'existence des bibliothèques au XXI^e siècle. On note que les services se concentrent sur les makerspaces, pas parce qu'ils sont en forte demande, mais parce qu'ils sont perçus comme le dernier concept à la mode. De même, d'autres voudront faire venir jouer des troupes de théâtre, ce qui n'est pas idéal au milieu d'étagères remplies de livres. D'autres réduiront considérablement la taille allouée à la bibliothèque pour installer d'autres services municipaux. Cela permet de réduire les coûts, ce qui est une considération vitale, mais nuit à la bibliothèque, qui est parfois invisible derrière les différents bureaux.

Les bibliothécaires doivent redécouvrir la fierté qu'ils ont à l'égard de leur profession. Offrir un espace neutre et accueillant avec des sources d'information impartiales et des professionnels qui peuvent vous aider, c'est plutôt fantastique, et c'est ce que nous devons à tout prix mettre en avant. J'en connais qui mettent l'accent sur diverses nouveautés, comme les secteurs dédiés à l'emploi et aux entreprises et les présentoirs interactifs, tout en oubliant de garantir un fonds attrayant et de qualité. Une bibliothèque ne tourne pas uniquement autour des livres. Loin de là. Mais ils sont, et resteront, une partie importante de leur identité, et les ignorer parce que l'on est occupé à planifier un événement ou à être en compétition pour accueillir un spectacle du Arts Council England, cela dessert à long terme le service de bibliothèque.

C. T. : Dans quel contexte et avec quelle intention avez-vous créé votre site web en 2010 ?

I. A. : En 2010, cela faisait déjà quinze ans que je travaillais en bibliothèque, en tant que bibliothécaire et directeur d'une bibliothèque annexe. De manière générale, le travail et les bibliothèques publiques me passionnaient, mais j'étais conscient qu'en dehors du quotidien de ma propre bibliothèque, je n'étais pas au courant de ce qui se passait ailleurs. Je pensais que tout le monde l'était mais j'étais naïf. J'avais également entendu parler des blogs, et je voulais apprendre à en tenir un, donc j'ai combiné ces deux intérêts et ai commencé à collecter des informations au sujet des bibliothèques sur la plateforme Blogger, pour mes propres connaissances et vraiment, au début, en tant qu'apprentissage à petite échelle.

Il s'avère que le timing était parfait. En 2010, le Parti conservateur et les Libéraux-démocrates remportent l'élection et lancent un programme

d'austérité, tentant de rééquilibrer le déficit en réduisant les dépenses, incluant notamment d'importantes coupes budgétaires dans les services locaux, y compris les bibliothèques. Cela faisait qu'il y a eu à ce moment-là beaucoup d'informations à partager.

Le site web a rapidement attiré l'attention des militants des bibliothèques, notamment Tim Coates, qui suggéra des améliorations. Je pense qu'ils attendaient tous que quelqu'un fasse quelque chose dans le genre de ce blog que je venais de créer. Une des suggestions était de comptabiliser le nombre de bibliothèques menacées. C'était le genre de gros titre dont les journaux et les politiciens avaient besoin, et il n'a pas fallu longtemps pour que mon site soit cité non seulement dans la presse locale mais aussi, étonnamment, au Parlement. Six mois après avoir créé le site, son influence était réelle.

C. T. : Neuf ans plus tard, quelles conclusions tirez-vous de cette expérience ?

I. A. : Je me suis rendu compte que personne d'autre ne collectait véritablement ce qui était en train de se passer – je ne pense pas avoir été aveugle – et qu'il existait un réel besoin pour un site web de la sorte. En trois mois, je me retrouvais cité au Parlement, ce qui était incroyable. Cela m'a également appris que, parfois, si l'on veut quelque chose, il faut s'en charger soi-même. Il y a par ailleurs une espèce de magie dans le fait de rassembler des données : l'auteur Alan Gibbons²⁶, pour qui j'ai beaucoup de respect, a tenu un blog d'informations à destination des bibliothèques mais sans archiver les données, alors que de mon côté, j'ai compilé tout ce qui concernait chaque bibliothèque du pays, sur une durée de dix ans, ce qui est immensément utile. J'ai pu constater qu'il n'y avait pas d'argent à faire dans le secteur des bibliothèques publiques, la publicité sur le site étant minime, et c'est toujours, dix ans plus tard, un passe-temps non rémunéré, ou plutôt une passion.

J'ai également appris que Google faisait en fin du compte du bon travail et que le référencement en ligne des bibliothèques publiques au Royaume-Uni n'était pas optimisé. Je me souviens avoir vu mon site arriver rapidement dans les premiers rangs des résultats pour des requêtes au sujet des bibliothèques publiques. Le jour où j'ai dépassé le site de la British Library (qui n'est d'ailleurs pas une bibliothèque publique) et ai atteint la première place, c'était incroyable. Il s'avère que j'avais accidentellement opéré exactement le type d'optimisation que l'algorithme de Google recherche – tous mes liens pointaient sur des articles concernant les bibliothèques, et la presse nationale faisait

26. NDÉ : voir l'entretien avec Alan Gibbons en p. 176.

également des liens entrants vers mon site. J'ai par ailleurs délibérément appelé mon site *Public Libraries News* car cela résumait parfaitement le contenu – je pense que si j'avais utilisé un mot d'esprit ou un nom plus artistique, Google ne l'aurait pas tant référencé.

Enfin, ce qui me frappe, c'est à quel point les gens apprécient un certain manichéisme. Au début, j'adoptais moi aussi ce mode de pensée, me mobilisant contre les coupes budgétaires et exprimant ma colère contre tous les changements suggérés pour les services de bibliothèque. En m'informant davantage, j'ai compris que chaque personne impliquée faisait du mieux qu'elle pouvait dans une situation compliquée, et que c'est très simpliste de critiquer les gens parce qu'ils ont pris des décisions difficiles, ou parce qu'ils font les choses différemment de la manière dont moi-même je l'aurais fait, depuis le confort de mon fauteuil. En attaquant ce genre de personnes, ils arrêtent à coup sûr de vous écouter, alors que si vous présentez un point de vue nuancé – de plus en plus rare de nos jours – un plus grand nombre de personnes prêteront attention à vos propos.

C. T. : La mobilisation contre les fermetures de bibliothèques a-t-elle correspondu à vos attentes ?

I. A. : La mobilisation a à la fois dépassé mes attentes et m'a aussi déçu. Quand une bibliothèque est menacée de fermeture, c'est à ce moment-là que des centaines et des milliers de personnes se mobilisent dans la rue, mais seulement au niveau local. De telles campagnes de mobilisation semblent arriver de nulle part, et se propagent rapidement, y compris parfois avec des pétitions signées par des milliers de gens, et des manifestations réunissant des centaines de personnes. Mais il faut une personne, seulement une personne, dans chaque quartier, pour créer une mobilisation, sinon rien ne se passera.

Par ailleurs, le public est bien moins susceptible de se mobiliser à nouveau contre les coupes budgétaires si elles n'ont pas pour conséquence la fermeture de la bibliothèque. Fermez un tiers des bibliothèques et vous aurez des protestations massives. Réduisez d'un tiers les horaires d'ouverture et vous n'entendrez aucune critique.

L'avènement des bibliothèques gérées par des bénévoles (un phénomène relativement récent en Grande-Bretagne) a par ailleurs noyé le poisson. Ce qui se passe, c'est qu'un conseil municipal, plutôt que de fermer une bibliothèque, annonce qu'il gardera la bibliothèque ouverte si les gens veulent bien y travailler bénévolement. Ce faisant, ils cooptent soigneusement de nombreux militants, les font passer du même côté que le conseil municipal, et divise ainsi l'opposition de façon

très nette. C'est assez insidieux. De tels bénévoles se font attaquer sans relâche sur les réseaux sociaux par les militants des bibliothèques britanniques, mais, en réalité, ils essaient juste d'éviter la fermeture de leur bibliothèque locale... Cependant, le modèle de bibliothèque bénévole est bien établi au Royaume-Uni, avec plus de 500 bibliothèques ouvertes actuellement [NDÉ : sur 3800²⁷].

Bien qu'il y ait une mobilisation au niveau national, en général les gens s'en tiennent à leur propre quartier. Ils se mobilisent pour sauver leurs bibliothèques locales, mais ne se mobilisent pas pour une bibliothèque voisine, et les bibliothécaires non plus. En effet, les bibliothécaires, à quelques rares exceptions près, n'ont presque pas protesté au sujet des coupes budgétaires et ont tout simplement soit fait profil bas, soit accepté le licenciement (lorsqu'il est proposé).

Avec quelques exceptions notables, la mobilisation fut majoritairement locale et n'a pas fait changer d'avis un gouvernement a priori sourd et dévoué à sa propre idéologie.

C. T. : Comment expliquez-vous la mobilisation du public contre les fermetures de bibliothèques, et quel est l'impact d'internet et des réseaux sociaux dans cette mobilisation ?

I. A. : Les gens se plaignent quand on leur enlève quelque chose qui leur tient à cœur. C'est aussi simple que ça. Et les gens se soucient des bibliothèques, pas seulement d'un point de vue personnel, mais aussi en raison de la valeur qu'elles ont dans la société en général. C'est un acteur concret du quartier, tout bétonné, qui serait déprimant si les fenêtres étaient barricadées et s'il n'y avait pas d'enfants qui y empruntaient des livres.

Internet et les réseaux sociaux ont eu un impact considérable. D'une part, ils ont rendu possible des choses comme *Public Libraries News* – pour l'amour du ciel, derrière ce blog il n'y a que moi, le soir, assis sur mon canapé – qui montre ce qui se passe à l'échelle nationale, locale et comment on peut agir à ce sujet. Cela signifie également que les gens du coin peuvent trouver facilement et rapidement d'autres personnes qui s'intéressent à leur bibliothèque locale, et se rassembler pour agir. Parfois, je vois des groupes se former le jour même, ou le lendemain d'une annonce de fermeture. Dans l'Essex, des dizaines de milliers de personnes ont signé des pétitions, des milliers ont protesté et plus de vingt groupes de campagne se sont formés en quelques mois. Facebook et Twitter sont en grande partie à l'origine de ce mouvement.

27. David Barnett, "Do libraries run by volunteers check out?", *The Guardian*, 25 juin 2018. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2018/jun/25/do-libraries-run-by-volunteers-check-out> >.

Un point négatif, cependant : les réseaux sociaux facilitent la communication, mais ils permettent aussi à ceux qui crient fort de dominer la conversation. J'ai vu des gens se faire intimider sur des réseaux sociaux de bibliothèques, simplement pour avoir osé laisser entendre que certaines bibliothèques bénévoles ne sont pas terribles ou qu'une bibliothèque entièrement financée par le conseil municipal est une bonne chose. Cela signifie qu'il peut y avoir une absence de débat sensé sur les réseaux et que les gens ont le sentiment qu'ils n'y sont pas en sécurité. De fait, certaines personnes peuvent préférer ne pas interagir sur les réseaux, ce qui, à mon avis, est navrant. De tels actes discréditent la profession, alors même que ceux qui la représentent se disent garants de la libre circulation de l'information, qui est le mot d'ordre des bibliothèques.

Entretien avec Tim Coates²⁸

Tim Coates travaille dans l'industrie du livre depuis plus de quarante ans : en librairie, en bibliothèque et dans l'édition. Il a été directeur général de plusieurs grandes librairies, notamment Waterstone's, la principale chaîne de librairies au Royaume-Uni, et de WH Smith en Europe. Il a été directeur général au Royaume-Uni de YBP, la division universitaire de Baker and Taylor, et travaille maintenant pour EBSCO. Il est fréquemment appelé à donner des conseils et à rédiger des rapports sur le secteur des bibliothèques publiques pour des organismes gouvernementaux locaux et nationaux.

À trois reprises, il a été nommé « Meilleur libraire » : par Peter Mayer de Penguin Books, New York, par Paul Hamlyn, de Hamlyn Octopus et Reed international, l'éditeur de livres illustrés, et par la presse spécialisée britannique du secteur du livre. Il a souvent figuré sur les listes des personnes les plus influentes du secteur de l'édition.

Il est l'auteur d'ouvrages de fiction et d'ouvrages historiques et l'éditeur de plus de quarante articles historiques sur les États-Unis et le Royaume-Uni, et on peut trouver ses écrits dans les collections Uncovered Editions et Argonaut Papers.

Il travaille actuellement comme conseiller principal pour les bibliothèques publiques et universitaires dans le cadre du projet Freckle aux États-Unis.

Ses travaux publiés au sujet des bibliothèques comprennent :

“On the closure of english public libraries”, *Public Library Quarterly*, 2019, vol. 38, n° 1, p. 3-18 [article publié en octobre 2018]. Disponible en ligne aux

28. Entretien réalisé par courriel, en avril 2019, par Cécile Toutitou. Traduction par Lara Toutitou.

éditions Taylor & Francis: < <https://www.tandfonline.com/eprint/u76Vb-c5PYFUxgJHfP8Kt/full> >.

The Good Library Manual, Berkshire publishing, 2010.

“The scandalous decline of Britain’s public libraries”, *Logos*, 2008, vol. 19, n° 1, p. 5-10. Disponible en ligne aux éditions Brill: < https://brill.com/view/journals/logo/19/1/article-p5_2.xml >.

“Britain’s plain-speaking bookman”, *Logos*, 2005, vol. 16, n° 3, p. 148-149. Disponible aux éditions Brill: < https://brill.com/view/journals/logo/16/3/article-p148_7.xml >.

Evidence to the House of Commons. Select Committee on Libraries, 2005.

Who’s in Charge? Responsibility for the Public Library Service, Londres, Libri Trust, 2004.

Plusieurs articles dans l’édition britannique de *The Bookseller*.

Plusieurs articles dans l’édition britannique de *The Guardian*.

Cécile Toutou : Quel est le rôle des bibliothèques au XXI^e siècle ?

Tim Coates : Le rôle des bibliothèques est de fournir un accès gratuit aux œuvres écrites. Il n’y a pas de différence entre ce rôle au XXI^e siècle et au siècle précédent.

Presque chaque semaine au Royaume-Uni, on voit passer un article écrit par un bibliothécaire, qui commence par « le rôle des bibliothèques est en train de changer » ou « a changé » – mais ils disent ces choses sans aucune preuve de leur véracité. Rien ne prouve que le public souhaite que le rôle des bibliothèques change. Les changements survenus ont été instigués par des bibliothécaires. Souvent, les bibliothécaires ne semblent pas croire qu’il soit suffisant d’offrir un accès gratuit aux œuvres imprimées. Ils cherchent à offrir d’autres services, pour lesquels il y a peu de demande, et ils prennent du temps et des ressources qui devraient être alloués au traitement des livres pour les bibliothèques.

Dans toutes les évaluations que j’ai trouvées au Royaume-Uni ou en Amérique (et j’en cherche toujours), plus de 75 % des visites en bibliothèque ont pour motif de lire ou d’accéder à des livres, sous une forme ou une autre. Aucun autre motif de visite en bibliothèque ne dépasse 15 % et ceux-ci sont souvent simplement accessoires par rapport à l’accès aux livres (comme l’utilisation du wi-fi, la demande d’informations, la lecture aux enfants ou la recherche d’information sur internet).

Ces chiffres n’ont pas changé au cours des vingt-cinq années où je les ai étudiés. Je ne vois aucune raison de dire que le rôle des bibliothèques a changé.

La question n'est pas « que devraient faire les bibliothèques », mais « les bibliothèques remplissent-elles bien leur rôle » ?

On dit souvent que « les bibliothèques changent des vies » et qu'elles sont transformatrices. Ce n'est pas le cas. C'est un livre au milieu d'une collection de livres qui est transformateur. Les écrivains changent des vies, pas les bibliothécaires.

C. T. : Pour qui les bibliothèques sont-elles utiles ?

T. C. : Les bibliothèques publiques devraient être utiles à tous ceux qui veulent les utiliser. Elles sont utiles si elles fournissent les livres ou la documentation dont les gens ont besoin ; et si ce n'est pas le cas, elles sont inutiles.

Il est facile de considérer les gens pour qui les bibliothèques sont utiles, si l'on observe par tranche d'âge.

Pour un tout-petit, la bibliothèque peut aider ses parents à présenter l'idée et le plaisir des histoires. Pour un enfant qui apprend à lire, la bibliothèque l'ouvre au monde des histoires et des personnages qu'il peut découvrir et apprécier, mais dont il n'a peut-être jamais entendu parler. Pour les étudiants, les bibliothèques leur donnent accès à des lectures plus diverses et approfondies. Et ainsi de suite dans la vie adulte, quand, plus tard, une bibliothèque peut offrir l'opportunité de découvrir des livres, des auteurs et des sujets que le temps et les ressources ont jusqu'alors empêché. Il n'y a pas de limite.

C. T. : Quels types de bibliothèques existent au Royaume-Uni ?

T. C. : Au Royaume-Uni, la mise à disposition d'un grand nombre de bibliothèques publiques locales de toutes tailles et de capacités variées ne date pas d'hier. Depuis les années 1960, alors qu'une loi obligeait les conseils municipaux à ouvrir des bibliothèques publiques, il était courant d'établir des bibliothèques dans des collectivités de 10 000 habitants et moins, en plus des grandes bibliothèques déjà présentes dans les villes. Il existe un réseau de grandes bibliothèques avec de vastes collections d'histoire locale, des collections de musique et un certain nombre de ressources spécifiques. Au milieu des années 1990, ces lieux offraient des services très recherchés. Il y avait alors 4 400 bibliothèques publiques de toutes tailles, toutes dotées de personnel rémunéré, avec un total national de 90 millions de livres disponibles à l'emprunt et de beaucoup d'autres à consulter sur place uniquement.

Depuis lors, la qualité et le nombre de ces ouvrages ont diminué. Tout d'abord, on a permis que des collections spécialisées soient dispersées, puis les grandes bibliothèques ont réduit la taille de leurs collections, de merveilleuses bibliothèques de références et des sections entières

ont été fermées et maintenant les petites bibliothèques sont fermées, ou bien la gestion en est confiée à des bénévoles non rémunérés. En 2017, il y avait 3 600 bibliothèques, dont 400 étaient gérées par des bénévoles, et 60 millions de livres étaient disponibles à l'emprunt²⁹.

C. T. : Comment expliquez-vous l'enthousiasme des Britanniques pour les bibliothèques ?

T. C. : Dans les années 1980 et au début des années 1990, le réseau des bibliothèques publiques du Royaume-Uni était l'un des plus performants au monde. Le nombre de visites par personne et les emprunts de livres par personne dépassaient les chiffres des États-Unis et de l'Australie. Les collections de référence et de prêt étaient excellentes. Les collections de documents d'histoire locale étaient très fournies. Certains bâtiments étaient très beaux et le reste faisait partie d'un imposant patrimoine de bibliothèques de grande envergure. Le personnel des bibliothèques était très respecté, il figurait parmi les membres importants au sein des communautés locales. 50 % de la population fréquentaient les bibliothèques pour emprunter des documents et davantage encore pour lire. Ce chiffre est aujourd'hui tombé à 12 %.

C. T. : Comment expliquez-vous la crise qui a conduit à la fermeture de nombreuses bibliothèques ces dix dernières années ? Quels épisodes, quelles causes pour quels résultats ?

T. C. : Tout d'abord, cela part d'une insatisfaction grandissante des bibliothécaires quant à leur rôle de « fournisseurs et tamponneurs de livres » ; ils voulaient devenir des « scientifiques de l'information ». Parmi les nombreux rôles qu'ils s'estimaient capables de remplir, il y avait celui de « combler la fracture numérique » (ce qui signifiait enseigner aux gens à utiliser les ordinateurs) et celui de « spécialiste en développement du lecteur » (ce qui signifiait prêcher l'importance et le plaisir de la lecture). Le problème avec ces idées et beaucoup d'autres de même nature, c'est que même si elles semblent très judicieuses, les bibliothécaires n'avaient ni les ressources ni les compétences pour les mettre en œuvre, et il n'y avait pas non plus assez de demandes que les bibliothèques pouvaient évidemment satisfaire. Cela a coûté beaucoup d'argent et n'a pas rendu les bibliothèques plus populaires. Cela a également donné lieu à une hiérarchie de la gestion et à des démarcations du travail, où certains bibliothécaires ont été jugés compétents pour travailler dans des bureaux et non dans des bibliothèques elles-mêmes, et d'autres, en vertu de leur qualification plutôt que de

29. Voir note 27, p. 98.

leur expérience, ont été en mesure d'entreprendre certaines tâches. Tout cela a entraîné des coûts de gestion encore plus élevés. Cela a créé des structures de gestion coûteuses et n'a rien ajouté au service au public.

À une époque où les chaînes d'approvisionnement de l'industrie du livre se sont considérablement améliorées, d'abord grâce aux initiatives des revendeurs traditionnels, puis, de façon spectaculaire, grâce à Amazon, les bibliothèques sont demeurées à l'écart de ces améliorations et ont conservé les mêmes systèmes désuets d'approvisionnement, de catalogage et d'étiquetage qu'il avait utilisés pendant quarante ans. Ce sont des systèmes extrêmement coûteux et qui détournent une partie de l'argent qui serait nécessaire aux acquisitions de livres.

Lorsque les bibliothèques (et les libraires) travaillent en étroite collaboration avec les éditeurs, elles sont en mesure de développer le marché de la lecture. Au Royaume-Uni, les bibliothèques achètent si peu de livres que les éditeurs ne s'y intéressent plus et qu'ils n'ont plus de relations de travail significatives. Par ailleurs, lorsque les revendeurs du monde entier ont amélioré leurs principes de design et leur service client, les bibliothèques n'ont pas suivi.

Les bibliothèques croyaient avoir besoin d'argent, alors qu'en vérité, il y avait beaucoup d'argent mais il avait été injecté aux mauvais endroits. Le secteur des bibliothèques avait perdu la capacité d'écouter son public et de répondre à ses besoins. Au lieu de cela, il répondait à des initiatives créées au sein de la profession, qui n'avaient rien à voir avec ce que le public initial (les lecteurs) voulait. Il n'y avait pas de directives ou de gestion stratégique efficace. La conséquence la plus évidente de tout cela, c'est qu'à un moment donné dans les années 1990, alors que le service recevait de plus en plus d'argent, il restait trop peu pour acheter suffisamment de livres; les collections ont commencé à diminuer en qualité et en quantité, et l'utilisation du service a commencé à diminuer aussi.

Les bibliothèques publiques ont graduellement perdu la réputation, auprès du public, d'être un merveilleux service public de lecture. Pour les enfants d'une génération qui approche maintenant la quarantaine, le réseau des bibliothèques publiques locales n'avait aucune utilité particulière. Il n'a jamais offert ce qu'ils voulaient. Les bibliothèques ont plutôt acquis la réputation de mettre à disposition des ordinateurs publics gratuits. Mais cela n'a finalement pas été viable parce que l'évolution de l'équipement informatique a nécessité un financement qui n'était pas disponible, et le besoin d'ordinateurs publics en si grand

nombre a diminué avec l'arrivée des ordinateurs de bureau personnels, des tablettes et des téléphones. Le nombre de visites en bibliothèque, qui était auparavant extrêmement élevé, a diminué d'année en année. Entre 1999 et aujourd'hui, les prêts de livres des bibliothèques publiques ont chuté de 70 % au Royaume-Uni. La fréquentation des bibliothèques a chuté de 43 %. Les affirmations selon lesquelles le service était socialement inclusif alors que la population augmentait n'étaient évidemment pas corroborées par des preuves. L'idée souvent énoncée que les bibliothèques « profiteraient aux communautés » serait vraie si la fréquentation avait augmenté, mais ce n'était pas le cas. Lorsque l'utilisation des bâtiments publics diminue de cette façon, il n'est pas surprenant de constater que les autorités deviennent réticentes à les financer. C'est la raison pour laquelle les bibliothèques ont été fermées. Ce sont des jugements sévères, mais la vérité est que l'état du réseau des bibliothèques publiques du Royaume-Uni est catastrophique. Il faut des mesures correctives fortes pour qu'elles puissent survivre au moins la prochaine décennie.

C. T. : Quels sont les indicateurs utilisés pour justifier les fermetures de bibliothèques, et qu'en pensez-vous ?

T. C. : Le processus selon lequel les bibliothèques ferment leurs portes est simplement le suivant :

- Lors de la planification du budget annuel, la municipalité demande au service de bibliothèque de trouver des économies à réaliser.
- La bibliothèque rappelle que la seule façon d'économiser est de fermer les bibliothèques, de faire appel à des bénévoles, de réduire le nombre d'heures de travail ou de réduire le fonds, ou une combinaison de tous ces éléments.
- Le conseil municipal cherche à réaliser des économies, mais se méfie des plaintes disproportionnées que le public ne manquera pas de faire si la bibliothèque est fermée purement et simplement. Par conséquent, il cherche logiquement à réduire le nombre d'heures et à diminuer les acquisitions, ou à confier les bibliothèques à des bénévoles. Il y a rarement une discussion sur la façon d'augmenter l'utilisation de la bibliothèque.

Le processus a pour conséquence que les bibliothèques seront de moins en moins fréquentées, comme c'est le cas depuis tant d'années. Personne ne tente de comprendre pourquoi cela s'est produit.

Il y a toujours des plaidoyers sur l'importance des bibliothèques, à la fois de la part de la population locale et de certains politiciens, mais aucune preuve convaincante sur ce qu'il faut faire. Le conseil de « dépenser

plus d'argent», sans aucune indication quant à l'endroit où cet argent devrait être dépensé ou à l'effet qu'il aura et pourquoi, est infructueux. Tout le monde se plaint des coupes budgétaires, mais à moins que les bibliothèques puissent expliquer où l'argent manquerait (en dehors des salaires), l'argument plaintif ne s'est pas avéré persuasif. Je n'ai jamais entendu les bibliothécaires du Royaume-Uni faire valoir que « si nous investissons de l'argent dans le fonds de livres, cela inversera le déclin de la fréquentation ».

Si un conseil municipal propose de fermer des bibliothèques ou de modifier l'offre de services, il y a maintenant un rituel établi de consultation de la population locale, qui n'a pas ou peu d'effet sur la décision finale. Le service de l'administration centrale qui, en théorie, pourrait s'y intéresser (le DCMS – Department for Digital, Culture, Media and Sport), ne le fera pas, car ce serait interférer dans la gestion financière d'un conseil municipal.

À mon avis, les bibliothécaires en chef n'ont pas rempli leur rôle dans ce processus. Ils doivent montrer qu'ils comprennent pourquoi l'utilisation des bibliothèques a diminué et comment agir pour inverser cette tendance. Ils doivent montrer comment les ressources existantes peuvent être mieux utilisées pour produire de la croissance. S'ils ne le font pas ou s'ils ne peuvent pas le faire, il est difficile d'attendre des politiciens locaux (ou nationaux) qu'ils le fassent pour eux. Il est certain que les politiciens auraient dû inverser le processus. Mais les élus ont beaucoup de choses à penser (les bibliothèques représentent environ 1 à 2 % du budget d'un conseil municipal) et si les bibliothécaires en chef ne savent pas quoi faire, il est difficile pour les élus de les consulter. Le problème, c'est que les directeurs n'ont pas été clairs sur ces sujets depuis longtemps, et il serait difficile de les croire s'ils avaient maintenant un autre son de cloche.

Pendant de nombreuses années, j'ai eu des difficultés à comprendre les motivations des bibliothécaires en chef des bibliothèques publiques anglophones. Il vaudrait probablement mieux s'adresser à eux, plutôt que de me demander mon opinion. Ils disposent de nombreux forums et sont payés pour défendre les intérêts des bibliothèques.

C. T. : Comment devrions-nous, en tant que bibliothécaires, évaluer les services en bibliothèque (en termes d'impact et de performances) ?

T. C. : La mesure la plus importante est que l'utilisation des bâtiments de la bibliothèque doit augmenter et non diminuer. Si le nombre d'utilisateurs diminue et qu'aucune mesure n'est prise, le service finira

éventuellement par être fermé. Ceux qui paient pour ça ne voudront plus le faire. C'est plus important que toute mesure « d'impact ».

Par conséquent, à la fin de chaque journée, nous devons disposer d'une mesure pour toutes les activités qui peuvent être mesurées : visites, prêts, utilisations des ordinateurs, requêtes, arrivées de stocks, etc. Celles-ci doivent être collectées (automatiquement si possible) par le système de gestion de la bibliothèque, afin qu'elles puissent être affichées et suivies. Ce n'est pas plus que ce que tous les commerçants du pays font déjà.

Il faut croire en l'importance de la lecture et, par conséquent, porter plus d'attention à toutes les mesures qui peuvent être faites de ces lectures. Il faut avoir une idée précise des titres et des auteurs pour lesquels il y a une demande, mais pour lesquels il n'y a pas de disponibilité. Il faut suivre le nombre de « réservations » et de transferts d'ouvrages. Une bibliothèque verra son utilisation augmenter si elle a la réputation de répondre rapidement à la demande.

Il faut monitorer le temps nécessaire pour répondre aux demandes de livres. De nos jours, les gens ont la possibilité d'obtenir presque n'importe quel titre en 24 heures. Les bibliothèques doivent essayer de faire de même.

Dans un contexte plus large, et en termes de marketing des bibliothèques, nous devons comprendre ce qui suit :

- Les raisons pour lesquelles les gens utilisent les bibliothèques : ce qu'ils aiment et ce qu'ils n'aiment pas à leur sujet. Pourquoi ils choisissent d'utiliser une bibliothèque et pourquoi ils choisissent de ne pas utiliser une bibliothèque. Une telle étude et une telle évaluation en continu doivent être menées, en particulier au sein de plusieurs tranches d'âge différentes.
- Nous devons examiner comment les lecteurs obtiennent les livres qu'ils lisent et comment les bibliothèques publiques s'intègrent dans leur vision de l'accès à la lecture.
- Ces deux études commencent à être menées dans différents États des États-Unis à l'heure actuelle et au Royaume-Uni ; elles n'ont jamais été réalisées auparavant.
- Ensuite, à partir de ces données, nous devrions avoir une évaluation continue (annuelle ou, mieux encore, trimestrielle) pour déterminer si les bibliothèques en général répondent aux besoins des gens qui veulent les utiliser.

C. T. : Comment expliquez-vous que l'évaluation des performances des bibliothèques britanniques soit controversée ?

T. C. : La controverse porte sur la question de savoir si les bibliothèques britanniques sont une ressource publique importante qui a besoin d'un financement adéquat, ou si elles sont en déclin inévitable et ne valent pas la peine d'être financées.

Les deux points de vue se valent !

Mais la vérité, c'est que pour qu'elles méritent d'être financées, les bibliothèques publiques britanniques doivent changer radicalement et fondamentalement leur approche et leur méthode.

Ça ne peut pas continuer, même pendant quelques années de plus, avec un niveau aussi bas de fréquentation et même de soutien pour les bibliothèques.

Pour un commerce, cela se matérialiserait par une faillite spectaculaire, mais pour un service public, c'est encore plus effrayant, parce qu'une grande partie de la population serait touchée. Néanmoins, à l'heure actuelle, nous assistons à une « faillite en cachette ».

Pourtant, rien n'indique actuellement que les responsables, au sein du « secteur des bibliothèques », aient compris la gravité de la situation à laquelle ils sont confrontés. Jusqu'à ce qu'ils l'aient compris, la faillite est le résultat inévitable. Il n'y aura en réalité plus de service de bibliothèque publique nationale d'ici dix ans.

C. T. : Quels sont les avantages et les inconvénients d'engager des bénévoles ?

T. C. : Les bibliothèques gérées par des bénévoles ne sont pas une solution aux problèmes auxquels est confronté le service des bibliothèques publiques. C'est très simple. Il n'y a pas d'avantages et beaucoup d'inconvénients. Les bénévoles peuvent aider à fournir le service. Les groupes de consultation d'usagers locaux peuvent également être utiles. Mais la direction (ceux qui « dirigent » le service) doit être professionnelle et qualifiée pour faire ce travail.

C. T. : Comment expliquez-vous la mobilisation du public contre les fermetures de bibliothèques, et quel est l'impact d'Internet et des réseaux sociaux dans cette mobilisation ?

T. C. : Il y a des gens vraiment merveilleux qui ont utilisé les réseaux sociaux dans le but de sauver à la fois les bibliothèques publiques et la profession de bibliothécaire. S'ils n'avaient pas fait ce qu'ils ont fait, les bibliothèques n'existeraient déjà plus.

Il convient de mentionner quelques noms : Shirley Burnham, Ian Anstice, Alan Wylie, Alan Gibbons (qui est aussi un auteur important de livres pour enfants), Elizabeth Crowe, Laura Swaffield, Geoffrey Dron. Leur

travail a été reconnu au niveau national, mais de nombreux militants locaux méritent également d'être salués pour le travail qu'ils ont accompli. S'il y a des bénévoles qui méritent d'être honorés, ce sont bien eux. De plus, nous devons tous une fière chandelle aux journalistes de *The Bookseller* et *The Guardian* qui ont suivi l'histoire des bibliothèques sans répit ni relâche. Ils ont tous dû essayer de comprendre et de déchiffrer les péripéties ridicules du processus politique et les tergiversations que personne ne devrait endurer. Les Anglais n'ont pas encore écrit leur propre version de *Clochmerle* ou *Don Camillo* – ces gens-là pourraient très certainement le faire.

[PARTIE 2]

AUTEURS, USAGERS, SYMPATHISANTS : LES FORMES D'ENGAGEMENT EN FAVEUR DES BIBLIOTHÈQUES

CHAPITRE 5. MOUVEMENT DE DÉFENSE DES BIBLIOTHÈQUES
PUBLIQUES BRITANNIQUES ENTRE 2010 ET 2015

CHAPITRE 6. POSITIONS DES BIBLIOTHÉCAIRES :
ENTRE MILITANTISME ET PRAGMATISME

CHAPITRE 7. DES AUTEURS ENGAGÉS :
POIDS MÉDIATIQUE ET CONVICTION POLITIQUE

La contestation ouverte et les manifestations publiques ne font pas partie de la culture britannique, et pourtant les professionnels, usagers et sympathisants des bibliothèques ont tout de même décidé de se soulever contre les décisions d'austérité qui touchent les bibliothèques publiques. Au-delà de l'événement en lui-même, dont la chronologie et l'analyse ont été présentées dans la première partie, la seconde partie se concentre sur les réactions que ces fermetures ont eues sur les acteurs – bibliothécaires, militants associatifs, auteurs... – ou les bénéficiaires – usagers des bibliothèques. L'engagement des uns et des autres, à l'heure des réseaux sociaux et de la publication en ligne des grands quotidiens nationaux, a pris des formes variées allant des traditionnels sit-in – pouvant être revisités en « read-in » –

et manifestations d'occupation, à des prises de position virtuelles, nombreux commentaires d'articles, création de blogs, fils twitter, etc. Les contributeurs se posent la question de l'impact de cette mobilisation en ligne. A-t-elle eu la vertu de démultiplier, par effet viral, la prise de conscience des méfaits des fermetures ? A-t-elle permis de les empêcher ou de les retarder ? Analystes et acteurs témoignent de leur détermination, de leurs doutes et de leurs espoirs, et l'on se pose la question de l'ancrage des engagements numériques dans le monde réel, au-delà des traces laissées, qui nous permettent au moins aujourd'hui de les appréhender comme corpus d'étude.

CHAPITRE 5. MOUVEMENT DE DÉFENSE DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES BRITANNIQUES ENTRE 2010 ET 2015

Clémence Fourton expose la « grammaire » des mobilisations de défense des bibliothèques entre 2010 et 2015 qui emprunte autant aux mouvements anti-austérité qu'aux initiatives plus anciennes de promotion des bibliothèques. Le focus qu'elle propose sur l'initiative militante *Save Our Libraries Day* est complété par l'analyse que nous livre **Sylvie Decaux** du documentaire réalisé par deux Londoniennes engagées : *The Safe House: A Decline of Ideas*.

Lorsque le Parti conservateur britannique, mené par David Cameron, arrive au pouvoir en 2010, le Royaume-Uni se remet progressivement de la crise financière de 2008 et de la crise économique qui l'a suivie. Les Conservateurs n'ayant obtenu que 307 sièges aux élections législatives, soit 19 de moins que les 326 nécessaires pour avoir une majorité, ils sont contraints de former une coalition, et c'est vers le Parti libéral-démocrate et ses 57 sièges qu'ils se tournent. Le premier gouvernement britannique de coalition de l'après-guerre voit alors le jour, et il se lance dans un programme de réduction du déficit public sans précédent¹. Ce programme économique, que la postérité a retenu sous le nom d'austérité, a touché tous les domaines et tous les niveaux de l'État, et les quelque 3765 bibliothèques publiques britanniques² n'ont pas été épargnées.

Ces politiques économiques ont été vivement contestées par une partie de la population britannique, et, là encore, le secteur des bibliothèques de lecture ne fait pas exception. Ce chapitre propose donc un regard rétrospectif sur les mobilisations qui ont eu lieu au Royaume-Uni entre 2010 et 2015 dans le but de protéger les bibliothèques contre les effets des politiques d'austérité. Plus précisément, ce chapitre s'attache à montrer quelle a été, entre 2010 et 2015, la « grammaire » du mouvement de défense des bibliothèques. L'expression « grammaire des mouvements sociaux » est empruntée à la sociologie pragmatique³, qui postule que l'analyse sociologique – notamment des

1. Pour une analyse détaillée des différents aspects de la politique de la coalition, voir le numéro de l'*Observatoire de la société britannique* qui lui a été consacré en 2014: Gilles Leydier (dir.), « Le Royaume-Uni à l'heure de la coalition », *Observatoire de la société britannique*, 2014, vol. 15. [En ligne] < <https://journals.openedition.org/osb/1574> >.

2. Voir le chapitre 3 consacré à la question, « Statistiques d'activités des bibliothèques: des armes à double tranchant », page 61.

3. Pour une introduction au champ, voir: Mohamed Nachi, *Introduction à la sociologie pragmatique*, Paris, Armand Colin, 2006.

mouvements sociaux – doit partir des actes et discours des acteurs (c'est en cela qu'elle est pragmatique, puisqu'elle part de ce qui se donne à voir concrètement à l'observatrice). La grammaire d'un mouvement social est alors l'ensemble des règles – tacites ou non – qui permettent aux personnes et groupes qui le composent de travailler ensemble⁴. Mettre au jour ces règles permet donc à la sociologue de restituer la logique interne à ce mouvement. Dans le cas qui nous intéresse, la grammaire du mouvement est donc l'ensemble des règles – aussi bien des normes que des valeurs, des lois que des habitudes – qui sous-tendent et expliquent le fonctionnement du mouvement de défense des bibliothèques de 2010 à 2015.

Pour identifier cette grammaire, on reviendra d'abord sur les politiques d'austérité du gouvernement Cameron-Clegg et sur la façon dont celles-ci ont affecté le réseau britannique des bibliothèques de lecture publique. Dans un second temps, on présentera les caractéristiques du mouvement de défense des bibliothèques émanant du public dans le contexte du mouvement anti-austérité en général, mais aussi par rapport aux initiatives de promotion des bibliothèques qui existaient déjà avant 2010. Pour finir, on analysera les pratiques et discours propres au mouvement de défense des bibliothèques publiques, en prenant comme étude de cas la journée du 9 février 2011, baptisée par les militant.es Save Our Libraries Day.

LES BIBLIOTHÈQUES BRITANNIQUES À L'HEURE DE L'AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE

Le programme d'austérité de la coalition

Les deux composantes d'une politique de réduction du déficit, c'est-à-dire de consolidation budgétaire sont, d'une part, l'augmentation de la fiscalité, et, d'autre part, la baisse de la dépense publique. Dans le cas de la coalition menée par David Cameron, la manière dont la consolidation budgétaire serait effectuée a été annoncée dès le budget d'urgence du 22 juin 2010, quelques semaines seulement après la formation du gouvernement :

Le gouvernement de coalition est convaincu que la majeure partie de la réduction [budgétaire] doit venir d'une baisse des dépenses plutôt que d'une hausse des impôts. Ce pays souffre d'un excès de dépenses, pas d'un manque d'impôts. [...] De là découle notre règle des 80 % : environ 80 % [de la réduction du déficit] proviendra d'une

4. Irène Pereira, *Les grammaires de la contestation*, Paris, La Découverte, 2010, p. 8-9.

*baisse des dépenses et 20 % d'une hausse de la fiscalité*⁵. [The coalition Government believes that the bulk of the reduction must come from lower spending rather than higher taxes. The country has overspent; it has not been under-taxed. [...] This is the origin of our 80:20 rule of thumb – roughly 80 per cent through lower spending and 20 per cent through higher taxes.]

Ce discours du chancelier de l'Échiquier (Chancellor of the Exchequer) George Osborne, ministre conservateur en charge du budget et des finances publiques, indiqua donc d'emblée que les coupes budgétaires joueraient un rôle fondamental dans la politique économique du gouvernement, à hauteur de 32 milliards de livres sterling par an⁶. De même que la coalition était la première depuis la Seconde guerre mondiale, ces coupes budgétaires furent comparées, lors de ce budget inaugural, aux restrictions économiques qu'avait connues le Royaume-Uni lors du conflit de 1939-1945, notamment par l'Institute for Fiscal Studies⁷, think tank britannique pourtant habituellement favorable aux politiques économiques du Parti conservateur.

Du fait de leur ampleur, presque tous les secteurs de l'État social britannique ont été touchés par les économies budgétaires entreprises par le gouvernement de coalition⁸. Mais certains services publics ont été plus durement affectés que d'autres; les bibliothèques publiques sont de ceux-là, et ce pour deux raisons. D'abord, le secteur de la culture dans son ensemble a subi une réduction budgétaire en termes réels de 22 % sur la durée du mandat de la coalition (de 14,3 milliards de livres sterling en 2010-2011 à 11,1 milliards de livres sterling en 2015-2016⁹). Ensuite, et c'est là un point fondamental pour comprendre l'histoire récente des bibliothèques publiques britanniques, le

5. *Hansard*, 22 juin 2010, colonnes 168-169. Toutes les traductions sont de l'auteur de ce chapitre.

6. HM Treasury, *Budget 2010*, p. 2. [En ligne] < https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/248096/0061.pdf >.

7. *BBC News*, 23 juin 2010, "Budget: UK faces worst cuts since World War II says IFS". [En ligne] < <http://www.bbc.co.uk/news/mobile/10393585> >.

8. Pour une analyse détaillée de l'effet des réductions budgétaires par secteur, voir le numéro de l'*Observatoire de la société britannique* sur ce sujet: Nicolas Sowels, Anémone Kober-Smith et Gilles Leydier (dir.), 2017, « Les services publics au Royaume-Uni et en France face aux politiques d'austérité », *Observatoire de la Société Britannique*, 2017. [En ligne] < <https://journals.openedition.org/osb/1888> >.

9. La culture et les affaires religieuses sont traitées ensemble dans ces données. Calcul effectué par l'auteur à partir des données de l'ONS: *Office for National Statistics*, "Country and regional public sector finances: Financial year ending March 2016". [En ligne] < <https://www.ons.gov.uk/economy/governmentpublicsectorandtaxes/publicsectorfinance/articles/countryandregionalpublicsectorfinances/2015to2016> >.

financement de celles-ci est du ressort des collectivités locales (*local authorities*) depuis la loi intitulée *Public Library and Museums Act* de 1964¹⁰.

Or, les collectivités locales ont subi de plein fouet l'austérité, ce qui s'est répercuté dans les budgets alloués aux services dont elles sont responsables. Ainsi, une étude de la géographie de l'austérité à l'échelle régionale et nationale montre que c'est le pays de Galles qui a subi les coupes budgétaires les plus importantes en termes de différence dans les budgets alloués aux services publics entre 2010-2011 et 2012-2013, avec une baisse de 403 £ par habitant.e¹¹. Viennent ensuite les régions du nord de l'Angleterre, avec 284 £ de pertes par habitant.e pour le nord-ouest et 217 £ pour le nord-est. L'agglomération londonienne a également subi des coupes budgétaires importantes, à hauteur de 265 £ par habitant.e. À l'inverse, l'Irlande du Nord a bénéficié d'une augmentation budgétaire importante, avec 105 £ par habitant.e, tandis que l'Écosse et le sud-est de l'Angleterre ont un budget alloué aux services publics quasiment inchangé entre 2010 et 2013.

La combinaison des coupes budgétaires au niveau national et au niveau local a eu des effets majeurs sur le réseau de bibliothèques publiques au Royaume-Uni. Au final, l'association de professionnels du secteur CILIP (*Chartered Institute of Librarians and Information Professionals*) estime que la part du budget britannique allouée aux bibliothèques publiques a chuté de 29 % entre 2009-2010 et 2014-2015¹². Quels ont alors été les effets concrets de ces changements budgétaires pour les bibliothécaires et leurs usager.es ?

Effets de l'austérité sur les bibliothèques

Quelques données chiffrées permettent de saisir l'ampleur des changements survenus entre 2010 et 2016¹³. En termes quantitatifs d'abord : 8 000 emplois de bibliothécaires ont été supprimés (soit un quart de l'ensemble des employé.es du secteur); plus de 300 bibliothèques ont fermé (soit un peu moins de 10 %

10. En Écosse, la législation correspondante a été adoptée en 1973. David McMenemy, *Public Libraries in the UK – History and Values 1*, University of Strathclyde, 6 juin 2018, p. 9.

11. Les calculs concernant les baisses des budgets services publics à l'échelle régionale ou nationale (pour l'Écosse, le pays de Galles et l'Irlande du Nord) ont été effectués par l'auteure à partir des données du gouvernement britannique. Pour permettre la comparaison, les budgets sont ramenés au nombre d'habitant.e par région (ou nation). Voir: *Gov.UK*, "Country and regional analysis: 2013", 21 novembre 2013 : [En ligne] < <https://www.gov.uk/government/statistics/country-and-regional-analysis-2013> >. *Gov.UK*, "Country and regional analysis: 2017", 9 novembre 2017 : [En ligne] < <https://www.gov.uk/government/statistics/country-and-regional-analysis-2017> >.

12. Jon David et Jacqueline Widdowson, "Advocacy for UK Public Libraries 2007-2017", *CILIP*. [En ligne] < <https://fr.slideshare.net/CILIP/advocacy-for-uk-public-libraries-2007-2017> >.

13. Toutes ces données sont tirées d'une enquête menée par la BBC, et dont les résultats ont été présentés dans un article paru en 2016: *BBC News*, "Libraries lose a quarter of staff as hundreds close", 29 mars 2016. [En ligne] < <https://www.bbc.com/news/uk-england-35707956> >.

de l'ensemble des établissements); les bibliobus représentent un tiers des fermetures. Mais l'austérité a également eu des effets qualitatifs sur les bibliothèques, car la diminution drastique du nombre de professionnels du secteur s'est articulée au recrutement de plus de 15 000 bénévoles¹⁴, et au transfert de la gestion de plus de 170 établissements au secteur associatif ou caritatif (qu'on appelle en anglais le troisième secteur, ou encore le tiers secteur¹⁵).

L'austérité a donc eu pour effet à la fois de réduire l'étendue du réseau des bibliothèques publiques britanniques, mais aussi de dé-professionnaliser le secteur, puisque tant la gestion que l'animation des établissements ont été massivement confiées à des acteurs de la société civile. Ces profondes transformations ne sont pas passées inaperçues, et ont causé une colère manifeste chez une partie de la population britannique. Quelle forme a, dans ces conditions, pris le mouvement de défense des bibliothèques publiques entre 2010 et 2015?

DE L'OPPOSITION À L'AUSTÉRITÉ À LA DÉFENSE DES BIBLIOTHÈQUES

Pour saisir la grammaire du mouvement de défense des bibliothèques publiques au Royaume-Uni entre 2010 et 2015, il faut avoir à l'esprit deux éléments fondamentaux. Le premier est que ce mouvement fait partie d'une mobilisation plus générale contre l'austérité, qui s'est développée à partir de 2010, et qui a culminé au cours de l'année 2011 – nous y revenons ci-dessous. Le second est que lorsque la contestation des politiques d'austérité du gouvernement de coalition se développe à partir de l'automne 2010, dans le cas de la défense des bibliothèques, il vient se superposer, et parfois se confondre, avec un réseau préexistant d'organisations diverses dédiées à la promotion de ces institutions, de manière relativement indépendante du contexte politique – ce que l'on appelle dans le monde anglophone « public library advocacy ».

Panorama du mouvement anti-austérité

Le mouvement de réaction aux politiques d'austérité s'est organisé dans trois sphères de la vie publique : la sphère des partis politiques, celle des syndicats et enfin celle que l'on désignera sous le terme de « société civile », et qui est celle sur laquelle on s'arrêtera le plus longuement.

14. La question des bénévoles est abordée dans le chapitre 6, « Positions des bibliothécaires : entre militantisme et pragmatisme », p. 140.

15. Pour une introduction au sujet, voir : Camille Rosenblatt, « Le Tiers Secteur au Royaume-Uni : historique, état des lieux et perspectives », *Think Tank européen Pour la Solidarité*, juin 2013. [En ligne] < <http://www.ess-europe.eu/sites/default/files/wpru2013.pdf> >.

L'arène politique traditionnelle a été le théâtre d'un renouveau de l'opposition travailliste, qui a culminé avec l'élection de Jeremy Corbyn à la tête du Labour Party en septembre 2015. Parallèlement, le Parti écologiste (Green Party) a pour la première fois obtenu une députée à l'issue des élections législatives de 2010, en la personne de Caroline Lucas pour la circonscription de Brighton & Hove. Mais, lors des élections législatives de 2015, le Parti conservateur, alors toujours mené par David Cameron, le Premier ministre sortant, a été réélu, et cette fois avec une majorité absolue. Si les politiques d'austérité de la coalition ont donc entraîné une évolution du champ politique, en poussant une frange du Parti travailliste à réaffirmer avec force son opposition au capitalisme dérégulé et ses avatars, elles n'ont donc pas entraîné, à l'issue du mandat de la coalition, de bouleversement électoral.

La contestation des politiques d'austérité de la coalition s'est également jouée sur le plan syndical. Si les taux de syndication ont connu une légère baisse entre 2010 et 2015, de 26,6 % à 24,7 % des employé.es britanniques¹⁶, l'hiver 2010-2011 a été marqué par une recrudescence de l'activité syndicale contestataire. Une série de manifestations a ainsi été organisée au printemps 2011, série qui culmina le 26 mars 2011 avec le défilé londonien baptisé March for the Alternative. Très suivi, celui-ci a rassemblé 250 000 personnes selon la BBC¹⁷, et le double selon les organisateur.ices, sur un mot d'ordre d'opposition au programme d'austérité du gouvernement. «L'alternative» proposée par les manifestant.es était celle d'une politique économique plus redistributive. Dans le cas des bibliothèques, les syndicats des professionnel.les du secteur – mais aussi ceux de la chaîne du livre dans son ensemble – se sont positionnés pour la défense de l'emploi et des établissements. On peut ainsi citer la prise de position du CILIP, mais aussi de la Society of Authors¹⁸.

Le président de cette renommée association d'écrivains, Philip Pullman, prononça le 20 janvier 2011 à Oxford un discours en défense des bibliothèques, qui fut largement repris et cité sur Twitter, et traduit en français sur le blog *Cittàgazze*¹⁹. Philip Pullman donna au discours une touche personnelle, en s'attardant sur le rôle joué par les bibliothèques dans son propre destin de jeune homme issu d'un milieu populaire, devenu un écrivain reconnu internationalement. Il mentionna ainsi les bibliothèques de son enfance, mais aussi l'aide apportée par un bibliothécaire pour mener à bien les recherches documentaires

16. Gov.UK, "Trade union statistics 2018", 30 mai 2019. [En ligne] < <https://www.gov.uk/government/statistics/trade-union-statistics-2018> >.

17. BBC News, "Anti-cuts march: tens of thousands at London protest", 27 mars 2011. [En ligne] < <http://www.bbc.com/news/uk-12864353> >.

18. Society of Authors, "About Us". [En ligne] < <https://www.societyofauthors.org/About-Us> >.

19. Cittàgazze, «Laissez nos bibliothèques en paix!». [En ligne] < <https://www.cittagazze.com/article.php?id=172> >.

sur lesquelles s'appuie *La belle sauvage*, publié en 2017. Son discours est donc à comprendre comme un usage tactique par l'auteur de son statut d'acteur du champ littéraire identifié comme tel, mais dont la voix porte – du fait de son succès critique et commercial – au-delà des frontières de celui-ci.

Enfin, et c'est là la principale spécificité de la période sur le plan de l'espace du mouvement social britannique, les politiques d'austérité ont donné lieu à la création de dizaines de groupes militants *ad hoc*. Ces collectifs dédiés spécifiquement à la lutte contre l'austérité sont caractérisés par une grande diversité de taille, de composition, d'échelle d'organisation, et de thème. Nous en avons proposé ailleurs une typologie dont nous restituons ici les principaux éléments²⁰. Les organisations de la société civile – hors partis et syndicats – impliquées dans la dénonciation des politiques d'austérité britannique peuvent ainsi être regroupées en quatre catégories : les œuvres caritatives, les collectifs généralistes, les collectifs thématiques et les groupes identitaires, sur lesquels nous ne nous arrêterons pas ici car ils ne concernent pas les bibliothèques.

Encadré 2. Laissez nos bibliothèques en paix ! (extraits)

Nous proposons quelques extraits, traduits pour cette édition¹, du discours prononcé le 20 janvier 2011 par Philip Pullman lors d'une réunion qui a fait salle comble, organisée pour la défense des bibliothèques de l'Oxfordshire.

« Le gouvernement, en la personne de M. Eric Pickles, véritable personnage de Dickens, a sabré le budget alloué aux collectivités locales, tout en leur confiant la responsabilité de réaliser des économies. Certaines d'entre elles ont réagi avec enthousiasme, d'autres moins ; certaines ont décidé de protéger leurs bibliothèques, d'autres ont piétiné les leurs, comme l'évêque fanatique Théophile qui, en l'an 391, avait dévasté la bibliothèque d'Alexandrie et ses centaines de milliers de livres porteurs d'apprentissage et d'érudition.

Ici, dans l'Oxfordshire, nous sommes menacés de la fermeture de 20 de nos 43 bibliothèques publiques. M. Keith Mitchell, le chef du conseil du comté, a déclaré la semaine dernière dans l'*Oxford Times* que les réductions budgétaires étaient inévitables et nous invite à proposer ce que nous ferions à sa place. Quelles seraient ces réductions ? Sacrifierions-nous les soins aux personnes âgées ? Ou les services de la jeunesse se retrouveraient-ils à la rue ?

Je ne pense pas que nous devions accepter cette proposition. Ce n'est pas à nous de réduire les services. C'est son travail de les protéger.

20. Pour une étude détaillée des différents types de structures militantes engagées contre l'austérité, voir : Clémence Fourton, « Cartographie de l'espace citoyen anti-austérité au Royaume-Uni depuis la crise de 2008 », *Observatoire de la société britannique*, vol. 23, 2018. [En ligne] < <http://journals.openedition.org/osbj/3018> >.



Je ne pense pas non plus que nous devons répondre à l'idée stupide que les bibliothèques peuvent rester ouvertes si elles sont gérées par des bénévoles. Quelle condescendance! Pense-t-il que le travail d'un bibliothécaire est si simple, si vide de contenu, que n'importe qui peut le faire en échange d'un remerciement et d'une tasse de thé? Pense-t-il que tout ce que fait un bibliothécaire, c'est de ranger les étagères? Et qui sont ces volontaires? Qui sont ces gens dont la vie est si vide, dont le temps s'étale devant eux comme les steppes immenses de l'Asie centrale, qui n'ont pas de famille à charge, pas de travail à faire, pas de responsabilités d'aucune sorte, et qui sont pourtant si riches qu'ils peuvent consacrer des heures de leur temps chaque semaine à travailler gratuitement? Qui sont ces bénévoles? Connaissez-vous quelqu'un qui pourrait donner de son temps de cette manière? S'il y a quelqu'un qui a le temps et l'énergie de travailler pour rien pour une bonne cause, il est probable qu'il travaille déjà pour un foyer tenu par une association, qu'il dirige une équipe de football locale ou qu'il aide des familles de malades. Qu'est-ce qui va les inciter à arrêter de faire ce genre de choses et à se mettre à travailler dans une bibliothèque à la place? [...]

C'est la Big Society, voyez-vous. Elle doit être grande, pour abriter autant de bénévoles.

[...]

Imaginons deux communautés qui ont appris que leur bibliothèque locale allait être fermée. L'une d'entre elles est peuplée de personnes bénéficiant de pensions de retraite généreuses, de beaucoup de temps libre, d'une grande expérience dans la négociation de demandes de financement et ce genre de choses, de connexions à haut débit dans chaque foyer, de deux voitures dans chaque foyer, de systèmes de surveillance du voisinage dans chaque rue, le tout organisé et en état de marche. Soyons clairs, j'aime les gens comme ça. Ils sont l'épine dorsale de nombreuses communautés. Je les approuve et j'approuve leur désir de faire quelque chose pour leurs villages ou leurs villes. Je ne les blâme pas.

Mais ils ont certains avantages que l'autre communauté, la deuxième dont je parle, n'a pas. Dans cette deuxième communauté, il y a des gens sans emploi, des familles monoparentales, de jeunes mères qui ont du mal à s'occuper de leurs enfants, et quant au haut débit et aux deux voitures, ils peuvent avoir un vieil ordinateur, lent, s'ils sont chanceux et une vieille camionnette déglinguée pour laquelle ils craignent de passer le contrôle technique. Des gens pour qui une expédition au centre d'Oxford prend beaucoup de temps à organiser, beaucoup d'énergie à négocier, à mettre des vêtements chauds aux enfants, à installer la poussette et les affaires de bébé, et le bus n'est pas gratuit non plus – vous pouvez l'imaginer. Laquelle de ces deux communautés va proposer une solution pour financer sa bibliothèque locale?

Mais l'une des rares choses qui rendent la vie supportable pour la jeune mère issue de la deuxième communauté en ce moment est une séance hebdomadaire d'histoires dans la bibliothèque de quartier, celle qui se trouve juste en bas de sa rue. Elle peut s'y rendre avec le petit et le bébé et s'asseoir au chaud, dans un endroit propre, sûr et convivial, un endroit qui les rend heureux, elle et ses enfants. Mais est-ce que cette maman ou les personnes âgées qui utilisent la bibliothèque disposent de tout cet héritage de richesse et de confiance sociale, de relations politiques et d'expérience administrative et ont le temps et l'énergie nécessaires pour être bénévoles au même titre



que les membres de la première communauté? Et combien de personnes peuvent se porter volontaires pour faire cela, alors qu'elles font déjà tant d'autres choses?

Ce que je déteste personnellement dans cette culture de la surenchère, c'est qu'elle oppose une communauté, un groupe, une école à une autre. Si l'une gagne, l'autre perd. J'ai toujours détesté cela. Cette culture a commencé à apparaître lorsque j'ai quitté la profession d'enseignant il y a 25 ans, et je voyais ce qui était en train de se passer. D'une certaine manière, c'est une abdication de responsabilité. Nous élisons des gens pour décider des choses, et ils ne veulent pas vraiment décider, alors ils mettent en place cette surenchère absurde et ensuite ils ne sont pas vraiment responsables du résultat. "Si la communauté le voulait vraiment, elle aurait fait une meilleure offre... Je ne peux rien y faire... J'ai les mains liées..."

Le spectre de la cupidité est partout. Cet immeuble de bureaux ne rapporte pas assez d'argent: démolissez-le et construisez un immeuble d'appartements. Les appartements ne rapportent pas assez d'argent: démolissez-les et construisez un hôtel. L'hôtel ne rapporte pas assez d'argent: démolissez le bâtiment et construisez un cinéma multiplexe. Le cinéma ne rapporte pas assez d'argent: démolissez-le et construisez un centre commercial.

Le spectre de la cupidité comprend bien le profit. Mais c'est tout ce qu'il comprend. Ce qu'il ne comprend pas, ce sont les entreprises qui ne génèrent pas de profit, parce qu'elles ne sont pas créées pour faire cela, mais pour faire quelque chose de différent. Il ne comprend pas du tout les bibliothèques, par exemple. Celle-ci – combien d'argent a-t-elle rapporté l'année dernière? Pourquoi ne demandez-vous pas des amendes plus élevées? Pourquoi ne faites-vous pas payer les cartes de bibliothèque? Pourquoi ne pas faire payer chaque recherche dans le catalogue? La réservation de livres – vous devriez faire payer beaucoup plus cher pour cela. Ces étagères là-bas, qu'y a-t-il dessus? De la philosophie? Et combien de personnes les ont regardées la semaine dernière? Trois? Videz ces étagères et remplissez-les de mémoires de célébrités.

[...]

Je me souviens encore de ma première carte de bibliothèque. Cela devait être vers 1957. Ma mère m'a emmené à la bibliothèque publique, juste à côté de Battersea Park Road, et m'a inscrit. J'étais ravi. Tous ces livres, et j'avais le droit d'emprunter tout ce que je voulais! Et je me souviens de certains des premiers livres que j'ai empruntés et dont je suis tombé amoureux: les livres *Moumine le troll* de Tove Jansson; un roman français pour enfants intitulé *Cent millions de francs*; pourquoi m'a-t-il tant plus? Pourquoi l'ai-je lu et relu, et l'ai-je emprunté plusieurs fois? Je ne sais pas. Mais quel cadeau à offrir à un enfant, cette chance de découvrir que l'on peut aimer un livre et les personnages qu'il contient, devenir leur ami et partager leurs aventures dans sa propre imagination.

[...]

J'aime le service des bibliothèques publiques pour ce qu'il a fait pour moi en tant qu'enfant, en tant qu'étudiant et en tant qu'adulte. Je l'aime parce que sa présence dans une ville ou un village nous rappelle qu'il y a des choses au-dessus du profit, des choses dont le profit ne connaît rien, des choses qui ont le pouvoir de dérouter le spectre cupide du dogme capitaliste de marché, des choses qui représentent



la décence civique et le respect du public pour l'imagination et la connaissance et la valeur des plaisirs simples.

C'est pour cela que je l'aime, tout comme les citoyens de Summertown, Headington, Littlemore, Old Marston, Blackbird Leys, Neithrop, Adderbury, Bampton, Benson, Berinsfield, Botley, Charlbury, Chinnor, Deddington, Grove, Kennington, North Leigh, Sonning Common, Stonesfield, Woodcote.

Et Battersea.

Et Alexandria.

Laissez les bibliothèques tranquilles. Vous ne connaissez pas la valeur de ce dont vous vous occupez. Elles sont trop précieuses pour être détruites.»

1. Traduction de Cécile Touitou et Clémence Fourton.

Philip Pullman, "Leave the libraries alone. You don't understand their value", *False Economy*, 25 janvier 2011. [En ligne] < <http://falseeconomy.org.uk/blog/save-oxfordshire-libraries-speech-philip-pullman> >.

Une traduction in extenso est proposée par le blog *Cittàgazze*, « Laissez nos bibliothèques en paix! ». [En ligne] < <https://www.cittagazze.com/article.php?id=172> >.

Les *charities* revendicatives : "Once you close a library, there is nowhere for a volunteer to help"

D'abord, les œuvres caritatives (*charities*) ont rempli, entre 2010 et 2015, une fonction revendicative. Ces organisations du tiers secteur sont caractérisées par une grande stabilité organisationnelle: ce sont des structures qui existaient avant – et parfois bien avant – 2010 et qui ont adapté leur activité au contexte politique et économique. Dans le secteur qui nous intéresse ici, c'est par exemple le cas de The Library Campaign, organisation créée en 1984 et qui est formellement une *charity* depuis 2004.

Plus généralement, les œuvres caritatives se sont trouvées, dans le contexte des politiques d'austérité, dans une position ambivalente. D'un côté, le chef du Parti conservateur, David Cameron, avait placé au cœur de sa campagne électorale son projet de Big Society qui devait faire des *charities* et des bénévoles qui les animent des relais, voire des substituts à l'action étatique en matière de santé, d'éducation ou de culture. Mais d'un autre côté, les *charities* ont été elles-mêmes touchées de plein fouet par les réductions budgétaires, en particulier celles des localités les plus défavorisées²¹, ce qui a amené certaines figures emblématiques du troisième secteur à s'exprimer dans les médias pour mettre la coalition face à ses contradictions. Ce fut le cas de Stephen Bubb,

21. David Clifford, "Charitable organisations, the Great Recession and the Age of Austerity: Longitudinal Evidence for England and Wales", *Journal of Social Policy*, 2017, vol. 46, n° 1, p. 1-30.

directeur de l'ACEVO²², l'association des président.es d'œuvres caritatives pour qui « la Grande Société est vide de sens lorsque le troisième secteur est à la peine »²³; ou encore d'Elisabeth Hoodless, anciennement directrice d'une grande *charity*, qui déclara sur le ton de la provocation: « Un.e bénévole n'a nulle part où proposer son aide, quand les bibliothèques ont été fermées. »²⁴

Les collectifs généralistes : "Books not bonuses!"

Le second type d'organisation de la société civile impliquées dans la défense des bibliothèques britanniques contre les politiques d'austérité, et sur lequel nous allons nous arrêter plus longuement, est celui des collectifs généralistes, qui apparaissent directement en réaction aux premières annonces budgétaires du gouvernement de coalition. Parmi la dizaine de collectifs de ce type, qui portent, de manière plus ou moins explicite, un projet politique de justice sociale, deux organisations, au fonctionnement fort différent, ont joué un rôle particulièrement important dans la lutte contre les politiques d'austérité.

D'une part, UK Uncut, créée en 2010, est une organisation qui favorise l'action directe, et qui décrit son action ainsi :

*UK Uncut est un mouvement populaire dont le but est de montrer qu'il y a des alternatives à l'austérité. Nous recourons à des actes créatifs de désobéissance civile pour montrer notre opposition aux coupes budgétaires que le gouvernement impose aux services publics*²⁵. [UK Uncut is a grassroots movement taking action to highlight alternatives to austerity. We use acts of creative civil disobedience to show our opposition to the Government's cuts to our public services.]

« L'alternative » qui est au centre des actions de UK Uncut est celle d'une taxation progressive, ainsi qu'une politique de lutte radicale contre l'évasion fiscale. Aux premiers temps des actions menées sous la bannière de UK Uncut, la cible privilégiée des militant.es était alors les grandes entreprises ne payant pas leurs impôts au Royaume-Uni. Il s'agissait d'organiser des actions opposant clairement ces pratiques capitalistes à l'utilité sociale des services

22. Association of Chief Executives of Voluntary Organisations: < <https://www.acevo.org.uk> >.

23. Stephen Bubb, "The 'big society' means little when charities are suffering", *The Guardian*, 8 janvier 2013. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/commentisfree/2013/jan/08/big-society-charities-suffering> >.

24. Hélène Mulholland, "Cuts undermining 'big society', says senior charity chief", *The Guardian*, 7 février 2011. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/society/2011/feb/07/cuts-undermining-big-society-charity-chief> >.

25. UK Uncut, "About us": < <https://www.ukuncut.org.uk/about/> >.

Les collectifs thématiques : des ami.es des bibliothèques aux ennemi.es du gouvernement

Enfin, le troisième type d'organisations impliquées dans la défense des bibliothèques dans le contexte des politiques d'austérité est celui des collectifs dédiés spécifiquement à cette cause – sur le même principe que les collectifs consacrés à la défense du service public d'éducation, ou de santé. Certains de ces collectifs sont nationaux, comme l'initiative baptisée Campaign for the Book, créée par l'auteur Alan Gibbons²⁷ en 2008, Voices for the Library créée en 2010, ou encore le site *Public Library News* lancé en 2010 par le bibliothécaire Ian Anstice²⁸. D'autres au contraire apparaissent en fonction d'enjeux locaux, lorsqu'une bibliothèque en particulier est menacée de fermeture, de réduction de personnel ou de diminution des plages d'ouverture au public. S'il est très difficile de procéder à une recension exhaustive des collectifs locaux, du fait de leur nature parfois très informelle et éphémère, l'organisation caritative The Library Campaign, déjà évoquée, propose sur son site une liste de collectifs locaux, classés par régions²⁹.

L'étude de la liste proposée par The Library Campaign permet de saisir plus précisément comment est structurée la nébuleuse des collectifs thématiques dédiés à la défense des bibliothèques. Au total, ce sont 254 collectifs qui sont répertoriés – répartis entre l'Écosse, le pays de Galles et l'Angleterre, dont 239 en Angleterre – et qui se déploient à l'échelle de la ville ou du comté. C'est donc un nombre considérable, puisque l'Angleterre comptait en 2010 quelque 4290 bibliothèques. Pourtant, tous ces collectifs ne sont pas apparus entre 2010 et 2015 : ils s'appuient sur le réseau existant des associations prenant part aux activités de promotion des bibliothèques (*advocacy*).

Ces groupes de promotion existent depuis le développement des bibliothèques publiques au XIX^e siècle ; ils rassemblent explicitement les « ami.es » d'une bibliothèque donnée (Friends of the Library) – ces ami.es pouvant être des mécènes ou simplement des usager.es de l'établissement. Il s'agit donc là d'un réseau pérenne, dont l'histoire commence bien avant la séquence des politiques d'austérité³⁰ : en 1998, un rapport dénombre 150 associations

27. Voir l'entretien avec Alan Gibbons en page 176.

28. Voir l'entretien avec Ian Anstice en page 87.

29. The Library Campaign, "Library Groups and Campaigns". [En ligne] < <http://www.librarycampaign.com/local-groups/> >.

30. Les références sur les « ami.es des bibliothèques » dans le contexte britannique ne sont pas très nombreuses (contrairement au contexte américain). On pourra néanmoins se référer aux deux textes suivants. Pour une histoire de l'*advocacy* des deux côtés de l'Atlantique, voir : Donald William Krummel (dir.), *Organizing the Library's Support: Donors, Volunteers, Friends*, University of Illinois, 1979, vol. 25. Disponible en ligne : < <https://archive.org/details/organizinglibraralalle/page/30> >.

Sur les associations d'ami.es des bibliothèques au Royaume-Uni, voir la thèse de doctorat suivante :

d'ami.es des bibliothèques au Royaume-Uni³¹. D'après le recensement effectué par The Library Campaign, la Grande-Bretagne compte 129 groupes amis des bibliothèques – l'ordre de grandeur par rapport aux données de 1998 est donc le même. À ceux-là s'ajoutent 71 collectifs dont le nom fait explicitement référence à leur volonté de défendre, et sauver, leur(s) bibliothèque(s) locale(s) – Save Our Library. Enfin, 54 groupes n'appartiennent à aucune de ces deux catégories – certains penchent du côté de l'*advocacy* traditionnelle, en se présentant comme une association d'usager.es (Camden Public Libraries Users Group, par exemple), et d'autres à l'inverse du côté de la campagne de défense contre l'austérité, en faisant référence dans leur nom à une volonté de se mobiliser collectivement (Surrey Libraries Action Movement, par exemple).

De cette liste, nous pouvons encore dire deux choses, qui nous renseignent sur la façon dont le réseau des associations d'*advocacy* s'articule à celui des collectifs anti-austérité dédiés aux bibliothèques. D'abord, l'étude de la liste de The Library Campaign met en évidence que le nombre d'associations d'*advocacy* dans une région donnée est presque toujours supérieur au nombre de groupes anti-austérité qui s'y développent – peut-être parce que le besoin de tels collectifs se fait moins sentir quand le réseau d'*advocacy* est performant. Ensuite, et ce constat va dans le même sens, les cas où coexistent, sur un même territoire, une association d'ami.es et une campagne anti-austérité sont très rares : seules cinq bibliothèques sont dans ce cas (deux bibliothèques londoniennes, Marcus Garvey Centre et Upper Norwood Library ; la Redland Library à Bristol ; la Northenden Library à Manchester ; et enfin la Walkley Library de Sheffield). Le fait que les associations d'ami.es et les collectifs anti-austérité ne coexistent que dans de rares cas – et toujours dans de grandes agglomérations – laisse à penser que ces deux types d'organisations remplissent en fait les mêmes fonctions. Promouvoir la bibliothèque et ses activités et la défendre contre une éventuelle fermeture apparaissent donc comme deux causes dont le rapport est à penser davantage en termes de continuité que de rupture.

La lutte contre les effets de l'austérité budgétaire sur le service public des bibliothèques s'est donc déployée dans des organisations de différents types, aux inspirations politiques et aux objectifs variables. Ainsi, des œuvres caritatives basées sur le bénévolat ont travaillé dans la même direction que des organisations militantes dont les objectifs étaient ceux d'un changement

... Kim Young-seok, *Public Libraries and Friends of the Library Groups: the Influence of Friends Groups on Public Library Policy*, University of Sheffield, 2003. Disponible en ligne : < <http://etheses.whiterose.ac.uk/14484/1/419441.pdf> >.

31. G. Smith, *Friends of Libraries*, Library and Information Commission Research Report 5, Bruton, Capital Planning Information, 1999.

social d'ampleur, ainsi que des collectifs dédiés spécifiquement aux bibliothèques, dans une perspective de développement de leurs activités ou de défense de leur existence. Afin de mieux saisir la grammaire de ce mouvement hétéroclite, il s'agit donc maintenant de regarder, à l'échelle d'une journée d'action en particulier, comment s'est faite la lutte pour la défense des bibliothèques.

ÉTUDE DE CAS : SAVE OUR LIBRARIES DAY

Le samedi 5 février 2011, dans un contexte de forte mobilisation contre les politiques d'austérité du gouvernement, Alan Gibbons et sa Campaign for the Book sont à l'origine de l'organisation d'une journée destinée à faire connaître le mouvement de défense des bibliothèques, Save Our Libraries Day. L'événement est très suivi, et devient un rendez-vous annuel, baptisé National Libraries Day dès l'année suivante. Lors de la première édition, Benedicte Page, journaliste littéraire du *Guardian*, dénombre 80 événements³². Cette journée mérite qu'on s'y arrête, car en plus d'avoir constitué un moment important de la mobilisation pour les bibliothèques, elle est aussi représentative de la composition et du fonctionnement de ce mouvement.

Des actions créatives et signifiantes

Parmi les événements organisés le 5 février 2011 figuraient de nombreux *Read-Ins* et un *Shhh-In* (« *shhh* » étant l'équivalent en anglais de notre « chut ! »), ouvert à tou.tes les usager.es et bibliothécaires. Le collectif derrière le blog *Voices for the Library*, actif de 2010 à 2017, encouragea ainsi les collectifs locaux à organiser leurs propres *read-ins*, notamment à l'approche du 5 février 2011, et publia pour cela un petit guide. Celui-ci donnait des conseils pratiques quant à l'organisation de tels événements, et résumait aussi leur philosophie et leurs objectifs :

C'est vraiment à vous de décider comment se déroulera votre read-in. Comme son nom l'indique, cela peut être un groupe de gens qui entre dans la bibliothèque pour y lire en silence. Mais cela peut aussi être beaucoup plus festif. Save Doncaster Libraries organise des read-ins depuis juillet. Des auteur.es, des poètes et des musicien.nes s'y

32. Benedicte Page, "Protests across the UK expected for Save Our Libraries Day", *The Guardian*, 4 février 2011. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2011/feb/04/protests-save-our-libraries-day> >.

*sont produits, pas seulement pour encourager les gens qui se battent contre les fermetures de bibliothèques, mais aussi pour montrer ce qui peut avoir lieu dans des bibliothèques, et qui est très précieux pour les habitant.es des environs, en particulier les jeunes enfants et les familles. Des gens y ont pris la parole pour dire ce que les bibliothèques représentent pour eux et expliquer les effets négatifs que les fermetures auront sur leur vie. Et, bien sûr, les read-ins se prêtent parfaitement à faire signer des pétitions contre les coupes budgétaires visant les bibliothèques*³³. [It really is up to you as to what will be happening at your Read-In. It could be exactly what it says on the tin – a large group of people descending upon the library to read quietly. Or, it could be a much more vibrant event. Save Doncaster Libraries have been holding Read-Ins since July. There have been authors, poets and musicians who've put on entertainment, not only to lift the spirits of people fighting library closures, but also to show what kind of things can take place in libraries that are of real value to communities, particularly young children and families. Members of the public have spoken publicly about what the library service means to them and how their lives will change for the worse without it. And of course, Read-Ins are the perfect place to get lots of people to sign petitions against cuts to libraries.]

Le *read-in* est donc directement inspiré du « sit-in » employé dans les mouvements de désobéissance civile, et adapté au contexte de la bibliothèque. Il s'agit là d'une réutilisation d'un mode d'action existant : tout en signifiant leur spécificité et leur créativité, cela permet aux opposant.es au gouvernement d'inscrire leur action dans le temps long du mouvement social. De la même façon, lors du *Shhh-In* organisé à la Sheffield Central Library³⁴ (toujours le 5 février 2011), les personnes présentes étaient invitées à s'exclamer « chut ! » toutes en même temps, avant d'acclamer les bibliothèques. L'onomatopée « chut » évoque l'image des bibliothécaires en tant que garant.es du silence dans les salles de lecture ; en faire un cri de ralliement est une manière de revendiquer cet aspect de la profession. C'est aussi, parce qu'il est paradoxal de « faire chut » aussi bruyamment que possible, une façon de montrer que ces lieux de calme n'en sont pas moins vivants. On retrouve, dans le choix de

33. *Voices for the Library*, "Read-Ins". [En ligne] < <http://www.voicesforthelibrary.org.uk/campaigns/read-ins/> >.

34. Vanessa Thorpe, "Writers stage a 'shhh-in' against coalition plans to close 450 libraries", *The Guardian*, 6 février 2011. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2011/feb/05/library-closures-coalition-cuts-writers-protest> >.

modes d'action à la fois créatifs et signifiants, les habitudes militantes de UK Uncut, qui ont fait des émules en dehors des banques londoniennes.

Tandis que le *Shhh-In* de Sheffield était organisé par un collectif de bibliothécaires, baptisé Library Workers for a Brighter Future, et créé en novembre 2010 dans cette ville du nord de l'Angleterre, un escadron d'auteur.es volant.es (*Flying Authors*³⁵) de la région de Gloucester avait été réuni sur la proposition d'un collectif d'usager.es des bibliothèques du Gloucestershire, dans le sud-ouest de l'Angleterre, et nommé Friends of Gloucestershire Libraries : en plus des personnalités du monde de la culture et des livres, ce sont donc tant les usager.es que les professionnel.les des bibliothèques qui ont participé au Save Our Libraries Day.

Paroles de militant.es

Pour finir, penchons-nous enfin sur les discours de participant.es au *Shhh-In* de Sheffield, tels qu'ils sont donnés à entendre dans un petit film tourné lors de l'événement : les personnes interrogées, qui – toutes sauf une – sont des femmes, et témoignent de manière anonyme, mettent en avant des arguments qui renvoient aux différentes composantes du mouvement de défense des bibliothèques.

D'abord, plusieurs usagères interrogées insistent sur le fait que les bibliothèques assurent un accès égalitaire à la culture :

*Je suis venue à la bibliothèque la semaine dernière et j'ai emprunté des livres sur l'art. C'était super de simplement pouvoir les feuilleter et de les emmener en vacances. [...] Mais ce qui me frappe surtout, c'est le nombre de personnes qui utilisent les ordinateurs. [...] Il y a beaucoup beaucoup de gens, qui n'auraient tout simplement pas accès à internet s'il n'y avait pas de bibliothèques*³⁶. [I came down to the library last week and borrowed some books on art, which is absolutely great, just being able to leaf through them and take them away on holiday with me [...]. But the thing I really note about libraries is the number of people using the computers. [...] Loads and loads of people who just wouldn't have access to the web if it weren't for our libraries.]

35. John Dougherty, "Attack of the Flying Authors", *An Awfully Big Blog Adventure*, 8 février 2011. [En ligne] < <http://awfullybigblogadventure.blogspot.com/2011/02/attack-of-flying-authors-john-dougherty.html> >.

36. YouTube, 5 février 2011, « Saveourlibrariesshhh ». [En ligne] < <https://www.youtube.com/watch?v=uMEPT2SLR64> >, minutage : 0:32-0:45.

C'est vraiment important pour nos enfants, parce qu'ils aiment les livres, cela aide pour [le développement de] la parole et leur vocabulaire. Ça fait partie de notre programme de la semaine, et ce serait vraiment dommage de perdre cette chance³⁷. [« It's really important for our children because they love books, and it helps with their speech and their vocabulary and it's part of our week and it would be a real shame to lose that opportunity.]

Les bibliothèques sont indispensables, c'est là que naît la culture, et c'est là qu'elle se développe³⁸. [We can't do without libraries; it's where culture starts and where it grows.]

Pour la première usagère, que ce soit pour des livres d'art, au prix d'achat très élevé, ou pour l'accès à internet, les bibliothèques donnent accès à des productions culturelles ou des services qui seraient autrement inabordables. La deuxième insiste sur la notion d'égalité des chances, en particulier pour le développement cognitif et langagier des enfants, qui est indissociable d'un accès à des productions culturelles. La troisième, enfin, fait des bibliothèques le nœud d'une politique culturelle. Pour ces trois personnes, la défense des bibliothèques est avant tout un engagement en faveur de la justice sociale et culturelle.

Ensuite, les bibliothèques sont également défendues dans ce film en tant que « tiers lieu³⁹ », qui n'est ni le lieu de travail ni le domicile. En cela, ce n'est pas la fonction première des bibliothèques – la consultation et l'emprunt de documents – qui est mise en avant, mais bien tout ce que ces espaces offrent en plus de cela :

Il ne s'agit pas seulement de prêter des livres [...], c'est aussi un lieu de rencontre, où les gens se retrouvent : les jeunes enfants viennent faire des activités, les personnes âgées viennent pour leurs clubs⁴⁰. [It's not just about lending books [...], it's also a social place where people meet; young children meet to do activities, older people meet for clubs.]

L'ambiance est vraiment agréable et je comprends pourquoi beaucoup de gens y passent beaucoup de temps⁴¹. [The atmosphere is

37. *Idem*, minutage : 1:41-1:52.

38. *Idem*, minutage : 2:12-2:20.

39. Ray Oldenburg, *The Great Good Place : Cafes, Coffee Shops, Bookstores, Bars, Hair Salons, and Other Hangouts at the Heart of a Community*, New York, Paragon House, 1989.

40. YouTube, 5 février 2011, « Saveourlibrariesshhhh », déjà cité, minutage : 1:13-1:30.

41. *Idem*, minutage : 1:55-2:08.

really congenial and I can see why a lot of people spend a lot of time here.]

Pour ces deux usagères, c'est donc bien la bibliothèque en tant qu'espace ouvert à la population locale qui est à défendre. Pour ces cinq premières usagères, les bibliothèques sont donc à défendre *en tant que telles*, en tant qu'institutions ayant leurs propres spécificités, et produisant des effets irremplaçables. Ce sont donc les mêmes ressorts politiques que l'on retrouve chez les collectifs dédiés spécifiquement à la défense des bibliothèques, qu'il s'agisse d'associations d'amies, de *charities*, ou de collectifs créés après 2010.

Le troisième type d'arguments en faveur des bibliothèques consiste à replacer celles-ci dans le contexte plus général de la lutte contre la destruction des services publics :

*Je pense que c'est vraiment important de conserver, autant que possible, des services publics qui fonctionnent*⁴². [I think it's really important we keep our public services going as much as possible.]

*Il faudrait aussi réfléchir plus clairement à la façon dont les réductions des financements publics affectent, localement, l'économie et les services publics [...] et [touchent] l'État providence en général*⁴³. [I would also think more clearly about how public cuts are affecting local economies and local public services [...] and [tackling] the welfare state in general.]

Pour ces deux usagères, la défense des services publics tient à un engagement politique plus général, qui défend un modèle social où l'État est un acteur majeur des institutions sociales et culturelles. C'est donc le type d'arguments que l'on trouve chez les organisations généralistes du type The People's Assembly Against Austerity.

Enfin, deux usager.es mettent en avant un argumentaire qui porte sur la répartition des ressources économiques à l'échelle de la société dans son ensemble :

*La taxe « Robin des bois » est une taxe minuscule sur les transactions bancaires internationales, elle n'affecte pas le commun des mortels, et elle pourrait rapporter des milliards [...] qui pourraient être utilisés pour sauver les services publics*⁴⁴. [The Robin Hood tax is just a very very tiny tax on international banking transactions,

42. *Idem*, minutage : 1:01-1:12.

43. *Idem*, minutage : 7:10-7:28.

44. *Idem*, minutage : 5:38-6:13.

it doesn't affect ordinary people, and it could bring billions [...] which could save services in this country.]

*Il y a une alternative : on perd énormément d'argent du fait de l'évasion et de la fraude fiscales*⁴⁵. [There is an alternative: there's a huge amount of loss through tax evasion and tax avoidance.]

Ces deux usager.es replacent donc la question du financement des bibliothèques publiques dans une analyse internationale de la répartition des richesses ; ce n'est pas un hasard que ce soit justement ces deux usager.es qui se présentent comme membres d'un parti politique – le Parti écologiste pour la première et le Parti travailliste pour le second – car leur action en faveur des bibliothèques s'articule à un engagement politique pour une transformation sociale plus globale.

On peut donc dire que le mouvement de défense des bibliothèques britanniques contre les politiques d'austérité s'est développé en même temps que s'est organisée, plus généralement, la contestation de la politique du gouvernement de coalition mené par David Cameron. Les défenseurs des bibliothèques ont ainsi organisé leurs événements dans l'effervescence militante de l'hiver 2010-2011, et certaines composantes du mouvement anti-austérité global, de même que leurs discours et pratiques, se retrouvent à l'échelle de la mobilisation pour les bibliothèques.

Mais cette dimension du mouvement, si elle est centrale, ne permet pas à elle seule de rendre compte de la façon dont s'est faite la défense des bibliothèques : celle-ci s'est aussi appuyée sur des structures de promotion des bibliothèques indépendantes du contexte politique des années 2010. Ce mouvement a donc renouvelé le champ de la promotion des bibliothèques, qui s'est trouvé paradoxalement revitalisé par des politiques dont les effets auraient dû être la diminution de l'influence de ces lieux. En dernière analyse, ce qui frappe dans la grammaire du mouvement, c'est donc sa capacité à démontrer, par ses choix mêmes d'action et de mots, que les établissements qu'il défend sont des lieux de créativité, de rencontre et d'expression, à rebours du discours politique de l'époque, qui y voyait des institutions dispensables.

45. *Idem*, minutage : 6:16-7:09.

Références bibliographiques

BBC News, “Budget: UK faces worst cuts since World War II says IFS”, 23 juin 2010. [En ligne] < <http://www.bbc.co.uk/news/mobile/10393585> >.

BBC News, “UK Uncut activists target Barclays Bank branches”, 19 février 2011. [En ligne] < <https://www.bbc.com/news/uk-england-london-12514687> >.

BBC News, “Anti-cuts march: tens of thousands at London protest”, 27 mars 2011. [En ligne] < <http://www.bbc.com/news/uk-12864353> >.

BBC News, “Libraries lose a quarter of staff as hundreds close”, 29 mars 2016. [En ligne] < <https://www.bbc.com/news/uk-england-35707956> >.

Stephen Bubb, “The ‘big society’ means little when charities are suffering”, *The Guardian*, 8 janvier 2013. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/commentisfree/2013/jan/08/big-society-charities-suffering> >.

David Clifford, “Charitable organisations, the Great Recession and the Age of Austerity: Longitudinal Evidence for England and Wales”, *Journal of Social Policy*, 2017, vol. 46, n° 1, p. 1-30.

Jon David et Jacqueline Widdowson, “Advocacy for UK Public Libraries 2007-2017”, *CILIP*. [En ligne] < <https://fr.slideshare.net/CILIP/advocacy-for-uk-public-libraries-2007-2017> >.

John Dougherty, “Attack of the Flying Authors”, *An Awfully Big Blog Adventure*, 8 février 2011. [En ligne] < <http://awfullybigblogadventure.blogspot.com/2011/02/attack-of-flying-authors-john-dougherty.html> >.

Clémence Fourton, «Cartographie de l'espace citoyen anti-austérité au Royaume-Uni depuis la crise de 2008», *Observatoire de la société britannique*, 2018, vol. 23. [En ligne] < <http://journals.openedition.org/osb/3018> >.

Gov.UK, “Country and regional analysis: 2013”, 21 novembre 2013. [En ligne] < <https://www.gov.uk/government/statistics/country-and-regional-analysis-2013> >.

Gov.UK, “Country and regional analysis: 2017”, 9 novembre 2017. [En ligne] < <https://www.gov.uk/government/statistics/country-and-regional-analysis-2017> >.

Gov.uk, “Public libraries in England: extended basic dataset”, 11 janvier 2018. [En ligne] < https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/777677/Public_libraries_in_England-_extended_basic_dataset__as_on_1_July_2016_.csv/preview >.

Encadré 3. *The Safe House: A Decline of Ideas*, le film engagé de deux jeunes Londoniennes, par Sylvie Decaux

Le documentaire *The Safe House*¹, l'abri, le refuge, le lieu sûr – métaphore pour ce que sont les bibliothèques, « lieux d'espoir, lieux de concentration, lieux de rêves et d'étude », « derniers espaces publics réservés à la connaissance, gratuits et solidaires » – a été réalisé et produit par deux jeunes Londoniennes, Greta Bellamacina et Davina Catt², sorti en 2016, pour dénoncer la fermeture massive des bibliothèques en Grande-Bretagne. Dans le film, elles se mettent en scène, prennent la parole, enquêtent pour tenter de comprendre comment on en est arrivé là, défendent « le dernier symbole d'espoir et d'indépendance pour la prochaine génération ». Les bibliothèques leur ont permis de devenir qui elles sont : lieu de concentration, d'étude, de découverte de la littérature pour Greta, issue d'une famille nombreuse à Camden et élève d'un lycée public bruyant ; échappatoire à l'isolement de la campagne, endroit pour rêver et se construire pour Davina. D'être témoins de la fermeture de leur bibliothèque de quartier dans une relative indifférence et d'être confrontées à la possibilité d'un avenir sans bibliothèque les a incitées à faire un documentaire qui interroge les raisons du déclin. C'est le sens du sous-titre, *The Decline of Ideas*, le déclin des idées. Le film a été l'occasion de rencontrer d'autres défenseurs des bibliothèques – militants, bibliothécaires, écrivains, réalisateurs, acteurs, historiens, éditeurs – et de devenir elles-mêmes des « *library activists* », comme se décrit Greta Bellamacina. C'est une œuvre personnelle et sensible, un besoin de comprendre, par une jeunesse d'apparence fragile avec ses longs cheveux et sa silhouette gracile, qui prend acte de la violence sociale et ne renonce pas à se battre.

Dans une interview³ donnée au magazine *Candid*, les documentaristes répondent ainsi à l'interviewer :

Pouvez-vous nous parler du sentiment omniprésent d'« injustice » qui sous-tend le documentaire et la disparition des bibliothèques du pays ?

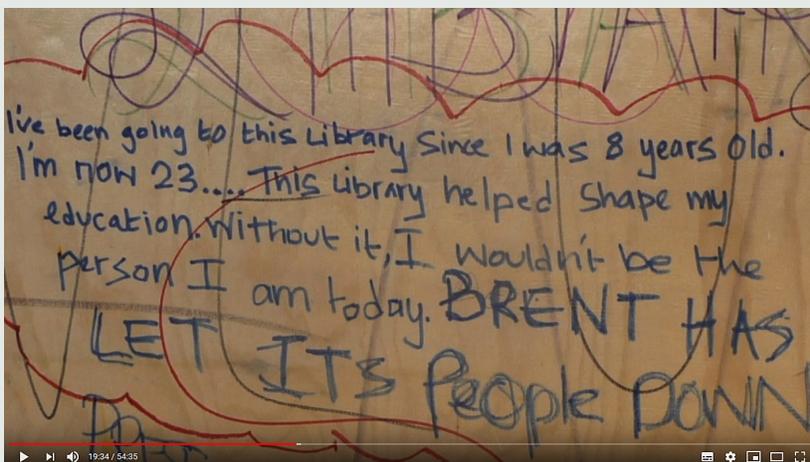
Davina : *Je pense que ce que nous voulions surtout dire dans le documentaire, c'est que les bibliothèques ne sont pas seulement des lieux de lecture pour les écrivains. C'est un « lieu sûr » qui offre une protection, un sens de la communauté et des horizons ouverts à toute la société – en fait, elles offrent des opportunités et une plus grande justice à tous. En vertu de la dernière loi de 1964 sur les bibliothèques publiques, les bibliothèques sont un service statutaire, que les municipalités ont l'obligation légale de fournir –, alors comment cet effondrement rapide peut-il se produire ?*

Greta : *L'injustice vient de l'idée que la prochaine génération ne sera pas capable d'aller de l'avant, de s'éduquer, d'imaginer un autre monde. Je pense que c'est principalement de là que ça vient. Avec le modernisme, nous avons rêvé de l'idée d'un accès gratuit à l'éducation pour tous, quelle que soit la classe sociale. Si nous fermons nos bibliothèques publiques, nous abandonnons cette idée et retournons à la pensée pré-moderne.*



Capture d'écran 1. *The Safe House* au minutage de 4:17

« Les bibliothèques sont en train d'être démolies, abandonnant les quartiers à un avenir culturel stérile. Nous avons décidé qu'il fallait s'élever contre cela et nous sommes retrouvées entourées de gens qui, comme nous, se sentent obligés de défendre les bibliothèques, non seulement parce qu'elles ont été le fondement de leur éducation, mais aussi parce qu'elles demeurent un symbole de courage pour leurs rêves. »

Capture d'écran 2. *The Safe House* au minutage de 19:34

« C'est devenu un combat pour le cœur et l'esprit du public des lecteurs. » Je fréquente cette bibliothèque depuis l'âge de 8 ans. J'en ai maintenant 23... Cette bibliothèque a contribué à ma formation et à mon éducation. Sans elle, je ne serais pas la personne que je suis aujourd'hui. La ville de Brent a laissé tomber sa population.

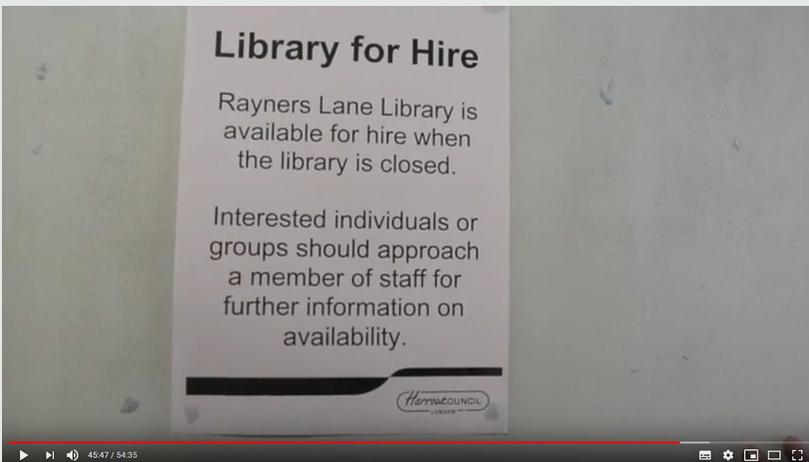


Capture d'écran 3. *The Safe House* au minutage de 45:28



« Nous voulons davantage de bibliothèques. Les bibliothèques, c'est un service public. Ne privatisez pas les bibliothèques. » Dans le quartier de Harrow, dans le Grand Londres, quatre bibliothèques ont eu la confirmation de leur date de fermeture. Un cas extrême qui non seulement diminuera les opportunités pour la recherche et l'éducation dans le quartier, mais qui, pour beaucoup, signifiera la perte des emplois de toute une vie et d'un lieu communal où se réfugier et se retrouver.

Capture d'écran 4. *The Safe House* au minutage de 45:47



« Bibliothèque à louer. La bibliothèque de Rayners Lane sera disponible à la location lorsqu'elle fermera ses portes. Les individus ou les groupes intéressés peuvent se renseigner auprès d'un membre du personnel pour davantage d'informations sur les disponibilités.



The Safe House réinterroge l'histoire des bibliothèques publiques, «la source de la campagne pour les sauver». Sous la houlette du poète Robert Montgomery⁴, nous partons vers l'Écosse visiter la bibliothèque des mineurs à Leadhill, modeste maison blanche perchée en haut d'une colline enneigée, fondée en 1741, toute première incarnation du mouvement pour les bibliothèques et l'éducation populaire. C'était la première bibliothèque par souscription de Grande-Bretagne, 23 mineurs s'étaient cotisés pour avoir une bibliothèque. 15 pence de droit d'entrée, 10 pence par an quand le salaire annuel n'excédait pas 20 £, c'est tout ce qu'ils possédaient. Il fallait poser sa candidature par écrit et être accepté, c'était un privilège. Les livres allaient à la maison et ils lisaient à leurs enfants, le rêve de l'éducation comme émancipation. Le slogan *Knowledge is Power* [la connaissance est un pouvoir] sera d'ailleurs la devise d'un des tout premiers journaux ouvriers chartistes en 1831. Robert Montgomery explique : « Cela remet en cause la croyance erronée selon laquelle les bibliothèques ont été amenées par la bourgeoisie et données à la classe ouvrière. Nous voyons ici physiquement que les bibliothèques ont été créées par les travailleurs, ont été construites par les plus pauvres pour leur propre éducation [...] Il y avait une faim d'éducation, et c'est cette flamme-là que nous parlons de garder vivace quand nous parlons de sauver les bibliothèques. »

La question des bibliothèques est bien une question politique : les bibliothèques ont été acquises de haute lutte, d'abord par les mouvements d'éducation populaire⁵, puis lors des débats houleux de 1850 quand le député William Ewart a réussi à faire voter le Library Act, loi instituant les bibliothèques publiques⁶, qui ne concernait initialement que les villes de plus de 10 000 habitants. Sous divers prétextes, du type que cela coûte cher en impôts, que les riches devront payer pour les pauvres pour un service qu'eux-mêmes n'utiliseront pas, que cela va permettre aux ouvriers de se réunir, que leur donner accès aux livres allait faire naître la subversion. Dans un article éclairant sur la conception de la loi de 1850, Paul Hamby et Ira Najowitz écrivent : « Ainsi, les préoccupations sociales des réformateurs de la classe moyenne au début de l'époque victorienne ont joué un rôle déterminant dans la genèse et le développement du mouvement des bibliothèques publiques britanniques et l'adoption de la loi sur les bibliothèques publiques, qui a été adoptée en 1850. Les conceptions sociales des rédacteurs de la loi étaient fortement utilitaristes par essence, mais avec une importante superposition d'une vision humanitaire telle qu'elle a été adoptée par les idéalistes. De plus, la création de bibliothèques publiques en Grande-Bretagne était due à l'inquiétude générale des auteurs de la loi selon laquelle la stabilité sociale en Grande-Bretagne était menacée par l'aliénation et les troubles de la classe ouvrière. Les bibliothèques publiques étaient perçues principalement comme un organisme de contrôle social. En outre, on espérait qu'elles contribueraient à l'amélioration de la classe ouvrière et produiraient des avantages économiques et sociaux dans les années à venir »⁷.

L'histoire des bibliothèques publiques en Grande-Bretagne reste complexe ; le film retrace le rôle d'Andrew Carnegie⁸ « à l'origine d'une révolution culturelle qui balança le Royaume-Uni », symbolisée par les 660 bibliothèques que le milliardaire écossais américain a fait construire en Grande-Bretagne à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, ces magnifiques bâtisses victoriennees en brique rouge orangée dont de



nombreuses subsistent aujourd'hui. A. Carnegie voyait combien les bibliothèques contribuaient à la prospérité économique de la société dans son ensemble, et c'est la naissance de « la vision de la bibliothèque publique telle que nous la connaissons ». Vision où l'éducation pour tous était une valeur, synonyme de création de richesses, qui perdura un siècle, depuis l'Education Act de 1880⁹ jusqu'au tournant néolibéral de 1980. Greta Bellamacina commente sobrement : « Une chose subsiste, les bibliothèques sauvent des vies et s'autofinancent. »

Des témoins de l'âge d'or des bibliothèques britanniques, qui a accompagné et permis la grande démocratisation du savoir après-guerre symbolisée par le Library Act de 1964, s'expriment dans *The Safe House*. Stephen Fry explique que l'école et les bibliothèques ont permis à des voix issues du milieu ouvrier d'émerger en littérature, comme celle de D. H. Lawrence. Il rappelle comment dans sa propre jeunesse (les années 1970) la *mobile library* [bibliobus] lui a permis de lire des ouvrages censurés dans son lycée, comme ceux de Burroughs. Le poète punk John Cooper Clarke, né en 1949 dans une famille ouvrière de Manchester, dit qu'il n'y avait pas de livres chez lui, parce que tous les livres étaient à la bibliothèque, et qu'on pouvait les commander s'ils ne l'avaient pas, « ils n'en faisaient jamais assez dans ce temps-là, la *literacy* était au sommet des priorités ». Zadie Smith raconte comment sa mère a pu faire son éducation de féministe politiquement consciente grâce aux bibliothèques et à l'*Open University*¹⁰ [université ouverte].

Aujourd'hui, la situation est bien différente et le documentaire montre les manifestations devant les bibliothèques menacées de fermeture, un rassemblement hétéroclite de poussettes, de pancartes en carton, de vieux, de femmes, d'enfants qui veulent sauvegarder un lieu de proximité, où les enfants peuvent découvrir les livres¹¹, les chômeurs avoir accès à internet pour toucher leurs allocations, les lycéens qui n'ont pas de CDI dans leur lycée (plusieurs témoignent en ce sens) préparer leurs examens. Si la bibliothèque de Birmingham, vaisseau amiral de la bibliothèque du XXI^e siècle est montrée, il est aussi dit que la bibliothèque de proximité reste indispensable – notamment pour ceux qui en ont le plus besoin, les enfants, les mères célibataires ou non, les pauvres. On voit aussi les Idea Stores de Whitechapel : « Les gens doivent mettre à jour leur perception de ce qu'une bibliothèque a à offrir, et reconnaître que ce sont des points névralgiques pour apprendre et pour vivre, pour échanger des idées sur l'avenir plutôt que sur le passé. »

La bibliothèque de Kensal Rise est un des cas présentés dans ce film, assez représentatif de la Grande-Bretagne contemporaine. Bibliothèque de proximité dans un des quartiers les plus socialement mixtes du grand Londres, mais en passe de gentrification, la bibliothèque est fermée en 2010 par la municipalité. Créé par Mark Twain, le site appartenait au All Souls College d'Oxford. Vendu à un propriétaire privé, celui-ci veut faire construire des appartements de prestige. Levée de boucliers, localement mais aussi dans la presse, des personnalités prennent position. Une *pop-up library* [bibliothèque éphémère] tenue par des bénévoles est mise en place, puis, lorsqu'elle est détruite par les pelleteuses, trouve refuge dans un café. En définitive, les appartements sont bien construits sous le nom de *library apartments*, 950 000 £ pour un deux-pièces avec terrasse. Concession : au rez-de-chaussée subsiste une *community library* [bibliothèque communautaire]. Une *community library*, comme l'indique leur



blog¹², c'est une bibliothèque gérée par des bénévoles qui doivent lever des fonds (un triathlon, un appel à Blenheim Palace), s'occuper de l'informatisation, faire des animations pour les enfants, etc. Une des bénévoles dit dans le film : « C'est trop demander, nous, on fait ça en plus de notre travail, on n'est pas des professionnels. »

On pourra lire en complément les articles de la presse qui relatent ce combat :

Zadie Smith, Philip Pullman et Alan Bennett étaient parmi les auteurs qui ont soutenu la campagne pour sauver la bibliothèque de Kensal Rise dans le nord-ouest de Londres, mais All Souls College négocie actuellement une vente qui ne laisserait de place qu'à une petite bibliothèque. Les militants ont qualifié cela de symbolique.

« Nous nous sentons un peu choqués et arnaqués », a déclaré Margaret Bailey, directrice de la Friends of Kensal Rise Library. « Notre proposition était de prendre en charge tout l'immeuble, de gérer la bibliothèque au rez-de-chaussée et de faire venir des locataires pour les autres étages, par exemple des groupes communautaires et des associations de logement. »¹³

Et trois ans plus tard, le constat est accablant :

La bibliothèque a été fermée ainsi que cinq autres par le conseil municipal de Brent en 2011 pour économiser 1 million de livres par an. L'écrivain Zadie Smith a parlé de l'importance de sauver la bibliothèque en déclarant : « Je constate que si vous êtes allé à Eton ou à Harrow, comme tant d'autres membres du gouvernement actuel, il vous est difficile de voir à quel point il est important d'avoir une bibliothèque locale. Mais il est toujours difficile d'expliquer aux gens qui ont de l'argent ce que c'est que d'avoir très peu. Mais les faibles motivations [du gouvernement] alors qu'il essaie de se défilier de son engagement [...] [sont] une politique si honteuse qu'il n'en démordra jamais. » Les bibliothèques locales, a dit Mme Smith, sont « des portes d'entrée vers une vie meilleure et plus enrichissante. »

Après une longue campagne, une bibliothèque, organisée par des bénévoles, prévoit d'ouvrir ses portes l'an prochain dans un espace communautaire géré par le conseil municipal de Bathurst Gardens¹⁴.

Photo 2. La bibliothèque pop-up de Kensal Rise



Source : photo David Levene, publiée dans The Guardian du 26 octobre 2012.

[En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2012/oct/26/kensal-rise-library-campaign-blow> >.



La question de l'avenir des bibliothèques est posée. William Sieghart, éditeur et philanthrope, esquisse quelques pistes: les bibliothèques à l'heure actuelle sont gérées par 151 *library authorities* différentes et deux ministères: Culture, Médias et Sport – qui définit la stratégie –, et Communautés et gouvernement local – qui finance les collectivités locales. C'est un système qui ne fonctionne pas.

Pour lui, l'avenir est effrayant mais il propose néanmoins quelques solutions: une carte de bibliothèque qui soit nationale, un catalogue national, que toutes les bibliothèques aient un look et une atmosphère reconnaissables, et enfin que les usagers puissent s'approprier leur bibliothèque, qu'ils soient impliqués dans une gestion participative en partenariat avec les collectivités locales. Des bibliothécaires aussi sont interrogées. Outre l'aspect social du métier, elles parlent de la bibliothèque 24/7 sur internet où des sources fiables sont répertoriées et des documents choisis sont mis à la disposition du public. Elles parlent collection et livres.

En conclusion, *The Safe House: A Decline of Ideas* dresse un portrait peu réjouissant de la société telle qu'elle va, avec ses poches de résistance. Clairement militant, en retraçant l'histoire des bibliothèques, le film incite à la lutte, en montrant qu'un autre avenir est possible. Les images sont éloquentes: un lycéen tenant une pancarte où l'on peut lire *Knowledge is Power*, la Feminist Library, menacée de fermeture, qui apparaît plusieurs fois, des bannières reprenant les slogans des chartistes des années 1830 où un dragon écrase l'ignorance et la pauvreté et appelle à la révolution.

Le film s'adresse aussi à une jeune génération avec un message d'espoir, un appel à ne pas renoncer. Comme le dit Malala Yousafzai: «Une pièce sans livres est comme un corps sans âme. Une ville sans bibliothèque est comme un cimetière.» Les documentaristes faisaient écho à cette citation dans l'interview donnée au magazine *Candid*:

Davina: *Absolument, je portais en moi une tristesse tout au long du tournage, alors que nous nous rendions dans des bibliothèques après des coupes et des fermetures. Les bibliothèques m'offraient la vie, à moi et à tant d'autres comme moi.*

Greta: *Oui, je pense qu'une bibliothèque est une bouée de sauvetage pour tant de gens. En fait, dans le film, je dis: «Une bibliothèque vous permet d'agir selon vos idées, aussi petites soient-elles.» Sans bibliothèque, vous vous retrouvez avec une sorte de cimetière culturel... c'est effroyable.*

-
1. Le film est visible sur YouTube à l'adresse suivante:

< <https://www.youtube.com/watch?v=MMAAK8pub1o&feature=youtu.be> >.

2. Greta Bellamacina, née en 1990, est une artiste à multiples facettes: elle a joué dans *Harry Potter et la coupe de feu* quand elle avait 13 ans, a fait des études de théâtre à la Royal Academy et de littérature au King's College de Londres, est actrice, modèle, poète, et a lancé une maison d'édition de poésie contemporaine engagée, New River Press, avec son mari Robert Montgomery, poète lui aussi, et enfin réalisatrice de film – son dernier film de fiction vient de gagner un prix au festival d'Edimbourg –, sans compter maman de deux jeunes garçons (le dernier est né en décembre 2018).

Davina Catt a joué enfant dans les films qui produisait son grand-père, a fait des études de littérature à UCL à Londres, est journaliste, modèle, réalisatrice de documentaires.



3. Courtney Blackman, "Documentary: The Safe House: A Decline of Ideas", 16 novembre 2016. [En ligne] < <https://candidmagazine.com/documentary-safe-house-decline-ideas/> >.
4. C'est Robert Montgomery, qui se trouve aussi être le mari de Greta, qui leur fait découvrir Leadhill où son grand-père était mineur. L'image montre R. Montgomery qui est un *billboard poet* (il fait imprimer ses poèmes sur de grands panneaux publicitaires) devant l'une de ses œuvres dénonçant la société de consommation qui dicte ses rêves aux gens par les magazines et les médias : *It turned out this way cos you dreamed it this way, cos all you could dream is what you saw in the magazines...* [C'est arrivé de cette façon parce que vous en avez rêvé de cette façon, parce que tout ce dont vous pourriez rêver est ce que vous avez vu dans les magazines...]
5. Outre les bibliothèques des mineurs de Leadhills et de Wanlockhead en Écosse, on voit aussi à l'image la Working Movement Library de Salford près de Manchester.
6. « Les dispositions de la loi sur les bibliothèques publiques de 1850 étaient les suivantes :
1) Les municipalités de 10 000 habitants ou plus étaient autorisées à évaluer et à dépenser un demi-penny pour l'établissement et l'entretien d'une bibliothèque publique et, sur demande, d'un musée. 2) L'adoption de la loi serait conditionnelle à l'approbation des deux tiers des contribuables lors d'un sondage spécial qui aurait lieu dans chaque municipalité concernée. » In : Paul Hamby et Ira Najowitz, « The Public Libraries Act of 1850 », *Public & Access Services Quarterly*, 1999, vol. 2, n° 4, p. 73-88.
7. Paul Hamby et Ira Najowitz, « The Public Libraries Act of 1850 », *ibid*.
8. Carnegie, fils de tisserands écossais biberonné à la poésie de Burns, né en 1835, émigre à New York avec sa famille à l'âge de 13 ans. Alors qu'il est garçon télégraphiste à Philadelphie, un riche propriétaire terrien ouvre sa bibliothèque aux enfants des rues tous les samedis soirs ; le jeune Carnegie en fait un usage assidu et se jure de rendre si un jour il fait fortune. Ayant amassé une fortune colossale dans l'acier, il tint parole.
9. « La loi de 1870 sur l'éducation est la toute première loi à traiter spécifiquement de l'offre d'éducation en Grande-Bretagne. Plus important encore, elle a démontré un engagement à fournir des services à l'échelle nationale. La loi permettait aux écoles libres de poursuivre leurs activités sans modification, mais établissait un système de "conseils scolaires" pour construire et gérer des écoles dans les régions où elles étaient nécessaires. Les commissions étaient des organismes élus localement qui tiraient leur financement des cotisations locales. Contrairement aux écoles libres, l'enseignement religieux dans les écoles du conseil scolaire devait être "non confessionnel". Une loi distincte a étendu des dispositions similaires à l'Écosse en 1872. »
In : "The 1870 Education Act". [En ligne] < <https://www.parliament.uk/about/living-heritage/transformingsociety/livinglearning/school/overview/1870educationact/> >.
10. Université publique de formation à distance fondée en 1969.
11. On voit le grand Alan Bennett donner une conférence où, de sa voix monocorde et solennelle, il dit que si l'on entrave l'accès à la lecture des enfants, on les détruit sans doute à vie.
12. < <http://savekensalriselibrary.org> >
13. Robert Booth, "Kensal Rise library campaign suffers blow as owner confirms sell-off talks", *The Guardian*, 26 octobre 2012. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2012/oct/26/kensal-rise-library-campaign-blow> >.
14. Nadia Khomami, "UK library closures and the fights to save them", *The Guardian*, 17 décembre 2015. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2015/dec/17/library-closures-campaigns-fights-cuts-uk> >.

CHAPITRE 6. POSITIONS DES BIBLIOTHÉCAIRES : ENTRE MILITANTISME ET PRAGMATISME

La position des bibliothécaires face aux décisions des tutelles locales et au désengagement de l'État n'est pas homogène : **Carine El Bekri-Dinoird** identifie les rapports de force et les arguments en exploitant notamment les déclarations et actions des associations professionnelles ainsi que les commentaires dont ils font l'objet dans la presse et auprès des internautes. Le point sensible du recours aux bénévoles est analysé dans ses nuances par **Frédéric Blin** qui restitue les logiques à l'œuvre. Ce chapitre se clôt par deux entretiens réalisés auprès de deux bibliothécaires au profil différent : Alan Wylie, activiste militant, et Isobel Hunter, présidente de Libraries Connected*.

LES FORMES DE MOBILISATION

PARMI LES BIBLIOTHÉCAIRES

par Carine El Bekri-Dinoird

Les premiers concernés par la fermeture des bibliothèques sont bien sûr aussi les bibliothécaires. Ce sont presque 8000 emplois de bibliothécaires qui ont disparu entre 2010 et 2016, soit environ 25 % des professionnels. Au même moment, quelque 15000 bénévoles ont été recrutés et 343 bibliothèques ont définitivement fermé leurs portes¹.

Dans ce contexte, les bibliothécaires tentent de s'organiser et de se constituer eux-mêmes en force de proposition sous forme de « lobbys ». Ces militants-bibliothécaires présentent des « programmes innovants » pour sauver le secteur en difficulté. Plusieurs associations se constituent en force de protestation et de propositions.

Le **CILIP**, Chartered Institute of Library and Information Professionals, réclame principalement que le gouvernement respecte le « 1964 Public Libraries and Museums Act » qui précise le droit des Britanniques de disposer d'un service public de bibliothèque de qualité. Ce décret précise également que le service des publics est sous la gouvernance d'un « Secretary of State to superintend library service ». Le CILIP, devant la menace des fermetures de bibliothèques, rappelle les termes du texte et s'appuie sur l'arsenal législatif pour argumenter. Il a pris également conseil de l'avocat spécialiste des

1. "Libraries lose a quarter of staff as hundreds close", *BBC News*, 29 mars 2016. [En ligne] < <https://www.bbc.com/news/uk-england-35707956> >.

droits de l'homme, Eric Metcalfe, et précise que le gouvernement ainsi que les autorités locales sont tenus de développer et de promouvoir un service de bibliothèque efficient. Les termes « *comprehensive and efficient* » sont martelés². Rappelés dans la loi et précisés dans l'article 7 (« L'administration d'une bibliothèque doit en particulier tenir compte de la désirabilité »), le texte oblige à proposer une collection documentaire en nombre et qualité suffisante, à encourager adultes et enfants à utiliser pleinement les ressources de la bibliothèque. Il précise également le rôle du secrétariat d'État qui a le devoir de superviser et de promouvoir le développement d'un service de bibliothèque. Pour ce faire, il est de son ressort d'inspecter les bibliothèques afin de vérifier qu'elles fournissent un service conforme aux attendus précédents.

Faisant fi de leur réputation traditionnelle d'amateurs de paix et de tranquillité, les bibliothécaires s'apprêtent à livrer une bataille acharnée pour les bibliothèques de Grande-Bretagne au secrétaire à la Culture.

Le Chartered Institute of Library and Information Professionals (CILIP) conteste le gouvernement pour son «manquement à ses obligations légales envers le public» et à maintenir ses succursales ouvertes. Il exhorte le gouvernement à respecter la loi sur les bibliothèques publiques et les musées de 1964, qui stipule que le public a droit à un service de bibliothèque publique de qualité, à la suite des coupes effectuées dans des centaines de services de bibliothèque partout au pays.

«Nous en avons assez. Nous avons marqué notre position dans le sable. Le gouvernement se comporte comme s'il n'avait pas d'obligation de diligence et c'est pourtant ce que prévoit la loi. Nous pensons qu'il est temps d'être clair sur ce que cela signifie», a déclaré Nick Poole, directeur général de CILIP, après l'annonce de la fermeture de plus de 100 succursales de bibliothèques l'an dernier, et alors que d'autres succursales au Royaume-Uni sont confrontées à des menaces de fermeture³.

Ainsi que le relate encore Alison Flood dans *The Guardian*, daté du 18 août 2015, le CILIP, dans une lettre ouverte aux autorités, exige par exemple que la ville de Birmingham reconsidère les coupes budgétaires dans ses

2. Voir le chapitre 4 de Cécile Touitou, «Existence ou utilité des bibliothèques?», p. 75.

3. Alison Flood, "Librarians take legal battle against library closures to government", *The Guardian*, 17 décembre 2015. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2015/dec/17/librarians-take-legal-fight-against-library-closures-to-government> >.

bibliothèques. Nick Poole écrit au conseil municipal de Birmingham pour lui demander de conserver ses bibliothèques ouvertes et dotées d'un personnel professionnel.

«Nous sommes préoccupés par la continuité de la qualité de services offerts par les bibliothèques aux quartiers et aux citoyens de Birmingham», écrit Nick Poole, directeur général du Chartered Institute of Library and Information Professionals.

Poole exhorte le conseil municipal à «examiner attentivement l'impact des compressions budgétaires sur les services de la bibliothèque et la façon dont les communautés et l'économie locale seront à leur tour affectées», recommandant qu'il maintienne «le plus d'expertise professionnelle possible au sein des établissements afin que les bibliothèques de Birmingham continuent à innover et répondent aux nouveaux besoins de la ville».

Offrant de rencontrer l'équipe de Rogers, Poole écrit que même si «je comprends que le conseil municipal de Birmingham doit faire des économies importantes... des services de bibliothèque dotés de ressources et de personnel adéquats», font «partie intégrante de la solution.»⁴

Nick Poole déclare comprendre que le conseil devait réduire les dépenses, mais il utilise un nouvel argument et insiste sur le fait que les bibliothèques peuvent aider à générer des revenus en «soutenant les petites entreprises et l'emploi, en améliorant la santé et le bien-être et en offrant à chacun des opportunités d'apprentissage et de développement de nouvelles compétences». À l'appui de ses déclarations, il donne quelques chiffres dans une lettre ouverte⁵: «Le réseau national des centres des centres d'affaires et de la propriété intellectuelle, dont la bibliothèque de Birmingham, a permis de créer 1692 nouvelles entreprises et 4178 emplois entre 2013 et 2015», a-t-il déclaré. «Le réseau a généré 38 millions de livres sterling (valeur ajoutée brute), soit 4,50 £ pour chaque livre dépensée.» Dans cette lettre, Nick Poole sollicite fortement le conseil pour maintenir son personnel professionnel dans les bibliothèques et offre l'aide de CILIP pour transformer le service.

4. Alison Flood, "Librarians call on Birmingham to maintain library services", *The Guardian*, 18 août 2015. En ligne < <https://www.theguardian.com/books/2015/aug/18/librarians-call-on-birmingham-to-maintain-library-services> >.

5. < <https://advisor.museumsandheritage.com/news/cilip-calls-on-birmingham-council-chief-to-improve-library-services/> >

C'est donc souvent en interlocuteurs raisonnables que se posent les bibliothécaires. Ils cherchent avant tout à défendre le rôle des bibliothèques d'un point de vue sociétal et ce dans une démarche économique raisonnable.

La fermeture de centaines de bibliothèques anglaises affecte forcément les bibliothécaires eux-mêmes très profondément. Les remarques de certains lecteurs du *Guardian* peuvent être assez négatives à leur égard. Les bibliothèques souffrent parfois de l'image d'un service dépassé, plus du tout en phase avec la réalité des besoins des citoyens britanniques.

[Extrait de commentaire]

C'est une épée à deux tranchants. Je suis un professionnel du secteur. D'une part, les conservateurs saisissent toutes les occasions de réduire les services publics quand ils le peuvent, mais je sais aussi que la demande de services de bibliothèque par le public n'est plus la même qu'il y a 30 ans, encore moins à l'âge d'or du XIX^e siècle où les travailleurs avaient besoin des savoirs et des connaissances disponibles en bibliothèques, pour gravir l'échelon social du développement de leur vie personnelle. Le paysage médiatique a complètement changé. Qui emprunte des CD ou des DVD? Amazon, CloudPlayer, Kindle, Netflix, Spotify, iTunes, etc., rendent inutile l'emprunt de matériel audiovisuel et imprimé. Le gouvernement n'est pas responsable de la paresse ambiante qui règne en matière d'apprentissage. Tout le monde obtient instantanément de l'information et des divertissements sur ses appareils numériques. Beaucoup ne connaissent pas les services complémentaires qu'offrent les bibliothèques, par exemple certaines d'entre elles ont de vastes collections de partitions. Mais la prochaine fois que vous aurez besoin de connaître certains faits, prenez-vous le bus pour aller dans la section de référence de la bibliothèque de prêt de votre ville, parcourir les encyclopédies, les collections de données biographiques, les livres imprimés ou les bibliographies, ou bien est-ce que vous préférerez les «googliser»? Peut-être ont-ils un bon café et y a-t-il une exposition de collections spéciales comme des livres d'oiseaux illustrés à la main? Rencontrez de vraies personnes! La technologie a tout changé et le gouvernement peut donc justifier plus facilement leur infâme austérité⁶.

6. Commentaire de 124124 à l'article de Danuta Kean, "Major report on libraries futures' slammed as over-optimiste", *The Guardian*, 2 mai 2017. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2017/may/02/major-report-on-libraries-future-slammed-as-over-optimistic#comment-97782007> >.

D'autres internautes se mobilisent et contestent ces choix hautement politiques. Citons, par exemple ce commentaire d'un certain DadaSiegt à un article publié dans le *Guardian* sur le recours aux bénévoles :

[Extrait de commentaire]

Et que devraient faire les bibliothécaires nouvellement au chômage ? Aller faire des hamburgers dans des McDo ou travailler pour une bouchée de pain à Poundland ?

Ce gouvernement est « très bon » pour supprimer les emplois que le secteur public (c'est-à-dire les « contribuables qui travaillent dur » ou un euphémisme pathétique du genre) ne devrait pas soutenir, mais pas très bon pour créer de nouveaux emplois socialement bénéfiques. À quoi ça sert, pour qui que ce soit, de mettre de côté les travailleurs de Morrison⁷ au salaire minimum ? Ils ne contribuent que peu aux impôts, et avons-nous vraiment besoin d'un 5^e supermarché standardisé dans nos centres-villes standardisés vendant les mêmes déchets standardisés, depuis les pommes sans goût jusqu'aux lecteurs DVD qui tombent en panne en quelques années ? Nous nous acheminons vers une grande sous-classe surqualifiée, surdiplômée, sous-employée qui, selon la droite, n'a rien de mieux à faire que de travailler pour le salaire minimum dans un supermarché, et qui ne devrait pas chipoter parce que c'est ce qui va se passer dorénavant, si nous voulons relever le défi de la concurrence mondiale avec la Chine et l'Inde et payer les mêmes salaires. Et assurez-vous qu'ils ferment les bibliothèques pour éviter que les gens ne lisent, sinon ils pourraient avoir des idées au-dessus de leur condition...⁸

Quant aux militants professionnels, ils se font entendre par de multiples actions. Dès le début des fermetures de bibliothèques, un site militant est ouvert, *Voices for the Library*⁹, afin d'établir une carte géographique des fermetures. Le groupe, qui compte également parmi ses partisans des écrivains, a été créé en 2010 dans le but de prendre la parole et de lutter contre les importantes coupes budgétaires dans ce secteur.

7. La quatrième plus importante chaîne de supermarchés du Royaume-Uni.

8. Commentaire à l'article de Sophia Deboick, "Community-run libraries are part of the degradation of the service", *The Guardian*, 5 avril 2012. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/commentisfree/2012/apr/05/community-run-libraries-degradation-service> >.

9. < <http://www.voicesforthelibrary.org.uk/> >

Capture d'écran 5. Page d'accueil du site de Voices for the Library

HOME MANIFESTO ABOUT USERS' STORIES BLOG WHY PUBLIC LIBRARIES? PROJECTS CAMPAIGNS

voices for the library
Advocating for public libraries and library staff.

A place for everyone who loves libraries...

This site is no longer active. Please read this announcement about the closure of [Voices for The Library](#).

Voices for the Library aims to provide the facts about the public library service in the UK, the role of professional librarians and provide a space for library users to share their stories about the difference public libraries have made to their lives. Whether it be stories about how libraries helped develop their children's literacy or the provision of a free space to connect to the internet for those who do not have access at home, these stories demonstrate not only the continued relevance of the public library service but also its growing importance.

We also aim to support and provide a platform for the many public library campaigns that have sprung up across the country in defence of the public library service. We aim to provide a link to these campaigns and to draw attention to some of the battles that are being fought.

Above all, this is a place to celebrate the importance of public libraries and what they bring to our communities. Send us your stories, tell us why you believe the public library service is so vital, tell us about the difference it has made to you, your family or your local community. Get in touch with us and make sure your voice is heard!

Image c/o Suffolk Libraries

Voices for the Library était dirigée par Gary Green, bibliothécaire au service de la bibliothèque du comté de Surrey, Ian Clark, responsable des systèmes de gestion de bibliothèque à l'université Canterbury Christ Church, et Tom Roper, bibliothécaire à la bibliothèque NHS (National Health Service) de Brighton et du Sussex. Au cours de ses sept années d'activité, le groupe a soutenu des campagnes aux niveaux national et local, a participé à la coalition Speak Up For Libraries pour développer la solidarité à travers le Royaume-Uni – en donnant des interviews à des médias en réponse aux coupes dans les bibliothèques – et aussi pour donner la parole aux usagers des bibliothèques et aux médias. Cependant, après plusieurs années de lutte, dans une déclaration publiée sur le site de *Voices for the Library*, le groupe a déclaré :

Dans le contexte actuel, la lutte pour nos services publics se poursuit. Cela n'est pas moins vrai pour les bibliothèques publiques, un service qui continue de subir de graves coupes, des fermetures massives et une déprofessionnalisation. Bien que Voices for the Library ait d'abord mis l'accent sur la situation des bibliothèques publiques, nous en sommes rapidement venus à reconnaître que l'attaque contre les bibliothèques publiques fait partie d'une attaque plus large contre

les services publics. Il ne suffisait pas de parler au nom des bibliothèques publiques, il s'agissait (et il s'agit toujours) d'une lutte pour les services publics en général et contre le programme d'austérité qui est manifestement inutile¹⁰.

Une autre association, Libraries Connected¹¹, montée également au créneau afin de défendre les bibliothèques publiques. Dirigée par Isobel Hunter¹², cette association soutient que le rôle des bibliothèques est d'améliorer l'égalité au sein de la société et axe principalement son discours sur la valeur des bibliothèques.

Capture d'écran 6. Page d'accueil du site de Libraries Connected

The screenshot shows the homepage of Libraries Connected. At the top, there is a navigation menu with links for 'About', 'Universal Library Offers', 'Major Projects', 'Training & resources', 'News & events', 'Members', and 'Value of libraries'. Below the menu is a header image showing a group of people in a library setting. The main content area is titled 'Value of libraries' and features several key statistics and quotes:

- Value of libraries / Value of Libraries**
- Value of libraries**
- “Libraries are like a map.”**
Envisioning the library of the future Phase 3: Understanding what people value about libraries, Arts Council England
- “88% of librarians feel that their role is to improve equality by supporting people in the community”**
Library staff views: A review of UK libraries by Axiell 2017
- “People can lose their lives in libraries. They ought to be warned.”**
Saul Bellow
- Almost 33% of adults have visited a library in the past 12 months.**
Find out more about the people who used libraries in England in 2017-18.
- 80% of librarians thought libraries should help ensure that non-English speakers are represented in their communities.**
Find out more about the role of libraries and library funding in the UK.
- Nearly 68% of users accessed a library service, such as renewing a book, via the internet.**
Find out more about library activity in England in 2017-18.

10. < <http://www.voicesforthelibrary.org.uk/2017/10/an-announcement-and-final-blog-post-from-voices-for-the-library/> >

11. Site de Libraries Connected: < <https://www.librariesconnected.org.uk/page/value-of-libraries> >.

12. Voir l'interview d'Isobel Hunter en page 163.

ARGUMENTAIRES DES BIBLIOTHÉCAIRES

par Carine El Bekri-Dinoird

Pour qui a vu le film réalisé par Ken Loach, *I, Daniel Blake*, lauréat de la Palme d'or au Festival de Cannes 2016, ainsi que du César du meilleur film étranger, le rôle social joué par les bibliothèques britanniques dans les années 2010 n'est plus à expliquer. Ainsi, nous pouvons y voir le héros, Daniel Blake, souffrant de graves problèmes cardiaques et pris dans les méandres d'une administration tatillonne. Ken Loach dénonce comme jamais l'État anglais et sa machine bureaucratique qui broie les femmes et les hommes en position de faiblesse. C'est dans ce contexte social extrêmement difficile que les bibliothécaires vont bâtir leur plan de bataille et leurs arguments reprennent pour l'essentiel des motifs d'équité sociale et culturelle.

Une proportion importante de la population (23 % selon l'Office des statistiques nationales de 2011¹³) ne dispose pas de connexion internet à domicile. Les personnes qui en ont le plus besoin sont précisément celles qui n'ont pas les moyens, par exemple les chômeurs, les personnes à faible revenu, les personnes âgées. Les bibliothèques offrent un accès en ligne pour tous, souvent gratuit. Comme le note Bidy Fisher, président du CILIP en 2010 :

Les bibliothèques publiques ont un rôle vital à jouer en soutenant l'ambition de créer un véritable réseau national au Royaume-Uni. Il ne s'agit pas seulement de hubs numériques qui permettent aux gens d'avoir accès à des PC gratuits ou à bas prix, mais elles jouent aussi un rôle dans le soutien des gens pour se connecter et explorer tous les avantages que le web offre¹⁴.

Les bibliothèques donnent accès à des collections riches et variées que peu de personnes peuvent s'offrir. Culturellement, cette diversité est essentielle et doit être accessible à tous. L'association Voices for Library a beaucoup œuvré afin de chiffrer et démontrer cette « valeur » des bibliothèques. :

Overdue Books tient un décompte de tous les livres que les usagers empruntent en bibliothèque, y compris les coûts afférents le cas échéant. Un billet de blog intitulé « Compter le coût » détaille comment cela a été fait techniquement. En moins de deux ans, si nous

13. < <https://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20160106221558/http://www.ons.gov.uk/ons/rel/rdit2/internet-access--households-and-individuals/2011/stb-internet-access-2011.html#tab-Household-Internet-Access> >

14. Blog *Voices for the Library*: < http://www.voicesfortheibrary.org.uk/the-story-so-far/?page_id=759 >.

avons acheté tous les livres que nous avons empruntés à la bibliothèque, nous aurions dépensé environ 3400 £, ce qui correspond à une dépense de 150 £ par mois, ce qui n'est certainement pas à notre portée¹⁵.

Et ainsi que certains commentaires le soulignent : « Notre jeune fils est le plus gros usager de la bibliothèque au regard du nombre de livres qu'il emprunte. Je pense qu'avoir accès à une telle richesse et une telle variété de livres est un énorme avantage en termes de développement de l'imagination, de compétences linguistiques etc. Ce ne sont pas des choses auxquels il est aisé d'attribuer une valeur. »¹⁶

En période de difficultés économiques, les bibliothèques sont un moyen d'économiser de l'argent car elles permettent d'emprunter des DVD ou des jeux à moindre coût, de lire des journaux, d'utiliser le wi-fi, internet, et de bénéficier de conseils ou tout simplement de lieux de rencontre !

Mais là encore, des voix s'élèvent pour souligner ce qui leur semble être une offre obsolète au XXI^e siècle :

Avons-nous encore vraiment besoin de bibliothèques physiques quand tant de choses sont en ligne, gratuites ou à des prix très abordables ? Si nous avons encore besoin du modèle de prêt, pourquoi ne pouvons-nous pas le faire avec des livres électroniques et des abonnements de bibliothèque à des périodiques électroniques ? En effet, les économies d'échelle pourraient être dégagées au niveau national plutôt que de maintenir des milliers de bâtiments individuels.

Le modèle de la bibliothèque publique était parfait quand les livres physiques, les journaux, les magazines étaient la source de toute l'information, mais il démontre aujourd'hui son obsolescence. Les bibliothèques de mon quartier semblent être des maisons de fortune pour les plus démunis qui s'assoient et bavardent, consultent sans cesse leur téléphone portable et organisent leurs affaires dans une multitude de cabas. Peu de chance de s'asseoir dans un environnement calme pour une lecture sérieuse car l'odeur épouvantable qui règne dans certaines de nos bibliothèques locales est consternante.

Le fonds de livres dans les bibliothèques de mon quartier est sévèrement réduit par rapport à ce dont je me souviens dans ma jeunesse et sa variété est encore réduite par des rayons de livres dans d'obscures

15. *Idem* : < <http://www.voicesforthelibrary.org.uk/2011/05/costing-public-library-use/> >.

16. *Idem* : < <http://www.voicesforthelibrary.org.uk/the-story-so-far/?p=1586> >.

*langues non européennes pour ceux qui ne peuvent se donner la peine d'apprendre la nôtre. Je ne vais donc pas souvent dans les bibliothèques locales, même si je les paie. Je vais en ligne pour une gamme étonnante de matériel technique, écrit par des passionnés*¹⁷.

Cependant, pour beaucoup, la bibliothèque est devenue un espace de rencontres et d'échanges. La bibliothèque est souvent le seul endroit où l'utilisateur peut parler à d'autres. Elles constituent un espace communautaire accessible et gratuit. C'est particulièrement le cas dans les petites communautés où elles sont actuellement le plus menacées de fermeture.

*Les bibliothèques sont une cible facile pour les autorités locales parce qu'elles ne sont pas considérées comme aussi vitales que certains autres services. Mais pour de nombreuses personnes, en particulier les jeunes familles, les chômeurs et les personnes âgées, qui n'ont souvent pas les moyens d'acheter des livres ou de se rendre facilement dans les bibliothèques centrales, la perte d'une bibliothèque de quartier compromettrait leur qualité de vie*¹⁸.

*Votre bibliothèque publique locale est un carrefour communautaire. C'est un refuge où les gens, surtout ceux qui sont sans abri ou qui vivent dans des logements surpeuplés, peuvent trouver un abri, de la compagnie, un endroit pour se reposer et utiliser les toilettes. Lorsque de vastes pans de nos villes sont aux mains d'opérateurs commerciaux, une bibliothèque offre un rare espace neutre où les gens peuvent se rencontrer*¹⁹.

Pour compléter cet argumentaire, de nouvelles propositions se font jour également. Certaines bibliothèques affichent leur ambition de devenir des « maisons des services publics ». Par exemple, à Hull, l'idée est venue aussi d'étendre les missions de la bibliothèque comme un guichet unique pour de multiples recherches d'information.

17. Commentaire de Cactiform, le 5 avril 2012, à l'article de Sophia Deboick, "Community-run libraries are part of the degradation of the service", *The Guardian*, 5 avril 2012. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/commentisfree/2012/apr/05/community-run-libraries-degradation-service> >.

18. Martyn Bedford, "Eat-in' to be staged at Ilkley Library to encourage Bradford Council to re-think cuts", *Telegraph and Argus*, 12 avril 2011. [En ligne] < http://www.thetelegraphandargus.co.uk/news/local/ilkleynews/8967463.Author_organises_picnic_protest_over_library_closure_bid/ >.

19. Nicola Heath, "Public libraries are not just about books. At their heart, they are about social equity", *The Guardian*, 10 mai 2019. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/commentisfree/2019/may/10/public-libraries-are-not-just-about-books-at-their-heart-they-are-about-social-equity> >.

Ils ont décidé que les bibliothèques, tout en protégeant et en augmentant les stocks de livres et les heures d'ouverture, devraient servir de points d'accès généraux pour une gamme d'autres services. Les bibliothèques étaient les véritables centres de service à la clientèle. Si vous voulez des informations, vous alliez à la bibliothèque locale. Nous sommes en train de réactualiser ce concept²⁰.

L'objectif du Public Libraries and Museums Act de 1964 était de fournir un service standard à l'échelle nationale. Cet objectif n'est plus atteint aujourd'hui. Il semble que pour beaucoup d'utilisateurs le service rendu soit simplement une ouverture de bibliothèque par des personnes motivées mais non professionnelles et des collections de livres constituées de dons variés sans grande cohérence. Les bibliothèques gérées par les communautés ont effectivement du mal à trouver suffisamment de bénévoles pour assurer des ouvertures pérennes et confortables ou de financements pour enrichir les collections ou remplacer les ordinateurs en panne.

Les bibliothécaires ou les associations professionnelles ont tenté de former ces bénévoles, ce qui paradoxalement contribue à asseoir leur pérennité et donc à favoriser un système reposant massivement sur cette « main-d'œuvre gratuite ».

LA QUESTION DES BÉNÉVOLES

par Frédéric Blin

Outre la fermeture pure et simple de centaines de bibliothèques, ayant entraîné la disparition de milliers d'emplois de bibliothécaires professionnels, l'un des faits majeurs des années de crise des bibliothèques au Royaume-Uni est la très forte implication de citoyens bénévoles pour sauvegarder un service jugé essentiel au sein de leurs communautés. Complémentaire des mouvements de protestations publiques manifestant contre la fermeture des établissements de proximité, le phénomène du bénévolat en bibliothèque a profondément changé le paysage au Royaume-Uni au cours des dix dernières années. La revue de la littérature comme des sources d'actualités fait apparaître une multitude de contributions au débat, d'analyses positives et négatives, mais aussi de réponses officielles et concrètes de la part de la profession comme du gouvernement. Il semble aujourd'hui que le paysage se soit

20. "Boyd Tonkin: A fresh wind from the Humber", *The Independent*, 8 avril 2011. [En ligne] < <http://www.independent.co.uk/arts-entertainment/books/features/boyd-tonkin-a-fresh-wind-from-the-humber-2264694.html> >.

structuré significativement, tandis qu’au vu des premières conséquences tangibles après quelques années d’expérience, certaines collectivités envisagent de faire marche arrière. Essayons de retracer les logiques des processus en œuvre.

Les débuts du mouvement

Au Royaume-Uni, le Public Libraries and Museums Act de 1964 prévoit que « les autorités locales ont la responsabilité légale de fournir un service complet et efficace de bibliothèque à toute personne souhaitant en faire usage. À la lumière des pressions budgétaires croissantes, de nombreuses collectivités locales sont passées, ou passent actuellement, à un modèle où elles travaillent en partenariat avec les communautés [de citoyens] pour délivrer ce service »²¹.

Le rapport commissionné par le gouvernement britannique en 2017 pour mesurer l’efficacité et la soutenabilité des bibliothèques communautaires (nous emploierons par la suite ce terme générique, bien que, comme nous le verrons sous peu, une catégorisation semi-officielle de ces établissements existe) s’ouvre sur ce paragraphe résumant le processus en œuvre ces dernières années au sein des bibliothèques publiques au Royaume-Uni. Dès janvier 2013, le gouvernement avait tenté de définir ce que recouvrait cette notion de « service complet et efficace » (« *comprehensive and efficient* » en version originale) en introduisant la dimension d’équilibre entre les besoins locaux et les ressources disponibles²², pour justifier le fait que « la fermeture de bibliothèques ne signifie pas nécessairement le non-respect de l’acte de 1964 »²³.

Ce mouvement de fermeture des bibliothèques et l’emploi de bénévoles à la place de professionnels, semblent avoir commencé vers 2007, avant d’accélérer vers 2010, de connaître un pic en 2011-2012, puis de ralentir légèrement jusqu’à aujourd’hui²⁴. En janvier 2019, un article résumait les chiffres : depuis 2010, le Royaume-Uni a vu la fermeture de 700 bibliothèques, et une baisse

21. Department for Digital, Culture, Media and Sport (DCMS) – Libraries Taskforce, *Final Report: Research and Analysis to Explore the Service Effectiveness and Sustainability of Community Managed Libraries in England*, mai 2017. [En ligne] < https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/631715/Research_and_Analysis_to_Explore_the_Service_Effectiveness_and_Sustainability_of_Community_Managed_Libraries_in_England_-_May_2017.pdf >, page 7.

22. Voir chapitre 4 de Cécile Touitou, « Existence ou utilité des bibliothèques? », p. 75.

23. *Government Response to the Report of the Culture, Media and Sport Select Committee, Third Report of Session 2012-2013: Library Closures*, cité par *Report on public libraries 2019*, p. 11.

24. « Analysis: The libraries that have been taken over by volunteers », *Third Sector*, 21 août 2012. [En ligne] < <https://www.thirdsector.co.uk/analysis-libraries-taken-volunteers-policy-and-politics/article/1146150> >. Voir également, sur la chronologie des fermetures, le chapitre 3 d’Adèle Zwilling, « Statistiques d’activités des bibliothèques : des armes à double tranchant », p. 61.

budgétaire de 300 millions de livres sterling. Entre 2011-2012 et 2017-2018, le nombre de professionnels a baissé de 35 % en Angleterre, 1 500 d'entre eux ayant perdu leur emploi entre 2017 et 2018 uniquement, tandis que 50 000 volontaires ont contribué à hauteur d'1,8 million d'heures de travail en 2018²⁵. Rappelons ici simplement l'existence – déjà signalée par d'autres coauteurs du présent ouvrage²⁶ – du site web *Public Library News*, qui tient à jour de la manière la plus exhaustive possible la liste des bibliothèques ayant fermé ou ayant été confiées à des bénévoles depuis 2011²⁷.

L'initiative *Voices for the Library*, animée par des citoyens défenseurs des bibliothèques et aujourd'hui disparue, soulignait alors (2011) le chantage émotionnel exercé par les collectivités locales en menaçant purement et simplement de fermeture les bibliothèques qui ne seraient pas reprises par des citoyens bénévoles. Ceux-ci, la plupart du temps, se seraient ainsi engagés bien malgré eux au départ, juste pour ne pas voir leur bibliothèque fermer²⁸. L'association professionnelle CILIP n'a pas voulu encourager ce processus ; dans un communiqué publié en 2012, elle indique qu'elle « n'aidera pas à recruter ou former des bénévoles, qui seront utilisés pour remplacer des bibliothécaires qualifiés, formés et rémunérés »²⁹. La position de CILIP était alors de défendre la profession, face à un mouvement de plus en plus rapide de remplacement des professionnels par des bénévoles engagés pour sauvegarder leur bibliothèque de proximité. Pourtant, parmi les bénévoles figurent de nombreux bibliothécaires professionnels qui, soit en dehors de leurs heures de travail soit étant à la retraite, mettent leurs compétences en œuvre pour encadrer les autres bénévoles et souvent diriger eux-mêmes ces bibliothèques communautaires³⁰.

Un rapport officiel publié en 2013³¹ posa les bases d'une catégorisation des bibliothèques en fonction du degré d'implication des collectivités publiques³².

25. Mark Reynolds, "Army of 50,000 volunteers are keeping libraries open after £300m cuts take toll", *Express*, 8 janvier 2019. [En ligne] < <https://www.express.co.uk/news/uk/1068942/volunteers-libraries-300-million-cuts-government> >.

26. Cf. interview de Ian Anstice en page 87.

27. < <http://www.publiclibrariesnews.com/about-public-libraries-news/news-topics> >

28. < <http://www.voicesforthelibrary.org.uk/2011/05/happy-volunteers/> >

29. Site du CILIP, 19 avril 2017, "Public libraries use of volunteers". [En ligne] < <https://archive.cilip.org.uk/research/sectors/public-libraries/briefings-statements/public-libraries-use-volunteers> > [NDÉ : ce lien est cassé.]

30. Un exemple: Louise Elliott, "Fight back against £300m cuts : We're running our library ourselves", *Express*, 11 janvier 2019. [En ligne] < <https://www.express.co.uk/news/uk/1070719/crusade-save-our-libraries-house-of-commons-librarian-rohan-date> >.

31. Anne Goulding évoque également en détail ce rapport en page 37 du présent ouvrage.

32. Arts Council England, *Community libraries - Learning from experience: guiding principles for local authorities*, 2013. [En ligne] < <https://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20160204121809/http://www.artscouncil.org.uk/advice-and-guidance/browse-advice-and-guidance/community-libraries-learning-experience-guiding-principles-local-authorities> >.

Étaient distinguées les bibliothèques communautaires, gérées par des bénévoles sans aucun soutien public, des bibliothèques « partenaires », fonctionnant sur des partenariats entre la collectivité territoriale et des communautés de bénévoles. Ces deux catégories principales étaient elles-mêmes divisées en sous-catégories :

Tableau 3. Comparaison entre bibliothèques communautaires et bibliothèques « partenaires »

Bibliothèques communautaires		Bibliothèques « partenaires »		
Avec des possessions immobilières	Sans possession immobilière	Gérées par la communauté	Soutenues par la communauté	Bibliothèques commissionnées
Bibliothèque gérée par une communauté, propriétaire des locaux, parfois après transfert des autorités locales	Bibliothèque gérée par une communauté, sans être propriétaire ni disposer de bail de longue durée sur le bâtiment occupé	Bibliothèques dirigées par la communauté, rarement avec du personnel rémunéré, mais bénéficiant d'une certaine aide des collectivités, et faisant souvent partie du réseau des bibliothèques publiques	Bibliothèques dirigées et financées par les collectivités, avec du personnel professionnel rémunéré, mais bénéficiant de l'aide significative de bénévoles	Bibliothèques financées par la collectivité, mais dont la gestion a été confiée à une communauté ou une organisation sociale sans but lucratif

On commença alors à parler de *community managed libraries* – CML (bibliothèques gérées par des communautés), terme plus significatif que celui rencontré également de *volunteer-run libraries* (bibliothèques gérées par des bénévoles) car traduisant la volonté affichée, plus ou moins clairement, de certaines collectivités publiques de transférer la charge de gestion de ces établissements à des communautés organisées de citoyens. Le rapport annuel de 2014 sur les bibliothèques au pays de Galles accorde une grande importance à la question. Une recommandation importante y est formulée : les bibliothèques communautaires ne devraient pas être comptabilisées parmi l'offre de service légale en matière de bibliothèque (la *statutory library provision* mentionnée dans l'Act de 1964), à moins qu'elles ne puissent répondre à des

critères minimums de qualité et d'offre tels que définis par l'autorité publique compétente pour les bibliothèques publiques³³.

Les bénévoles en bibliothèque, pour ou contre ?

La qualité de l'offre de service, qui serait insuffisante, est un argument régulièrement avancé par les opposants à ce mouvement, principalement au sein de la corporation des bibliothécaires professionnels mais partagé également assez largement au sein du grand public. Depuis le début, arguments positifs et arguments négatifs se font face, au point de faire l'objet d'études universitaires et de rapports officiels nourris d'exemples divers et d'expériences contraires. Le site *Public Libraries News* dispose de pages résumant les principaux arguments pour et contre de la manière suivante³⁴:

Tableau 4. Les bénévoles en bibliothèque, pour ou contre ?

Pour	Contre
<ul style="list-style-type: none"> • Maintien d'un service, sinon menacé de fermeture • Fonctionnement moins onéreux pour la communauté des contribuables • Plus grande implication des citoyens dans la vie locale • Augmente l'usage des bibliothèques par les citoyens • Diversification des activités de la bibliothèque 	<ul style="list-style-type: none"> • Perte de compétences professionnelles • Disparition d'emplois rémunérés : impact social • Incertitude juridique : les bibliothèques privées ont-elles le droit de prêter des livres ? • Non jugée au tribunal, la situation reste floue • Moins facile dans les zones pauvres ou défavorisées • Difficultés budgétaires, soutenabilité pour les communautés impliquées • Les bénévoles coûtent aussi de l'argent : formations, etc. • Gros turnover parmi les volontaires • Non-objectivité des bénévoles : pas de nécessité de déontologie professionnelle • Faibles budgets, importants coûts de fonctionnement : peu d'argent pour l'innovation ou de nouveaux services

33. Welsh Government, *Expert Review of Public Libraries in Wales 2014*. [En ligne] < <https://gov.wales/sites/default/files/publications/2019-07/expert-review-of-public-libraries-in-wales-2014.pdf> >.

34. < <http://www.publiclibrariesnews.com/campaigning/volunteer-run-libraries> >

Une étude scientifique conduite en 2018³⁵ sur «les impacts positifs et négatifs de l'emploi de bénévoles dans les bibliothèques publiques» souligne également que l'activité bénévole permet à des gens en difficulté de s'insérer ou de se réinsérer dans la société et dans la vie active; elle facilite l'accès ou le retour à l'emploi en permettant à des jeunes ou moins jeunes d'acquérir de l'expérience, et contribue à l'augmentation de l'estime de soi. Cependant, l'étude relate également que la grande majorité des bénévoles sont des personnes blanches (principalement des femmes), à la retraite et appartenant à la classe moyenne cultivée (enseignants, ingénieurs). Un directeur de bibliothèque témoigne ainsi: «Mon expérience est que je n'ai jamais vu quelqu'un issu d'une minorité ethnique, avec un handicap ou de moins de 60 ans se porter bénévole. [...] Cela laisse une vaste portion de la population à l'écart!» La diversité sociale ne serait donc pas – ou très peu – représentée parmi les bénévoles.

Cependant, l'exemple de la bibliothèque de New Cross, dans le sud de Londres, en 2012³⁶, relate une hausse de la fréquentation de la bibliothèque depuis son passage à une gestion communautaire, les bénévoles ayant fait de celle-ci davantage un lieu de vie et d'activités socioculturelles diverses, un *community hub* où séances de danse, projections cinématographiques et cours de cuisine ont attiré de nouveaux publics. Un autre article intéressant³⁷ évoque diverses expériences similaires, soulignant la transformation des bibliothèques sous l'impulsion des bénévoles. Il y est fait mention de divers témoignages, dont celui d'une élue municipale: «Les bénévoles font partie de la communauté, ils connaissent l'endroit et les gens. [...] Nous faisons ce que nous avons toujours fait, mais maintenant nous pouvons tordre les règles. Si quelqu'un veut venir juste pour s'asseoir et prendre une tasse de thé, c'est parfaitement acceptable aujourd'hui». Ou comme le résume un autre témoignage³⁸: «Les gens travaillent ensemble pour que la bibliothèque fonctionne. Et cela signifie que cela doit fonctionner pour eux, et servir les besoins de la communauté.» Ainsi, même si les bibliothèques publiques ne se limitaient jusqu'alors pas au simple prêt de livres, le risque de disparaître et l'implication des citoyens au cœur même de leur communauté ont, semble-t-il, contribué

35. Baber Gina, *The positive and Negative Impact of Using Volunteers in Public Libraries*, UCL, 2018. [En ligne] < <https://www.ucl.ac.uk/information-studies/sites/information-studies/files/gbaber2018.pdf> >.

36. «Analysis: The libraries that have been taken over by volunteers», *Third Sector*, 21 août 2012. [En ligne] < <https://www.thirdsector.co.uk/analysis-libraries-taken-volunteers/policy-and-politics/article/1146150> >.

37. < <https://www.theguardian.com/books/2018/jun/25/do-libraries-run-by-volunteers-check-out> >

38. *Ibid.*

de manière fondamentale à l'orientation sociétale des bibliothèques et à la diversification de leur offre de service.

Toutefois, ce type d'expérience ne serait envisageable que dans des zones favorisées économiquement, là où les citoyens pourraient plus facilement donner de leur temps et de leur énergie à la communauté; de fait, les inégalités territoriales se trouveraient accrues [Baber, 2018]. Et d'autre part, ce résultat positif risquerait d'être remis en cause par le désengagement, voire l'épuisement, progressif des bénévoles. En avril 2015, l'ancien président de CILIP, Dawn Finch, exposait par exemple dans un texte de blog sa «difficile vérité» sur les bénévoles en bibliothèque³⁹. Bénévoles, donc libres, ils ne peuvent être managés, évalués ou sanctionnés; on ne peut leur imposer de se former ni de rester neutre politiquement ou au point de vue religieux; ils ne sont pas couverts par un contrat de travail en cas d'accident; ils ne sont pas fiables, pouvant se désengager aussi rapidement qu'ils se sont engagés. Le désengagement des volontaires représente l'une des principales menaces pesant sur la pérennité des structures et des services. L'exemple d'un musée où le nombre de bénévoles, souvent retraités donc plus rapidement fatigués, a chuté de 75 à 13 entre 2014 à 2016⁴⁰, peut facilement être pris comme point de comparaison à cet égard. Face aux coûts d'entretien des bâtiments, si ce musée jusqu'alors gratuit envisage désormais de faire payer des droits d'entrée, les bibliothèques communautaires, non couvertes par l'obligation de gratuité liée aux bibliothèques publiques, pourraient légalement faire payer le service basique qu'est l'emprunt de livres⁴¹.

Les effets de ces désengagements de bénévoles commencent à se faire sentir dans les bibliothèques. Les lecteurs se détournent progressivement, les services fournis étant de plus en plus difficilement à la hauteur de leurs attentes⁴². Et lorsque les autorités s'en aperçoivent, la tentation de fermer les bibliothèques publiques encore en fonctionnement ou d'interrompre leur soutien aux bibliothèques communautaires revient à la lumière, l'argument étant que si les citoyens ne s'investissent plus pour leur bibliothèque, c'est donc qu'ils n'en ont pas vraiment besoin. Certaines autorités sont même tentées de remplacer les documentalistes dans les écoles par les élèves eux-mêmes⁴³... Tandis qu'à l'inverse, lorsqu'une expérience de bibliothèque communautaire

39. < <https://dawnfinch.co.uk/2015/04/05/the-truth-about-volunteers/> >

40. < <https://dawnfinch.co.uk/2016/09/05/v-for-volunteer-a-dystopian-reality/> >

41. < <http://www.publiclibrariesnews.com/campaigning/volunteer-run-libraries/pros> >

42. < <https://www.theguardian.com/books/2019/jul/21/backlash-grows-against-unstaffed-libraries> >

43. < <https://www.theguardian.com/books/2018/jun/07/experts-condemn-folly-of-pilot-scheme-using-pupils-to-staff-school-libraries> >

est un succès, elles peuvent être tentées de se désengager davantage en arguant du fait que la communauté fait très bien le travail seule⁴⁴.

Vers une structuration du paysage

Les situations rencontrées sont donc variées sur le territoire britannique. À tel point que l'on a pu écrire que le Royaume-Uni ne disposait plus aujourd'hui d'un réseau cohérent de bibliothèque publique⁴⁵. Les bibliothèques communautaires, centrées justement sur leurs communautés, ne travaillent pas, ou peu, en réseau. Cela pose des difficultés pour le prêt entre bibliothèques, pour l'établissement de statistiques communes, pour le respect des normes de description ou l'alimentation d'un catalogue national... L'augmentation de l'inégalité d'accès au service sur le territoire britannique est ainsi mentionnée dans les conclusions d'un rapport sur les bibliothèques écossaises en 2015⁴⁶. Parmi les enseignements de ce rapport figurent d'autres éléments déjà évoqués précédemment : l'engagement des citoyens à sauver leur bibliothèque peut encourager les collectivités à en fermer davantage ; la soutenabilité économique des bibliothèques communautaires représente un risque majeur ; le Public Libraries and Museums Act de 1964 doit être revu, ses termes étant trop flous ; les bénévoles peuvent être utiles, mais des professionnels pour encadrer et diriger restent indispensables.

Face à cette tendance à l'éclatement, un rapport indépendant⁴⁷ publié en décembre 2014 formule différentes recommandations, en particulier celle de « faire développer par le secteur professionnel des guides de bonnes pratiques pour aider les autorités locales à travailler avec des bénévoles et des bibliothèques communautaires ». À la suite de ce rapport, le gouvernement mit en place une « Libraries Taskforce »⁴⁸, incluant notamment l'association CILIP, pour organiser l'implémentation de ces recommandations. Le résultat principal fut la rédaction d'une « boîte à outils des bonnes pratiques » (*Community managed libraries: good practice toolkit*⁴⁹), actualisée régulièrement, pour délivrer des conseils aux autorités considérant le transfert de leur bibliothèque à une gestion communautaire, et aux communautés en charge de ces établissements. La Taskforce précise toutefois qu'elle ne cautionne

44. < <https://www.theguardian.com/books/2017/aug/08/public-libraries-at-the-crossroads-should-volunteers-be-keeping-them-open> >

45. < <https://www.theguardian.com/voluntary-sector-network/2017/oct/19/uk-national-public-library-system-community> >

46. < <https://scottishlibraries.org/media/1215/volunteers-libraries-report.pdf> >

47. < <https://www.gov.uk/government/publications/independent-library-report-for-england> >

48. < <https://www.gov.uk/government/groups/libraries-taskforce> >

49. < <https://www.gov.uk/government/publications/community-libraries-good-practice-toolkit/community-libraries-good-practice-toolkit> >

pas les situations où des bibliothèques communautaires fonctionneraient sans aucun moyen dégagé par les autorités locales. En parallèle, soutenue notamment par la Taskforce et le ministère avec des financements de la loterie nationale, a émergé une association des bibliothèques communautaires, le Community Libraries Network⁵⁰. Celle-ci organise principalement des formations de bénévoles à travers le pays, et fournit une plate-forme de rencontre et d'échange entre bénévoles et professionnels.

Le recours aux bénévoles a permis au cours de la période considérée de maintenir ouvertes bon nombre de bibliothèques au Royaume-Uni. À cet égard, le résultat peut être jugé positif, et les autorités nationales comme les autorités locales fondent aujourd'hui leur stratégie sur un développement conjoint des bibliothèques communautaires et des bibliothèques publiques dans une optique de les rapprocher des citoyens et d'augmenter leur usage⁵¹. Cependant, un mouvement de désengagement de certaines communautés de bénévoles, ayant réalisé le coût et la complexité liés à la gestion de bibliothèques, est apparu dans certains comtés⁵², ravivant les risques de fermeture d'établissements.

Il nous semble donc que la question essentielle, posée publiquement dès 2011, reste valable: «Si les communautés locales peuvent voir la valeur que représente le fait de disposer d'une bibliothèque de proximité au point de pouvoir en devenir bénévole pour la gérer, pourquoi des autorités publiques ne peuvent-elles pas voir la valeur que représenteraient l'ouverture et la gestion par des personnels formés, de bibliothèques qu'elles continueraient à financer elles-mêmes?»⁵³

Références bibliographiques

Gina Baber, *The Positive and Negative Impact of Using Volunteers in Public Libraries*, UCL, juillet 2018. [En ligne] < <https://www.ucl.ac.uk/information-studies/sites/information-studies/files/gbaber2018.pdf> >.

Deborah Forbes, Lindsay Findlay-King, Gordon Macfadyen et Geoff Nichols, "From public to volunteer library provision in the UK: lesson to be learnt – One size does not fit all", *Voluntary Sector Review*, 2017, vol. 8(3),

50. < <https://communitylibrariesnetwork.wordpress.com/> >

51. < <https://www.gov.uk/government/publications/libraries-deliver-ambition-for-public-libraries-in-england-2016-to-2021> >

52. Voir le cas du Comté de l'Essex depuis 2018 : < <https://www.theguardian.com/books/2019/jul/28/essex-isnt-known-as-a-hotbed-of-radicalism-how-protests-turned-back-library-cuts> > et < <https://www.thebookseller.com/news/essex-library-campaigners-urge-community-groups-withdraw-over-unsustainable-financial-burden> >.

53. < <http://www.voicesforthelibrary.org.uk/2011/05/happy-volunteers/> >

p. 343-353, University of Sheffield. [En ligne] < http://eprints.whiterose.ac.uk/124370/11/public_to_volunteer_library_provision_to_GN-1.pdf >.

Biddy Casselden, Alison Pickard et Julie McLeod, “The challenges facing public libraries in the Big Society: The role of volunteers, and the issues that surround their use in England”, *Journal of Librarianship and Information Science*, 2015, vol. 47(3), p. 187-203. [En ligne] < <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0961000613518820> >.

ENTRETIENS AVEC ALAN WYLIE ET ISOBEL HUNTER

La parole est ici donnée à deux bibliothécaires, représentatifs des deux courants, « militant » et « pragmatique », qui cohabitent au sein de la communauté des bibliothécaires. Les questions sont adaptées à chacun des interlocuteurs⁵⁴.

Entretien avec Alan Wylie, bibliothécaire activiste

Alan Wylie est un défenseur des bibliothèques. Il se présente ainsi sur son compte Twitter @wylie_alan : « Bibliothécaire, syndicaliste/socialiste, activiste militant pour la défense des bibliothèques contre la privatisation, la commercialisation et la déqualification des bibliothèques publiques. »

Il gère le blog *Stop the privatisation of Public Libraries*⁵⁵. Il a pris part à de nombreuses manifestations de soutien et a écrit plusieurs articles, dont « Local communities – Labour must fight to defend them », le 27 avril 2018 sur le site *OpenDemocracy*, qui commençait par le chapeau suivant :

Les bibliothèques sont décimées par les compressions, la privatisation, la déqualification et le passage au « bénévolat » et au « généralisme ». Mais on dit à ceux qui y travaillent de nier qu’il y a une crise.

En 2016, Alan Wylie, membre de la branche Islington du syndicat UNISON, déclarait à *News Line* alors que, fin octobre, plus de 5 000 bibliothécaires, syndicalistes, membres de leurs familles et sympathisants avaient manifesté à Londres contre les coupes et les fermetures : « J’ai aidé à organiser cette marche pour envoyer un message fort au gouvernement : nous allons lutter contre les coupes dans les bibliothèques, musées et galeries. Nous avons

54. Les deux entretiens ont été réalisés par Cécile Touitou par courriel, en juillet 2019 pour Alan Wylie et en mai 2019 pour Isobel Hunter. Traduction par Lara Touitou.

55. < <http://dontprivatiselibraries.blogspot.com/> >

perdu 8 000 postes et 600 bibliothèques ont été fermées ou données à des étrangers au cours des six dernières années.»

Cécile Touitou : Comment décririez-vous la situation des bibliothèques publiques anglaises au début des années 2010 du point de vue des professionnels ?

Alan Wylie : Il y avait déjà eu quelques coupes budgétaires avant 2010, mais la fréquentation des bibliothèques continuait d'augmenter. Nous avons perdu du personnel et des bibliothèques, mais la situation s'est aggravée au moment de l'arrivée au pouvoir de la coalition des Conservateurs avec les Libéraux-démocrates : nous avons perdu environ 800 bibliothèques et 12 500 postes, et des centaines de millions de livres sterling ont été retirées des budgets des bibliothèques.

Le Conseil des musées, bibliothèques et archives (MLA – Museums, Libraries and Archives Council) était l'organisme en charge du développement des bibliothèques jusqu'à ce que le mandat soit remis au Arts Council en 2012. Le conseil précédent n'était pas parfait, mais au moins, ils avaient une idée de la vraie mission et du rôle des bibliothèques publiques, contrairement au Arts Council.

Nous disposions encore des vestiges des normes et des critères nationaux pour les bibliothèques jusqu'à ce que la coalition Conservateurs/ Libéraux-démocrates y mette un terme en 2010.

C. T. : Comment décririez-vous la situation dans votre bibliothèque locale ?

A. W. : Ma bibliothèque locale à Haringey est une petite bibliothèque de type Carnegie qui est très utilisée et appréciée par la communauté locale, mais le service dans son ensemble a été vidé de son contenu en raison d'une réduction du personnel et des ressources. Le groupe des amis de la bibliothèque est très actif et d'un grand soutien.

C. T. : Qu'est-ce qui vous a motivé à vous mobiliser et quelle forme cette mobilisation a-t-elle prise ?

A. W. : Il y a quelques années, j'ai commencé à tenir un blog au sujet des bibliothèques, intitulé Stop the privatisation of public libraries⁵⁶, et je me suis impliqué aux côtés de militants américains qui luttèrent contre l'implantation de la société privée de gestion de bibliothèques LSSI⁵⁷ en Californie, et plus tard quand ils ont essayé de s'installer au Royaume-Uni.

Je me suis ensuite concentré sur la privatisation et la commercialisation des bibliothèques publiques au Royaume-Uni.

56. < <http://dontprivatiselibraries.blogspot.com/> >

57. Voir l'article "LS&S (formally known as LSSI)", *Public Libraries News*. [En ligne] < <https://www.publiclibrariesnews.com/user/lssi> >.

Par la suite, j'ai rejoint le groupe de campagne *Voices for the Library*⁵⁸ et j'ai ensuite obtenu une place au sein du comité national d'organisation de *Speak up for Libraries*⁵⁹, une coalition nationale de militants, rassemblant notamment UNISON, CILIP, etc.

J'ai aidé à l'organisation de lobbies auprès du Parlement, de manifestations et de marches d'ampleur nationale. J'ai également témoigné lors d'enquêtes parlementaires, écrit des articles pour la presse nationale et donné des interviews à Channel 4 News, Russia Today, etc

C. T. : Quels ont été les effets de cette mobilisation sur les décisions de fermeture ?

A. W. : À l'échelle nationale, nous nous sommes employés à ce que le sujet des coupes budgétaires et des fermetures fasse les gros titres. À l'échelle plus locale, nous avons aidé de nombreux groupes de campagne à monter des dossiers contre les coupes budgétaires et les fermetures, avec plus ou moins de succès. Nous avons également fait pression auprès des députés et des conseillers municipaux.

C. T. : Quel a été l'impact des réseaux sociaux sur la mobilisation ? Quels ont été les vecteurs de mobilisation les plus efficaces ?

A. W. : La grande majorité des groupes de campagne sont sur Twitter, Facebook, etc., et une grande partie de l'organisation et du partage d'informations se fait par ces canaux. Sans les réseaux sociaux, notre défense aurait été beaucoup plus localisée et inefficace.

C. T. : Aujourd'hui, si vous deviez recommencer, procéderiez-vous de la même façon ?

A. W. : Je regrette de ne pas avoir sollicité davantage de groupes de campagne dans la gestion de *Speak up for Libraries*. Je regrette aussi que les syndicats nationaux n'aient pas donné plus de temps, d'énergie et de ressources pour lutter contre les coupes budgétaires et les fermetures de bibliothèques, et que je n'aie pas réussi à convaincre le Parti travailliste d'adopter une politique nationale sur les bibliothèques.

C. T. : Selon vous, qu'est-ce qui rend les bibliothèques précieuses ?

A. W. : Il s'agit d'un service appartenant au public, et non à des entreprises privées ou à une partie de la collectivité, bien que nous ayons maintenant des bibliothèques gérées par des organisations du « troisième secteur » et par des bénévoles.

C'est le seul espace public où les citoyens peuvent se rendre sans être contraints de dépenser de l'argent, relativement libres de toute pression commerciale.

58. < <http://www.voicesforthelibrary.org.uk/> >

59. < <http://www.librarycampaign.com/tag/speak-up-for-libraries/> >

Les bibliothèques favorisent la participation démocratique et politique et donnent accès à la loi et aux droits.

C. T. : Que répondez-vous à ceux qui prétendent que les bibliothèques sont des équipements obsolètes au XXI^e siècle ?

A. W. : Tout d’abord, je leur dirais qu’en faisant une telle déclaration, ils s’expriment depuis une position privilégiée ; beaucoup de gens n’ayant pas les moyens d’acheter des livres ou des liseuses utilisent les bibliothèques, beaucoup de gens victimes de la fracture numérique utilisent les bibliothèques, beaucoup de gens n’ayant nulle part où aller utilisent les bibliothèques, beaucoup de gens qui ont besoin de contact humain et qui sont isolés utilisent les bibliothèques, et beaucoup de jeunes gens considèrent les bibliothèques comme un espace public sûr et digne de confiance. Ceux qui vivent dans des résidences étudiantes surpeuplées utilisent les bibliothèques pour étudier et pour faire une pause dans un monde souvent bruyant et hostile.

Je voudrais aussi les diriger vers le site The Reading Agency qui travaille en étroite collaboration avec différents partenaires pour offrir des programmes d’accès à la lecture à plus d’un million de personnes par an. Elle mène également des évaluations de l’impact de la lecture, mais aussi des bibliothèques⁶⁰.

C. T. : Selon vous, quel est l’avenir des bibliothèques ?

A. W. : Leur avenir au Royaume-Uni et en Angleterre dépend de certains événements et décisions majeurs :

- une élection générale qui aura lieu très bientôt⁶¹ et au cours de laquelle un gouvernement travailliste dirigé par M. Corbyn prendrait le pouvoir – ce gouvernement travailliste adoptant une politique ou stratégie nationale sur les bibliothèques qui soutiendrait un financement et une gestion publics et un personnel rémunéré et formé ;
- la sanctuarisation des financements pour les bibliothèques publiques ;
- le rétablissement du financement et de la dotation en personnel de toutes les « bibliothèques » dirigées par des bénévoles ;
- le retrait du mandat actuellement détenu par le Arts Council, et la constitution d’un nouveau conseil consultatif qui soit vraiment représentatif ;
- le rétablissement des normes nationales de bibliothèque pour l’Angleterre ;
- se départir de l’esprit néolibéral (appuyé par le groupe de travail, Libraries Unlimited et al.) et reconnaître la véritable valeur sociétale

60. < <https://readingagency.org.uk/about/impact/001-library-facts/> >

61. Pour rappel, ces réponses ont été rédigées en juin 2019.

des bibliothèques et le rôle crucial qu'elles jouent dans la société. Sans ces changements essentiels, nous serons confrontés à davantage de coupes budgétaires, de fermetures et de privatisation, de commercialisation et d'amateurisme croissants.

Entretien avec Isobel Hunter, présidente de Libraries Connected

Libraries Connected est ainsi présenté sur son site web⁶² : « Libraries Connected est un organisme de bienfaisance qui a pris la suite de la Société des bibliothécaires en chef (Society of Chief Librarians – SCL). Il est en partie financé par l'Arts Council England en tant qu'organisation de soutien sectoriel aux bibliothèques. Ce financement a permis d'accroître la capacité d'une nouvelle équipe de permanents. Cependant, nous sommes fiers de rester une organisation de membres, composée de représentants issus de bibliothèques en Angleterre, au pays de Galles et en Irlande du Nord. »

En juin 2018, Isobel Hunter, prenant ses nouvelles fonctions de présidente, répondait à une interview de Ian Anstice pour son blog *Public Library News*⁶³ que nous reproduisons ici en français, en introduction à son interview :

Ian Anstice: Quelle était votre vision du monde des bibliothèques avant votre nomination? Cela a-t-il changé depuis?

Isobel Hunter: Bien que je travaille dans le monde des archives depuis quelques années, elles sont si étroitement liées aux bibliothèques publiques que j'estimais avoir une compréhension suffisante du secteur avant de commencer cette nouvelle mission. J'étais enthousiaste en prenant ce poste car les bibliothèques sont au cœur de la vie des gens et des collectivités d'un bout à l'autre du pays. J'ai longtemps été impressionnée par l'innovation, l'énergie et l'engagement qu'y déploient les professionnels dans l'idée de fournir un service de grande qualité. Ce que j'ai vu depuis ma prise de poste n'a fait que confirmer cette impression. Par exemple, l'un de mes premiers rendez-vous a été d'assister au lancement Makerspace⁶⁴ à Nuneaton, où Ada Lovelace a fait une apparition aux côtés d'un robot dansant.

62. < <https://www.librariesconnected.org.uk/page/about-us> >

63. < <https://www.publiclibrariesnews.com/2018/06/goodbye-society-of-chief-librarians-hello-libraries-connected-an-interview-with-isobel-hunter.html> >

64. < <https://thedesignconcept.co.uk/news/makerspaces-rugby-nuneaton-library/> >

I. A. : Quelles sont vos principales priorités pour les deux prochaines années ? Comment mesurera-t-on le succès de ces priorités ?

I. H. : Nous avons deux domaines prioritaires : (1) Assurer la transition vers une organisation pérenne sur la base d'un financement diversifié, une structure de base légère et efficace, et un engagement significatif auprès de l'ensemble des personnels travaillant dans les bibliothèques. (2) Soutenir l'innovation dans les bibliothèques et être un défenseur acharné de leur impact.

Les objectifs spécifiques de cette première année comprennent un examen des Universal Library Offers⁶⁵, un programme qui vise à aider les bibliothèques en région et à leur proposer le développement d'outils d'évaluation.

Nous présentons ici les réponses qu'elle a adressées à nos questions posées par courriel en mai 2019 :

Cécile Touitou : Comment décririez-vous la situation des bibliothèques publiques anglaises au début des années 2010 ?

Isobel Hunter : L'état des bibliothèques au Royaume-Uni constitue un débat très controversé. À Libraries Connected, nous estimons que la réalité est complexe et nuancée. Les budgets et les ressources ont considérablement diminué depuis 2010, et le nombre d'utilisateurs a diminué depuis des années, avant même la période d'austérité qui débute en 2005. Dans les médias britanniques, il y a souvent des articles autour du sujet des « bibliothèques en crise ». Toutefois, les bibliothèques publiques du Royaume-Uni ont fait preuve d'innovation dans la façon dont elles financent et fournissent leurs services, le nombre d'utilisateurs demeure incroyablement élevé et certains signes indiquent qu'il commence même à augmenter. Nous sommes un secteur qui devrait aborder l'avenir avec confiance et se concentrer sur une offre de services unique, précieuse et moderne pour nos collectivités.

C. T. : Quel est le statut des bibliothécaires britanniques, qui les emploie et quelle est la durabilité de leur emploi ?

I. H. : La plupart des bibliothèques publiques sont gérées par les autorités locales qui emploient les bibliothécaires et le personnel des bibliothèques. Un petit nombre d'entre elles ont fait l'objet d'une externalisation et sont gérées par exemple par des associations caritatives

65. < <https://www.librariesconnected.org.uk/page/universal-library-offers> >

indépendantes, et le personnel précédemment local ou municipal y a été transféré.

Les clauses contractuelles de ces emplois varient. Nombre d'entre eux sont sous contrat à durée indéterminée, mais les contrats à durée déterminée et les missions font également partie du paysage.

On craint que leurs compétences professionnelles ne soient diluées, et nous devons y remédier. Cependant, à mesure que les bibliothèques changent et s'adaptent, il est important que nous reconnaissons que les compétences évoluent et que nous devons former du personnel pour suivre le rythme de ce monde en constante évolution afin d'en assurer la durabilité.

C. T. : Comment décririez-vous la situation des bibliothèques publiques britanniques au début des années 2010, du point de vue des bibliothécaires ?

Tableau 5. Enquête CIPFA sur les bibliothèques 2017-2018

	2016-2017	2017-2018
Dépenses	771 673 213 £	741 423 730 £
Visites en bibliothèques	243 419 186	233 094 425
Employés (ETP)	16 194	15 483
Bénévoles	48 025	51 394
Heures de bénévolat	1 720 289	1 780 843
Point de service *	3 745	3 618
Livres prêtés	192 567 205	182 895 337
<p>* Un point de service est constitué par toute bibliothèque, fixe ou mobile, par laquelle l'administration de la bibliothèque publique fournit ou gère directement un service destiné au grand public. Un point de service fixe doit permettre l'accès au grand public (et pas seulement à des groupes particuliers) et, au minimum, fournir un point d'information doté de personnel, des installations de prêt et un terminal d'accès public. Les services situés dans un même bâtiment ne doivent pas être comptés séparément. Les bibliothèques centrales et les succursales sont comptées comme des points de service distincts.</p>		

Source: < <https://www.cipfa.org/about-cipfa/press-office/archived-press-releases/2018-press-releases/libraries-lose-branches-and-staff-as-spending-continues-to-drop> >

I. H. : Depuis 2010, tous les secteurs de l'administration locale – y compris les bibliothèques – ont subi d'importantes réductions de budgets et de ressources. Les données soumises chaque année au CIPFA montrent une réduction de 38 % des budgets des bibliothèques entre 2010 et 2018. Le même ensemble de données montre également une

réduction du personnel des bibliothèques (d'environ 20 000 équivalents temps plein à 12 000) et des succursales (de 17 %), ainsi qu'une diminution continue de l'utilisation des bibliothèques, qui est passée de 52 % en 2005 (avant le début de l'austérité) à 34 % l'an dernier.

Toutefois, au cours de la même période, le taux de satisfaction des usagers des bibliothèques est demeuré très élevé et constant, à environ 92 %, et il y a des signes évidents que le déclin de l'utilisation des bibliothèques s'est stabilisé et commence à augmenter à nouveau.

Les bibliothécaires ont réagi à l'austérité avec créativité, détermination et vigueur. Ils ont compris la nécessité de transformer le service. Bien que la majorité des bibliothèques soient encore régies directement par les autorités locales, il y a eu un certain nombre de cas d'externalisation où les autorités locales demandent à une association caritative indépendante de gérer leur bibliothèque. Les bibliothécaires ont également travaillé dur pour diversifier leur base de financement, en répondant à des appels à projets pour recevoir des financements, pour soutenir des projets au sein de leur collectivité et le développement de leurs budgets d'investissement, et en utilisant leurs bâtiments, leurs collections et leur expertise pour générer des revenus.

Par ailleurs, le recours aux bénévoles s'est accru de façon notable afin d'améliorer le travail du personnel salarié et d'établir des liens plus étroits avec les collectivités. Il y a aussi une augmentation du nombre de bibliothèques « gérées par la communauté », où le conseil a confié la responsabilité de ses bâtiments et de ses collections à un groupe communautaire. Les modèles à cet égard varient – d'un partenariat où le service de bibliothèque de base continue toujours de fournir un soutien professionnel, des ressources et un niveau de financement et où la bibliothèque fait toujours partie des dispositions statutaires du conseil, à un modèle où le conseil se dégage de la responsabilité et offre peu ou aucun appui. La durabilité et la qualité de ce dernier modèle sont discutables.

Dans de nombreuses bibliothèques, les changements ont été correctement planifiés et bien exécutés, avec le soutien des autorités locales. Cependant, cela n'a pas été le cas partout et on craint de ne plus avoir d'offre de bibliothèque cohérente dans toutes les régions du pays, et que cette offre soit maintenant inadaptée dans certaines régions.

Au cours de la dernière décennie, la conséquence que cela a eu sur les bibliothécaires est qu'ils ont dû devenir des défenseurs déterminés de leurs établissements auprès des élus, des bailleurs de fonds et des décideurs. Ils ont également dû montrer qu'ils avaient des idées

innovantes et qu'ils étaient soucieux de s'adapter aux transformations afin de continuer à offrir une offre de services de bibliothèque de qualité au public local. Dans de nombreux conseils municipaux, le rôle des bibliothèques est maintenant mieux compris et on appréhende mieux les impacts que les bibliothèques peuvent avoir sur la vie des gens. Toutefois, à mesure que les conseils continuent de réduire leur budget, les bibliothèques devront continuer de défendre leurs intérêts en vue d'obtenir des financements qui permettront de préserver leur établissement.

C. T. : Quelle mobilisation le public a-t-il mise en œuvre ?

I. H. : Les militants locaux et des groupes d'amis des bibliothèques ont fait preuve d'un engagement très fort, ayant à cœur de protéger les bibliothèques. Ils s'unissent à l'échelle nationale par l'intermédiaire de Twitter et des réseaux sociaux, bien que leurs campagnes soutiennent en réalité davantage les intérêts locaux. Le CLIP est également parvenu à se faire entendre à l'échelle nationale et est souvent cité dans les médias et lors de conférences.

Les directeurs des bibliothèques ne peuvent pas activement faire campagne contre les changements prônés par leur tutelle, car ils ne peuvent pas tout simplement faire campagne contre le conseil municipal qui les emploie ! Cependant, ils s'efforcent de plaider pour leur établissement et d'influencer la prise de décision en interne, en utilisant des approches fondées sur des données factuelles et étayées par des enquêtes auprès des communautés qu'ils desservent.

Des organismes nationaux, dont le Arts Council England et Libraries Connected, s'emploient également à soutenir les services au cas par cas et à influencer les décisions relatives aux votes du budget. Ils s'emploient également à sensibiliser le gouvernement central à la valeur des bibliothèques et à fournir aux bibliothécaires des outils et des preuves pour les aider à plaider leur propre cause.

Un des membres de Libraries Connected, directeur de bibliothèque très chevronné, m'a expliqué :

Nous ne le faisons peut-être pas aussi bruyamment que d'autres acteurs l'ont fait (je ne sais pas si c'est la bonne analogie), et ce qui n'est pas aussi visible, ce sont les heures passées par les directeurs des bibliothèques à convaincre et à influencer d'une manière plus persuasive et acceptable nos élus et décideurs quant aux valeurs des bibliothèques et leurs impacts sur la santé et le bien-être et comment elles permettent aux usagers d'éviter de s'engager dans toutes sortes de dépenses coûteuses.

Grâce à plusieurs échanges avec mes collègues et à ma propre expérience, je sais que si vous pouvez donner la preuve de votre rapport qualité/prix et montrer un retour sur investissement positif, vous pouvez faire changer les gens d'avis, mais le processus a été lent et certaines personnes choisissent encore de ne pas nous écouter, mais nous ne devrions pas sous-estimer la révolution plus tranquille qui a déjà eu lieu chez nos tutelles. Je pense que le personnel des bibliothèques s'est mobilisé, non pas en brandissant des pancartes ou des bannières, mais en continuant à fournir d'excellents services, en démontrant leur valeur et en insistant constamment – sur toutes les plateformes possibles – sur le fait que les bibliothèques sont toujours nécessaires et méritent d'être défendues.

À titre d'exemple personnel, je me suis engagé auprès du membre du conseil municipal en charge de notre dossier, en lui montrant les services que nous offrons, en prenant le temps de promouvoir notre vision et en m'assurant qu'il comprend – au nom du conseil – la valeur des bibliothèques, mais aussi ce que nous pourrions perdre si nous fermions nos bibliothèques. Je me suis efforcé de m'engager auprès du directeur général, des administrateurs, etc., en participant aux réunions idoines, en plaçant mon personnel au bon endroit et au bon moment pour plaider et influencer.

Il y a peu de communication dans les médias autour de cette mobilisation car c'est un sujet qui n'est sûrement pas assez intéressant pour figurer dans un reportage ou un article – mais je peux vous dire que c'est ressenti comme une campagne au long cours, et je suis certaine que les militants des bibliothèques le ressentent aussi.

C. T. : Le public s'est-il exprimé d'une seule voix ou y a-t-il eu un débat sur les arguments à avancer ?

I. H. : Il existe bien sûr des divergences d'opinions sur la façon dont les bibliothèques devraient être gérées et financées. Les idées diffèrent au sujet du recours aux bénévoles et sur la valeur ajoutée qu'ils peuvent apporter au service.

Il n'existe pas d'approche universelle qui conviendrait à tout le monde, et ce n'est de toute façon pas ce vers quoi nous devrions tendre. Les bibliothèques ont toujours été pensées pour répondre à des besoins très locaux, de sorte que chaque bibliothèque a toujours été différente de ses voisines.

Cela étant dit, il est toutefois important que les instances dirigeantes et les dirigeants eux-mêmes se réunissent pour donner une orientation

claire à nos bibliothèques. Cela commence à se produire de plus en plus, avec le développement d'approches collaboratives et des partenariats au sein du milieu des bibliothèques.

C. T. : Quels effets cette mobilisation a-t-elle eus sur les décisions de fermeture ?

I. H. : Certaines fermetures sont inévitables, d'autres sont nécessaires, par exemple lorsque la population des villes évolue et que les bibliothèques ne sont pas situées au centre de nouvelles collectivités, ou lorsque les vieux bâtiments ne sont plus adaptés à l'utilisation qui en est faite.

Je pense qu'il est juste de dire que l'opinion publique et la vague de soutien aux bibliothèques confrontées à la fermeture ont parfois conduit à réfléchir à la façon dont les budgets et les ressources sont utilisés et alloués. Ce soutien, s'il est manifesté de manière adéquate, peut sauver les bibliothèques de la fermeture.

Il faut que cela s'oriente vers un soutien positif, et qu'on instaure un dialogue efficace et réfléchi à même de faire changer les gens d'avis.

C. T. : Combien de bibliothécaires ont perdu leur emploi et comment ont-ils changé d'emploi ?

I. H. : Les statistiques nationales recueillies par le CIPFA montrent une diminution de 38 % du personnel des bibliothèques à temps plein depuis 2010. Les rôles ont évolué à mesure que les équipes régies par différents conseils municipaux ont fusionné et cohabité, si bien que de nombreux membres du personnel des bibliothèques ont maintenant des rôles plus diversifiés qu'avant. Beaucoup d'entre eux apprécient les nouvelles méthodes de travail et les interactions plus fréquentes avec le public. Toutefois, il est nécessaire de plaider vigoureusement en faveur d'un personnel spécialisé et qualifié, qui reste essentiel à la gestion d'un bon service de bibliothèque. La collaboration régionale pour partager le personnel spécialisé et les compétences s'avère une approche fructueuse. En outre, l'utilisation de technologies telles que les automates de prêt/retour en libre-service représente désormais 50 % des transactions courantes, libérant ainsi le personnel pour un travail plus significatif et une plus grande interaction avec les usagers des bibliothèques.

C. T. : Comment évalueriez-vous la présence de bénévoles dans les bibliothèques britanniques aujourd'hui ?

I. H. : Le nombre de bénévoles a augmenté de 187 % depuis 2010 et le nombre d'heures de bénévolat est passé de 0,5 million à 1,7 million. Le recours aux bénévoles varie d'un service à l'autre. Dans de nombreux cas, ils sont déployés pour améliorer et développer le travail du

personnel rémunéré, recevoir une formation adéquate et servir de pont entre la bibliothèque et la collectivité.

Dans certains cas, les conseils ont transféré des locaux et des ressources à des groupes locaux et à des bénévoles et n'offrent ni financement ni soutien professionnel. La durabilité et la qualité à long terme de ce type de bibliothèque sont discutables.

C. T. : Pourquoi les bibliothèques sont-elles précieuses ?

I. H. : Les bibliothèques sont un espace protégé et neutre que les individus et les groupes peuvent utiliser. Elles sont souvent au cœur de la communauté et constituent parfois la seule présence citoyenne dans un quartier. La lecture est toujours importante et l'accès gratuit aux livres et aux documents de recherche est plus important qu'il ne l'a jamais été. Il en va de même pour la possibilité de se lancer dans l'apprentissage dans un environnement plus informel.

Le personnel possède les compétences et les connaissances nécessaires pour traduire ce qui représente parfois une quantité d'information déroutante pour les usagers. Les bibliothèques permettent aux gens de s'engager dans des activités culturelles, parfois sans même s'en rendre compte !

C. T. : Selon vous, quel est leur avenir ?

I. H. : Les bibliothèques sont tout aussi nécessaires aujourd'hui qu'au- paravant. Nous avons changé et nous nous sommes adaptés au fil des ans et nous devons continuer à le faire pour répondre aux besoins des groupes et des individus. Nous nous alignons sur les priorités et les ordres du jour de nos tutelles, ce qui nous permet d'atteindre les résultats qu'elles exigent de nous. Les valeurs uniques des bibliothèques doivent être protégées – dans un monde en constante évolution, les bibliothèques ont prouvé qu'elles représentent un modèle de confiance, capable d'aider et de soutenir les gens à se tenir au courant des technologies en constante évolution, à comprendre et à démêler la masse d'informations qui leur arrive et à leur fournir un espace de réflexion et de détente.

CHAPITRE 7. DES AUTEURS ENGAGÉS : POIDS MÉDIATIQUE ET CONVICTION POLITIQUE

De Philip Pullman à Carol Ann Duffy, la liste est longue des auteurs qui se sont publiquement manifestés en soutien des communautés locales dépossédées de leur bibliothèque. **Adèle Zwillling** retrace leurs campagnes d'action dans une synthèse, illustrée par l'entretien de l'écrivain de livres pour la jeunesse **Alan Gibbons**, à l'initiative de Campaign for the Book.

LES AUTEURS, VISAGE D'UN DÉBAT MÉDIATIQUE

En 1894, Mark Twain écrivait : « Une bibliothèque publique est la plus durable des commémorations, le plus fidèle monument d'un événement, d'un nom ou d'une affection, car elle, et elle seule, est respectée par les guerres et les révolutions, et leur survit. »¹ Faisant des bibliothèques le pilier de la mémoire humaine, il leur conférait alors un caractère intouchable. Kensal Rise, la bibliothèque que l'écrivain américain inaugura à Londres quelques années plus tard, survécut effectivement aux nombreux tourments du XX^e siècle et fut même occupée par le cabinet de guerre de Winston Churchill. Cependant, en novembre 2010, celle-ci se retrouve menacée de fermeture par le conseil de la circonscription municipale de Brent², en raison des restrictions budgétaires imposées par les Tories. Une telle mesure souleva l'indignation des populations locales, mais aussi des écrivains contemporains réunis dans une campagne de sauvetage largement relayée par les médias. L'engagement passionné des auteurs britanniques venait alors rappeler la relation privilégiée qui, bien que parfois assombrie par les conflits d'intérêts générés par le droit de prêt, subsiste entre bibliothèques et écrivains, les institutions locales se faisant le lieu de promotion d'un milieu littéraire auquel les seconds offrent une vitalité sans cesse renouvelée. Aux yeux du grand public, auteurs et bibliothèques appartiennent assurément au même monde : celui du livre et de la lecture.

Cette association devint particulièrement manifeste dès l'instant où les bibliothèques se trouvèrent attaquées par les politiques publiques du gouvernement, se voyant ainsi propulsées à la une de l'actualité. Le traitement

1. Mark Twain, lettre à la bibliothèque Millicent (Rogers), 22 février 1894.

2. Sam Jones et Alison Flood, "Kensal Rise library stripped in night of books and Twain plaque", *The Guardian*, 29 mai 2012. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/uk/2012/may/29/kensal-rise-library-stripped-books> >.

médiatique de ces mesures polémiques fit alors appel à l'opinion de figures publiques. De nombreuses célébrités, issues par exemple de la télévision comme Stephen Fry, ou de la musique tel que Nicky Wire³ – du groupe gallois Manic Street Preachers –, n'hésitèrent pas à exprimer leur vif désaccord avec le traitement des bibliothèques. Toutefois ce sont les auteurs, véritables vedettes du domaine littéraire, qui occupèrent la majeure partie de l'espace médiatique dédié à ces contestations. Leur notoriété, leur permettant de toucher un vaste public, participa alors fortement à la démocratisation du débat.

Dès novembre 2010 – soit un mois après la publication de la *Comprehensive Spending Review* –, Philip Pullman, Kate Mosse et Will Self prirent publiquement la parole afin de condamner les fermetures⁴. De nombreux autres auteurs, originaires de l'ensemble du Royaume-Uni, rejoignirent progressivement le débat. En 2012, Julia Donaldson, Daisy Goodwin et Anne Fine s'associèrent ainsi à Philip Pullman dans la rédaction d'une lettre ouverte condamnant le plan de fermeture des bibliothèques de Newcastle. En 2014, la volonté du conseil municipal de Liverpool de fermer 11 bibliothèques conduit à la publication d'une « lettre d'amour aux bibliothèques de Liverpool » signée par plus de 500 écrivains, dont la poétesse Carol Ann Duffy⁵. Leur appropriation du débat se traduisit également par des allocutions publiques au cours de nombreuses apparitions dans des festivals littéraires, à la télévision, ou encore la radio. Le pouvoir du « net citoyen » fut une nouvelle fois démontré, car les auteurs convoquèrent l'influence dont ils disposaient sur les réseaux sociaux, et principalement Twitter, où ils informent leurs nombreux abonnés des conséquences dramatiques des fermetures. L'écrivain jeunesse Alan Gibbons s'est ainsi particulièrement illustré pour ses prises de position en ligne, partageant sans relâche un appel à la mobilisation et devenant rapidement une figure de proue du mouvement contestataire⁶.

Outre leurs interventions dans la presse, les écrivains ont pris part à des actions de campagne concrètes. De nombreux auteurs furent présents lors des protestations prenant place devant les bibliothèques menacées, en raison de leur affinité propre à telle institution locale : Zadie Smith à Brent, Philip Pullman dans son Oxfordshire natal, ou l'écossaise Val McDermid dans le comté de Fife. Ils participèrent également à des actions financières, comme

3. "Wire slams British library closures", *World Entertainment News Network*, 9 février 2011.

4. Benedicte Page, "Library cuts and job losses condemned by leading authors", *The Guardian*, 22 novembre 2010. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2010/nov/22/library-cuts-leading-authors-condemn> >.

5. Nadia Khomami, "UK library closures and the fights to save them", *The Guardian*, 17 décembre 2015. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2015/dec/17/library-closures-campaigns-fights-cuts-uk> >.

6. Voir l'entretien avec Alan Gibbons p. 176.

l'organisation de levées de fonds pour sauver ces bibliothèques. À l'occasion du célèbre festival de littérature de Hay-on-Wye en 2017, certains écrivains appelèrent ainsi leur public à contribuer afin de protéger la bibliothèque municipale de la ville hôte. Les fonds récoltés par le festival permirent ainsi d'offrir à la bibliothèque un « sursis », selon la militante locale Anita Wright⁷. De plus, la notoriété des auteurs et le retentissement de leurs interventions leur ont permis d'attirer l'attention des autorités. Alan Gibbons, après avoir réclamé dans une lettre ouverte sa volonté de voir le ministre de la Culture Ed Vaizey prendre part à un débat public sur la question, vit sa requête acceptée, bien que l'initiative fût finalement rejetée par A. Gibbons en raison des modalités imposées par le ministre⁸.

Cette prise de position affirmée des écrivains s'est également illustrée par la participation de la Société des auteurs à l'organisation des événements en l'honneur du Save the Libraries Day, en soutien à l'association des professionnels de bibliothèque CILIP. La légitimation du métier de bibliothécaire occupa également une place importante des revendications exprimées par les auteurs. Philip Pullman attaqua frontalement la volonté du gouvernement de faire appel à des bénévoles pour compenser la baisse des effectifs : « Pensez-ils que le travail d'un bibliothécaire est si simple, si vide de contenu, que quiconque puisse s'en charger pour un merci et une tasse de thé ? »⁹ Dans ce contexte rare d'échange entre les deux professions, le bibliothécaire et activiste Alan Wylie en profita pour rappeler l'utilité des bibliothèques publiques pour les écrivains eux-mêmes¹⁰. Sur Twitter, il affirmait ainsi que ce dont les auteurs auraient le plus besoin, de nos jours, serait un service de bibliothèques publiques pris en charge par des professionnels qualifiés et doté de ressources suffisantes¹¹, leur permettant alors de bénéficier d'un lieu propice à la création littéraire.

7. "Hay Festival cash keeps town library open", *BBC*, 7 mai 2017. Disponible en ligne : < <https://www.bbc.com/news/uk-wales-mid-wales-39930723> >.

8. Sarah Shaffi, "Gibbons reissues call for head-to-head debate with Vaizey", *The Bookseller*, 12 août 2015. [En ligne] < <https://www.thebookseller.com/news/gibbons-reissues-call-head-head-debate-vaizey-309261> >.

9. Philip Pullman, "Leave the libraries alone. You don't understand their value", *The False Economy*, 25 janvier 2011. [En ligne] < <http://falseeconomy.org.uk/blog/save-oxfordshire-libraries-speech-philip-pullman> >. Voir également l'encadré p. 117.

10. Voir l'entretien avec Alan Wylie p. 159.

11. Alan Wylie (alan_wylie), "A properly resourced and funded public library run by paid/trained staff perhaps?", tweet en réponse à Beverley Ward (beverleyward), 5 juin 2019.

QUEL DISCOURS ? DE L'INTIME AU POLITIQUE

La déclaration d'Alan Wylie, certes volontairement provocatrice, interroge la place que les auteurs accordent aux bibliothèques publiques. Entre nécessité et nostalgie, quelle idée des bibliothèques fut alors défendue ? Si leurs interventions ont pour objectif principal la dénonciation des mesures enclenchées par le gouvernement, beaucoup y ajoutent une dimension émotionnelle, fondée sur l'expression de leur propre vécu. On retrouve ainsi, au cœur des débats, de nombreux témoignages fournis par les auteurs qui revinrent sur leurs souvenirs associés aux bibliothèques. Celles-ci sont généralement considérées comme ayant occupé une place majeure dans leur construction personnelle et leur découverte de la littérature. À cet égard, le discours prononcé par Philip Pullman et publié en ligne en janvier 2011 sur le site *The False Economy*, sous le titre de « Leave the libraries alone, you don't understand their value » [Laissez les bibliothèques tranquilles, vous ne comprenez pas leur valeur], constitue un exemple très représentatif et particulièrement lyrique. L'auteur de la saga *La croisée des mondes* revenait alors sur les raisons qui l'ont poussé à prendre parole en faveur de la protection des bibliothèques.

Je le fais par amour.

Je me rappelle encore de ma première carte de bibliothèque. Cela devait être autour de 1957. Ma mère m'amena à la bibliothèque publique juste derrière Battersea Park Road et m'y inscrivit. J'étais tellement heureux. Tous ces livres, et j'avais le droit d'emprunter tous ceux que je voulais!

Ce texte, rendant hommage à la « magie des livres », reçut un grand succès pour ses qualités littéraires et fut abondamment partagé en ligne. Son pouvoir de réminiscence sembla trouver un écho considérable auprès du public, beaucoup le remerciant d'avoir « su mettre les mots » sur leur ressenti, tandis qu'un commentateur nommé Booklover Kate déclarait : « Certaines choses ont un coût, mais la valeur qui leur est associée ne peut être calculée en termes d'argent car elle est incommensurable. »¹² À l'instar de Philip Pullman, de nombreux auteurs s'attachèrent à exprimer le lien profond les liant aux bibliothèques publiques, avec un zèle parfois excessif : la mère de Zadie Smith dut ainsi se défendre d'avoir « volé » des livres appartenant à une bibliothèque¹³!

12. Il s'agit des commentaires laissés à la suite de l'article de Philip Pullman : < <http://falseeconomy.org.uk/blog/save-oxfordshire-libraries-speech-philip-pullman> >.

13. "I didn't steal books from library", says mother of Zadie Smith", *The Daily Mail Online*, 5 avril 2011. [En ligne] < <https://www.dailymail.co.uk/news/article-1372817/I-didnt-steal-books-library-says-mother-Zadie-Smith.html> >.

Cette insistance sur le rapport affectif entretenu avec les bibliothèques, définies par Ian Rankin comme des « refuges et des lieux d'émerveillement », contribua à en faire des lieux presque sacrés, propices à la découverte et la liberté. La condamnation de leur suppression, que l'autrice Daisy Goodwin qualifie de véritable « tragédie »¹⁴ n'en est, par ailleurs, que plus justifiée.

Si les écrivains insistèrent sur la dimension proprement humaine et sociale des bibliothèques, ce ne fut pas sans répercussion politique. En effet, leurs témoignages permirent d'orienter le débat vers les conséquences sociales des politiques budgétaires du gouvernement, en particulier leur aspect discriminatoire envers des populations vulnérables, et notamment de la jeunesse. L'emphase fut mise sur le rôle démocratique de la bibliothèque publique, qui offre aux enfants ne disposant pas de ces ressources dans leur propre foyer un accès libre aux livres, et donc à la connaissance. Le combat des auteurs se justifiait alors par ce sentiment que les bibliothèques constituent des « *passerelles vers des vies meilleures* »¹⁵ qui devraient être offertes sans conditions aux générations actuelles et à venir. Le romancier Neil Gaiman accuse alors les autorités de « voler à l'avenir pour financer le présent », en fermant « des portes qui devaient être ouvertes »¹⁶. Les mesures du gouvernement, animées par la volonté d'appliquer la notion de rentabilité aux services publics, n'étaient pas épargnées par le discours de Philip Pullman qui dénonçait le « fantôme cupide » du profit. Ces politiques furent également qualifiées d'élitistes par Zadie Smith, estimant qu'il semblait « difficile de voir à quel point il est important d'avoir une bibliothèque de proximité. Mais il est toujours compliqué d'expliquer aux gens qui ont de l'argent ce que c'est que de n'avoir presque rien »¹⁷. Ce sentiment de drame et d'injustice face à de telles mesures fut ainsi résumé par Michael Rosen en des termes très accusateurs : « Ce que dit l'État, c'est que les pauvres n'ont pas le droit à la connaissance et au savoir. »¹⁸

La crise des bibliothèques a donc poussé les auteurs à s'investir sous des formes variées afin de contester les mesures imposées par le gouvernement.

14. "Author Daisy Goodwin says library closures 'a tragedy'", *BBC*, 18 novembre 2011. [En ligne] < <https://www.bbc.com/news/av/entertainment-arts-15788178/author-daisy-goodwin-says-library-closures-a-tragedy> >.

15. Amelia Hill, "Zadie Smith joins campaign to save her local library", *The Guardian*, 30 mars 2011. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2011/mar/30/zadie-smith-public-library-campaign> >.

16. Stephen Adams, "Neil Gaiman says closing libraries would be 'a terrible mistake'", *The Telegraph*, 22 juin 2010. [En ligne] < <https://www.telegraph.co.uk/culture/culturenews/7852404/Neil-Gaiman-says-closing-libraries-would-be-a-terrible-mistake.html> >.

17. Amelia Hill, article cité.

18. Alice Ross, "Authors join national protest against library Closures", *The Guardian*, 5 novembre 2016. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2016/nov/05/authors-join-national-protest-against-library-closures> >.

Poussés par leur attachement personnel à ces institutions, mais aussi par la conviction profonde de leur importance au sein des communautés, ils se sont alliés aux bibliothécaires pour défendre une certaine idée de l'État, dont le devoir serait de protéger à tout prix l'accès à la connaissance pour tous au nom d'une conception très démocratique de la culture de l'écrit.

ENTRETIEN AVEC ALAN GIBBONS, AUTEUR ENGAGÉ¹⁹

Alan Gibbons écrit des livres pour enfants depuis vingt-trois ans. Il est le lauréat de l'édition 2000 du Prix du livre Blue Peter «Le livre que je ne pouvais pas m'arrêter de lire» pour son livre à succès *Shadow of the Minotaur*. Il a été juré de l'édition 2001 du prix. Alan Gibbons a enseigné pendant dix-huit ans, dans le primaire et dans le secondaire. Il a effectué de nombreuses visites d'écoles, de collèges et de bibliothèques et donne des conférences sur l'éducation. Il est un conférencier populaire au Festival d'Édimbourg, à la Foire du livre de Londres, au Northern Children's Book Festival, au festival d'Hay-on-Wye, au Cheltenham Festival et plusieurs autres. Il est l'organisateur de Campaign for the Book et a organisé avec succès une conférence de 200 personnes à Birmingham pour son lancement. En décembre 2010, il a lancé une lettre ouverte au sujet des fermetures de bibliothèques signée par 1 100 personnes, notamment de nombreuses personnalités du monde des arts, de la littérature, des médias et de l'édition.

Cécile Toutilou : Comment décririez-vous la situation des bibliothèques publiques britanniques au début des années 2010, du point de vue des bibliothécaires ?

Alan Gibbons : Je la qualifierais de préoccupante, mais loin d'être aussi grave que la situation actuelle, après une décennie de coupes budgétaires. On parle de l'âge d'or des bibliothèques à partir de 1964, lorsque la législation a confirmé la modernisation du statut du service des bibliothèques publiques, puis de 1979, lorsque l'arrivée de Margaret Thatcher a créé un climat de coupes budgétaires, d'obsession de la privatisation et d'hostilité envers le service public. Au début des années 2010, les bibliothèques avaient déjà connu plusieurs périodes de réduction des heures d'ouverture, de réduction du personnel et des collections offertes, mais je soupçonne que peu de gens ont réalisé alors à quel point la situation allait se dégrader à la suite de la crise

19. Les questions ont été adressées par courriel par Cécile Toutilou en juin 2019. Les réponses sont traduites par Lara Toutilou.

financière de 2008. Il y avait toujours un réseau de bibliothèques en bonne santé, même si les signes annonciateurs du déclin à venir étaient déjà là depuis des années.

C. T. : Quelle mobilisation le public a-t-il mise en œuvre ?

A. G. : Les bibliothèques sont populaires. Au fur et à mesure que la menace de fermeture des bibliothèques se profilait à l'horizon, il y a eu des protestations assez importantes. Lorsque les bibliothèques ont été menacées dans le district du Wirral, dans le nord-ouest de l'Angleterre, par exemple, plus de 1 000 personnes ont défilé à Birkenhead. 800 personnes ont assisté à une réunion de consultation. Il y a eu 110 rencontres de lecture dans les bibliothèques à travers le pays. Il y avait deux lobbies très suivis au Parlement. Dans de nombreuses régions, il y a eu des formes inhabituelles de protestation. Par exemple, à Milton Keynes, les usagers de la bibliothèque ont emprunté tous les livres de leur succursale locale pour attirer l'attention sur ce qui arrivait au service. Il y a également eu une manifestation nationale de 2 500 personnes à Londres, à laquelle se sont joints des représentants du syndicat de la CGT de Paris.

C. T. : Le public s'est-il exprimé d'une seule voix ou y a-t-il eu un débat sur les arguments à avancer ?

A. G. : Le public ne s'exprime jamais d'une seule voix. Il y a des disparités selon les revenus et l'appartenance politique. Certains ont été convaincus par l'argument selon lequel nous étions « tous dans le même bateau » alors que 14 millions de personnes vivent aujourd'hui dans la pauvreté alors même que les 10 000 personnes les plus riches ont vu leur revenu augmenter de 183 % en dix ans. Certaines personnes croyaient que, si nous acceptions certaines coupes budgétaires, le service en général n'en subirait pas de conséquences, tandis que d'autres ont dit que des coupes entraîneraient d'autres. Le plus grand débat parmi les usagers de la bibliothèque portait sur la manière dont les campagnes devaient se dérouler. Certains croyaient que seule une action syndicale vigoureuse pouvait défendre le service. D'autres pensaient que le gouvernement et les conseils locaux pouvaient être convaincus par l'usage de la raison. Cela a suscité de vives controverses au sein des campagnes pour les bibliothèques.

C. T. : Quels effets cette mobilisation a-t-elle eus sur les décisions de fermeture ?

A. G. : J'ai mentionné le district du Wirral. Là-bas, le ministre Andy Burnham a suspendu les fermetures, mais une fois qu'il a été remplacé par le ministre conservateur Ed Vaizey, les coupes budgétaires se sont accélérées et cette décision a été remise en question. Dans certaines

régions, les fermetures ont été retardées et certaines ont été annulées, mais la tendance générale s'est poursuivie. Je pense que la leçon qu'en ont tirée le nouveau gouvernement conservateur et de nombreux conseils municipaux a été d'introduire des coupes budgétaires et des fermetures non pas d'un seul coup, mais d'une manière lente, au goutte-à-goutte, d'une manière plus difficile à combattre par une seule grande campagne de protestation et qui a eu tendance à démoraliser lentement les opposants.

C. T. : Pourquoi avez-vous pris la tête d'une mobilisation ?

A. G. : Le poète Michael Rosen n'avait pas pu prendre la parole à Doncaster en 2008, alors je suis intervenu à la dernière minute. J'ai entendu parler de l'ampleur des coupes budgétaires imposées aux bibliothèques locales et j'ai assisté alors à une manifestation d'environ trois cents personnes et pris la parole à plusieurs réunions de protestation. Après quelques recherches, j'ai conclu que si le secteur public devait être réduit de 28 %, comme l'a dit le chancelier George Osborne, la plupart des collectivités se retrouveraient avec une seule bibliothèque bien dotée en personnel et des bibliothèques satellites bénévoles. J'ai organisé la conférence Campaign for the Book lors d'une réunion de 200 personnes à Birmingham et j'ai rejoint la nouvelle coalition Speak up for Libraries. J'ai initié les « 110 rencontres de lectures publiques » à travers le pays, lancé une pétition pour rendre les bibliothèques scolaires statutaires et pris la parole lors de nombreuses réunions de protestation, rassemblements, lobbies et débats.

C. T. : Quels furent vos résultats ?

A. G. : Nous avons retardé certaines des fermetures et obligé certains conseils à adopter une approche moins radicale, mais pour être tout à fait honnête, tant que le gouvernement s'en tient à son programme d'austérité, les bibliothèques, en tant que petit secteur, ne peuvent jamais être défendues alors que les hôpitaux, les écoles et le logement sont réduits à néant et ne font l'objet que de protestations limitées. Le Congrès des syndicats (Trades Union Congress – TUC) a organisé une première manifestation de 400 000 personnes²⁰. Malheureusement, cela ne s'est jamais transformé en une campagne massive contre

20. NDT : la manifestation du 10 juillet 2014 a été relatée dans la presse : « Des centaines de milliers de personnes ont pris part à des rassemblements et des marches à travers le Royaume-Uni dans le cadre d'une journée de grève organisée par les syndicats des services publics. Les enseignants, les pompiers et les conseillers municipaux se sont joints à la grève, qui fait suite à des différends avec le gouvernement au sujet des salaires, des pensions et des compressions. » In : « Public sector strikes hit schools and services around the UK », *BBC News*, 10 juillet 2014. [En ligne] < <https://www.bbc.com/news/uk-28240683> >.

l'austérité. Le nombre de manifestations a diminué, des centaines de milliers d'emplois ont été supprimés dans le secteur public et les services ont été réduits. Les bibliothèques ne représentaient qu'une petite partie de ce tableau d'ensemble.

C. T. : Selon vous, pourquoi les bibliothèques sont-elles précieuses ?

A. G. : Tout simplement, elles changent des vies. Un récent sondage a montré – ce qui n'est pas surprenant – qu'un enfant qui fréquente la bibliothèque est deux fois plus susceptible de lire avec aisance qu'un autre qui n'y va pas. Les familles n'ont pas les moyens d'acheter plusieurs livres par semaine, mais elles peuvent les emprunter à la bibliothèque. Des personnes marginalisées peuvent s'y rencontrer. Les demandeurs d'emploi peuvent utiliser les ordinateurs pour qu'ils ne soient pas radiés et qu'on leur retire leurs prestations. À une époque où la plupart des lieux d'engagement collectif ont disparu des quartiers, les bibliothèques peuvent devenir des centres communautaires, des lieux qui limitent l'atomisation et la solitude et contribuent au bien-être.

C. T. : Selon vous, quel est leur avenir ?

A. G. : Les bibliothèques sont des institutions solides. Elles ont survécu depuis Assurbanipal vers 660 av. J.-C., la bibliothèque d'Alexandrie et le catalogue de Liu Xin sous la dynastie Han. Dans certains pays, la situation n'est pas la même qu'au Royaume-Uni. Les bibliothèques se sont développées dans des pays comme le Japon et la Corée du Sud. En Finlande, 5,5 millions d'habitants empruntent 68 millions de livres par an. Le problème n'est pas les bibliothèques, mais les gouvernements béotiens qui imposent des coupes budgétaires contre-productives qui entraînent des coûts beaucoup plus lourds à long terme pour la société. Le gouvernement conservateur après 2010, soutenu par les Libéraux-démocrates, restera dans les mémoires comme l'un des plus hostiles à la fonction publique en général et aux bibliothèques en particulier. Il devrait avoir honte.

POSTFACE

par Cécile Toutou

Les dernières relectures des épreuves de ce livre se sont déroulées entre mars et mai 2020, dans les circonstances exceptionnelles de confinement du pays et de la fermeture de toutes les bibliothèques en France.

La crise sanitaire du Covid-19 nous heurte de plein fouet. Elle remet en cause les fondamentaux même de la bibliothèque, lieu public par excellence de partage des savoirs et d'interactions sociales.

Il est évidemment trop tôt pour savoir quels seront les effets à long terme de cette crise sanitaire sur les bibliothèques, leurs personnels et leurs usagers. Ceci est d'autant plus le cas en Grande-Bretagne où les bibliothèques viennent de subir une terrible crise dont l'analyse est justement l'objet de cet ouvrage.

Nick Poole, directeur général du CILIP, plaide aujourd'hui¹ pour la reconstruction d'une « marque bibliothèque » aussi forte que le système de santé (National Health Service, NHS) :

« Si nous voulons réussir à revendiquer une nouvelle pertinence dans une société post-Covid, nous devons apprendre à assumer toute la complexité et la fragmentation du paysage actuel des bibliothèques publiques et la cacher derrière une seule expression de marque simple et confiante – "*c'est nous, c'est ce que nous sommes, c'est ce que vous pouvez obtenir de votre bibliothèque locale*". Nous devons apprendre à parler avec l'identité singulière et la cohérence du NHS. »

Cette fragmentation, cette atomisation de l'offre des bibliothèques britanniques, c'est aussi ce que raconte cet ouvrage consacré à l'autopsie des années de crises (2010-2016), comme résultante d'un désengagement progressif de l'État.

Pour les plus démunis, ceux qui n'ont pas d'accès à internet, ceux qui n'ont pas la possibilité d'étudier dans de bonnes conditions matérielles, la disparition temporaire ou plus longue de ces espaces, que Nick Poole nomme « lieu de refuge et d'autonomisation », est très dommageable à leur bien-être, à leur réussite scolaire, universitaire ou professionnelle. Pour tous, leur fermeture/disparition pose la question de la neutralité de l'accès à la connaissance quand on sait combien l'accès en ligne est dépendant des fournisseurs, de leurs choix, de leurs algorithmes, et des relais d'information, rarement

1. Nick Poole, *A new future for Public Libraries*, 29 avril 2020. [En ligne] < <https://medium.com/@nick.poole/a-new-future-for-public-libraries-ecad45a78918> >.

neutres. On l'a vu pendant ce confinement, le numérique tel qu'il est offert aujourd'hui creuse plus les inégalités qu'il ne les résout.

Défendre les bibliothèques dans une société post-Covid pourra prendre la forme d'un plaidoyer d'une certaine idée du « vivre-ensemble » autour des valeurs de démocratie et de neutralité, pour construire une société plus inclusive et bienveillante qui réduise les fractures culturelle ou numérique, un havre où il fait bon poser ses bagages pour se cultiver, étudier, apprendre, se distraire, et rencontrer des gens de tous les profils et de toutes les origines, sans masque !

GLOSSAIRE

ACL. Advisory Council on Libraries

L'ACL, Advisory Council on Libraries, a été créé par la loi de 1964 qui énonce à l'article 2 qu'il est du devoir du conseil «de conseiller le secrétaire d'État sur les questions liées à la fourniture ou à l'utilisation des installations de bibliothèque que ce soit en vertu de la présente loi ou autrement, comme il le juge approprié, et sur toutes questions dont on le saisirait». C'est sa seule fonction statutaire.

Les buts et objectifs spécifiques de l'ACL ont changé au fil des ans afin de refléter les problèmes les plus pertinents de l'époque. Les objectifs les plus récents incluait de conseiller les ministres sur :

- comment faire avancer la vision des bibliothèques publiques afin de fournir des services adaptés aux besoins des communautés au XXI^e siècle ;
- les travaux du Conseil des musées, bibliothèques et archives (MLA) ;
- la politique gouvernementale sur les bibliothèques et sa compatibilité avec les cadres et les programmes gouvernementaux émergents ;
- comment les bibliothèques publiques peuvent rester adaptées aux besoins et aux circonstances locales ;
- comment améliorer la place des bibliothèques publiques au sein du gouvernement, en veillant à ce que les autorités de tutelle et les autres départements de Whitehall soient pleinement conscients de la contribution des bibliothèques aux programmes des entreprises ;
- comment faire des bibliothèques des partenaires de choix pour les acteurs commerciaux et du tiers secteur ;
- comment maximiser le financement disponible pour les autorités de bibliothèque et assurer une utilisation efficace des ressources ;
- comment établir les meilleures pratiques dans le secteur.

En juillet 2010, le ministre de la Culture a écrit à tous les membres de l'ACL pour les informer que le projet de loi sur les organismes publics serait utilisé pour mettre fin à l'ACL et les remercier pour leur service. Depuis juillet 2010, le DCMS tient compte du fait que l'ACL est effectivement dissous, et que les mandats des huit membres de l'ACL ont expiré.

Source : DCMS, *Proposed Abolition of the Advisory Council on Libraries: A Consultation*, février 2014. [En ligne] < https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/281177/ACL_Consultation_-_final_for_Gov_uk_.docx >.

Sources complémentaires: < <https://www.nationalarchives.gov.uk/documents/information-management/dcms-operational-selection-procedure-1992-2016-draft.pdf> >.

Framework for the Future: Libraries, Learning and Information in the Next Decade.

[En ligne] < https://libraries.communityknowledgehub.org.uk/sites/default/files/framework_for_the_future3.pdf >.

ALP. Annual Library Plans

Les rapports annuels de bibliothèque ont été introduits par le DCMS (Department for Digital, Culture, Media and Sport) en 1998. Les directions des bibliothèques anglaises, par l'entremise de leurs Annual Library Plans (ALP), fournissent au DCMS un aperçu de leurs services, des détails sur l'atteinte des objectifs et l'évaluation de la réalisation des objectifs fixés précédemment. Le système de planification sera modifié et les ALP seront rationalisés à partir de 2003.

Arts Council England

< <https://www.artscouncil.org.uk/> >

L'Arts Council England est un organisme public non ministériel du Département du numérique, de la culture, des médias et du sport (DCMS). Il a été créé en 1994 lorsque le Conseil des Arts de Grande-Bretagne a été divisé en trois organismes distincts pour l'Angleterre, l'Écosse et le pays de Galles. Le système de financement des arts en Angleterre a subi une réorganisation considérable en 2002, lorsque tous les conseils des arts régionaux ont été regroupés au sein du Arts Council England et sont devenus des bureaux régionaux de l'organisation nationale.

L'Arts Council England est un organisme financé par le gouvernement qui se consacre à la promotion des arts du spectacle, des arts visuels et des arts littéraires en Angleterre. Depuis 1994, l'Arts Council England est responsable de la distribution des fonds de la loterie. Cet investissement a contribué à transformer le parc immobilier des organisations artistiques et à créer de nombreuses activités artistiques supplémentaires de haute qualité.

Depuis octobre 2011, l'Arts Council England est chargé de soutenir et de développer les musées, une fonction qu'il a héritée du défunt Museums, Libraries and Archives Council.

Source: Wikipedia.

CILIP. Chartered Institute of Library and Information Professionals

< <https://www.cilip.org.uk/> >

Le CILIP, Chartered Institute of Library and Information Professionals, est le principal organisme professionnel destiné aux bibliothécaires et aux gestionnaires de l'information au Royaume-Uni, qui compte des membres dans tous les secteurs : privé, bénévole et public, y compris les bibliothèques publiques. Le CILIP est né de la fusion, en avril 2002, de la Library Association et de l'Institute of Information Scientists.

CIPFA. Chartered Institute of Public Finance and Accountancy

< <https://www.cipfa.org/about-cipfa> >

«Le CIPFA, le Chartered Institute of Public Finance and Accountancy, est l'organisme professionnel des personnes travaillant dans le domaine des finances publiques. Nos 14 000 membres travaillent dans les services publics, dans des organismes de vérification nationaux, dans de grands cabinets comptables et dans d'autres organismes où les fonds publics doivent être gérés de façon efficace et efficiente.»

Chaque année, le CIPFA publie une analyse détaillée des activités des bibliothèques publiques : recettes, dépenses et revenus ; niveaux de dotation ; points de service ouverts au public (y compris le nombre de personnes ayant accès à l'information en ligne) ; stock de livres et de matériel audiovisuel et électronique ; prêts, demandes, requêtes et visites. Il fournit également des détails sur les services de l'organisme. Exemple pour 2017-2018 : < <https://www.cipfa.org/policy-and-guidance/publications/p/public-library-statistics-201718-estimates-and-201617-actuals-pdf> >.

CML. Community managed libraries¹

Trois modèles de bibliothèques ont été identifiés dans le rapport 2013 du Locality and Arts Council England intitulé *Community libraries – Learning from experience: guiding principles for local authorities* : 1. Community supported libraries ; 2. Independent libraries ; 3. Community managed libraries (CMLs). Ces dernières sont définies ainsi : des bibliothèques gérées par la communauté et en grande partie offertes par la communauté, rarement avec du personnel rémunéré (mais avec un certain soutien professionnel) et une certaine forme de soutien continu du conseil. Elles font partie du réseau

1. Voir également mention p. 9.

de bibliothèques, mais peuvent ou non être incluses dans les dispositions statutaires.

Source : < <https://www.gov.uk/government/publications/community-libraries-good-practice-toolkit/community-libraries-good-practice-toolkit> >.

CSR. Comprehensive Spending Review

Une Spending Review ou quelquefois une Comprehensive Spending Review est une mesure gouvernementale mise en œuvre au Royaume-Uni et menée par le HM Treasury afin de fixer des limites de dépenses définitives et, via des accords de service public, définir les principales améliorations que le public peut attendre de ces ressources.

Source : Wikipedia.

DCMS. Department for Digital, Culture, Media and Sport

< <https://www.gov.uk/government/organisations/department-for-digital-culture-media-sport> >

Le DCMS est un ministère du gouvernement britannique, responsable de la culture et du sport en Angleterre, de la construction d'une économie numérique et de certains aspects des médias dans tout le Royaume-Uni, comme la radiodiffusion et internet. Depuis 2017, le Department for Culture, Media and Sport est devenu le Department for Digital, Culture, Media and Sport (l'acronyme restant inchangé).

Le DCMS est en lien avec 45 agences et organismes publics, dont Arts Council England et la British Library.

On trouvera un nombre très important de rapports sur son site².

Sources : Wikipedia et site du DCMS.

LGA. Local Government Association

< <https://www.local.gov.uk/> >

« Nous sommes la voix nationale du gouvernement local, travaillant avec les conseils pour soutenir, promouvoir et améliorer le gouvernement local. [...] L'AGL est l'organisme national d'affiliation des collectivités locales et nous

2. < https://www.gov.uk/search/transparency-and-freedom-of-information-releases?keywords=library&content_store_document_type%5B%5D=corporate_report&organisations%5B%5D=department-for-digital-culture-media-sport&order=relevance >

travaillons au nom de nos conseils membres pour soutenir, promouvoir et améliorer les collectivités locales.»

Libraries Connected

< <https://www.librariesconnected.org.uk/> >

« Libraries Connected est un organisme de bienfaisance qui s'appuiera sur le travail antérieur de la Société des bibliothécaires en chef (Society of Chief Librarians, SCL), partiellement financés par le Conseil des Arts d'Angleterre en tant qu'organisation de soutien sectoriel pour les bibliothèques. Ce financement nous permet d'accroître nos capacités grâce à une nouvelle équipe de personnel et d'administrateurs qui travaille aux côtés de nos membres. Cependant, nous sommes fiers de rester une organisation de membres, composée de tous les services de bibliothèques d'Angleterre, du pays de Galles et d'Irlande du Nord. »

Libraries Taskforce

La Libraries Taskforce, qui relevait auparavant du DCMS, est une émanation qui fait suite aux recommandations du rapport de l'*Independent Library Report for England* : « Nous voulons nous appuyer sur les bonnes pratiques, les partenariats et les autres activités qui soutiennent déjà les bibliothèques publiques, et y ajouter de la valeur. Nous ferons également la promotion des bibliothèques auprès des gouvernements nationaux et locaux et des bailleurs de fonds potentiels, et nous créerons un récit fort sur la contribution des bibliothèques publiques à la société et aux communautés locales. »

Source : < <https://www.artscouncil.org.uk/supporting-libraries> >.

MLA. Museums, Libraries and Archives Council

Le Museums, Libraries and Archives Council (MLA) était jusqu'en mai 2012 un organisme public non ministériel et un organisme de bienfaisance dont la mission était de promouvoir l'amélioration et l'innovation dans le domaine des musées, des bibliothèques et des archives. Ses fonctions s'étendaient à l'ensemble du Royaume-Uni et il conseillait le gouvernement sur la politique et les priorités dans ces domaines en Angleterre, recevant des fonds du Département de la culture, des médias et des sports (DCMS).

Le 26 juillet 2010, il a été annoncé que le MLA serait aboli en vertu de nouvelles propositions présentées par le secrétaire d'État à la Culture, aux Jeux olympiques, aux Médias et aux Sports, Jeremy Hunt, visant à réduire

le nombre d'organismes publics financés par le gouvernement. Ses fonctions relatives aux musées et aux bibliothèques ont été transférées le 1er octobre 2011 à l'Arts Council England, et celles relatives aux archives aux National Archives. Certains membres du personnel ont été employés jusqu'en mai 2012 pour s'acquitter des responsabilités restantes, y compris la nomination d'un liquidateur.

Source: Wikipedia.

SCL. The Society of Chief Librarians

La Société des bibliothécaires en chef (SCL) est l'association professionnelle qui a pour but de promouvoir les intérêts et les initiatives des bibliothèques en représentant les points de vue et les intérêts des bibliothécaires en chef d'Angleterre et du pays de Galles. Elle devient Libraries Connected en juin 2018.

UNISON

< <https://www.unison.org.uk/> >

UNISON est le plus grand syndicat professionnel du Royaume-Uni, avec plus de 1,3 million de membres. En 2019, par exemple, UNISON a mené une importante recherche sur l'impact de la participation des bénévoles dans les bibliothèques publiques et a demandé à tous les membres travaillant dans une bibliothèque publique de répondre à un court sondage.

INDEX

Index des personnes citées

A

Addington 29
 Anstice, Ian 9, 11, 46, 75, 80, 107, 123,
 152, 163
 Ash, Elizabeth 72
 Ashton of Hyde 31

B

Bailey, Margaret 137
 Barnett, David 70
 Bedford, Martyn 149
 Bellamacina, Greta 136, 138 (note 2)
 Bennett, Alan 137
 Bird, John 27
 Bradley, Phil 25
 Brennan, Kevin 24
 Brotherton, Joseph 32
 Burnham, Andy 177
 Burnham, Shirley 107

C

Cachin, Marie-Françoise 21
 Camors, Carine 82
 Carnegie, Andrew 32, 135
 Charteris, Sue 76
 Clark, Ian 145
 Coates, Tim 18, 21, 23, 29, 32, 66, 67,
 73, 75, 80, 96, 201
 Cook, Rachel 76
 Cooper Clarke, John 136
 Crowe, Elizabeth 107

D

Davies, Lizzy 81
 Davies, Steve 67, 70
 Deboick, Sophia 149
 Donaldson, Julia 172
 Dron, Geoffrey 107
 Duffy, Carol Ann 171, 172

E

Engel, Karl 71
 Ewart, William 32

F

Finch, Dawn 156
 Fine, Anne 172
 Fisher, Bidy 147
 Flood, Alison 61, 71, 79, 141
 Florida, Richard 82
 Fry, Stephen 136, 172

G

Gaiman, Neil 175
 Gibbons, Alan 96, 107, 123, 125, 172,
 173, 176
 Glen, John 24
 Goodwin, Daisy 172, 175
 Green, Gary 145
 Griffiths of Burry Port 28

H

Hamby, Paul 135
 Harris, John 61, 63
 Heath, Nicola 149
 Hodge, Margaret 76
 Hollins 28
 Hunter, Isobel 18, 140, 146, 163

J

Jarvis, Dan 30

K

Kean, Danuta 68, 69
 Keynes, Milton 177

L

Loach, Ken 147
 Lord Collins 26

M

McDermid, Val 172
 McLeod, Charles 82
 McMenemy, David 61
 Mcternan, John 77
 Metcalfe, Eric 141
 Montgomery, Robert 135
 Mosse, Kate 172

N

Najowitz, Ira 135

O

Osborne, George 178

P

Page, Benedicte 125

Passmore Edwards, John 32

Poole, Nick 142

Pullman, Philip 116, 137, 171-175

R

Ramonatxo, Ophélie 62

Rankin, Ian 175

Rebuck, Gail 28, 30

Rebuck, Robert 29

Roper, Tom 145

Rosen, Michael 175, 178

S

Self, Will 172

Shukla, Nikesh 87

Sieghart, William 138

Smith, John 136

Smith, Zadie 19, 137, 172, 174, 175

Soulard, Odile 82

Suri, Ranbir Singh 28

Swaffield, Laura 107

T

Tate, Henry 32

Twain, Mark 171

U

Usherwood, Robert 28, 30

V

Vaizey, Ed (ou Edward) 26, 63, 173, 177

W

Whiteman, Rob 31

Whittingdale, John 78

Williams, Rowan 41

Wire, Nicky 172

Wright, Anita 173

Wylie, Alan 107, 140, 159, 173

Y

Yousafzai, Malala 138

Index des bibliothèques

bibliothèque d'Alexandrie 179

bibliothèque de Birmingham 82, 136, 142

bibliothèque des mineurs à Leadhill 135

bibliothèque du comté de Wirral 62, 66, 67, 76, 78, 79, 177

bibliothèques de l'île de Wight 49, 56

bibliothèques de Liverpool 172

bibliothèques de Newcastle 172

bibliothèque municipale de Chalfont St Giles 53

Brent 133, 137, 172, 178

British Library 96

Fife 173

Golbourne (Bolton) 49

Haringey 160

Hull 149

Idea Stores de Whitechapel 136

Kensal Rise (Londres) 136, 137, 171

Marcus Garvey Centre (Londres) 124

Millenium Library (Norwich) 122

New Cross (Londres) 155

Northenden Library (Manchester) 124

Redland Library (Bristol) 124

Rossington (Doncaster) 54

Sheffield Central Library 126

Storyhouse (Chester) 88

Upper Norwood Library (Londres) 124

Walkley Library (Sheffield) 124

CHRONOLOGIE

Cette chronologie des principaux textes réglementaires, lois et normes relatives aux bibliothèques publiques¹ présente, pour chaque article : la date de promulgation ou de publication, le nom, l'institution qui en est à l'origine et, le cas échéant, le lien vers la ressource en ligne.

1850. Public Libraries Act

Hansard, Parliamentary Debates, 3rd Ser., Vol. CIX (1850), Col. 848

«La loi sur les bibliothèques publiques de 1850 a donné une légitimité à une série de dispositifs conçus pour soutenir l'éducation de masse qui était déjà en place : une expression précoce du rôle des bibliothèques dans l'inclusion sociale. Cette loi a placé la responsabilité du service naissant solidement à la charge des autorités locales (plutôt que du gouvernement national). [...] La loi était permissive au sens où les autorités locales pouvaient choisir de fournir des services de bibliothèque, mais sans contraintes quant aux montants qu'une autorité pouvait dépenser. On continuait de compter beaucoup sur la philanthropie et les dons volontaires. Dans ce climat, les niveaux de participation des autorités locales étaient faibles, et même là où la loi a été adoptée, principalement dans le Nord industriel et les Midlands, le niveau de service fourni était médiocre par rapport aux normes atteintes au milieu des années 1900.»

Pour Nick Moore (2004) : *«La loi a introduit quatre changements clés. Premièrement, et c'est le plus important, elle a fait de la prestation de services de bibliothèque publique "complets et efficaces" une exigence législative, bien qu'elle n'ait pas précisé les buts et les objectifs du service. Elle a exigé que les services de prêt et de référence de base soient gratuits. En Angleterre et au pays de Galles, le Secrétaire d'État a été chargé de superviser et de promouvoir le service et a fixé à 40 000 le nombre minimum de personnes à desservir une bibliothèque publique.»*

1964. Public Libraries and Museum Act

UK Public General Acts

< <https://www.legislation.gov.uk/ukpga/1964/75/enacted> >

La loi est présentée ainsi dans le récapitulatif proposé dans le document III : *«La loi de 1964 a donné pour la première fois au gouvernement central un panorama des services des bibliothèques locales. La loi permettait une action si les autorités des bibliothèques manquaient à leurs obligations envers le public et la*

1. Traduction de Cécile Toutou.

loi précisait en termes généraux quelles étaient ces obligations. La loi stipule également que, dans l'exercice de ses fonctions, l'administration d'une bibliothèque doit veiller à maintenir des stocks suffisants de livres, d'autres imprimés, d'images, et de films etc. en nombre, gamme et qualité suffisants pour répondre aux besoins du public et aux besoins particuliers des adultes et des enfants. Les autorités des bibliothèques étaient tenues d'encourager et de conseiller les adultes et les enfants à utiliser au maximum les services offerts. Elle s'applique toujours le vaste réseau de bibliothèques publiques au XXI^e siècle.»

1998. Annual Library Plans

En 1998, le gouvernement a décidé d'établir des normes nationales pour les bibliothèques et de mettre un peu de chair sur les os de l'obligation légale de fournir un service « complet et efficace ». Le gouvernement a exigé de toutes les autorités responsables des bibliothèques qu'elles soumettent des plans annuels de bibliothèques au DCMS (source: Committee on Culture, Media and Sport – Third Report).

1999. Libraries for All: Social Inclusion in Public Libraries: Policy Guidance for Local Authorities in England

Department for Digital, Culture, Media and Sport (DCMS)

Nous avons trouvé plusieurs mentions de ce rapport (< <https://trove.nla.gov.au/work/8383774?selectedversion=NBD22264176> >) mais avons échoué à pouvoir le consulter sur les sites officiels.

2001. Comprehensive, Efficient and Modern Public Libraries – Standards and Assessment

Department for Digital, Culture, Media and Sport (DCMS)

< https://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20080727063221/http://www.culture.gov.uk/images/publications/libraries_archives_for_all_assessment.pdf >

En 2001, le DCMS a lancé un ensemble de 26 normes pour les bibliothèques publiques dont le but était de créer une définition claire et largement acceptée du devoir d'une autorité de bibliothèque de fournir un « service complet et efficace » (source: Committee on Culture, Media and Sport – Third Report). Elles ont été révisées en avril 2004, en mars 2006 et en décembre 2007 (< https://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20081023183043/http://www.culture.gov.uk/images/publications/publiclibraryservice_dec07.pdf >). La

dernière révision date de juin 2008: < <https://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20081023183056/http://www.culture.gov.uk/images/publications/PulbicLibraryServicesApril08.pdf> >.

Selon le site < <https://www.publiclibrariesnews.com/useful/documents/public-library-standards-in-england> > : « Depuis le 1^{er} avril 2008, ces normes et mesures d'impact ont été remplacées par un indicateur national pour les bibliothèques publiques, qui fait partie d'un ensemble de 198 indicateurs créant un nouveau cadre de performance pour les gouvernements locaux. L'indicateur national est le NI09: Utilisation des bibliothèques publiques. Il est important de noter que ces normes et mesures étaient entièrement volontaires. Elles ont été abolies à leur tour en octobre 2010 par le gouvernement de coalition. »

Voir également < <https://www.gov.uk/government/speeches/local-government-accountability--2> > : « J'annonce également aujourd'hui le remplacement de l'ensemble d'indicateurs nationaux par une liste unique et complète de toutes les données que nous attendons des collectivités locales qu'elles fournissent au gouvernement central. Alors que par le passé, les autorités locales étaient tenues de faire rapport sur un chiffre global d'environ 200 indicateurs nationaux, nous savons qu'en réalité, le nombre d'exigences en matière de rapports était bien plus élevé » – The Rt Hon Lord Pickles.

2002. Audit Commission (2002) Building better library services

Audit Commission

< <https://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20080805062924/http://www.audit-commission.gov.uk/reports/NATIONAL-REPORT.asp?CategoryID=&ProdID=9DOA0DD1-3BF9-4c52-9112-67D520E7C0AB&fromREPORTSANDDATA=NATIONAL-REPORT> >

« Ce rapport examine les services de bibliothèque fournis par les conseils locaux en Angleterre et au pays de Galles. Il s'appuie sur les conclusions des 36 premières inspections des services de bibliothèque, ainsi que sur une série d'autres recherches, notamment des statistiques recueillies à l'échelle nationale et des résultats de consultations avec des usagers et des non-usagers des services de bibliothèque. Il donne également suite à un certain nombre de messages clés du rapport de 1997 de la Commission sur les services de bibliothèque, Due for Renewal. Le rapport s'appuie sur une série d'exemples tirés de rapports d'inspection et d'autres sources pour identifier les forces et les faiblesses des services de bibliothèque. Il indique comment certains conseils réussissent à relever les défis auxquels les services de bibliothèque font face actuellement. Il présente une série de recommandations à l'intention des gestionnaires des services de bibliothèque et met en évidence les

messages importants à l'intention des membres élus, des cadres supérieurs des conseils et des décideurs nationaux.»

La Audit Commission a été remplacée par Public Sector Audit Appointments Ltd, le National Audit Office, le Financial Reporting Council et le Cabinet Office en avril 2015. Cet organisme public indépendant a existé entre le 1er avril 1983 et le 31 mars 2015.

2003. Framework for the future: libraries, learning and information in the next decade

Department for Digital, Culture, Media and Sport (DCMS)

< <http://dera.ioe.ac.uk/id/eprint/4709> >

Pour Nick Moore (2004): *«Le Ministère a publié un document de politique qui tente d'établir un cadre pour le développement futur (SMCD, 2003). Ce document encourage les gestionnaires des bibliothèques publiques à se concentrer sur trois secteurs d'activité au cœur de la mission moderne des bibliothèques:*

- 1 la promotion de la lecture et de l'apprentissage informel;*
- 2 l'accès aux compétences et aux services numériques, y compris l'administration en ligne;*
- 3 les mesures de lutte contre l'exclusion sociale, de construction de l'identité communautaire et de développement de la citoyenneté.»*

Octobre 2004. New Public Library Service Standards

Department for Culture, Media and Sport (DCMS)

< https://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20061209095509/http://www.culture.gov.uk/www.culture.gov.uk/Templates/Publishing/Publication.aspx?NRMODE=Published&NRNODEGUID=%7b295644CE-12FF-4AD8-A125-2F1F1445699C%7d&NRORIGINALURL=%2fReference_library%2fPublications%2farchive_2004%2flibrary_standards%2ehtm%3fcontextId%3d%7b99EE2DEC-C291-4937-A64E-1FOC5F12D32B%7d&NRCACHEHINT=NoModifyGuest&contextId={99EE2DEC-C291-4937-A64E-1FOC5F12D32B} >

«En 2001, le gouvernement a publié les Normes pour les bibliothèques publiques, qui sont entrées en vigueur en avril 2001 avec une période d'introduction progressive de trois ans. Avec l'introduction du Framework for the Future, les normes ont été revues pour s'assurer qu'elles reflètent la nouvelle stratégie.

Les normes de service ci-dessous sont une version révisée des normes actuelles et elles constituent le premier de deux éléments des nouvelles normes.

Les normes originales (2001) et les normes révisées (2004) ne sont plus disponibles en ligne. Le document ci-dessous est la dernière version des normes, qui comprend une révision effectuée en mars 2006.»

17 novembre 2004. Report to Parliament on Public Library Matters

Department for Digital, Culture, Media and Sport (DCMS)

10 mars 2005. Public Libraries: Third Report of Session 2004-05, volume I (HC 81-I of session 2004-05)

House of Commons. Culture, Media and Sport Committee

< <https://publications.parliament.uk/pa/cm200405/cmselect/cmcmds/81/81i.pdf> >

«Nos principales recommandations sont conçues pour attirer l'attention sur le rôle fondamental des bibliothèques dans la promotion de la lecture, et nous cherchons à distinguer clairement entre les fonctions fondamentales et les compléments souhaitables (en privilégiant les ressources en faveur des premières). Il faut des liens beaucoup plus forts entre les normes des bibliothèques nationales (qui doivent elles-mêmes être améliorées) et les mécanismes visant à encourager et à permettre aux services de bibliothèque de les satisfaire, voire de les dépasser.»

2007. Evaluation of the Framework for the Future Action Plan 2003-06: Findings of the evaluation research on improvement and development in library services and the contribution of the Framework action plan activities

Museums, Libraries and Archives Council (MLA)

< https://www.tavinstitute.org/wp-content/uploads/2013/01/Tavistock_Report_Evaluation_Framework_future_action_plan_2006.pdf >

«Ce rapport final du “Framework for the Future 2003-2006” présente les résultats de la recherche menée sur l'amélioration et le développement des bibliothèques ainsi que la contribution aux activités du “Framework action plan”. Le rapport est organisé en huit sections: la première qui décrit l'approche adoptée pour mener cette évaluation; le changement et le développement des services de chaque bibliothèque et la contribution du “Framework action plan” à cet égard (section 2); la contribution du plan d'action à la construction de nouvelles capacités (section 3) relative; à la lecture et à l'apprentissage (section 4); au développement des valeurs

de la collectivité et des valeurs civiques (section 5); à la citoyenneté numérique (section 6); au changement du réseau des bibliothèques publiques dans son ensemble (section 7); et les conclusions et recommandations concernant le recadrage et le rééquilibrage du plan d'action (section 8).»

7 juillet 2008. "Fixing our broken society"

Discours de David Cameron à Gallowgate (Glasgow)

< https://conservativehome.blogs.com/torydiary/files/fixing_our_broken_society.pdf >

Septembre 2009. A Local Inquiry into the Public Library Service Provided by Wirral Metropolitan Borough Council

Department for Digital, Culture, Media and Sport (DCMS) et Sue Charteris

< https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/77447/wirral_local_inquiry.pdf >

«Entre décembre 2008 et avril 2009, le secrétaire d'État à la Culture, aux Médias et aux Sports a reçu un volume important de correspondance – principalement de la part du public mais aussi d'organismes professionnels – exprimant leur préoccupation quant aux propositions élaborées par le Wirral Metropolitan Borough Council (MBC) concernant la restructuration de son service de bibliothèque publique.

Le secrétaire d'État a encouragé Wirral MBC – en février 2009 – à demander l'aide du Conseil des musées, des bibliothèques et des archives (MLA) afin de faciliter le dialogue sur les propositions, et a fait en sorte que le MLA se rende sur place et rende compte de l'état d'avancement et des résultats des propositions.

À la suite de rapports de préoccupation du député et d'une plainte précise selon laquelle le député n'était pas convaincu que les propositions de Wirral MBC étaient conformes à ses devoirs et obligations en vertu de la loi sur les bibliothèques et les musées publics de 1964, le secrétaire d'État a décidé qu'une enquête locale en vertu du paragraphe 10(1) de la loi était nécessaire afin de recueillir et d'évaluer de façon indépendante les renseignements sur les propositions, et pour aider à déterminer si Wirral MBC manque ou non à ses obligations en vertu de la loi de 1964.

Sue Charteris, a été nommée par le secrétaire d'État en tant que personne indépendante pour diriger l'enquête, qui a été menée conformément aux Public Libraries (Inquiries Procedure) Rules 1992 (les "Règles de procédure")» (source: introduction, p. 10).

2009. What Makes A Good Library Service – Guidelines on public library provision in England for portfolio holders in local Councils

Chartered Institute of Library and Information Professionals (CILIP)

< <https://modern.gov.sutton.gov.uk/mgConvert2PDF.aspx?ID=15468> >

Le CILIP a produit ces directives afin de fournir des conseils aux gestionnaires de portefeuille au sein des conseils sur ce qui fait un bon service de bibliothèque.

2010. Spending Review 2010

HM Treasury

< <https://www.gov.uk/government/publications/spending-review-2010> >

27 avril 2010. "Let's mend our broken society"

Discours de David Cameron

< <https://conservative-speeches.sayit.mysociety.org/speech/601479> >

2011. Community engagement in public libraries: an evaluation update of the Big Lottery Fund's Community Libraries Programme

Museums, Libraries and Archives Council (MLA)

< https://www.artscouncil.org.uk/sites/default/files/download-file/Community_engagement_public_libraries_evaluation_update_2011.pdf >

« En novembre 2010, MLA et la Big Lottery (BIG) ont chargé Renaisi d'entreprendre une mise à jour de l'évaluation du Communities Library Programme (CLP), qui est géré et financé par le Fonds de la Big Lottery. Ce programme de 80 millions de livres sterling a permis de financer 58 collectivités pour la rénovation de 77 bibliothèques. Le financement a été principalement sous forme de capital, bien qu'il ait été demandé aux bibliothèques d'impliquer activement les communautés dans la conception, la fourniture et la gestion des bibliothèques financées. Pour satisfaire à cette exigence, chaque bibliothèque a présenté un Community Engagement Plan (CEP) décrivant les activités, les résultats et les objectifs en matière d'engagement communautaire, dont les progrès ont été suivis tout au long du programme » (source : introduction). Ce rapport en présente une évaluation.

2011. Localism Act 2011

UK Public General Acts

< <http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2011/20/contents/enacted> >

Cette loi concerne, entre autres, les fonctions et les procédures des autorités locales; les fonctions de la Commission for Local Administration, les finances des administrations locales, l'aménagement du territoire.

(Voir également, dans le présent ouvrage, la note 5 page 41.)

6 novembre 2012. Library Closures. Third Report of Session 2012-13. HC 587 Volume 1 (Incorporating HC 1815-i to iii of Session 2010-12)

Department for Digital, Culture, Media and Sport (DCMS) et Ed Vaizey

< <https://publications.parliament.uk/pa/cm201213/cmselect/cmcmds/587/587.pdf> >

Rapport demandé par le ministre sur l'effet cumulatif sur le fonctionnement des bibliothèques des réductions des dotations des autorités locales et de la promotion de solutions de rechange comme les transferts aux bénévoles de la collectivité.

20 mai 2012. Future Libraries Programme

Department for Culture, Media and Sport (DCMS) et Ed Vaizey

< <https://www.gov.uk/government/news/future-libraries-programme> >

Annnonce par le ministre de la Culture, Ed Vaizey, des dix premiers secteurs à rejoindre le futur programme des bibliothèques. « *Les communautés auront la possibilité de tester un programme de changement ambitieux pour les bibliothèques.* »

23 janvier 2013. Community libraries – Learning from experience: Guiding principles for local authorities

Arts Council England

< <https://www.artscouncil.org.uk/community-libraries-learning-experience> >

« *Cette synthèse présente les principales conclusions des nouvelles recherches sur les différentes façons dont les communautés s'impliquent désormais auprès de leurs bibliothèques locales. Il présente des expériences récentes pour aider les responsables des collectivités locales à réfléchir à la meilleure façon de concevoir et de gérer leurs propres services de bibliothèque.* »

La recherche a porté sur les différentes façons dont les communautés sont maintenant engagées de façon importante au fonctionnement ou à la gestion des services de bibliothèque de base» (source : introduction).

18 décembre 2014. Independent Library Report for England

Ministry of Housing – Communities & Local Government – Department for Digital, Culture, Media & Sport – The Rt Hon Brandon Lewis MP – Ed Vaizey

< <https://www.gov.uk/government/publications/independent-library-report-for-england> >

«Suite à une étude de sept mois confiée par le gouvernement, les rapporteurs ont étudié comment le réseau des bibliothèques publiques pourrait mieux fonctionner, à l'avenir.

Ils ont visité un grand nombre de bibliothèques, tant urbaines que rurales, ont longuement discuté avec les autorités locales des problèmes et des défis auxquels les bibliothèques sont confrontées, ont examiné plus de 200 rapports et ont entendu les témoignages de plusieurs des organismes, y compris le Conseil des arts d'Angleterre. Toutes les informations ont été recueillies avec une profonde conscience de la situation financière grave et durable qui touche tout le monde, du rythme rapide des changements actuels et de l'impératif de ne laisser personne à la traîne» (introduction du rapport).

1^{er} juillet 2016. Public libraries in England: basic dataset (as on 1 July 2016)

Department for Culture, Media and Sport (DCMS)

< https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/609034/Public_libraries_in_England_basic_dataset__as_on_1_July_2016_.csv/preview >

Il s'agit d'une base de données qui fournit de l'information sur les bibliothèques publiques en Angleterre provenant du Groupe de travail sur les bibliothèques [Libraries Taskforce]. Il indique le nombre de bibliothèques fixes en Angleterre (statutaires et non statutaires) au 1^{er} juillet 2016.

Les données décrivent également le type de bibliothèque, le nombre d'heures d'ouverture ainsi que les bibliothèques qui ont été temporairement fermées le 1^{er} juillet, par exemple pour rénovation. Les définitions des types de bibliothèques utilisées dans l'ensemble de données sont jointes à titre de référence.

29 septembre 2016. Local Libraries and Independent Bookshops in the UK, Lords Library notes LLN-2016-0047, 29 septembre 2016

House of Lords

< <https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/LLN-2016-0047/LLN-2016-0047.pdf> >

13 octobre 2016. Lords debates role of libraries and independent bookshop

House of Lords Hansard

< <https://hansard.parliament.uk/Lords/2016-10-13/debates/C8C0345D-B9F6-4EF9-BFE2-A58A6618529D/LibrariesBookshopsAndBookseller> >

Retranscription des débats.

5 juin 2018. Community managed libraries: good practice toolkit

Department for Digital, Culture, Media and Sport (DCMS)

< <https://www.gov.uk/government/publications/community-libraries-good-practice-toolkit/community-libraries-good-practice-toolkit> >

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie rassemblant des textes généraux permettant de mieux appréhender le contexte dans lequel la crise des bibliothèques britanniques s'est déroulée.

- Gina Baber, *The Positive and Negative Impact of Using Volunteers in Public Libraries*, UCL, 2018. [En ligne] < <https://www.ucl.ac.uk/information-studies/sites/information-studies/files/gbaber2018.pdf> >.
- Dan Bulley et Bal Sokhi-Bulley, “Big Society as Big Government: Cameron’s Governmentality Agenda”, *British Journal of Politics & International Relations*, 2014, vol. 16, n° 3, p. 452-470. [En ligne] < <https://doi.org/10.1111/j.1467-856X.2012.00547.x> >.
- Bidy Casselden, Alison J. Pickard et Julie McLeod, “The challenges facing public libraries in the Big Society: The role of volunteers, and the issues that surround their use in England”, *Journal of Librarianship and Information Science*, vol. 47, n° 3, p. 187-203. [En ligne] < <https://doi.org/10.1177/0961000613518820> >.
- Tim Coates, “On the closure of English public libraries”, *Public Library Quarterly*, 2019, vol. 38, n° 1, p. 3-18. [En ligne] < <https://doi.org/10.1080/01616846.2018.1538765> >.
- Patrick Coquart, « Royaume Uni: Big Society contre Big Government. Quels sont les fondements idéologiques de la Big Society défendue par Cameron? », *Contrepoints*, 11 juillet 2015. [En ligne] < <https://www.contrepoints.org/2015/07/11/213628-royaume-uni-big-society-contre-big-government> >.
- David Clifford, “Charitable organisations, the Great Recession and the Age of Austerity: Longitudinal Evidence for England and Wales”, *Journal of Social Policy*, 2017, vol. 46, n° 1, p. 1-30. [En ligne] < <https://doi.org/10.1017/S0047279416000325> >.
- Steve Davies, “The public library in the UK’s Big Society”, *Prometheus*, septembre 2012, vol. 30, n° 3, p. 353-358. [En ligne] < <https://doi.org/10.1080/08109028.2012.702052> >.
- Deborah Forbes, Lindsay Findlay-King, Gordon Macfadyen et Geoff Nichols, “From public to volunteer library provision in the UK: lesson to be learnt – One size does not fit all”, *Voluntary Sector Review*, novembre 2017, vol. 8, n° 3, p. 343-353. [En ligne] < <https://doi.org/10.1332/204080517X15072789482055> >.

- *Future libraries: Change, options and how to get there – Learning from the Future Libraries Programme Phase 1*. [En ligne] < <https://www.local.gov.uk/sites/default/files/documents/view-document-f68.pdf> >.
- Clémence Fourton, « Cartographie de l'espace citoyen anti-austérité au Royaume-Uni depuis la crise de 2008 », *Observatoire de la société britannique*, 2018, vol. 23, p. 83-104. [En ligne] <http://journals.openedition.org/osb/3018> >.
- Anne Goulding, “Engaging with community engagement: public libraries and citizen involvement”, *New Library World*, 2009, vol. 110, n^{os} 1/2, p. 37-51. [En ligne] < https://www.researchgate.net/publication/240601008_Engaging_with_community_engagement_Public_libraries_and_citizen_involvement >.
- Ipsos MORI and Shared Intelligence (2013), *Envisioning the library of the future. Phases 1 and 2: full report*. Research by Ipsos MORI and Shared Intelligence. (This document is an independent report, part of *Envisioning the library of the future*, commissioned by Arts Council England.) [En ligne] < https://www.artscouncil.org.uk/sites/default/files/download-file/Envisioning_the_library_of_the_future_phases_1_and_2_full_report_0.pdf >
- Gilles Leydier (dir.), « Le Royaume-Uni à l'heure de la coalition », *Observatoire de la société britannique*, 2014, vol. 15. [En ligne] < <https://journals.openedition.org/osb/1574> >.
- Ben McCall, “Big Society and the devolution of power”, in Marina Stott (dir.), *The Big Society Challenge*, Keystone Development Trust Publications, 2011, p. 65-74. [En ligne] < <http://www.oneeastmidlands.org.uk/sites/default/files/library/128.pdf> >.
- Museums Libraries and Archives Council, *What do the public want from libraries? User and non-user research – full research report*, MLA, novembre 2010. [En ligne] < <https://www.artscouncil.org.uk/participating-and-attending/what-do-people-want-libraries-0> >.
- Museums Libraries and Archives Council, *Community engagement in public libraries: an evaluation of the Big Lottery Fund's Community Libraries Programme*, MLA, juin 2010. [En ligne] < <https://www.artscouncil.org.uk/community-engagement-public-libraries-main-evaluation%C2%A0> >.

- Mark Littlewood, “A simple way to keep every public library open...”, Institute of Economic Affairs, 2011. [En ligne] < <http://www.iea.org.uk/blog/a-simple-way-to-keep-every-public-library-open> >.
- Liz Macdonald, *A New Chapter: Public Library Services in the 21st Century*, CarnegieUK Trust, mai 2012. [En ligne] < <https://www.carnegieuktrust.org.uk/news/a-new-chapter-public-library-services-in-the-21st-century/> >.
- Nick Moore, “Public library trends”, *Cultural Trends*, 2004, vol. 13, n° 1, p. 27-57. [En ligne] < <https://doi.org/10.1080/0954896042000216437> >.
- Joe Painter, Lena Dominelli, Gordon MacLeod, AndrewOrton et Raksha Pande, “Connecting localism and community empowerment”, Connected Communities, 2011. [En ligne] < <https://ahrc.ukri.org/documents/project-reports-and-reviews/connected-communities/connecting-localism-and-community-empowerment/> >.
- Christine Rooney-Browne, “Rising to the challenge: a look at the role of public libraries in times of récession”, *Library Review*, 2009, vol. 58, n° 5, p. 341-352. [En ligne] < <https://doi.org/10.1108/00242530910961765> >.
- Camille Rosenblatt, « Le Tiers Secteur au Royaume-Uni : historique, état des lieux et perspectives », Think Tank européen Pour la Solidarité, juin 2013. [En ligne] < <http://www.ess-europe.eu/sites/default/files/wpru2013.pdf> >.
- Chloe Stothart, “Analysis: the libraries that have been taken over by volunteers”, *Third Sector*, 21 août 2012. [En ligne] < https://www.thirdsector.co.uk/Policy_and_Politics/article/1146150/Analysis-libraries-taken-volunteers/ >.
- Nicolas Sowels, Anémone Kober-Smith et Gilles Leydier (dir.), « Les services publics au Royaume-Uni et en France face aux politiques d’austérité », *Observatoire de la société britannique*, 2017, vol. 19. [En ligne] < <https://journals.openedition.org/osb/1888> >.
- The National Federation of Women’s Institutes (NFWI), *On permanent loan? Community managed libraries: the volunteer perspective*, janvier 2013. [En ligne] < https://www.thewi.org.uk/_data/assets/pdf_file/0006/49848/on-permanent-loan.pdf >.
- Ophélie Ramonatxo, « Le “cas” des bibliothèques britanniques », *Bulletin des bibliothèques de France (BBF)*, 2011, n° 2, p. 46-50. Disponible en ligne : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2011-02-0046-009> >.

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Tableau 1. Liste chronologique des normes relatives aux bibliothèques publiques	23
Encadré 1. Les origines du service des bibliothèques publiques au Royaume-Uni, par <i>Tim Coates</i>	32
Figure 1. Nombre de visites (en millions) dans les bibliothèques publiques (Royaume-Uni)	34
Tableau 2. Situation des bibliothèques publiques britanniques en 2010	64
Figure 2. Nombre de visites en bibliothèque (2000-2014)	65
Figure 3. Nombre de livres empruntés en bibliothèque (2000-2014)	66
Figure 4. Budget total (en livres sterling) destiné aux bibliothèques (2000-2014)	69
Figure 5. Nombre de bibliothèques ouvertes plus de 10 heures par semaine (2000-2014)	71
Figure 6. Cartes des fermetures de bibliothèques	74
Encadré 2. Laissez nos bibliothèques en paix ! (extraits du discours prononcé le 20 janvier 2011 par Philip Pullman)	117
Photo 1. Grève à la Millenium Library de Norwich (2014)	122
Encadré 3. <i>The Safe House: A Decline of Ideas</i> , le film engagé de deux jeunes Londoniennes, par <i>Sylvie Decaux</i>	132
Capture d'écran 1. <i>The Safe House</i> au minutage de 4:17	133
Capture d'écran 2. <i>The Safe House</i> au minutage de 19:34	133
Capture d'écran 3. <i>The Safe House</i> au minutage de 45:28	134
Capture d'écran 4. <i>The Safe House</i> au minutage de 45:47	134
Photo 2. La bibliothèque pop-up de Kensal Rise	137
Capture d'écran 5. Page d'accueil du site de Voices for the Library	145
Capture d'écran 6. Page d'accueil du site de Libraries Connected	146
Tableau 3. Comparaison entre bibliothèques communautaires et bibliothèques « partenaires »	153
Tableau 4. Les bénévoles en bibliothèque, pour ou contre ?	154
Tableau 5. Enquête CIPFA sur les bibliothèques 2017-2018	165

LA NUMÉRIQUE

Les Presses de l'Esssib ont fait une place, en 2016, à une collection d'ebooks gratuits, nommée La Numérique.

Depuis 2017, La Numérique expérimente une nouvelle formule en devenant un cadre d'édition pour des textes numériques experts et engagés.

Exclusivement numérique et entièrement gratuite, la collection souhaite prendre au sérieux et le numérique et le gratuit, soit : la recontextualisation de productions issues du Web d'une part et la vitalité des contributions volontaires d'autre part.

Muriel Amar
Directrice de la collection

Bibliothèques publiques britanniques contemporaines : autopsie des années de crise / sous la direction de Cécile Touitou ; avec la collaboration de Karine Lespinasse ; préface de Pascal Sanz. – Données textuelles (1 fichier : 4,6 Mo). – Villeurbanne : Presses de l'Esssib, cop. 2020. – (La Numérique, ISSN 2492-9735).

L'impression du document génère 204 p.

ISBN 978-2-37546-116-7 (pdf) : gratuit

Dewey : 027.442

Rameau :

Bibliothèques publiques -- Grande-Bretagne
Bibliothèques publiques -- 21^e siècle
Relations bibliothèque-collectivité
Bibliothèques -- Aspect social
-- Grande-Bretagne
Bibliothèques publiques -- Administration
-- Grande-Bretagne
Bibliothèques -- Services aux publics
-- Grande-Bretagne

Notice rédigée par la bibliothèque de l'Esssib, 2020.



Cet ouvrage a été réalisé avec les outils d'édition structurée développés par l'IR Métopes à la MRSH et aux Presses de l'université de Caen Normandie.

Secrétaire d'édition et maquettiste
Celestino Avelar

Secrétaire administrative
Véronique Bolinde

Conception graphique
atelier Perluette & BeauFixe, 69001 Lyon
< <http://www.perluette-beaufixe.fr> >

Le catalogue des Presses
< <https://presses.enssib.fr/> >

Commander en ligne sur le Comptoir des Presses d'universités
< <http://www.lcdpu.fr/editeurs/enssib/> >

Commander ou consulter en ligne sur OpenEdition Books
< <https://books.openedition.org/pressesenssib/> >

.....
Presses de l'Esssib
École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques
17-21 boulevard du 11 novembre 1918
69623 Villeurbanne Cedex
Tél. 04 72 44 43 43
Fax 04 72 44 43 44
Courriel : presses@enssib.fr

Première mise en ligne : juin 2020
Dépôt légal : 1^{er} semestre 2020